TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11 619 — MARDI 8 JUIN 1982

**Défaite des sociaux-démocrates et des libéraux aux élections de Hambourg**

LIRE PAGE 10



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr ; Canada, 1,10 $ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Iran, 125 ris ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 l. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

# Brusque aggravation de trois conflits armés

## • SUD-LIBAN : les troupes israéliennes poursuivent leur progression
## • MALOUINES : la bataille pour Port-Stanley a commencé
## • TCHAD : N'Djamena est occupée par les forces de M. Hissène Habré

Alors que la deuxième Assemblée générale extraordinaire des Nations unies consacrée au désarmement s'ouvre, ce lundi 7 juin, à New-York, les conflits en cours s'intensifient, notamment au Proche-Orient, aux Falkland et au Tchad.

● AU SUD-LIBAN, les forces israéliennes poursuivaient leur progression, ce lundi en fin de matinée, sur un front de soixante kilomètres, de Saïda sur la côte méditeranéenne au mont Hermon. Cette offensive lancée sur trois axes principaux depuis dimanche midi, se heurte à une vive résistance des Palestiniens, inférieurs en nombre, qui ont déjà perdu, avec le château de Beaufort, leur principal point d'appui.

Les forces israéliennes, bousculant les « casques bleus » de l'ONU sans les affronter — à l'exception d'un accrochage mineur avec le contingent norvégien — seraient presque au contact de forces syriennes à Jarmak, au nord-est de Nabatyeh.

Les opérations israéliennes ont dominé les conversations politiques, dimanche, à Versailles, où M. Mitterrand, après des hésitations, a condamné l'initiative de Jérusalem, et d'où le président Reagan a envoyé un message à M. Begin pour lui demander d'interrompre son offensive.

● DANS L'AFFAIRE DES MALOUINES, les Sept ont exprimé leur solidarité avec la Grande-Bretagne, tout en conseillant à Mme Thatcher d'accepter des négociations sur le sort des îles une fois les opérations militaires terminées. Tel ne paraît pas être l'état d'esprit du premier ministre britannique. Il semble bien, en revanche, que la bataille pour Port Stanley ait commencé dimanche ; selon un envoyé spécial de la télévision britannique, des opérations d'une « grande audace » sont en cours pour hâter la reddition des troupes argentines. Londres a, d'autre part, confirmé que les trois mille cinq cents hommes, transportés par le Queen Elizabeth, avaient été débarqués, et Buenos-Aires a fait état, ce lundi matin, de combats à proximité de Port Stanley.

Ce conflit sera au centre des discussions que le président Reagan aura mardi et mercredi à Londres avec Mme Thatcher. Le président des Etats-Unis a quitté lundi matin Paris pour Rome, où il doit avoir des entretiens successivement avec Jean-Paul II et les dirigeants italiens. C'est dans la soirée qu'il se rend à Londres où a eu lieu dimanche une importante manifestation pacifiste. D'autres manifestations de ce genre ont eu lieu pendant le week-end notamment à Rome (trois cent mille personnes), à Copenhague et à Anvers. (Lire page 9.)

● AU TCHAD, les forces de M. Hissène Habré, au terme d'une offensive qui n'a pas rencontré de résistance sérieuse, ont pénétré dans N'Djamena. On était sans nouvelles, ce lundi en fin de matinée, de M. Goukouni Oueddeï, chef de l'Etat, qui la veille encore, avait refusé toute négociation avec son adversaire. (Lire page 48.)

## Le passe-droit de M. Begin

Comme à l'accoutumée, M. Menahem Begin sait choisir le moment opportun pour défier la communauté internationale. La crise polonaise lui avait offert l'occasion d'annexer formellement le Golan, territoire incontestablement syrien, sans s'exposer aux foudres des grandes puissances et des moins grandes.

En bombardant Beyrouth et d'autres agglomérations pendant quarante-huit heures, tuant des centaines de Libanais et de Palestiniens, avant même que l'on sache si l'O.L.P. était responsable ou non de l'attentat odieux perpétré à Londres contre l'ambassadeur israélien, en envahissant ensuite le Liban, le gouvernement de Jérusalem a profité de ce que les « sept grands » étaient réunis à Versailles, plus préoccupés de la crise monétaire, des crédits accordés à l'U.R.S.S. ou de la guerre des Malouines, que de la crise du Proche-Orient.

En fait, même si le sommet de Versailles n'était pas en cours, M. Begin savait d'avance qu'il n'avait rien à craindre des Etats-Unis et de ses alliés. M. Reagan lui a adressé, dimanche, une lettre empreinte de compréhension et d'amitié, oubliant que Washington — se conformant aux règles internationales — avait fermement condamné, en son temps, tout autant l'agression irakienne contre l'Iran que celle de l'Argentine aux Malouines.

M. Mitterrand a été, lui aussi, en retrait. Hésitant visiblement à répondre aux questions concernant le Liban, il a tour à tour « réprouvé » et « déploré » l'initiative israélienne, avant de céder à l'insistance des journalistes, en « condamnant » la violation de l'intégrité territoriale d'un pays avec lequel la France entretient d'anciens et solides liens affectifs et politiques.

La « déclaration des Sept » est, dans un sens, plus complaisante. En effet, en s'inquiétant de « l'enchaînement de la violence », les chefs d'Etat réunis à Versailles paraissent reprendre à leur compte la thèse centrale de M. Begin selon laquelle les bombardements et l'invasion du Liban ne sont qu'une mesure de représailles, voire d'auto-défense, contre l'O.L.P.

Certes, les Sept s'engagent à « utiliser tous les moyens à leur disposition » pour mettre un terme aux combats. Cependant, M. Mitterrand a singulièrement limité la portée de ce texte en précisant que des initiatives ne pourraient être prises que sur la demande expresse du gouvernement libanais, lequel est écartelé et paralysé par des forces centrifuges.

Certes, les puissances occidentales avalisent la résolution adoptée, à l'unanimité, par le Conseil de sécurité invitant Israël à retirer « sur-le-champ et sans condition » ses troupes du Liban tout en lui demandant de répondre à cette requête « dans un délai de vingt-quatre heures ».

Malgré tout, M. Begin ne s'inquiète sans doute pas trop des conséquences pratiques d'une résolution qui viendra s'ajouter à tant d'autres, dont il n'a pas tenu compte, notamment parce que les Etats-Unis n'ont jamais hésité à opposer leur veto à toute proposition de sanctions. M. Begin n'a pas tort de penser qu'il bénéficie d'un passe-droit qui lui permet de poursuivre, en toute quiétude, la mise en œuvre de sa stratégie belliqueuse.

## BEYROUTH : exode et dévastation

De notre correspondant

Beyrouth. — Mettant à exécution une menace latente depuis des mois, l'armée israélienne a envahi le Liban, dimanche 6 juin peu avant midi. Lundi matin, elle avait occupé le château de Beaufort, position stratégique palestinienne et elle encerclait les villes de Tyr et de Nabatyeh dont elle contrôlait les abords sans y avoir pénétré.

De même, elle avait, soit par des colonnes terrestres, soit par débarquement d'éléments transportés par mer ou héliportés, occupé des ponts et des positions bien au nord du fleuve Litani.

On note ici avec intérêt que si l'aviation israélienne a systématiquement coupé les voies de communication entre le Sud et le reste du pays, elle les a laissées quasi intactes au Sud même, dans la région qu'elle se propose apparemment de conquérir.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 8.)

## JÉRUSALEM : une « opération limitée »

De notre correspondant

Jérusalem. — « Une opération limitée » : l'expression a été employée par M. David Kimche, directeur général du ministère des affaires étrangères, dans une interview à la radio dimanche soir. Il confirmait ce qu'on laissait entendre dans tous les milieux politiques de Jérusalem depuis l'annonce de l'entrée des troupes israéliennes au Sud-Liban et ce que, quelques heures plus tôt, M. Begin avait lui-même précisé dans un message adressé au président Reagan, qui, pour la deuxième fois en deux jours, venait de lui demander de faire preuve de « retenue ».

Les journaux israéliens, ce lundi matin, mettent l'accent sur ce point, en soulignant que le nom donné à l'opération — « Paix pour la Galilée » — en définit clairement le but.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 8.)

### AU JOUR LE JOUR

### PAIX

*L'opération lancée au Sud-Liban par Israël a été curieusement baptisée « Paix pour la Galilée. »*

*Compte tenu de la tournure prise par les événements dus à cette paix, la communauté internationale — et notamment les pays riches qui se sont déclarés « bouleversés » — devrait, de toute urgence, supplier M. Begin de faire la guerre.*

BRUNO FRAPPAT.

# Les recommandations du sommet de Versailles

## • ÉCHANGES EST-OUEST : limiter les crédits d'exportation
## • MONNAIE : ébauche d'une coopération entre le dollar, l'ECU et le yen

*En conclusion du sommet de Versailles a été publiée, dimanche, une déclaration dont les deux points principaux concernent les relations Est-Ouest et la coopération monétaire entre pays participants au sommet.*

*Les Etats-Unis ont obtenu le principe d'une « limitation » des crédits à l'exportation publics et privés dont bénéficient l'U.R.S.S. et ses alliés de l'Est. Ils sont convenus de « gérer avec prudence » leurs relations financières avec ces pays. L'évolution des relations avec les pays de l'Est fera l'objet d'un examen périodique (tous les six mois). Les Sept s'engagent à renforcer le système de contrôle sur l'exportation des biens stratégiques. Le secrétaire américain au Trésor se déclare* « plus que satisfait » *de l'accord. Les Européens et notamment les Allemands semblent estimer qu'il n'exclut pas un certain développement des échanges existants. M. Mitterrand a déclaré qu'il ne fallait pas faire de cette question un* « instrument de tension » *; la France est prête à se conformer à toute décision prise collectivement, à condition qu'elle soit respectée par tous.*

*Sur le plan monétaire, une certaine ambiguïté règne sur la portée de l'« engagement » que les Sept et la C.E.E. ont souscrit. Ils se sont engagés à* « travailler à une évolution constructive et ordonnée du système monétaire ». *Il y aurait ébauche d'une coopération entre le dollar, le yen et l'ECU. Les pays concernés devraient poursuivre* « des objectifs économiques et monétaires à moyen terme », *dont le contenu reste à préciser. Les participants sont convenus de procéder, si nécessaire, à des interventions sur les marchés des changes, en vue* « de contrecarrer des situations de désordre ». *Pour les Américains, cette formulation n'implique aucun changement par rapport à la façon dont les changes flottants sont gérés.*

*Les Sept et la Communauté se sont déclarés prêts à engager des négociations globales Nord-Sud.*

## Coup d'épée dans l'eau ou étape décisive ?

par PAUL FABRA

Le sommet de Versailles constitue-t-il une première étape vers la reconstitution progressive d'un système monétaire international digne de ce nom, comme semblaient en être convaincus les membres de la délégation française, à commencer par son chef, le président de la République ? Ou bien la résolution des Sept (et de la C.E.E.) ne changera-t-elle rien ni aux pratiques actuelles, ni à la doctrine dont se sont réclamés jusqu'à maintenant les dirigeants américains ?

Selon cette doctrine, c'est aux libres forces du marché de déterminer la valeur des monnaies, les interventions des banques centrales étant simplement destinées à s'opposer à des désordres momentanés ou à des mouvements spéculatifs passagers sans rapport avec les données fondamentales du marché (inflation, déficit budgétaire, état des balances des paiements, etc.) ?

La réponse à cette question ne se trouve pas dans les différentes lectures que l'on pourra faire de la déclaration commune, ce qui voudrait dire qu'il suffirait que les Sept soient politiquement déterminés à aboutir pour qu'ils puissent rétablir graduellement l'ordre monétaire qui fait tellement défaut au monde industrialisé.

Certes, une volonté politique est nécessaire pour faire des progrès dans cette direction, mais cette condition est loin d'être suffisante.

(Lire la suite page 5)





### A L'OPÉRA DU NORD

## *Le vrai Boris...*

L'Opéra de Lille vient de représenter *Boris Godounov* de Moussorgski, ce qu'aucun théâtre en France n'avait osé faire jusqu'ici, les uns s'en tenant à l'arrangement de Rimski-Korsakov, dont l'esthétique, séduisante en soi, se situe aux antipodes des intentions de l'auteur, les autres à l'arrangement, plus respectueux mais délibérément hybride, de Chostakovitch.

La partition originale, telle que l'a voulue Moussorgski en 1872, a pourtant été publiée à Londres dès 1928, mais il aura fallu encore un demi-siècle, une seconde édition (Oxford University Press) et la parution d'un enregistrement — à moitié satisfaisant du reste — pour que l'on s'avise de rendre justice à l'original sur une scène française.

Cette dernière précision est importante car, en 1935, D.E. Inghelbrecht avait dirigé en concert la partition originale pour la radio avec l'Orchestre national ; il reprit l'œuvre régulièrement depuis, et la tradition s'est perpétuée après lui.

On mesure mieux la force incroyable de la routine qui règne dans les théâtres lorsqu'on songe à l'obstination des directeurs auxquels l'occasion a été donnée, en France plus qu'en aucun autre pays peut-être, d'entendre depuis cinquante-cinq ans le véritable *Boris* sur les ondes sans remettre leurs habitudes en question...

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

# idées

## MALOUINES

A Michel Tatu, qui avait évoqué les erreurs commises par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis dans l'affaire des Malouines, Jean-Alphonse Bernard réplique qu'il s'agit là, à son avis, d'une guerre « utile ». Ce n'est pas l'avis du Péruvien Alberto Vivanco, pour qui Mme Thatcher et ses alliés pratiquent une politique à courte vue, ni de Christian Caubet, qui juge le dossier juridique britannique moins bon qu'on ne veut bien le dire. Quant à Jan H. Brunn, il se préoccupe des moyens de construire une paix globale et suggère, à cet effet, d'installer dans les terres australes des dizaines de milliers d'éoliennes capables de produire de vastes quantités d'énergie.

## La paix et le vent

par JAN H. BRUNN (*)

LE conflit anglo-argentin a attiré l'attention sur les archipels qui parsèment les mers australes. La France, comme on sait, en possède un bon nombre. Les îles aujourd'hui contestées dans le sang *sont précisément* les seules qui soient habitées et dont l'occupation soit fondée sur le droit de ceux qui ont eu le courage de mettre en valeur ces terres *désolées, battues par les* vents péri-antarctiques.

Mais ce n'est pas ce droit naturel qui emportera la décision. Le compromis recherché en vain depuis vingt ans ne sera, une fois de plus, que le constat d'un rapport de forces. Il sera fragile, car aucun pays ne peut monter une garde permanente autour du vaste archipel ; son enjeu stratégique sera illusoire alors *que les satellites surveillent toutes* les mers du globe et l'action politique prend à *revers* les dispositifs militaires, comme on le voit en Amérique centrale et comme on peut s'en convaincre en écoutant les incessantes émissions en langue espagnole sur les ondes courtes. Au lieu de vouloir préserver un *statu quo* archaïque, ne pourrait-on tenter de construire une paix globale et posi*tive en* cherchant de quelle manière toutes les îles et les péninsules des mers australes pourraient être mises en valeur par tous et pour tous ?

Quelles seraient les ressources nouvelles capables de susciter une grande entreprise commune ? La pêche est déjà réglementée, bien ou mal contrôlée. La recherche pétrolière vit dans le secret et la concurrence ; elle serait d'ailleurs, dans ces *régions, encore plus coûteuse et plus* dangereuse qu'en mer du Nord. Au risque, consciemment assumé, de faire rire dans les dramatiques circonstances actu*elles*, on voudrait suggérer ici que cette entreprise salutaire pourrait être la capture de l'inépuisable énergie du vent.

Du point de vue climatique et écologique, la zone des 40 ou 50° de latitude sud, celle des *roaring forties*, est la plus propice à la mise en œuvre de l'énergie éolienne en raison de la régularité des vents (trois cents jour par an aux Kerguelen) ainsi que de l'absence ou de la faible densité de la population. Les oiseaux s'habitueraient vite à ces engins ailés, étranges mais inoffensifs.

Du point de vue technique et économique, la constance des vents *d'ouest permettrait de faire des éo*liennes d'orientation fixe, donc solides. Elles devraient pouvoir durer des dizaines d'années avec un entretien réduit grâce aux progrès réalisés dans les roulements et les lubrifiants. Le courant fourni alimenterait des *installations* automatisées et télécontrôlées pour l'électrolyse de l'eau de mer en vue de la production et du conditionnement de l'hydrogène. Le *stockage et le* transport de celui-ci sont bien maîtrisés depuis qu'on s'en sert pour la propulsion des fusées. Son utilisation dans des centrales *électriques* ne poserait pas de problèmes sérieux. Et c'est le seul combustible qui soit totalement non polluant. En alignant des éoliennes d'une puissance moyenne de 1 MW le long des terrasses étagées sur la face ouest des îles et des péninsules, y compris la Terre de Feu et le Chili méridional, leur nombre pourrait être de l'ordre de cinq cent mille, soit une production annuelle de plusieurs mil*liards de mégawatts*.

La capture du vent se fait au grand jour, elle exige la paix et la confiance réciproque. Les grandes et moyennes puissances abandonneraient leurs prétentions sur les îles désertes. Dans les régions *semi-habitées, la concession du sol donne*rait un droit à l'utilisation directe du courant électrique. Si une commission internationale de géographes, de météorologistes et de *techniciens* pouvait être réunie pour faire l'inventaire des possibilités, ne serait-ce pas déjà une rupture avec l'esprit de possession et de guerre ?

(*) Professeur émérite de l'université Paris-Sud.

Réplique à... Michel Tatu

## Une guerre « utile »

*M. Jean-Alphonse Bernard, de Paris, nous fait part des* « plus sérieuses réserves » *qu'appelle à son avis l'article de Michel Tatu dans* le Monde *du 25 mai. Il écrit :*

QUE dit M. Tatu en substance ? Que l'Amérique s'est trompée *à trois reprises* dans cette affaire, et que l'Angleterre a tort de vouloir défendre sur ces terres désolées, au prix de la vie de ses soldats, un principe de bien mince valeur puisqu'elle sera, en toute hypothèse, contrainte d'accepter *in fine* un compromis boiteux qu'elle aurait dû admettre d'entrée de jeu. L'Union soviétique serait le seul gagnant de la guerre des Malouines.

J'estime qu'il n'en est rien et que le conflit anglo-argentin, en devenant une guerre ouverte mais limitée, porte en lui des caractères positifs qu'il faut souligner.

En premier lieu, la guerre est populaire de part et d'autre : en Grande-Bretagne, où la nation est unanime à soutenir le gouvernement, en Argentine, où le peuple, anesthésié par un demi-siècle de régime militaire, fait corps avec une armée qui se bat pour la première *fois*.

Loin d'être un gâchis, cette guerre va s'avérer utile et probablement bénéfique :

*a)* A l'Argentine, qui est appelée à se mesurer — pour la première fois depuis son indépendance — à un grand adversaire, encore que la junte ait probablement escompté s'en tirer sans combat ;

*b)* Au Royaume-Uni, qui a pris les armes pour soutenir une juste querelle ;

*c)* Au monde occidental, qui, en manifestant sa solidarité avec lui, se montre prêt à défendre deux principes fondamentaux : l'intégrité territoriale et l'autodétermination des populations.

C'est qu'il y a des guerres justes comme il y en a d'injustes, des guerres utiles ou nécessaires comme il y a des aventures absurdes et des tueries inutiles. Comment en jugé-t-on ?

Par l'examen de ce qui se serait passé si celui qui engage ou accepte le combat ne le faisait pas. Je prendrai un seul exemple. De même que Sadate ne pouvait admettre que *son* pays, l'armée et l'État égyptiens demeurent sous le coup du déshonneur de 1967, restent longtemps encore exposés à la subversion la plus insidieuse et à une décomposition fatale et qu'il ne pouvait donc retrouver l'efficacité et l'honneur qu'en faisant la guerre du Kippour, de même Mme Thatcher se devait de punir, si elle en avait les moyens, une agression *caractérisée contre le territoire* national et les sujets britanniques qui l'habitent. Car aucun compromis acceptable ne lui a été proposé, du fait de la junte argentine. La honte et l'avilissement eussent été, désormais, le lot de la Grande-Bretagne. Aucun démocrate ne peut le souhaiter.

Quelles eussent été les conséquences pour les autres acteurs ou pour les amis des protagonistes sur la scène mondiale ?

— Le militarisme argentin, qui, *depuis cinquante ans, a réussi à* maintenir en état de délabrement avancé l'économie du pays potentiellement le plus riche du continent, parce qu'il n'a jamais pu ou su reconstruire l'État, en eût été démesurément renforcé.

— L'alliance atlantique aurait subi un coup mortel, aux conséquences incalculables. Vous imputez aux États-Unis trois échecs — ou trois erreurs — à cet égard. Outre qu'un échec n'est pas forcément une erreur, vous savez bien que les États-Unis ont moins de prise sur l'Angleterre actuelle ou passée que la France sur l'Algérie ou le Maroc. Mais, surtout, l'erreur majeure de Washington eût été de faire pression sur Londres pour l'amener à accepter un compromis déshonorant pour la Grande-Bretagne, ou, ayant échoué à le faire, de ne pas prendre *parti pour elle, c'est-à-dire en fin* de compte pour le belligérant qui a pour lui le droit et la force.

— L'image des États-Unis serait-elle irrémédiablement ternie aux yeux de *toute* l'Amérique latine ? Tout dépend de l'issue de la guerre ; tient-on longtemps rigueur à un vainqueur raisonnable ?

Car c'est la guerre, désormais, qui impose sa terrible logique, et non *point un système international dont* nous savons qu'il est sans valeur et sans force. Dans ce monde imparfait et dans ce siècle de fer, ce sont les nations qui, par l'usage qu'*elles font* de la force tempérée par la raison, peuvent maintenir un semblant de droit et d'ordre.

La victoire de la Grande-Bretagne — si elle est suivie d'un accord politique raisonnable — sera celle de tout l'Occident. Je ne vois pas qu'il y ait là pour le Kremlin matière à se réjouir mais je vois bien le parti qu'il tirerait de sa défaite.

**[Ce n'est pas parce qu'une guerre est populaire qu'elle *« comporte des caractères positifs »*, et encore moins qu'elle s'annonce *« bénéfique »*. Mais, surtout, il ne semble pas que la Grande-Bretagne fasse usage, particulièrement ces derniers jours, de *« la force tempérée par la raison »*. Au contraire, en cherchant la victoire totale que sera l'évacuation complète et forcée des troupes argentines, Mme Thatcher ne peut que s'éloigner de *« l'accord politique raisonnable »* qui a les préférences de notre correspondant (tout comme les nôtres). Rappelons que le premier ministre a retiré les propositions de règlement qu'elle avait elle-même formulées, déclarant qu'elles n'étaient plus valables. — M. T.]**

## Une politique à courte vue

par ALBERTO VIVANCO (*)

LA guerre des Malouines illustre de façon éloquente les graves différends qui peuvent surgir entre les pays hautement développés et ceux du tiers-monde. Un orgueil démesuré a, en effet, empêché Londres de comprendre et de satisfaire les revendications que la République Argentine a formulées depuis l'occupation de l'archipel en 1833 *par les Britanniques. Pas un* seul document juridique n'a été signé qui reconnaisse cette occupation effectuée par la force. La délégation britannique au Conseil de sécurité des Nations unies a fait valoir qu'elle s'était réalisée *« sans tirer un seul coup de canon »*. Mais il n'y a rien là qui ait valeur juridique. A moins de justifier l'occupation de l'Autriche et des Sudètes par Hitler, *accomplie, elle aussi, sans un coup* de fusil.

L'erreur fondamentale des Occidentaux, c'est de ne pas avoir engagé de négociations sur ce grave problème international. Elle est due à la morgue de la Grande-Bretagne, qui a obtenu, au nom du droit, le soutien de la C.E.E.

En réalité, de tous les États latino-américains, la République Argentine était le pays le plus attaché à l'Europe. Sa position tiers-mondiste s'était bien adoucie. Elle se considérait comme un pays « atlantique », dont les intérêts économiques et culturels se situaient d'abord dans la zone européenne ; sa marine de guerre s'est inspirée du modèle anglais ; en dépit de ses rapports commerciaux avec l'U.R.S.S., elle est toujours restée le pays le plus anti*communiste de cette partie* du monde.

La politique de la Grande-Bretagne, soutenue par les États-Unis, a détruit pour longtemps le prestige que ce pays pouvait conserver en Argentine et dans d'autres États latino-américains. La mentalité étriquée et provinciale de Mme Thatcher, sous-produit tardif de lord Kitchener et de Churchill, en s'opposant à la restitution des Malouines à l'Argentine, a empêché celle-ci de se rapprocher encore davantage de l'Occident. Tous les pays latino-américains ont vu dans l'intervention militaire du Royaume-Uni un geste d'insolence qui lui coûte d'ailleurs cher, tandis que l'héroïsme de ses aviateurs vaut à l'Argentine l'admiration d'une grande partie du monde.

Dans ce processus, la déroute po*litique de l'Europe est évidente* et la responsabilité des États-Unis énorme. Le traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) a cessé d'exister, *au moins en ce qui* concerne l'« assistance » nord-américaine face à une incroyable agression étrangère. Et l'Organisation des *États américains (O.E.A.)* sait que la politique impérialiste de la Maison Blanche n'a pas changé. Les États latino-américains savent, dorénavant, à quoi s'en tenir, ce qui signifie que l'U.R.S.S. prend et prendra de plus en plus d'importance dans l'hémisphère. Mme Thatcher mériterait de recevoir l'ordre de Lénine.

Une détérioration des rapports Nord-Sud semble inévitable puisque le conflit a peu à peu acquis ce caractère. Ce n'est pas par hasard que l'anticolonialisme est le facteur qui unit toutes les tendances du mouvement non aligné. L'échange de courrier entre Fidel Castro et Galtieri est significatif à cet égard. Dans ce contexte, toute initiative tendant à dynamiser le dialogue Nord-Sud sera accueillie, dans le meilleur des cas, par le Sud avec un fort et légitime scepticisme. La cause argentine est une cause juste. En reprenant possession de ce qui a toujours été territoire de la République, le gouvernement argentin a franchi, quels qu'en soient les résultats, un pas historique. Si le Royaume-Uni reprend possession de cette colonie et sanctionne l'agression commise en 1833, ce ne sera pas pour longtemps. Le prix à payer une fois les îles privées du secours *permanent* de l'Argentine éprouvera encore un peu plus l'économie britannique chancelante et ajoutera aux nombreux problèmes auxquels doivent faire face les États-Unis. Tout cela pour une politique à courte vue et contraire au sens de l'histoire.

(*) Journaliste péruvien.

## Bonne foi, bon droit, bonne date

par CHRISTIAN CAUBET (*)

DANS l'affaire des Malouines, le bon droit paraissant être un monopole européo-nord-américain, je voudrais, en toute mau*vaise foi, faire quelques réflexions sur* certains de ces grands principes qui, convenablement agités devant les opinions, provoquent leur adhésion à la dernière (en date) des croisades de la démocratie.

La seule date qui compte dans ce *conflit, c'est celle du 2 avril dernier*, celle de l'« agression » de l'Argentine. Mais si elle a bien violé le droit international en l'espèce, ne serait-ce que parce que *le paragraphe 2* de l'art. 2 de la charte des Nations unies affirme que les membres de l'organisation *« règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques »*, et que la prise de possession militaire n'en est pas un, il est *contestable de parler d'agression*, sauf à préjuger la « culpabilité » au fond. La résolution 502 du Conseil de sécurité parle d'ailleurs d'*« invasion »*. L'agression est en effet une action dirigée contre « l'*intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État* » (art. 2 § 4). Or l'Argentine, depuis qu'elle a été chassée par la force, des Malouines en 1833, n'a jamais cessé de les revendiquer *comme partie intégrante de son pro*pre territoire. Même lorsqu'elle s'est abstenue de manifester sa réclamation pendant une *période* de treize ans (1842-1855), *elle avait annoncé* qu'elle suspendait ses protestations sans y renoncer le moins du monde. La France a-t-elle jamais renoncé à l'Alsace-Lorraine entre 1870 et 1914 ?

Nous voici parvenus au problème de fond : celui de la légitimité de la possession, par rapport au droit. On peut la fonder sur la découverte et/ou sur l'occupation.

*Découverte ?* Le Royaume-Uni l'attribue à John Davis, en 1592, en ignorant que les îles figuraient déjà sur des cartes nautiques dressées *par les Espagnols en 1522, 1529*, 1536, et 1541, sous le nom d'Islas de San Anton, Sanson, de Los-Patos ou de Los-Leones.

*Occupation ?* Elle fut recommandée en 1748 à l'Amirauté britannique par le commodore Anson, mais *ne fut pas effectuée, peut-être par* respect des traités, qui interdisaient aux Britanniques de naviguer et de s'approcher à moins de 10 milles marins *des colonies espagnoles, ou* de faire du commerce avec elles.

Le 5 avril 1764, Bougainville fonde Port-Louis, où il établit cent trente personnes ; et le 23 janvier 1765 l'Anglais Byron — grand-père du poète — fonde Port-Egmont, où s'établit l'année suivante une garnison. L'Espagne obtient de Louis XV qu'il reconnaisse ses droits sur les îles et lui remette Port-Louis ; ce qui *est fait moyennant indemnisation. Le* gouverneur espagnol de Buenos-Aires envoie ensuite une expédition qui détruit les installations britanniques le 1er juin 1770. Après avoir négocié, les Anglais se retirent des Malouines le 22 mai 1774 ; jusqu'en 1811, dix-neuf gouverneurs nommés par l'Espagne se succèdent dans les îles.

A partir de 1810, les troubles occasionnés par la conquête de l'indépendance font négliger les îles, sur lesquelles le drapeau argentin est hissé le 6 novembre 1820, en *conformité avec les principes élémentaires en matière de succession* d'États ; l'Argentine est l'héritière des droits et obligations de la vice-royauté du *Rio de la Plata*, et c'*était* en toute légitimité que le 30 mai 1810 la junta de gobierno de Buenos-Aires avait ordonné le paiement de la *solde* du gouverneur des Malvinas.

En 1825, lors de la signature d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation avec l'Argentine, les Anglais ne font aucune objection à sa présence sur les îles. Mais ils allèguent des droits souverains sur l'archipel le 18 novembre 1829, à la suite du décret pris par le gouverneur de Buenos-Aires le 10 juin et créant un commandement politique et militaire ayant juridiction sur les Malvinas et les îles situées près du cap Horn.

Du 3 au 5 janvier 1833, les Anglais s'emparent des Malvinas et expulsent leurs habitants. Certains sont faits prisonniers ; amenés en Grande-Bretagne pour y être jugés, ils ne le furent pas, motif pris du fait que les événements *« ne s'étaient pas produits sur le territoire de l'Empire »*. Les îles changent de nom, mais restent les Malvinas pour tous les Argentins.

Aujourd'hui, les troupes britanniques tentent de reconquérir les Falkland au nom des principes sur lesquels s'appuient leurs diplomates : démocratie, légalité, liberté pour les habitants de l'archipel de choisir leur *mode de vie, respect des décisions* des Nations unies.

La *démocratie* constituerait un argument, si, tout au long de la tragédie de son absence en Argentine à partir de 1976, la junte avait été dénoncée pour les atrocités qu'elle a parrainées ou ordonnées. Mais l'indignation actuelle n'est malheureusement qu'un moyen de renforcer l'amalgame des convictions qui ci*mentent le « bon » droit britannique*.

Quant au respect de la légalité et des décisions de l'ONU du 16 décembre 1960. De quelles décisions *s'agit-il ? De* la résolution n° 1514 de l'Assemblée générale sur la concession de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ? Des deux critères retenus pour justifier la décolonisation, autodétermination des peuples et intégrité territoriale, la Grande-Bretagne choisit le premier tandis que l'Argentine soutient le second. Ce qui ne fait guère avancer vers une solution. En 1961, la réso*lution 1654 (XVI) crée le comité spé*cial de décolonisation, dont le sous-comité III inclut en 1964 les Falkland (Malvinas) parmi les territoires à dé*coloniser. La résolution 2065 (XX)* reconnaît, le 16 novembre 1965, l'existence d'une controverse entre l'Argentine et le Royaume-Uni quant *à la souveraineté sur l'archipel*. Il est donc recommandé aux deux parties de négocier.

Cette légalité-là a été violée de diverses manières par la Grande-Bretagne. S'agissant de l'obligation de décoloniser, il n'y avait que deux solutions. Ou bien donner aux Kelpers (1) la possibilité d'exercer le droit à l'autodétermination, ou bien négocier avec l'Argentine la restitution de l'archipel. Or la première solution n'a jamais été évoquée avant le 2 avril. Quant à l'obligation de négocier, le droit international l'assortit de celle de le faire de bonne foi. Pendant les dix-sept années qu'ont duré les « négociations », les manœuvres dilatoires ont constitué la constante essentielle du Foreign Office, et l'accord de 1971 n'a été qu'un moyen — dont l'Argentine supportait les charges — d'améliorer la vie des Kelpers sans permettre d'évoquer le problème de fond.

Que les dirigeants des pays nantis soient solidaires dans leurs interprétations *et complémentaires dans* leurs actions vis-à-vis du tiers-monde, dès lors que leurs intérêts sont effectivement menacés, ne *constituent pas une véritable* surprise. Mais ils pourraient nous faire la grâce de ne pas nous sermonner. Le *tiers-monde, né dans et par la déco*lonisation, est assez grand et toujours assez misérable pour choisir ses propres critères en matière de qualification de situation(s) coloniale(s).

Une dernière date, et encore du bon droit.

Il s'agit de la résolution 502 du Conseil de sécurité, adoptée le 3 avril dernier sur proposition de la Grande-Bretagne, qui occupe donc simultanément les fonctions de juge et partie, d'interprète et de procureur, de force morale et de police.

*Dans 90 % des articles de presse* qui en font état, il est *rappelé* que la résolution 502 *« exige le retrait immédiat de toutes les forces argentines des îles Falkland »*. Et seulement cela. Ce qui fait porter à l'Argentine les responsabilités de la situation actuelle de guerre et de la violation d'une décision des Nations unies. *Mais* il ne s'agit que du deuxième point du dispositif. Le pre*mier point « exige une cessation immédiate des hostilités »*. Toutes les actions militaires entreprises par le Royaume-Uni violent donc également *la résolution 502, et l'on ne man*quera pas d'épiloguer sur le paradoxe de savoir si elles ne violent pas aussi l'article 51 de la charte qui reconnaît aux membres des Nations unies *« le droit naturel de légitime défense. »* lorsqu'ils sont *« l'objet d'une agression armée »* mais qui limite l'exercice de ce droit dans le temps, puisqu'il ne vaut que *« jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales »*.

Reste le troisième point de la ré*solution 502, qui demande aux deux* gouvernements *« de rechercher une solution diplomatique à leurs différends »*, dans le respect des buts et *principes de la charte. S'il y a un* « vainqueur », voudra-t-il négocier quoi que ce soit ? Les autorités britanniques, à peine leurs troupes s'étaient-elles emparées de la Géorgie du Sud, s'opposaient tout net à son inclusion dans le champ des négociations. Elles ne parlent plus que d'évacuation ou capitulation.

Il y a pourtant une solution juridique dans le cadre du droit traditionnel ; le condominium. Elle prend acte de la concurrence des souverainetés sur un territoire contesté, permet d'en réglementer l'exercice, institutionnalise la coopération entre les états condominants et, l'imagination fertile des juristes aidant, peut intégrer toutes les modalités susceptibles de résoudre les problèmes particuliers. Celui des Kelpers n'est pas le moindre, mais il est à l'heure actuelle beaucoup plus un prétexte qu'un obstacle, et les solutions ne manquent pas, qui garantiraient leur droit à une identité propre, dans le cadre d'un condiminium placé sous l'égide des États-Unis sous la seule responsabilité des parties au litige.

(*) Assistant à l'université de Santa-Catarina (Brésil).

(1) Habitants des Malouines.





هكذا من الأصل

# LE SOMMET DE VERSAILLES

## LA DÉCLARATION FINALE

## « Nous appliquerons d'urgence des politiques monétaires prudentes et maîtriserons davantage les déficits budgétaires »

*Voici le texte intégral de la déclaration des sept chefs d'Etat et de gouvernement publiée dimanche 6 juin à Versailles (1) :*

Au cours de cette réunion tenue à Versailles, nous avons approfondi notre analyse commune de la gravité de la situation économique mondiale et nous nous sommes mis d'accord sur quelques objectifs pour une urgente action en vue de l'améliorer.

Nous affirmons que l'amélioration de la situation présente, par une poursuite de la réduction de l'inflation, et par un retour à une croissance durable et à des niveaux d'emploi plus élevés, renforcera notre capacité collective à sauvegarder notre sécurité, à maintenir la confiance dans les valeurs démocratiques que nous partageons, et à préserver l'héritage des cultures de nos peuples dans toute leur diversité. Le plein emploi, la stabilité des prix, la croissance équilibrée et soutenue sont des objectifs ambitieux. Ils ne sont accessibles, dans les années à venir, que si nous poursuivons des politiques encourageant l'investissement productif et le progrès technologique ; que si, en plus de nos efforts propres, nous sommes disposés à conjuguer nos moyens, si chaque pays est conscient des effets de ses politiques sur les autres, et si nous coopérons en vue de promouvoir le développement mondial. Dans cet esprit, nous avons décidé de mettre en œuvre les orientations suivantes :

— La croissance et l'emploi doivent être accrus. Ceci sera obtenu de façon durable si nous réussissons dans notre lutte continue contre l'inflation. Ceci aidera aussi à faire baisser les taux d'intérêt, aujourd'hui insupportables, et à réaliser des taux de change plus stables. Pour réaliser cette réduction essentielle des taux réels d'intérêt, nous appliquerons d'urgence des politiques monétaires prudentes et maîtriserons davantage les déficits budgétaires. Il est essentiel d'intensifier notre coopération économique et monétaire. A cet égard, nous travaillerons à une évolution constructive et ordonnée du système monétaire international, par une coopération plus étroite entre les autorités représentant ment contenu dans le texte ci-joint (2) ;

— La croissance du commerce mondial, dans tous ses éléments, est à la fois une nécessité pour la croissance de chaque pays, et une conséquence de cette croissance. Nous réaffirmons notre engagement de renforcer le système ouvert de commerce multilatéral, représenté par le GATT, et de maintenir son rôle effectif. Afin de promouvoir la stabilité et l'emploi par le commerce et la croissance, nous résisterons aux pressions protectionnistes et aux distorsions commerciales ; nous sommes résolus à achever les travaux du Tokyo round et à améliorer la capacité du GATT, à résoudre les problèmes d'aujourd'hui et de demain. Nous nous efforcerons d'ouvrir davantage nos marchés. Avec les pays en développement, nous travaillerons à renforcer et à améliorer le système multilatéral, et à augmenter les courants d'échange avec les pays nouvellement industrialisés.

Nous participerons activement à la prochaine conférence ministérielle du GATT afin que des progrès concrets soient accomplis dans ces directions. Nous travaillerons à un accord rapide pour le renouvellement du consensus de l'O.C.D.E. sur les crédits à l'exportation.

### Limiter les crédits à l'exportation accordés à l'U.R.S.S.

Nous sommes convenus de conserver à l'égard de l'U.R.S.S. et des pays d'Europe orientale une approche prudente et diversifiée compatible avec nos intérêts politiques et de sécurité. Ceci comporte des actions dans trois secteurs-clés.

En premier lieu, et conformément aux discussions internationales tenues en janvier, nos représentants travailleront ensemble à l'amélioration du système international des exportations de biens stratégiques à ces pays et à la mise en œuvre nationale de mesures de contrôle de sécurité.

En deuxième lieu, nous échangerons des informations au sein de l'O.C.D.E. sur tous les aspects de nos relations économiques, commerciales et financières avec l'U.R.S.S. et l'Europe orientale.

En troisième lieu, et compte tenu des considérations économiques et financières existantes, nous sommes convenus de gérer avec prudence les relations financières avec l'U.R.S.S. et les autres pays d'Europe orientale, de manière à assurer qu'elles sont conduites de manière économiquement saine, y compris la nécessité de la prudence que requièrent les relations commerciales en limitant aussi les crédits à l'exportation. Le développement des relations économiques et financières sera périodiquement examiné *a posteriori*.

— Les progrès que nous avons déjà accomplis ne diminuent pas le besoin de poursuivre les efforts d'économie d'énergie, notamment par le mécanisme des prix, et le développement dans une perspective à long terme des sources alternatives, y compris l'énergie nucléaire et le charbon. Ces efforts nous permettront de continuer à réduire notre vulnérabilité aux risques de rupture d'approvisionnement énergétique et d'instabilité des prix. La coopération en vue de développer de nouvelles technologies dans le domaine de l'énergie et de renforcer notre capacité à faire face aux ruptures d'approvisionnement contribuera à notre sécurité énergétique commune. Nous travaillerons aussi au renforcement de la coopération avec les pays en développement, exportateurs et importateurs de pétrole.

### Lancer des négociations globales avec le Sud

— La croissance des pays en développement et l'approfondissement des relations constructives avec eux sont vitaux pour la prospérité politique et économique du monde. C'est pourquoi, il faut maintenir un niveau élevé de flux financiers et d'aide publique, et même accroître, autant que possible, leur montant et leur efficacité, cet effort étant partagé largement entre les pays pouvant y contribuer. Le lancement de négociations globales constitue un objectif politique majeur, approuvé par tous les participants au sommet. Le plus récent projet de résolution présenté par le groupe des soixante-dix-sept est constructif, et nos discussions à Versailles ont révélé un accord général sur le fait qu'il peut servir de base aux consultations avec les pays concernés.

Nous croyons qu'il offre une perspective positive pour le lancement prochain des négociations globales et leur succès, sous réserve que l'indépendance des institutions spécialisées soit garantie. Dans le même temps, nous sommes prêts à poursuivre et à développer des actions concrètes de coopération avec les pays en développement, par des innovations au sein de la Banque mondiale, par notre soutien au travail accompli par les banques de développement régional, par les progrès pour lutter contre l'instabilité des recettes issues des matières premières, à travers l'encouragement aux flux de capitaux privés, y compris les dispositifs internationaux pour améliorer les conditions d'investissements privés, et à travers une concentration accrue de l'aide au développement dans les pays les plus pauvres.

C'est pourquoi nous reconnaissons également la nécessité de dispositifs temporaires spéciaux pour surmonter les problèmes de financement de l'AID VI et pour un démarrage rapide de l'examen de l'AID VII (3). Nous encourageons de façon particulière les programmes ou dispositifs ayant pour objet d'augmenter la production alimentaire et énergétique dans les pays en développement qui sont importateurs de ces produits de première nécessité et des programmes portant sur les conséquences de la croissance démographique.

Dans le domaine du soutien des balances de paiements, nous souhaitons vivement un progrès à l'occasion de la réunion annuelle du F.M.I. en septembre pour régler la question de l'accroissement des quotas du Fonds à l'occasion de la huitième révision à venir.

— La revitalisation et la croissance de l'économie mondiale dépendront de nos propres efforts, mais aussi, dans une large mesure, de la coopération entre nos pays et avec d'autres, en vue d'utiliser le progrès scientifique et technique. Il importe d'exploiter les immenses perspectives ouvertes par les nouvelles technologies, en particulier en ce qui concerne la création d'emplois. Nous avons à lever les obstacles au développement du commerce des nouvelles technologies, et à le promouvoir dans les secteurs publics et privés.

Nos pays auront à former des hommes et des femmes aux nouvelles technologies. Ils auront à créer les conditions économiques, sociales et culturelles dans lesquelles elles pourront se développer et s'épanouir. Nous avons examiné le rapport que nous a présenté à ce sujet le président de la République française. C'est dans cette perspective que nous avons décidé de créer sans délai un groupe de travail de représentants de nos gouvernements et des Communautés européennes, chargé de présenter, en concertation étroite avec nos institutions internationales concernées, spécialement l'O.C.D.E., des propositions concrétisant ces objectifs que nous avons identifiés.

Ce groupe devra nous soumettre son rapport avant le 31 décembre 1982. es conclusions du rapport et les actions qui en résulteront seront examinées au prochain sommet des pays industrialisés, qui se tiendra en 1983 aux Etats-Unis d'Amérique.

---

(1) Le titre et les intertitres sont de la rédaction du *Monde*.

(2) Voir ci-dessous le texte de l'engagement monétaire international.

(3) L'AID-VI est le sixième programme (1981 à 1983) de l'Association internationale du développement, filiale de la Banque mondiale accordant des prêts préférentiels aux pays les plus pauvres. Les « problèmes de financement » dont fait état le communiqué sont consécutifs à la très nette diminution des contributions américaines qui pourrait avoir, également, des conséquences sur l'AID-VII (1984 à 1986).

## Engagement monétaire international

*Voici le texte de l'engagement monétaire international figurant en annexe de la déclaration :*

1) Nous acceptons la responsabilité conjointe qui est la nôtre de travailler à une plus grande stabilité du système monétaire mondial. Nous reconnaissons que les progrès de la stabilité reposent en premier sur la convergence de politiques destinées à réduire l'inflation, à développer l'emploi, à faire redémarrer la croissance et à maintenir de la sorte la valeur interne et externe de nos monnaies. Nous sommes déterminés à nous acquitter de cette obligation en collaboration étroite avec tous les pays et toutes les institutions monétaires concernées.

2) Nous attachons une importance majeure au rôle du F.M.I. en tant qu'institution monétaire et nous lui apporterons notre plein appui dans ses efforts pour promouvoir la stabilité.

3) Nous sommes prêts à renforcer notre coopération avec le Fonds monétaire international dans l'exercice de sa surveillance et à développer cette surveillance sur une base multilatérale, en prenant particulièrement en compte les monnaies qui composent le droit de tirage spécial.

4) Nous excluons l'utilisation de nos taux de change pour obtenir des avantages indus de compétitivité.

5) Nous sommes prêts, si nécessaire, à procéder à des interventions sur les marchés des changes pour contrecarrer des situations de désordre, selon les dispositions de l'article 4 des statuts du F.M.I.

6) Ceux d'entre nous qui sont membres du Système monétaire européen considèrent que cet engagement est complémentaire des obligations de stabilité auxquels ils ont déjà souscrit dans le cadre du S.M.E.

7) Nous sommes tous convaincus qu'une plus grande stabilité monétaire permettra une plus grande liberté des flux de biens, de services et de capitaux. Nous sommes déterminés à veiller à ce que le développement de la stabilité monétaire et celui de la liberté des échanges commerciaux et financiers se renforcent l'un et l'autre dans l'intérêt de la croissance économique et de l'emploi.

### A Omaha Beach

### Mme REAGAN A COMMÉMORÉ LE DÉBARQUEMENT DE 1944

*(De notre correspondant.)*

Caen. — Mme Reagan est venue dimanche 6 juin au cimetière militaire américain de Colleville-sur-Mer (Calvados) célébrer le trente-huitième anniversaire du débarquement des troupes alliées en Normandie — déplacement privé qui avait mobilisé un service d'ordre considérable.

Accompagnée de M. Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis, Mme Reagan est arrivée en hélicoptère à l'endroit même où eurent lieu les plus violents combats du débarquement. Le cimetière de 70 hectares surplombe en effet le site historique d'Omaha-Beach (du nom de code de ce secteur) où deux mille Américains furent tués le 6 juin 1944.

Mme Reagan s'est recueillie devant le mémorial qui perpétue le souvenir des neuf mille trois cent quatre-vingt-six soldats qui reposent ici et de mille cinq cent cinquante-sept autres disparus. *« Si mon mari se trouvait parmi nous aujourd'hui il vous dirait ce que nous pouvons faire pour nous assurer que d'autres jeunes hommes n'auront pas à mourir sur d'autres plages de champ de bataille. »* Mme Reagan a déposé une gerbe sur la tombe d'une des quatre femmes inhumées à Colleville : Elisabeth Richardson, volontaire de la Croix-Rouge américaine.

# Certaines ambiguïtés demeurent sur les questions monétaires et commerciales

La déclaration des sept chefs d'Etat et de gouvernement et des représentants des communautés européennes, pour la désigner par son *appellation officielle, est un* document relativement court, ne comportant que huit paragraphes assortis il est vrai d'un *« engagement monétaire international »* d'une page et demie divisé en sept points.

Jusqu'à dimanche au début de l'après-midi, les délégations auront travaillé d'arrache-pied pour mettre au point la déclaration commune qui porte essentiellement sur les problèmes économiques *et financiers et plus spécialement* sur le commerce Est-Ouest et les relations monétaires *internationales. Les textes établis* dans les différentes langues ont été rédigés de telle façon, a précisé M. Mitterrand, quand il parlait au nom des Sept au Palais des Congrès, qu'*« aucune interprétation divergente ne puisse prévaloir »*

C'est pourtant un fait qu'une double ambiguïté n'a cessé de régner pendant toute la conférence sur le sens et la portée des principales résolutions prises, comme l'attestent les déclarations effectivement différentes, sinon divergentes, que n'ont cessé de *faire, d'une part* les membres de la délégation américaine, notamment le secrétaire au Trésor, Regan et le *sous-secrétaire* au Trésor, M. Sprinkel, et d'autre part les membres de la délégation française, M. Delors en tête. De même en ce qui concerne notamment le commerce Est-Ouest, on pouvait percevoir plus que des nuances dans les interprétations données devant les journalistes, d'une part par le secrétaire américain au Trésor, *et d'autre part* par les membres de la délégation allemande dont le comte Lambs*dorf, ministre de l'économie*, M. Lahnstein, ministre des finances, ainsi que les membres de la délégation française.

Voici les principales questions qui auront été traitées :

● L'ENGAGEMENT MONÉTAIRE INTERNATIONAL. — La rédaction de la déclaration ne permet guère de *trancher la* question de savoir qu'elle sera dans l'avenir la portée de l'en*gagement* en question. Les résolutions prises ont pour la plupart un air connu, même s'il est vrai que depuis plusieurs années on n'avait pas, comme l'a dit M. François Mitterrand dans sa conférence de presse finale, entendu une déclaration aussi nette que la suivante : *« Nous travaillerons à une évolution constructive et ordonnée du système monétaire international par une coopération plus étroite entre les autorités représentant les monnaies d'Amérique du Nord, du Japon et des communautés européennes en vue de poursuivre des objectifs économiques et monétaires à moyen terme. »* L'affirmation d'un système tripolaire entre l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon, idée lancée depuis déjà plusieurs années (notamment par les Français) trouve ainsi une expression officielle.

L'annexe de la déclaration qualifiée d'« engagement monétaire international » est sensée préciser quel est le contenu de l'objectif ainsi fixé.

## La « surveillance » des fonds

Le premier point de l'annexe en question porte sur un principe affirmé depuis longtemps par notamment les Américains et les Allemands, à savoir qu'on ne peut attendre de progrès de la stabilité que d'une convergence des politiques destinées à réduire l'inflation (objectif cité en premier lieu). Ce qui est plus nouveau (et plus conforme aux vues françaises actuelles), c'est que la stabilité des monnaies est aussi liée au développement de l'emploi et au redémarrage de la croissance. Notons qu'au départ les *Français auraient préféré* qu'on ne parle pas de convergence de politiques mais plutôt de conver*gences de « situations »* pour laisser à chaque pays la liberté la plus complète des moyens à mettre en œuvre pour obtenir le résultat commun. Seul M. Delors, dans *ses* interventions, a franchi un pas de plus en précisant qu'à moyen terme la coopération internationale devrait aboutir à la définition de ce qu'il a appelé des *« zones de vraisemblance »* pour l'évolution des cours des différentes monnaies. M. Schmidt a, pour sa part, qualifié de *« progrès »* devant les journalistes la résolution monétaire de Versailles. Le chef du gouvernement allemand ayant, d'une façon générale, été peu prolixe de propos, comme s'il se réservait pour la réunion ministérielle de la *semaine prochaine à Bonn*.

Quant au renforcement de la coopération monétaire, il doit se faire en liaison avec le Fonds monétaire, dont on rappelle le rôle qu'il a d'exercer une surveillance sur l'évolution des différentes devises. Jusqu'alors le F.M.I. a été incapable de définir de façon suffisamment précise quel pourrait être, concrètement, ce rôle de surveillance qui lui a été expressément reconnu par les accords de la Jamaïque de janvier 1976 qui avaient, comme on *le sait, consacré l'abandon* des taux de change fixes et révisé, en conséquence, les chapitres les plus *importants des statuts du fonds* monétaire.

Le groupe des Cinq, qui rassemble les pays ayant les quotas les plus importants et dont les monnaies servent à calculer les droits de tirages spéciaux (dollar, deutchemark, franc français, *livre sterling et yen) devraient*, désormais, s'associer à une surveillance en quelque sorte, réciproque, *puisqu'elle porterait*, en priorité, sur leurs propres devises. La délégation italienne qui, par définition, ne fait pas partie de ce groupe des Cinq, s'est, à plusieurs reprises, élevée contre cette initiative.

## Les interventions des banques centrales

Le point le plus controversé a, évidemment, porté sur les interventions des banques centrales *puisqu'il s'agit là d'un point* d'application immédiat. Le texte n'est pas, substantiellement, différent d'une *résolution qui avait déjà* été prise à l'occasion du premier *sommet*, celui de Rambouillet, au mois de novembre 1975. De même ce texte s'inspire des engagements déjà contenus dans l'article 4 des statuts du Fonds monétaire ce qui a permis aux Américains, et notamment au secrétaire au Trésor, M. Regan, d'affirmer que rien n'avait été changé sur la position traditionnelle des Etats-Unis. *« Loin de là »*, a même précisé M. Regan.

Les Américains ont toujours reconnu que les interventions ne *pouvaient être justifiées que pour* « contrecarrer » ce que le texte du communiqué appelle des « situations de désordre ». Si l'on veut s'acheminer vers des interventions plus systématiques, il *conviendrait donc de définir* ces situations de désordre ce que, jusqu'à maintenant, n'ont jamais *pu faire ni* les *experts* du Fonds monétaire ni ceux d'aucun pays en particulier. M. Delors a, du reste, dit dans l'une de ses conférences de presse, en guise de boutade, qu'il y avait au moins cinquante façons de définir les mouvements erratiques des monnaies sur les marchés des changes. On peut douter que le groupe de travail, que *doit* présider un Français, puisse renouveler le sujet, d'ici à la fin de juillet, date *à laquelle il devrait normalement* remettre un rapport que pourraient examiner les Cinq à la veille de l'assemblée générale du Fonds monétaire, à Toronto, au début du mois de septembre.

## Un examen semestriel

Que se serait-il passé au cours des mois derniers où le dollar a connu une forte progression si la résolution de Versailles avait déjà été prise ? Il semble bien que la réponse doive être rien, M. Ragan, le *secrétaire* américain, a déclaré dans une de ses conférences de presse qu'il ne fallait *surtout pas lire la déclaration* commune comme signifiant que les Etats-Unis étaient prêts à *intervenir pour modifier* l'orientation de fonds d'un marché. *« Si le dollar est fort*, a-t-il dit, *nous n'avons pas l'intention de peser sur le marché pour l'affaiblir. Si, aucontraire, il est faible, nous n'aurions pas davantage l'intention d'intervenir pour le rendre plus fort. »*

● ECHANGES EST-OUEST. — Il s'agit là pour les Américains du « sujet le plus important » comme le président Reagan l'a lui-même dit. Les Sept sont tombés facilement d'accord pour réaffirmer la nécessité de renforcer le contrôle des COCOM sur les exportations de matériels d'in*térêt stratégique. Les Sept sont* convenus de *« gérer avec prudence »* leurs relation financières avec *l'U.R.S.S. et les autres pays* d'Europe orientale. Une résolution, qui s'adresse aux gouverne*ments et aux banques privées* qui y seront sans doute sensibles alors que la Pologne et la Roumanie sont pratiquement en état de cessation de paiement et que des difficultés se profilent à l'horizon pour d'autres débiteurs tels que la Hongrie, pourtant réputée pour la sagesse de sa politique financière, et la R.D.A.. Il a également été convenu que les crédits à l'exportation seraient « limités », ces engagements feront l'objet d'un examen *périodique* sans doute tous les six mois, bien que cela ne soit pas précisé dans *le communiqué*.

Cet examen est peut-être le plus important de la résolution : même si le contrôle interviendra *a posteriori*, il ne sera pas nécessairement sans efficacité, notamment parce qu'un *tel exercice* peut permettre de porter telle ou telle affaire devant l'opinion *publique*.

*« Nous sommes plus que satisfaits »*, a déclaré dans une conférence de presse M. Regan. Mais, du côté européen, on semble aussi très satisfait d'une formule qui, au stade actuel, en tout cas, reste imprécise, puisque la limitation des crédits à l'exportation n'est pas *quantitativement définie* et qu'elle peut être simplement entendue comme une moindre *progression*.

Quant aux Français, ils ont obtenu satisfaction sur un point *important pour eux*, car au départ les Américains auraient voulu que la limitation en question porte exclusivement sur les crédits bénéficiant d'une aide publique (garantie, et intérêts bonifiés). Si leur point de vue avait été retenu, n'auraient été visés que les crédits à l'exportation consentis par la France et l'Italie : *« On se serait de la sorte servi d'un éléphant pour écraser une purée »*, a commenté ironiquement M. Mitterrand, puisque les ventes de la France et de l'Italie à l'U.R.S.S. ne sont pas à ce point *considérables. Il faut savoir* que les taux minimums fixés par l'accord de l'O.C.D.E., appelé dans *le jargon « consensus »*, consistent à déterminer le niveau au-dessous duquel les subventions d'un Etat ne peuvent pas abaisser le taux d'intérêt d'un crédit à l'exportation.

Ces taux, pour les pays de la première catégorie (les plus riches), sont actuellement de 11,25 à 11,50 %. Ils devraient être prochainement portés à 12,25 et 12,50 % (la France aurait voulu 0,25 % de moins). Mais *les grands* pays industriels, à l'exclusion des deux qui viennent d'être cités, *pratiquent des taux inférieurs* à ces pourcentages et par conséquent ils n'ont pas besoin d'ac*corder des subventions*.

Notons encore que la limitation ne concerne que les ventes à crédit alors que les Français auraient voulu, ce qui était sans doute une demande exorbitante, que les *exportations* que les Russes paient au comptant, donc *a priori* sans facilité particulière, *soient également englobées dans* la limitation générale. Les Soviétiques, par exemple, règlent au *comptant la plus grande* partie du blé qu'ils achètent aux Etats-Unis. La France se conformera à *tout accord* à *condition* qu'il soit respecté par tous, a dit en substance M. Mitterrand pour que les *résolutions prises* ne doivent pas se transformer en « instrument de tension ».

● NEGOCIATIONS GLOBALES. — Le seul point positif en faveur des pays en voie de développement est l'affirmation que le lancement des fameuses négociations globales désirées par ces derniers au sein de l'ONU *« constitue un objectif politique majeur »* pour les Sept ainsi que pour la Communauté *économique* européenne. Ces derniers déclarent encore que le projet de résolution *présenté* par le groupe des soixante-dix-sept qui est le porte-parole des pays en voie de développement pourrait servir de base pour les consultations avec les pays concernés.

*Cependant* les Sept assortissent leur accord de la restriction habituelle : ces négociations globales au *sein de l'ONU ne doivent en* aucun cas porter ombrages aux compétences et au pouvoir des institutions *spécialisées* telles que le Fonds monétaire et la Banque mondiale dans lesquels les pays de l'Ouest, *en tant que* pourvoyeurs des ressources utilisables, disposent de la majorité.

● TECHNOLOGIE. — M. Mitterrand a obtenu satisfaction : un groupe de travail présidé par un *Français* sera constitué *pour faire* des propositions concrètes concernant la coopération des nations *industrialisées en matière de nou*velle technologies et de formation des hommes destinés à instruire les spécialistes nécessaires. Le groupe remettra son rapport avant la fin de l'année. Ses conclusions seront examinées à l'occasion du prochain sommet qui doit se tenir en 1983 aux Etats-Unis. — P. F.

---

## M. PONS (R.P.R.) : la montagne a accouché d'une souris.

**M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., lors du « Club de la Presse » d'Europe 1 dimanche 6 juin a estimé qu'au sommet de Versailles « la montagne avait un peu accouché d'une souris ». Il a ajouté : « Ce sommet, qui ressemble plutôt à un plat pays, s'apparente davantage à un colloque sur l'économie mondiale. »**

**En revanche, il *s'est félicité* que « le gouvernement français semble avoir fait un pas important vers la demande des Etats-Unis de prendre des mesures restrictives concernant les crédits en faveur des pays de l'Est »:**

**« M. Mitterrand a une politique beaucoup trop faible vis-à-vis de l'U.R.S.S. Nous sommes tout à fait favorables à une restriction des échanges avec l'Union soviétique tout en maintenant avec elle le dialogue politique », a-t-il dit.**

---

## UNE TENTATIVE D'ATTENTAT CONTRE L'AMERICAN EXPRESS

Un engin *explosif* de fabrication artisanale a été découvert, lundi 7 juin vers 6 heures, devant les locaux de l'American Express, 1, rue du Boccador, à Paris, dans le huitième arrondissement. *Les services du laboratoire central* de la préfecture de police ont pu désamorcer l'engin fabriqué avec *une cocotte-minute contenant* des petites bouteilles de gaz butane et trois bâtons de dynamite.

D'autre part, l'attentat à l'explosif qui a endommagé, dans la nuit de vendredi 4 à samedi 5 juin, le local du siège parisien du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale *(le Monde* daté 6-7 juin) a été revendiqué à l'A.F.P., dimanche 6 juin, par un correspondant anonyme *prétendant parler au nom d'Action* directe.

A l'occasion des recherches entreprises par la police à la veille du sommet de Versailles dans les milieux d'Action directe, une militante supposée de Prima Linea, Mlle Maria Gracia Barbierato, vingt-quatre ans, a été appréhendée *jeudi 4 juin* et écrouée à la prison de Fleury-Mérogis, à la demande du parquet de Paris. *Mlle Barbierato est recherchée* par la police italienne pour plusieurs attentats commis à Milan entre 1977 et 1979.

Une vingtaine de jeunes gens, qui avaient collé sur les murs de Paris, dans la nuit de vendredi 4 à samedi 5 juin, de nombreuses affiches contre le président Reagan, ont été relâchés samedi soir à la demande du parquet. Ils ne seront poursuivis pour *« outrage à chef d'Etat étranger »* que si le *président Reagan porte plainte*.

---

## Quand la République ne « fait rien de trop »

La tâche était ardue. Il ne suffisait pas de tout mettre en place pour que tout se passe bien ; il fallait réussir. Eh bien, ce fut une assez belle réussite. Après *les premiers pas* au Panthéon, Versailles frisa, dimanche, l'apothéose. Une fête somptueuse, grandiose et raffinée. Une belle mise en scène. Rien à redire. La France a accueilli ses hôtes avec les fastes dus aux grands de ce monde : *« Nous n'avons rien fait de trop,* a dit M. Mitterrand. *Nous avons fait ce qu'il fallait faire ; si cela peut servir le rayonnement de la France, je m'en réjouis, bien entendu... »* Une fête royale, dans un cadre royal, pour un parterre de choix. En rentrant chez eux, les chefs d'Etat et de gouvernement pourront dire que, vraiment, la France sait recevoir.

Versailles, un choix symbolique, comme l'a reconnu le président. *« On ne voit pas pourquoi* — a remarqué M. Mitterrand — *la République s'installerait par vocation naturelle dans les endroits où ni l'art, ni l'histoire, ni le confort n'aient été réunis. »* Oui, après tout, pourquoi, même en ces temps de crise et de conflits. *« Mais le décor ne suffit pas,* a cependant précisé le chef de l'Etat, *il faut aussi mettre autre chose, c'est-à-dire réussir la conférence. »* Là est une autre question !

*Pour ce faire*, on n'avait pas lésiné sur les moyens mis en œuvre, et la machine a tourné *sans trop d'à-coups, malgré des* ajustements de dernière minute et quelques défaillances. Il n'aurait pas été difficile de faire en sorte que la conférence de presse du président à la salle de séances des congrès soit audible. Les chaînes de télévision ont, d'autre part, eu, à plusieurs reprises, toutes les peines du monde à obtenir la liaison avec Versailles. La salle de presse des journalistes américains ressemblait à une étuve, à tel point que quand M. Haig s'y est présenté il s'est exclamé : *« Je suis content d'être de retour à Cancun ! »*, laissant entendre ensuite que l'air conditionné faisait *partie* du développement de la technologie dont on a tant parlé au début de ce sommet.

Quel étrange mariage, d'ailleurs, que celui du passé et des techniques nouvelles. L'Orangerie, où était installé le centre de presse, avec ses immenses voûtes où s'accrochent des chauves-souris, devenue le *royaume de l'électronique et de* l'informatique, ce prestigieux témoignage de l'Ancien Régime face au monde moderne. Mme Mitterrand est venue se *rendre compte de la manière* dont cela se passait, tout en suivant sur les écrans de télévision le premier set de la finale de Roland-Garros.

La *télématique*, les téléscripteurs, les téléphones et près de trois mille journalistes faisant la navette entre les *conférences* de presse des ministres et les structures sous lesquelles ils *pouvaient se restaurer : neuf* mille repas, deux mille cinq cents litres de vin, deux mille deux cents boissons individuelles, sept mille cinq cents kilos de glace... l'odeur des orangers le long des pelouses envahies par les amateurs de bronzage. Deux jours *et demi d'un huis clos* économique sur fond de guerre des Malouines et d'attaque israélienne *au Liban*. Un conclave que la presse ne put voir que par écrans de télévision interposés, si ce n'est les comptes rendus faits par les différents participants. Sécurité oblige.

### Un château-forteresse

Un impressionnant dispositif policier avait été mis en place *à l'intérieur et autour du* château. Bien recevoir, mais bien protéger aussi. Un château devenu forteresse. La foule n'était pas conviée aux festivités autrement que devant son petit écran et rares furent des badauds à se presser devant les grilles du palais, *où* débattaient de l'avenir les Grands de ce monde, pour apercevoir l'un d'entre eux. *La police veillait partout*, y compris aux alentours de la pièce d'eau des Suisses à l'ex*trémité de laquelle*, juché sur le socle d'une statue, on pouvait, à portée de fusil, atteindre les salles du sommet. Mais tout s'est bien passé. La *rumeur* selon laquelle un avion téléguidé aurait pu lâcher une bombe sur le château, dimanche après-midi, n'a servi qu'à provoquer une légère agitation parmi les forces de *sécurité*. Un journaliste libanais a, d'autre part, été expulsé du sommet (1). Telles furent — mais il y en eut certainement d'autres — les seules alertes connues.

Dieu était-il avec les chefs d'Etat et de gouvernement, au sommet ? Aucun *d'entre eux n'a*, en tout cas, jugé utile d'aller le prier dimanche matin. L'emploi *du temps était* trop chargé. A tel point que la photo de groupe a été annulée.

Quelle image restera-t-il donc de cette réunion ? M. Schmidt prisant du tabac pendant la déclaration de M. Mitterrand ? Le regard soutenu de Mme Thatcher vers le *président* de la République lors du passage sur les Malouines ? A moins que ce *ne soit tout simplement la merveilleuse* voix d'Esther Lamandier dans la chapelle, ou la parade *de la garde républicaine* le long du grand canal ? A chacun de choisir.

MICHEL BOLE-RICHARD.

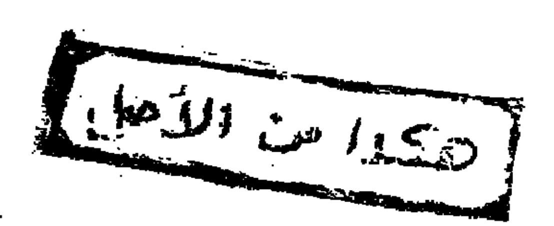
(1) Il aurait été soupçonné d'être membre d'une organisation palestinienne.













# SOMMET DE VERSAILLES

## Coup d'épée dans l'eau ou étape décisive ?

(Suite de la première page.)

L'objectif de stabilité n'a pas manqué d'être rappelé au cours des réunions internationales de ces dernières années. Aucun pays, en réalité, n'a intérêt au désordre. Aucun ne tire avantage de voir sa monnaie subir d'amples oscillations à la hausse ou à la baisse.

En 1977-1978, le dollar avait connu une période de grande faiblesse dont les Américains avaient fini par s'alarmer. Cela avait conduit M. Carter à adopter un plan de stabilisation, le 1er novembre 1978, plan assorti d'accords de crédits réciproques pour un montant considérable avec l'étranger.

Pour freiner la chute du dollar, les banques centrales d'Europe occidentale et du Japon avaient, à l'époque, procédé à des achats massifs de dollars (pour un montant net de plus de 70 milliards). Ces interventions avaient eu normalement pour conséquence une forte émission monétaire dans les pays concernés.

Il n'est pas absurde d'y voir la principale cause de la nouvelle vague d'inflation qui devait, à partir de l'automne 1978, atteindre l'ensemble du monde industrialisé, y compris des pays comme la Suisse, réputés pour leur stabilité (mais qui avaient dû intervenir avec une particulière vigueur sur le marché des changes).

Le deuxième « choc pétrolier » provoqué par la guerre entre l'Iran et l'Irak est venu après (au printemps de 1979)...

Inversement, l'irrésistible ascension du dollar à laquelle on assiste depuis l'année dernière est un facteur supplémentaire de déflation aux Etats-Unis et pèse lourdement sur les profits des entreprises américaines.

Ce dont le monde industrialisé a le plus besoin dans ce domaine, ce n'est pas seulement de valeureuses déclarations d'intention. Ce n'est pas parce que les banques centrales n'interviennent pas assez que le désordre monétaire règne. Elles sont, depuis la généralisation des taux de change flottants en 1973, intervenues à certaines époques plus massivement qu'elles ne l'avaient jamais fait du temps des taux de change fixes.

La question de savoir si les Etats-Unis doivent eux-mêmes intervenir directement sur le marché des changes est finalement secondaire. Le système des taux de change fixes de Bretton-Woods s'est effondré en 1971-1973 parce que le système ne comprenait plus de mécanisme d'autorégulation. Il a précisément cédé sous le poids des dollars accumulés par excès d'intervention des banques centrales.

L'idée qu'aujourd'hui un jeu de bascule pourrait s'instaurer entre les trois grands pôles monétaires que constituent l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon est que les interventions des banques centrales pourraient, en s'exerçant tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, écrêter les pointes et finalement diminuer l'amplitude des mouvements, semble faire bon marché d'un certain nombre de réalités. Les interventions ne sont jamais gratuites ; elles sont un puissant facteur de création monétaire. Les effets induits qu'elles produisent viennent rapidement perturber plutôt que calmer les marchés des changes et la situation économique générale des différents pays.

Ce dont le monde industriel a besoin, c'est de propositions concrètes, fondées sur l'idée qu'il faut absolument rétablir des mécanismes régulateurs. Le système de Bretton-Woods en comportait un qui était théoriquement efficace. La libre convertibilité du dollar en or devait permettre en principe la résorption des dollars accumulés et créateurs d'inflation dans les pays créanciers des Etats-Unis. Mais on sait que, pour des raisons politiques notamment, ce mécanisme a été progressivement bloqué, ce qui a entraîné l'introduction du régime du dollar flottant sous lequel le monde industrialisé continue à vivre plus ou moins péniblement. Rien n'indique qu'une volonté politique existe plus aujourd'hui qu'hier pour une reconstruction atlantique.

PAUL FABRA.



## Une réunion troublée par les événements du Proche-Orient

Le sommet de Versailles ne s'est pas terminé *aussi bien* que M. Mitterrand pouvait l'espérer. Vendredi soir, l'idée que la conférence marquerait une date dans l'histoire financière internationale commençait à s'affirmer et l'on craignait surtout qu'une bataille sanglante aux Malouines ne ternisse un « *nouveau Bretton Woods* ». Outre que les résultats économiques n'ont pas totalement répondu à cette attente, une autre région du monde a soudain détourné l'attention.

Au cours de sa conférence de presse de samedi, M. Mitterrand avait pourtant fait la sourde oreille : quand on lui avait rappelé que M. Cheysson avait eu, de son propre aveu, la veille, un dîner « *en partie sinistre* », il répondit que les Malouines en était sans doute la cause, alors que le ministre des relations extérieures et ses collègues avaient été « atterrés » par les événements du Liban.

Dimanche matin, ayant connaissance du nombre des victimes au Liban, les Sept décidèrent que le sommet, bien que consacré pour l'essentiel à l'économie, ne pouvait rester muet. Une déclaration fut préparée et les chefs d'Etat et de gouvernement se déclaraient « *bouleversés* » par les nouvelles parvenues du Liban. Mais, peu avant midi, la nouvelle de l'intervention terrestre israélienne arrivait à Versailles.

Les Sept pensèrent qu'ils ne pouvaient garder plus longtemps un silence devenu pesant. La déclaration fut donc distribuée sur-le-champ à la presse, les porte-parole étant chargés d'expliquer que, si cette prise de position pouvait paraître « *dépassée* », les chefs d'Etat et de gouvernement se réservaient d'en dire plus dans la soirée.

### Les hésitations de M. Mitterrand

Cependant, en fin d'après-midi, s'adressant à la presse en tant que président des sept chefs d'Etat et de gouvernement et en leur présence, M. Mitterrand se contenta d'exprimer « *leur réprobation vigoureuse* » et rappela que le Liban avait droit « *comme tout autre, à l'indépendance, à la liberté, à l'unité et à la souveraineté sur son territoire national* ».

Parlant ensuite en son nom propre au cours d'une conférence de presse, le président ne put en rester là. Toutes les questions politiques, à l'exception de deux, portaient sur le Liban. A la dernière, formulée confusément par un journaliste libanais, visiblement très ému, M. Mitterrand répondit : « *La France n'hésite pas à condamner l'intervention israélienne, pas plus qu'elle n'a hésité à convaincre les autres interventions militaires sur le territoire du Liban, dès lors qu'elles se faisaient contre la volonté du gouvernement libanais.* » Dans ses réponses précédentes, M. Mitterrand avait « *déploré* » l'attaque israélienne en termes beaucoup moins catégoriques.

La déclaration commune des Sept sur le Liban concluait que « *chacun des gouvernements utilisera tous les moyens à sa disposition* » pour que soient restaurées la paix et la sécurité dans toute la région. M. Mitterrand fut interrogé sur la nature de ces moyens. D'après ses réponses, il ressort qu'ils sont de deux sortes : 1) diplomatiques et politiques notamment, par le truchement des Nations unies ; 2) « *sur le terrain* », puisque la France participe à la Force des Nations unies au Liban (FINUL). Mais toute intervention passe nécessairement par le gouvernement libanais, a souligné le président de la République. « *C'est à lui d'en faire la demande* », a-t-il dit. Même la convocation d'une conférence internationale, « *une idée qui en vaut une autre* », a dit M. Mitterrand, suppose que Beyrouth en prenne l'initiative. Quant à prendre des mesures « *semblables à celles que vous avez déjà prises contre l'Argentine* », c'est-à-dire des sanctions économiques, M. Mitterrand élude la question : « *C'est possible, comme il est possible que non.* »

Pendant que M. Mitterrand parlait à la presse, chaque chef d'Etat et de gouvernement, sous les voûtes de l'Orangerie, en faisait autant, à l'exception de M. Reagan, qui avait laissé la parole à M. Haig. Celui-ci se déclara d'emblée « *extrêmement soucieux* » par l'escalade de la violence au Liban. Il annonça que M. Habib, le spécialiste du Proche-Orient au département d'Etat, avait été appelé à Versailles, avait été reçu par M. Reagan et serait ce lundi à Jérusalem. Comme on lui indiquait que M. Mitterrand avait « *condamné l'action israélienne* », M. Haig répondit par une périphrase et rappela que les Etats-Unis s'étaient toujours employés à faire prévaloir le cessez-le-feu et à éviter toute effusion de sang.

L'autre question politique qui a dominé le sommet fut la bataille des Malouines. « *M. Mitterrand a été absolument splendide* », déclare Mme Thatcher aux journalistes. « *Il aurait fallu que vous entendiez,* ajouta-t-elle, *comment il a appuyé sans réserve la position de la Grande-Bretagne, qu'il a décrite comme celle de la solidarité, de l'unité. Toutes les nations de ce sommet ont été absolument fermes.* »

Il serait excessif de dire que le sommet a donné le « feu vert » à Mme Thatcher pour qu'elle lance l'assaut sur Port-Stanley, ne serait-ce que parce qu'elle ne l'a pas demandé. Tous ses partenaires du sommet lui en ont certainement su gré, comme ils lui ont su gré que la bataille n'ait pas été déclenchée pendant qu'ils étaient ensemble.

M. Mitterrand n'en était pas moins fondé à déclarer, comme il l'a fait au nom des Sept : « *Nous avons tenu à affirmer notre solidarité entière à l'égard de la Grande-Bretagne, agressée, en la circonstance, dans ses intérêts nationaux et dans sa fierté nationale, solidarité qui est naturelle : la Grande-Bretagne doit retrouver son droit, étant entendu que nous ferons tout pour que, ce droit reconnu, la paix l'emporte sur la guerre.* »

Il y a, dans ce dernier membre de phrase, une limite que Mme Thatcher n'a peut-être pas perçue. Ce qui importe pour le gouvernement français, c'est que le droit ne cède pas à la force et que l'action militaire argentine soit repoussée. Le président de la République n'en estime pas moins que, historiquement et géographiquement, la légitimité de la Grande-Bretagne sur l'archipel n'est pas démontrée. « *Quand la Grande-Bretagne aura récupéré les Malouines,* a dit M. Mitterrand au cours de sa conférence de presse, *une nouvelle phase commencera.* »

Que devra-t-il se passer une fois la bataille de Port-Stanley gagnée par les Britanniques ? La réponse française, implicite, est que la Grande-Bretagne devra alors négocier avec l'Argentine un nouveau statut équitable pour l'une et l'autre. Il ne semble pas que ce soit l'intention de Mme Thatcher, qui, à en croire ses réponses aux journalistes, ne voit pas d'autre solution que l'« autodétermination » des mille huit cents habitants.

Apparemment, les Etats-Unis seraient plutôt, comme M. Mitterrand, partisans d'une solution politique « modérée ». Ainsi, si les vues de Paris et de Washington en économie internationale ne convergent pas toujours, les deux capitales sont très proches dans les affaires politiques.

MAURICE DELARUE.

### « Pour un arrêt immédiat et simultané des violences »

**Voici le texte de la déclaration publiée, dimanche en fin de matinée, à Versailles ; elle a été rédigée avant que les opérations israéliennes contre le Sud-Liban soient connues.**

*Nous sommes bouleversés par les nouvelles qui nous sont parvenues du Liban et de la région de la frontière entre le Liban et Israël. Nous sommes vivement émus par les pertes de vies humaines, par les souffrances et les destructions. Nous pensons que ce nouvel enchaînement de violence pourrait avoir, s'il se poursuivait encore, des conséquences désastreuses pour toute la région.*

*Nous avons pris connaissance de l'adoption unanime par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution exprimant sa grave préoccupation devant la violation de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté du Liban et appelant toutes les parties au conflit à cesser de façon immédiate et simultanée toutes activités militaires au Liban et à travers la frontière entre le Liban et Israël. Nous avons pris note également de l'appel adressé aux parties par M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, et d'un message envoyé par lui au président de la République française en tant que président de cette réunion.*

*Nous appuyons fermement les appels urgents du Conseil de sécurité et du secrétaire général pour un arrêt immédiat et simultané des violences et nous appelons toutes les parties à écouter ces appels afin que soient sauvegardées la paix et la sécurité dans toute la région.*

*Chacun de nos gouvernements utilisera tous les moyens à sa disposition pour atteindre ce but.*

### DE CLICHY A LA BASTILLE

## L'anti-sommet

A l'aune de calicot, la manifestation fut réussie. Des mètres de drap de coton, de rayonne, l'art de la lettre bâton sur fond rouge révolution, des emblèmes au pochoir sans une bavure, des dessins appliqués, des trous faits au compas contre un vent qui ce jour-là ne souffla pas dans les banderoles. Ici, la « *Ligue communiste* » se détachait sur un champ violet, là « *Des emplois, pas des bombes* » éclataient dans de l'ocre-jaune, et la sa'nette parme du M.L.F. portait ces mots, qu'on aurait dits brodés : « *Femmes, nous sommes un peuple.* » Mille slogans comme cent fleurs pour un bel et chaud après-midi de printemps, une armée de drapeaux, une vraie foison de coquelicots.

Les ateliers de l'extrême gauche réunie à l'appel du Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE) avaient dû forcer les cadences pour produire, samedi 5 juin, cette marche nationale de la paix. Ils étaient peut-être vingt mille de la place Clichy à la Bastille. Autant de tendances, d'analyses marxistes de drames étrangers, de peuples asservis qu'on découvrait au passage des pancartes. Les organisations politiques ouvraient et fermaient le défilé — le P.S.U., Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire, — tandis qu'au centre du cortège, les émigrés, des Turcs, des Palestiniens, des Iraniens, des Latino-Américains, marchaient, certains portaient le drapeau d'une armée de libération, d'autres — parmi eux un petit enfant — ne montraient que les photographies agrandies de leurs torturés ou de leurs disparus. « *A bas Khomeiny !* », « *Halte aux tortures en Turquie !* », « *Mitterrand complice des juifs assassins !* »

On pouvait en lire et en lire sur la trame des étoffes, des simples mots de ceux qui militaient « *contre les armes nucléaires* » à des formules plus idéologiques : « *Menez la guerre de classe contre l'impérialisme !* » ou « *Si tu veux la paix prépare la révolution !* » Des slogans imprévus aussi, des causes qu'on croyait oubliées : « *Albanie socialiste force de paix dans le monde !* », « *l'Alsace contre l'impérialisme !* » « *Aujourd'hui,* lançait à la sono d'une voix de meeting un « camarade responsable », *le mouvement de la paix non-aligné est en train de naître.* » On en voulut surtout à M. Reagan et au sommet de Versailles :

*« A Versailles au fromage*
*On nous sert le chômage*
*A Versailles au dessert*
*C'est la crise qu'on nous sert. »*

Ils s'acheminaient ainsi vers la Bastille où Colette Magny et un groupe de musiciens chiliens attendaient de pied ferme que la fête continue. Pour l'instant la fête s'enlisait un peu à la hauteur du boulevard Magenta où le service d'ordre des manifestants, débordé, ne put empêcher que des vitrines soient cassées, où la jeune garde n'avait pas pris garde qu'on venait d'incendier une agence de la B.N.P. En bout de course, place de la Bastille, les mêmes « incontrôlés » recommenceront contre les forces de l'ordre à lancer, faute de pavés, des cailloux et, pour finir, ils auront leur affrontement sec et violent avec, en plus, un lancer de grenades lacrymogènes.

Tandis qu'on écoutait vaguement les orateurs, on enroulait soigneusement les calicots autour des hampes de bois rond. Puis il n'y eut plus qu'à vider la place et une militante enleva ses oreilles de Mickey. On avait bien travaillé contre l'impérialisme américain. On n'entendait plus que le son désagréable des boîtes de Coca-Cola que les derniers manifestants poussaient machinalement du pied.

CHRISTIAN COLOMBANI.

# LE SOMMET DE VERSAILLES

## Les propositions des «77» envisagent une «phase préliminaire» des négociations globales Nord-Sud

Du point de vue des relations Nord-Sud, il y a eu, à Versailles, « *avancée* », selon l'expression de M. Mitterrand, sur un point, celui de la préparation des négociations globales.

Le lancement de telles négociations a été décidé par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1979. Elles doivent porter sur tous les aspects de la coopération entre pays industrialisés et pays en développement. A Ottawa, en juillet 1961, les Sept s'étaient déclarés prêts à participer « *aux préparatifs en vue d'un processus de négociations globales dans des circonstances offrant des perspectives de progrès sensibles* ». A Caucun, en octobre, les vingt-deux chefs d'Etat et de gouvernement du Nord et du Sud étaient convenus de « *soutenir aux Nations unies un consensus pour lancer des négociations globales sur une base mutuellement acceptable, dans des circonstances offrant des perspectives de progrès significatifs, et en prenant en compte l'urgence de ce problème* ».

La *déclaration* de Versailles devrait offrir la possibilité de sortir de l'ornière les discussions à l'ONU, et peut-être de lancer la « *phase préliminaire* » de la *conférence* sur les négociations globales. Le groupe des «*77*» — le groupe de pression des pays en développement — a proposé, *en avril*, que cette « phase » serve à établir les procédures, l'ordre du jour et le calendrier des *négociations*, ce à quoi il n'a pas été possible d'aboutir jusqu'à maintenant. Les Etats-Unis, en revanche, insistaient pour que ces questions soient réglées au cours d'une « *conférence préliminaire* », espérant sans doute pouvoir ainsi, le cas échéant, retirer plus facilement leurs billes du jeu. On n'était pourtant pas loin d'un accord à New-York.

En ce qui concerne la préservation de l'identité des grandes organisations internationales au sein desquelles ils occupent une position dominante (F.M.I., Banque mondiale, GATT), les pays industrialisés (y compris cette fois les Etats-Unis) s'étaient également rapprochés de la position des « 77 », et vice-versa. Les deux parties reconnaissent que la conférence des Nations unies exercera le rôle central dans les *négociations* et que la compétence et les pouvoirs des institutions spécialisées seront respectées. Les relations entre la conférence et ces institutions devront être définies dans la « *phase préliminaire* », selon le texte des « *77* ».

Celui-ci était jugé acceptable par tous les pays occidentaux, sauf les Etats-Unis. L'attitude dilatoire des Américains irritait leurs partenaires, même les Britanniques. On pouvait penser que les Etats-Unis tenteraient, à Versailles, de faire cautionner par les autres participants l'échec d'une opération dont, pour des raisons dogmatiques, les républicains envisagent mal la mise sur pied. (Mais l'administration Carter, émettant également des réserves, s'était abstenue dans le vote prévoyant le lancement des négociations globales.)

Cependant, M. Reagan ne pouvait se montrer à Versailles en retrait *sur les prises de positions auxquelles* il a souscrit à Ottawa et à Caucun. C'eût été reconnaître que « l'esprit de Cancun » avait fait long feu ! Il *s'est montré accommodant* face en particulier à l'insistance de la France. C'est là un résultat politique notable. Mais il va de soi que sur le plan juridique, dans les discussions ultérieures aux Nations unies, les Etats-Unis, voire d'autres pays industrialisés, ne seront pas dépourvus de moyens pour paralyser l'entreprise, ou en limiter la portée. Versailles permet d'apaiser les « 77 » auxquels il est pour la première fois fait mention dans un communiqué des Sept (1).

GÉRARD VIRATELLE.

(1) A La Havane, les ministres des affaires étrangères des pays non alignés ont rappelé que les négociations globales restaient « *la tache la plus importante (...) de la communauté internationale pour affronter le problème de l'économie mondiale de manière cohérente, simultanée et intégrée* ». Ils ont prié, sans les nommer, les Etats-Unis d'en accepter la nécessité « *pour assurer une coopération économique internationale significative* ». Malgré les objections iraniennes et syriennes, ils n'ont pas remis en cause la tenue à Bagdad du prochain sommet des pays non alignés.



## DANS LA PRESSE PARISIENNE

**LIBERATION : « Begin et les sept nains. »**

« Lorsqu'ils sont entrés en conclave, vendredi soir, le château de Louis XIV, qui n'était pas vraiment un modeste, paraissait trop petit pour accueillir ces sept Rois Soleil venus se concerter sur les manières d'affronter la crise économique mondiale. *Las ! Il faut* déchanter, las ! François Mitterrand doit remballer ses rêveries : le sommet de Versailles, c'était la réunion annuelle des sept nains. Tous plus nains les uns que les autres d'ailleurs, jusqu'à Ronald Reagan dont on se demande s'il hésite entre le rôle de Grincheux ou de Simplet (...)

» La richesse redondante de Versailles n'a pas suffi pour étourdir la planète, ni même pour étourdir les participants. Les Argentins n'ont pas évacué Port-Stanley, et Margaret Thatcher profitait de ses temps libres pour ajuster le tir sur la capitale des Malouines. Ronald Reagan n'a évidemment rien cédé sur le marché monétaire, et Menahem Beghin n'a pas jugé utile de différer *sa nouvelle guerre*. »

(SERGE JULY.)

**LE FIGARO : « Bénéfice du doute. »**

« Il faut inscrire à l'actif du sommet les injonctions solennelles du gouvernement japonais aux *fonctionnaires nippons* de renoncer à l'esprit de refus des produits et investissements de l'étranger ; la reconnaissance hésitante mais générale de la nécessité de travailler à la stabilisation des grandes monnaies par une meilleure convergence des politiques économiques et, si nécessaire, par des interventions *sur* les marchés des changes pour corriger les situations de désordre ; enfin, l'hommage rendu au rapport de François Mitterrand préconisant de faire passer les grandes mutations technologiques dans les sociétés ayant peur du changement.

» Ce qui inquiète, ce ne sont pas les dissentiments répertoriés à Versailles, ce sont ceux qui pourraient naître des *nouveaux accords apparents, dans la mesure* où on peut en donner des interprétations bien différentes. (...)

» Inutile, le sommet ? Non, sûrement pas. *Les plus sévères* devraient l'acquitter au bénéfice du doute, même si l'on ne sait pas encore lesquelles, parmi les graines lancées à la volée, ne manqueront pas de germer. »

(ALAIN VERNAY.)

**LES ECHOS : « Un tournant trop brutal vers les Etats-Unis. »**

« Un an après l'accession de François Mitterrand au pouvoir, il faut bien reconnaître que l'opération de séduction lancée par la gauche » [vers les Etats-Unis] « se développe avec succès ». (...)

» Loin de nous la tentation de déplorer le bon état des relations existant aujourd'hui entre la France et les Etats-Unis. Notre pays a commis trop d'erreurs dans le passé, sous le prétexte d'asseoir son indépendance face à son principal allié, pour que nous ne nous réjouissions pas de ce changement. Mais, précisément, le tournant est trop brutal, trop rapide, trop radical pour que nous n'éprouvions pas un certain malaise devant l'assaut d'amabilités auquel se livrent Washington et Paris.

» Si la *France* a pu redevenir une puissance qui compte (...), c'est qu'elle a su affirmer son identité au sein de l'ensemble atlantique. Les choses étant ce qu'elles sont, il serait regrettable que la gauche, dans le louable souci de se justifier aux yeux de ses alliés, se jette dans les bras de l'Oncle Sam ; outre le fait qu'elle y perdrait sa capacité d'influence, elle retomberait vite *dans* les errements de la IV[e] République. »

(*FAVILLA.*)

**L'HUMANITE : « Les choix de la France affirmés. »**

« Les *Américains* ne sont pas prêts à mettre en œuvre une politique de croissance outre-Atlantique ou à faciliter la tâche de la France. Leur refus d'aborder la question des taux d'intérêt et leur déclaration sur l'accord monétaire en sont autant de preuves. Mais rien n'entrave dans ce communiqué les choix nationaux de reconquête du marché intérieur, d'essor de l'activité. Rien ne remet en cause la voie originale amorcée par notre pays.

Faire plier le gouvernement français au nom de la « *crise mondiale* » et le lier pieds et poings à la stratégie U.S., était pourtant l'un des objectifs des Américains. Et, s'ils ne sont pas mécontents d'avoir obtenu une référence à la « *limitation des crédits à l'exportation* » dans les échanges avec les pays socialistes, François Mitterrand a indiqué hier : « *Pour l'instant chaque pays reste souverainement juge* » en ce domaine.

» A n'en pas douter, ils remettront leurs prétentions sur le tapis des négociations et chercheront à exploiter l'ambiguïté du communiqué sur ce point. »

(MARTINE BULARD.)

## La lumière et la bourrasque

La fête de Versailles, dimanche soir, si incongrue en ces temps de crise et de violence qu'elle en *paraissait irréelle, c'était* d'abord celle de la lumière. Pas une statue, pas un buste qui ne fût éclairé *a giorno* dans le parc et les *bosquets, où ne* manquaient que les personnages de Molière. Les projecteurs prenaient peu à peu, sur la pierre et le marbre rose, la relève du soleil, *non sans que celui-ci* compose un moment avec les jets d'eau, dans la pourpre de son déclin, un paysage japonais. En pénétrant dans la galerie des Glaces, où avait été *dressée* la table *du banquet*, leurs rayons striaient d'or les voûtes et le haut des miroirs ternis par le temps, comme si *Piranèse avait voulu retoucher* Mansart.

Deux cents personnes *étaient là, autour des Grands du* moment. MM Giscard d'Estaing et Lecanuet s'étaient excusés, à l'instar de M. Marchais, mais on remarquait Mme Pompidou, M. Chirac, Mme Garaud, au *milieu des barons du nouveau* règne. Parmi ceux-ci, MM. Fiterman et Lajoinie, pour qui le smoking obligatoire avait visiblement posé *quelques* problèmes *idéologico-vestimentaires*.

### «Pretty»

Servis chauds à point, ce qui n'était pas un mince mérite, compte tenu de la dimension de *la galerie, le homard* et *la selle* d'agneau nouvelle cuisine mirent beaucoup de temps à parvenir à leurs destinataires, si bien que le *spectacle* à l'Opéra de Versailles, auquel trois cents autres personnes avaient été conviées, devait commencer avec pas mal de retard. Spectacle d'une *belle* extravagance, même si une charmante Anglaise devait, à côté de nous, le trouver « *pretty* ». Certes, il n'est pas de musique plus à sa place, en ces lieux, que celle de Marc-Antoine Charpentier, et l'image monstrueuse de la Discorde, apparue au milieu d'un « bruit effroyable », sous les traits d'une tarasque *écarlate, était bien dans l'esprit* du temps, comme celle de la Paix descendue du ciel dans sa nacelle, entourée de marquises empoudrées.

Mais, outre que le livret pousse le « culte de la personnalité » du Roi-Soleil à des limites qu'un bon militant de gauche devrait avoir quelque peine à digérer, (*Les exploits de Louis que tout le monde admire, Otent aux mots la force et l'ornement..., Ce n'est qu'en faisant des miracles qu'on peut plaire à Louis*), que dire du thème des « Arts florissants » ! Cette « idylle en musique » exhumée par le claveciniste William Christie et mise en scène par Jorge Lavelli, avec des trouvailles comme un superbe poney blanc aux oreilles d'or et aux yeux de velours, *célèbre tout simplement le retour* définitif de la Paix !

Il est vrai que quelques instants plus tard, Rachel faisait entendre, dans la chapelle du château, ses médiévales lamentations. Mais rares étaient ceux qui *furent* admis à les *écouter*. La foule des invités se voyait conviée à reprendre le chemin de la galerie des Glaces pour *assister, comme la cour, jadis,* dans les derniers temps de l'Ancien Régime, à un feu d'artifice destiné à donner à cette célébration de la lumière une conclusion digne d'elle. Mais, à voir rougeoyer l'horizon et les fusées s'élancer dans le ciel, plus d'un songeait sans doute au Liban et à toutes ces batailles que les hommes se livrent avec des armes achetées, pour une bonne part, aux puissances réunies à Versailles.

Petite ou grande, une fête, pour être réussie, suppose qu'on s'en laisse totalement pénétrer, qu'on se sépare, le temps qu'elle dure, du reste du monde. Il faisait si chaud, dimanche soir, chez Louis XIV et François Mitterrand, qu'il fallut ouvrir les fenêtres. La bourrasque, soudain, s'y engouffra, comme le symbole d'une *réalité* trop sinistre, pour se laisser, ne serait-ce qu'un instant, oublier. — *A. F.*

● RECTIFICATIF. — Contrairement à une affirmation du ministre des affaires étrangères de Tunisie, reprise par notre correspondant (*le Monde* du 1er juin), MM. Sadate et Mitterrand ne sont pas les seuls chefs d'Etat étrangers à s'être rendus en Israël. MM. Nixon et Carter y ont été reçus respectivement en 1975 et en 1979.



هكذا من الأصل

## PROCHE-ORIENT

# LE YÉMEN ÉCARTELÉ

## I. — Un parfum de pétrole...

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Sanaa (Yémen du Nord). — Le spectacle est pour le moins insolite : réunis dans une même salle, quelque deux cents personnalités, les ministres, grands commis de l'État, ambassadeurs représentant un large éventail de gouvernements ; les délégués de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, et d'autres géants de la haute finance ; ceux des grandes organisations internationales et régionales — ONU, mais aussi l'ECWA, l'UNIDO, l'O.I.T., l'O.M.S., l'UNICTAD, la C.E.E., la Ligue arabe, l'OPEC, les ensembles latino-américains et afro-asiatiques. Les voilà, donc, siègeant en conclave pour... examiner le deuxième plan quinquennal de la République arabe du Yémen (du Nord), en présence du chef de l'État et du président du conseil entouré de la plupart de ses ministres.

Les hôtes du gouvernement de Sanaa se succèdent à la tribune pour commenter, approuver ou critiquer — sans gêne aucune — la stratégie économique d'un État souverain. Les plus audacieux sont, à tout seigneur tout honneur, les bailleurs de fonds arabes, ceux qui viennent d'offrir, telles des bonnes fées, les pétrodollars qui nourriront le « parent pauvre » de la famille. En effet, la République du Yémen et la République démocratique du Yémen (du Sud), sont les deux seuls pays arabes à figurer parmi les trente et un P.M.A. (pays les moins avancés) de la planète, avec un revenu mensuel par tête d'habitant inférieur à 200 francs par mois.

La R.A.Y. a néanmoins le privilège d'être bien pourvue en ressources financières, d'origine étrangère. On l'a bien vu à la « conférence internationale sur le développement du Yémen » qui s'est tenue ici du 17 au 22 avril : les dons des États-Unis, du Japon, des Pays-Bas, de l'Allemagne fédérale, entre autres, sont insignifiants par rapport aux cadeaux princiers offerts par les cheikhs du Golfe. Sur leur cassette privée ou par le truchement de leurs gouvernements et d'organisations de crédit para-étatiques.

Le cheikh Zayed, président des Émirats arabes unis, par exemple, insiste pour payer, jusqu'au dernier centime, le barrage qui doit être construit à Maarib, site antique de la capitale supposée de la reine de Saba. Les représentants du cheikh n'ont pas voulu quitter Sanaa avant de déposer dans la corbeille, outre ces 120 millions de dollars (au bas mot), quelque 200 millions de dollars supplémentaires, comme premier acompte pour la réalisation du deuxième plan. Des prêts à long terme, comportant des intérêts symboliques, suivront. Les contributions des autres pays du Golfe — l'Arabie Saoudite étant largement en tête, — également multiples et généreux, serviront à combler les déficits budgétaires, financer des projets de développement et régler des factures d'armement.

On ne refuse rien à la République arabe du Yémen, quitte à faire rager de jalousie sa « sœur » du sud. Celle-ci, la République démocratique du Yémen est en quelque sorte le membre de la famille arabe qui s'est dévoyé non seulement en optant pour le *« socialisme scientifique »*, mais encore en choisissant des amis peu recommandables, les pays communistes, l'U.R.S.S. en tête. Ainsi, le Yémen du Nord n'aura-t-il aucun mal à obtenir d'ici peu les 3,3 milliards de dollars dont il a besoin en apports extérieurs pour réaliser l'ensemble de son deuxième plan quinquennal (1982-86), dont il a évalué le coût total à 6,44 milliards de dollars.

Ces facilités de trésorerie n'ont pas que des avantages. Elles remettent en question, entre autres, l'indépendance du bénéficiaire, tant sur le plan politique qu'économique. Le premier plan quinquennal (1978-1982) a été alimenté dans une proportion de 66 % par des sources étrangères, lesquelles fourniront les 51,1 % au moins des capitaux nécessaires au second plan. Les dettes énormes ainsi contractées risquent d'hypothéquer l'avenir. Déjà, il n'est pas imaginable que les principaux bailleurs de fonds, tous champions de la libre entreprise, acceptent que la R.A.Y. modifie le régime de la propriété, largement « féodale », héritée de l'ère des imams, ou qu'elle instaure un quelconque dirigisme économique, pourtant indispensable à un pays en voie de développement.

### Passivité et laxisme

La générosité excessive suscite encore chez le bénéficiaire passivité — à quoi bon déployer des efforts superflus ? — et laxisme. Le gouvernement de Sanaa a vécu ces dernières années bien au-dessus de ses moyens. Au déficit chronique du budget — comblé sans difficulté notamment par l'Arabie Saoudite — est venu s'ajouter celui de la balance commerciale. L'importation, sans restrictions, de produits et de services, dont la valeur s'élève d'année en année, et la baisse parallèle des exportations ont creusé un « trou » de quelque 6,5 milliards de dollars en cinq ans. Les réserves internationales, pourtant substantielles il y a peu, ont été dilapidées (1).

Si encore l'essentiel des achats à l'étranger avait servi au développement de l'économie ! L'Organisation centrale de la planification indique, pour le déplorer, que 61 % des importations portaient sur des biens de consommation. Les catégories aisées de la population, profitant de la cascade de pétrodollars qui s'est abattue sur leur pays, n'ont pas lésiné sur l'achat de postes de télévision, de vidéos, d'appareils ménagers, de gadgets de toutes sortes et — pour les plus privilégiés — de somptueuses voitures américaines et de robes de grands couturiers. Tant et si bien que l'épargne nationale a été négative — dans une proportion de près de 20 % l'an — et que la contribution du secteur privé à la réalisation du premier plan est restée singulièrement modeste. Cet état de choses est jugé *« dangereusement menaçant »* par le ministre du développement, M. Fouad Kaed Mohamed. *« Nous calquons notre société sur celle des pays du Golfe sans avoir leurs moyens »*, nous dit un économiste yéménite, avant d'ajouter : *« On est en train de nous corrompre avec un parfum de pétrole... »*

### Le déclin de l'agriculture

Il serait cependant injuste de soutenir que le premier plan quinquennal a été entièrement négatif. Malgré la mise en œuvre plutôt anarchique des projets, les gaspillages et le gâchis, des progrès certains ont été réalisés au moins dans le domaine des infrastructures. La longueur des routes a doublé, celle des pistes a quintuplé ; le quadruplement de la capacité électrique installée a permis de fournir de l'énergie à de vastes régions rurales qui ont été reliées entre elles par des réseaux téléphoniques — comportant plus de soixante-quinze mille nouvelles lignes — mis en place par un consortium de firmes françaises. Grâce à la création d'écoles et de centres médicaux, il y a actuellement deux fois plus de médecins (un pour 8 639 habitants au lieu de 17 709), près du double d'élèves et d'étudiants.

Il n'en reste pas moins que le premier plan quinquennal, dans son ensemble, n'a pas été positif. Plus du quart des investissements prévus n'ont pas été engagés, souvent faute d'une organisation adéquate, tandis que la majeure partie des fonds utilisés ont bénéficié aux secteurs non productifs de l'économie. En raison, entre autres, de protections douanières insuffisantes et d'une main-d'œuvre onéreuse, la fabrication de produits de consommation n'a pas connu d'expansion notable, et l'agriculture, qui emploie 70 % des quelque sept millions d'habitants, a dangereusement périclité. Au total, le taux de croissance — dû essentiellement au secteur tertiaire — n'a été que de 7 % l'an, ce qui est bien modeste pour un pays partant virtuellement de zéro.

Autrefois autosuffisant, le Yémen est aujourd'hui un grand importateur de produits agricoles. A peu près toutes les cultures sont en régression. La production céréalière est en baisse de 14 %, celle du coton de 63 %, par rapport à ce qu'elle fut il y a à peine cinq ans. Le fameux café moka, qui est loin de suffire à la consommation locale, n'est pratiquement plus exporté. Le qat se répand dans les campagnes, rongeant tout sur son passage. La culture de cette plante euphorisante, consommée sur une grande échelle par la quasi-totalité de la population adulte, est, en effet, beaucoup plus rentable que les produits vivriers, dont les coûts de production sont plus élevés.

La toxicomanie des Yéménites — qui atteint un niveau sans précédent dans leur histoire — est un fléau national, à plus d'un titre. Outre ses effets nocifs pour l'organisme — que certains s'évertuent à minimiser, — le qat contribue à paralyser toute activité productive pendant quatre à huit heures par jour, tout en absorbant une partie notable des revenus individuels. La dose quotidienne la plus modeste coûte l'équivalent de 70 francs. Des chefs de familles privent leurs proches de l'essentiel afin de subvenir à leurs propres besoins en « herbe » ou bien — s'ils en ont l'occasion — se livrent à des pratiques illicites pour joindre les deux bouts.

Sans aller jusqu'à imposer des mesures restrictives ou répressives, l'État aurait pu raréfier la production du qat simplement en le rendant moins rentable par rapport aux autres denrées agricoles. Le président du conseil, M. Abdel Karim El Iriani, en convient mais avoue son impuissance. *« Nous avons envisagé, plus d'une fois, de subventionner d'autres produits de la terre,* nous dit-il, *mais aucun des pays arabes n'a accepté de nous fournir des fonds à cet effet... »* Une telle mesure heurterait de front, sans doute, la sensibilité des détenteurs des pétrodollars attachés au sacro-saint principe de la libre entreprise...

### Des goulets d'étranglement

La prospérité des campagnes n'est pas pour autant assurée, même si les grands cultivateurs de la drogue y trouvent leur compte. Un tiers seulement des projets destinés au développement agricole ont été achevés au cours du premier plan quinquennal. Un système d'irrigation vétuste et nettement insuffisant, des structures embryonnaires de stockage et de distribution, la concurrence de produits importés, l'attrait de salaires plus élevés dans les centres urbains ou dans les pays pétroliers voisins, ont contribué à intensifier la migration rurale.

Le deuxième plan se propose de combler les lacunes, de corriger les distorsions, d'intervertir les priorités. Une plus grande proportion de crédits est consacrée à l'agriculture : l'accent est mis sur les secteurs productifs ; un effort particulier sera déployé dans la formation de cadres : on s'appliquera, enfin, à coordonner davantage la réalisation des projets, désormais perçus dans leur interdépendance.

Objectifs réalisables ou vœux pieux ? L'administration de l'État est désespérément brouillonne, anarchique et inopérante. De formation récente, constituée — selon le chef du gouvernement — à 80 % de fonctionnaires issus des seules écoles primaires, elle constitue, de l'avis général, plus un obstacle qu'un instrument d'exécution. Son comportement est propre à décourager les meilleures volontés, et ce n'est pas en l'espace de cinq ans qu'elle pourra se régénérer.

Autre goulet d'étranglement : la pénurie de main-d'œuvre et de personnel qualifié, entretenue, entre autres, par l'émigration d'un million et demi de Yéménites dans les pays du Golfe. Comment freiner cette hémorragie sans augmenter les salaires, déjà trop élevés ? Comment donnera-t-on un coup d'arrêt à l'inflation (30 à 40 % l'an) sans réduire les investissements et les importations massives qu'implique un programme de développement ambitieux ? Comment atténuer la polarisation sociale en régime libéral quand l'État se contente de tirer le plus clair de ses ressources (93 %) des impôts indirects ?

Le plus grave est, cependant, ailleurs : l'État yéménite est tiraillé par des influences étrangères contradictoires, largement paralysé par une guerre civile qui en est partiellement l'émanation.

**Prochain article :**

**La guérilla « fraternelle ».**

(1) Cf. *La Péninsule Arabique d'aujourd'hui*, œuvre collective publiée cette année par le C.N.R.S. sous la direction de Paul Bonnenfant. Selon les auteurs, les importations de la R.A.Y. se sont multipliées par dix entre 1972 et 1978, davantage depuis. Le taux de couverture, par rapport aux exportations, est le plus bas au monde : moins de 1 %.









# PROCHE-ORIENT

# L'invasion du Sud-Liban

Jetant une ombre sur la fin du sommet de Versailles, dont les participants se sont dits « bouleversés » (lire l'article de Maurice Delarue, p. 5), l'invasion du Sud-Liban par l'armée israélienne a suscité de vives réactions internationales, allant de la « réprobation vigoureuse » de M. Mitterrand à la condamnation sans nuances de Moscou. Tass va jusqu'à estimer que « la cinquième guerre contre les Arabes a commencé avec le soutien et la complicité des Etats-Unis ».

L'agence soviétique a préconisé toutefois une solution négociée, relançant l'idée émise par M. Brejnev devant le vingt-sixième congrès du parti communiste d'U.R.S.S., en février 1981, d'une « conférence internationale sur le Proche-Orient réunissant toutes les parties intéressées ».

● A NEW-YORK, le représentant de Washington à l'ONU, Mme Kirkpatrick, a estimé qu' « il ne serait ni raisonnable ni équitable de désigner d'un doigt accusateur l'une des parties accusées de n'avoir pas respecté la résolution des Nations unies sur le cessez-le-feu au Sud-Liban (juillet 1981), quand apparemment les deux ne l'on pas fait ». Mme Kirkpatrick a estimé que si les informations faisant état d'importants tirs sur la Galilée étaient exactes, « il ne serait pas déraisonnable qu'Israël ait cherché à exercer son droit de légitime défense selon l'article 51 de la charte de l'ONU ».

● A LA LIGUE ARABE, nous câble de Tunis Michel Deuré, le secrétaire général de l'Organisation, M. Klibi, a adressé dimanche à MM. Sarkis et Arafat des messages exprimant « la détermination des Etats arabes de faire front face à l'ennemi commun » et « d'user de tous les moyens » pour protéger le Liban et les Palestiniens. M. Klibi avait affirmé la veille qu'Israël « poursuit sa politique d'expansion (car) il est assuré qu'aucune force au monde ne peut l'en empêcher ». Il avait ajouté : « L'Europe doit intervenir directement pour rendre possible l'ouverture d'un processus de paix respectant les droits des Palestiniens. »

● L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE, par la voix de M. Arafat, a assuré, dès samedi 5 juin, à Djeddah, que « les Palestiniens vont donner une leçon aux Israéliens, comme ils l'avaient fait dans le passé ». Plus prudent, le représentant de l'O.L.P. à Paris, M. Souss, a estimé, pour sa part, le lendemain, que « les Syriens, avec les Palestiniens et les Libanais, vont essayer de repousser l'agression israélienne ».

● DANS LES CAPITALES ARABES, l'indignation s'exprime partout. Le Caire dénonce « l'agression contre le Liban frère » (voir ci-dessous), mais aucune riposte concrète n'avait encore été annoncée ce lundi matin 7 juin. Accusée par Tripoli de « passivité face à l'agression sioniste au Liban », Damas s'était borné, dès le début de l'opération israélienne,

## Beyrouth : exode et dévastation

(Suite de la première page.)

Ce faisant, M. Begin parait avoir donné à ses troupes l'ordre de réaliser un vieux rêve : traverser le Litani et atteindre le fleuve Zahrani, occuper le territoire compris entre ce cours d'eau et la frontière israélienne, soit le sixième du Liban, y anéantir l'essentiel de la force militaire palestinienne, puis négocier à partir de ce fait accompli les conditions d'une éventuelle restitution du terrain occupé aux Nations unies. On aboutirait, dans ce cas, à un étrange découpage du Liban-Sud qui serait le suivant : milices du commandant Haddad — FINUL — armée israélienne.

Le chef du gouvernement israélien a immédiatement saisi le prétexte de la riposte palestinienne contre les villages frontaliers de la Haute-Galilée. Mais que pouvait faire d'autre l'O.L.P., sauf à se discréditer, que de tirer quelques obus sur le nord d'Israël, après le raid aérien massif et sanglant du vendredi 4 juin contre les secteurs palestiniens de Beyrouth faisant suite lui-même à l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres ?

L'armée israélienne, ignorant délibérément la FINUL (Force intérimaire des Nations unies pour le Liban-Sud), avance depuis dimanche sur trois axes :

— Sur la route côtière, cent chars et autant de transports de troupes blindés ont atteint Tyr le jour même vers 15 heures. Ce secteur est tenu par les contingents hollandais et fidjiens des Nations unies à Tyr même, abordée par les Israéliens dans la zone des vestiges archéologiques de cinq civilisations.

Les Palestieniens ont commencé à opposer une vive résistance, alors que jusque-là, avançant en faisant peu de toutes pièces, les colonnes israéliennes avaient progressé facilement. Annoncés par l'O.L.P., un débarquement de troupes israéliennes héliportées au nord-est de Tyr et un assaut naval contre la position de Rachidyeh au sud de la ville se sont traduits par l'encerclement complet de celle-ci.

— Dans le secteur central, une force équivalente à celle arrivée à Tyr a traversé le pont de Qaaqaiyeh sur le Litani. Le contingent français de la FINUL tient cette région.

— A l'est, sur les pentes du mont Hermon, un bataillon d'infanterie israélien progresse à partir de la région de Chebaa, également vers la vallée du Litani, dans un secteur tenu par le contingent norvégien, qui a perdu un homme en tentant de s'opposer à la pénétration israélienne.

Deux objectifs majeurs se présentent dans ce secteur, outre le château de Beaufort, verrou de toute la région, et le pont de Khardali que la colonne terrestre peut maintenant atteindre facilement. De même, la ville de Nabatyeh, bastion palestinien, devrait être intenable sans Beaufort. L'armée isrélienne disposait déjà d'une « brèche », en face de Marjayoun, par où elle aurait pu s'engouffrer dans le territoire tenu par les Palestiniens sans faire subir à l'ONU l'affront d'ignorer la présence de ses troupes. Elle a préféré ne pas prendre le risque de se présenter là où elle pouvait être attendue.

### Pas d'intervention syrienne

Le reste des opérations militaires est difficile à rapporter, le théâtre de l'invasion ne pouvant être atteint, les routes qui y mènent ayant été coupées depuis la veille par les raids israéliens, et, de plus, étant constamment bombardées dès le début de l'invasion. La brève mais intense préparation de celle-ci a permis à l'aviation israélienne — au prix d'un très grand nombre de victimes civiles libanaises — de couper les forces palestiniennes et leurs alliés libanais au sud de leurs arrières. Les routes, y compris l'autoroute côtière construite l'an dernier, ont été littéralement labourées par les bombes, et des ponts détruits. Une fois de plus — comme en mars 1978 et en juillet 1981 — des dizaines de voitures d'habitants fuyant les zones de combats ont été soufflées, et leurs passagers tués ou blessés.

Après avoir bombardé les camps palestiniens de Beyrouth vendredi, y faisant près de cent morts et deux cent cinquante blessés, l'aviation israélienne est revenue à la charge sans discontinuer, samedi, faisant cent cinquante morts, dont vingt jeunes filles dans un même autobus, et autant de blessés. Lundi, l'aviation a poursuivi un matraquage systématique des routes et des positions palestiniennes. Outre Beyrouth, Tyr et Nabatyeh, une cinquantaine de localités ont ainsi été pilonnées, dont Saïda, troisième ville du Liban, et Damour.

La conséquence est un nouvel exode, moins massif que celui ayant accompagné l'invasion de mars 1978, car la population ne sait plus vers où fuir, Beyrouth et Saïda ayant été elles-mêmes bombardées et étant le théâtre d'exodes qui contraignent des centaines de familles à camper à la belle étoile dans les jardins publics.

Solidement retranchés, décidés à se battre, à même d'exploiter un terrain très accidenté et qu'ils connaissent mètre par mètre, les Palestiniens sont en état d'opposer une résistance sérieuse aux Israéliens et de leur rendre l'opération coûteuse en vies humaines.

Jusqu'à lundi matin la Syrie n'était impliquée que très marginalement dans la bataille, sous forme d'une intervention limitée de sa D.C.A. et de la destruction d'un avion israélien téléguidé qui survolait le site de ses missiles SAM-6 dans la Bekaa. Mais ce n'est pas la première fois qu'un appareil sans pilote est abattu par les fusées syiennes, et Israël n'en a jamais fait un casus belli. L'aviation syrienne n'est pas intervenue et Damas l'a officiellement expliqué par des impératifs de « stratégie militaire », en raison de l'importance de l'aviation israélienne engagée dans l'opération.

Des mouvements de troupes syriennes en direction de Avhveh, à 20 kilomètres au nord de Nabatyeh sont signalés, mais il est quand même possible que le contact soit évité avec les forces israéliennes.

Lors de la précédente invasion, l'armée syrienne au Liban avait pu se maintenir hors des hostilités. Il est vrai que les troupes israéliennes poursuivent leur avance, cette fois-ci, nettement plus vers le nord, mais dans l'intervalle, les troupes syriennes avaient été retirées de tout le littoral sud, jusqu'à l'entrée de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

### UN PILOTE ISRAÉLIEN PRISONNIER DES PALESTINIENS

Beyrouth (Reuter). — Le pilote du chasseur-bombardier israélien abattu, dimanche, au-dessus du territoire libanais a déclaré, dans la soirée de dimanche 6 juin, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait perdu le contrôle de son Skyhawk, alors qu'il recherchait une position d'artillerie palestinienne près du château Beaufort.

Le capitaine de réserve Aharon Achian est le premier pilote israélien dont l'appareil ait été abattu par les Palestiniens depuis au moins huit ans.

Vêtu d'une djellaba blanche, à l'hôpital Gaza de Beyrouth, il a déclaré aux journalistes qu'il avait eu « des problèmes » avec les fermiers libanais qui l'ont trouvé, mais qu'il avait été bien traité quand les commandos palestiniens sont arrivés. Les médecins ont indiqué qu'il souffrait seulement de douleurs légères au dos.

D'autre part, un hélicoptère israélien a été abattu au-dessus du Sud-Liban, dans la nuit du 5 au 6 juin, et ses deux hommes d'équipage sont portés disparus.

## Jérusalem: une «opération limitée»

(Suite de la première page.)

Il s'agit de repousser les Palestiniens derrière une ligne courant vers le sud-est à partir de Saïda, afin que leur artillerie ne puisse plus atteindre la Galilée. Pour le moment, les dirigeants israéliens n'auraient pas l'intention d'aller au-delà et de nettoyer jusqu'à Beyrouth tous les secteurs contrôlés par l'O.L.P., projet qui était souvent prêté au gouvernement de M. Begin et à l'état-major depuis plusieurs mois.

Le communiqué publié à 16 heures dimanche, à l'issue du conseil des ministres (cinq heures après l'incursion des troupes israéliennes), indique que l'intervention devra avoir pour résultat de « placer la population civile de Galilée hors de portée des tirs terroristes ». La durée de l'intervention, dit-on de source proche du gouvernement, ne devrait pas excéder trois jours. Selon le communiqué, une autre limite a été fixée : éviter d'affronter les unités de l'armée syrienne au Sud-Liban, « à moins que » celles-ci « n'attaquent » les forces israéliennes.

Le porte-parole de l'armée, à Tel-Aviv, a pris soin de faire savoir, dans la nuit de dimanche à lundi, que l'information en provenance de Beyrouth et de Damas faisant état de combats entre Syriens et Israéliens est sans fondement. Cependant, si l'on en juge par l'importance du déploiement militaire le long de la frontière nord, tel qu'il est décrit par les correspondants militaires israéliens, il semble évident que l'armée est prête à faire face à une extension du conflit en cas de besoin.

Le cabinet s'est réuni deux fois dimanche pour examiner la situation, et un nouveau conseil des ministres était prévu ce lundi matin.

L'état-major fait preuve d'une très grande discrétion. Une stricte censure est appliquée. Dans une première mise au point, depuis le début de l'offensive, le porte-parole de l'armée s'est contenté, lundi matin, de faire savoir que les troupes israéliennes « poursuivaient leur mission ». Seule précision : l'annonce de la prise, au cours de la nuit, du château de Beaufort, dont les ruines ont été pendant des années, dans le secteur oriental du Sud-Liban, un bastion des fedayin dominant l'enclave chrétienne, tenue par le commandant Haddad, et la partie la plus septentrionale de la Galilée. L'armée n'a donné aucune indication sur les pertes qu'elle aurait subies. Elle n'a fait que confirmer celle d'un avion Skyhawk, dont le pilote a été capturé par les Palestiniens, et celle d'un hélicoptère d'assaut dont les deux membres de l'équipage sont portés manquants.

Dimanche après-midi et jusqu'à 19 heures, malgré la percée israélienne, les Palestiniens ont continué à bombarder plusieurs localités de Galilée sans faire de victime, mais les tirs ont ensuite complètement cessé. Toutefois, la vie dans la région frontalière restait paralysée lundi pour la quatrième journée consécutive. Les habitants venaient encore de passer la nuit dans les abris et les écoles, et la plupart des usines demeurent fermées.

La décision de lancer l'opération « Paix pour la Galilée » a été prise samedi soir par le cabinet de M. Begin après une réunion de trois heures et demie. Le plan d'action n'a soulevé aucune objection majeure de la part des ministres, M. Begin ayant, notamment, souligné que les risques d'une intervention syrienne étaient réduits, surtout dans la mesure où Israël se chargerait, « par la voie diplomatique », c'est-à-dire par l'intermédiaire de pays tiers, de faire comprendre à Damas qu'Israël n'avait pas l'intention de s'en prendre aux positions syriennes au Liban.

Dimanche matin, peu avant le début de l'opération, M. Samuel Lewis, ambassadeur des Etats-Unis en Israël, s'était entretenu avec M. Begin. Il aurait de nouveau tenté de dissuader ce dernier de déclencher cette opération, à laquelle s'attendait manifestement le gouvernement américain. Il a remis au premier ministre un message de M. Reagan qui rappelait le contenu de celui précédemment envoyé le 4 juin, invitant Israël à faire preuve de modération. M. Begin a, plus tard, donné sa réponse, assurant que l'armée israélienne n'avait pour instruction que de repousser les Palestiniens, sans autre précision, « à 40 kilomètres au nord ».

### Le soutien de M. Pérès

On estime dans les milieux politiques de Jérusalem que les pressions américaines ne sont guère à redouter si l'opération en cours reste dans le cadre actuellement défini. L'envoyé spécial américain, M. Habib, était attendu lundi en Israël. De nombreux observateurs pensent que les dirigeants de Jérusalem refuseront dans l'immédiat un cesse-le-feu, mais tenteront de prévoir avec M. Habib une extension de la zone où est déployée la FINUL. Cette idée paraît être très sérieusement envisagée au ministère de la défense à Tel-Aviv, et la plupart des journaux israéliens y sont tout à fait favorables.

Si tel est l'objectif du gouvernement et si une confrontation avec la Syrie est évitée, les éditorialistes — même celui de Haaretz, qui dénonçait les mois précédents l'attitude « provocante » de M. Begin à propos du Liban — approuvent l'opération « Paix pour la Galilée ». Le journal Davar, de tendance travailliste, ne fait pas exception et reflète ainsi l'attitude de l'opposition.

Consulté dimanche par M. Begin, M. Pérès, président du parti travailliste, qui, à plusieurs reprises, avait jugé « aventureuses et dangereuses » les positions gouvernementales au sujet du Liban, a apporté son soutien au cabinet, déclarant qu'il fallait en pareille circonstance manifester « l'unité » du pays pour délivrer la population de Galilée de la menace palestinienne. Toutefois, M. Yossef Sarid, chef de file des « colombes » du parti travailliste, a émis une opinion divergente en disant qu'il fallait immédiatement obtenir un cessez-le-feu pour « tester » la bonne volonté des Palestiniens. Le parti communiste Rakah est le seul mouvement politique représenté à la Knesset à avoir condamné l'intervention militaire israélienne.

FRANCIS CORNU.

### Soixante kilomètres de front




Par rapport aux seuls Palestiniens, l'armée isralienne bénéficie d'une supériorité numérique écrasante, de l'ordre de dix contre un.

Disposant de trois mille cinq cents chars et de quatre mille véhicules de combat divers, d'après les indications fournies par l'O.N.U., Israël n'a engagé dans son offensive au Sud-Liban, outre l'aviation et la marine que deux brigades blindées et un bataillon d'infanterie, soit à peu près huit mille hommes, deux cents chars et deux cents transports de troupes blindées. L'O.L.P. de son côté assure faire face à vingt mille hommes.

L'O.L.P. ne disposerait que de quinze à vingt mille hommes, dont la moitié environ sont concentrés au Sud-Liban. Contrairement aux Israéliens qui ont pu grouper leurs forces sur trois axes (secteurs de Tyr, de Nabatiyeh et du mont Hermon) l'O.L.P. est obligée, pour parer à toute hypothèse, de disperser ses troupes tout au long des 60 kilomètres de front.

Selon M. Yeshua Saguy, chef des renseignements militaires israéliens, l'O.L.P. dispose de soixante batteries de lance-roquettes et de quatre-vingt chars et a accompli des progrès considérables dans l'art de se camoufler et de se terrer dans des abris souterrains profonds.

Les milices chrétiennes du commandant Haddad comptent de mille cinq cents à deux mille hommes.

La Force arabe de dissuasion (FAD), qui n'est pas engagée dans les combats, comprend de vingt à trente mille Syriens basés en permanence au Liban, son noyau opérationnel étant constitué par deux brigades blindées et deux brigades mécanisées. Globalement, l'armée de terre syrienne est évaluée à cent soixante-dix mille hommes appuyés par trois mille sept cents chars.

La FINUL (Force intérimaire de l'O.N.U. pour le Liban) comprend sept mille hommes venant de dix pays, depuis l'arrivée, le 28 mai dernier, d'un nouveau contingent français de six cent quarante-trois hommes, fournis en majeure partie par le 8ᵉ R.P.I.M.A. (régiment parachutiste d'infanterie de marine).

## Le Caire condamne « l'agression contre le Liban frère »

Correspondance

Le Caire. — Après avoir réclamé vainement, vendredi 4 et samedi 5 juin, aux deux parties, israélienne et palestinienne, de « rester prudentes » et de ne pas sombrer dans « l'aventurisme », le président Moubarak a condamné, dimanche 6 juin, « l'agression israélienne contre le Liban frère » et demandé au gouvernement de M. Begin qu'il retire « immédiatement » ses troupes du Liban. Mais l'Egypte, persuadée de la vanité d'une démarche auprès d'Israël, demanderait aux Etats-Unis de faire pression sur l'Etat juif. C'est en tout cas le sens des déclarations faites dimanche après-midi par M. Oussama El Baz, directeur du cabinet du chef de l'Etat, qui n'a parlé de « contacts » qu'avec Washington. Lundi matin, le Conseil national de sécurité égyptien, qui regroupe tous les principaux responsables du pays, devait se réunir pour étudier la situation.

Bien que la presse ne ménage pas ses critiques à Israël, elle n'évoque pas — ou du moins pas encore — la possibilité de représailles politiques ou économiques, l'option militaire étant totalement exclue. Pour Al Goumhouriya, « Israël a révélé dimanche son vrai visage qu'il avait tenté de cacher derrière les documents de paix. » Al Akhbar attaque violemment les pays arabes, incapables, selon lui, de faire la moindre suggestion et qui, dans de telles circonstances, restent muets.

« Israël, conclut le quotidien, est revenu à ses anciennes habitudes, qu'il s'agisse de ses menaces, de ses actions militaires ou de la poursuite des implantations juives (...) en profitant notamment de l'absence de politique des grandes puissances préoccupées uniquement par des problèmes de polarisation. »

MOUNA EL-BANNA.

A L'UNANIMITÉ DE SES QUINZE MEMBRES

## Le Conseil de sécurité des Nations unies exige le retrait « immédiat et inconditionnel » des forces israéliennes

De notre correspondante

New-York. — Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à la demande du Liban, a voté, pendant le week-end, à l'unanimité de ses quinze membres, deux résolutions demandant un cessez-le-feu. L'unanimité du Conseil a été obtenue grâce à de laborieuses tractations conduisant à des textes qui risquent fort d'être sans conséquence.

La première résolution, adoptée samedi 5 juin, avait été présentée par le Japon et demandait « à toutes les parties concernées » de cesser « immédiatement et simultanément toute activité militaire au Liban et sur la frontière libano-israélienne à partir de six heures dimanche 6 juin, heure locale ».

Au cours du débat, le représentant permanent du Royaume-Uni, Sir Anthony Parsons, avait révélé que la liste de noms, vraisemblablement de personnalités assassinées, trouvée sur l'un des assaillants de l'ambassadeur d'Israël à Londres, comportait celui du chef de l'Organisation de libération de la Palestine dans la capitale britannique, M. Nabil Ramlawy, accréditant ainsi l'affirmation de l'O.L.P. qu'elle n'était pas responsable de l'attentat.

Une seconde résolution, un peu plus « musclée » a été adoptée dimanche soir, également à l'unanimité du Conseil. Présentée par l'Irlande, elle « exige qu'Israël retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban » et demande « à toutes les parties de faire connaître au secrétaire général leur acceptation dans les vingt-quatre heures ».

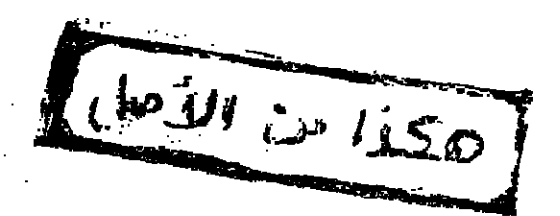
Au début de la réunion, présidée par le représentant permanent de la France, M. de la Barre de Nanteuil, le secrétaire général a indiqué que les positions de la force d'intervention des Nations unies avaient été dépassées sans incident par les forces israéliennes.

Le représentant d'Israël, M. Blum, a accusé l'O.L.P. de « couvrir » un certain nombre de ses actions de terrorisme sous des noms divers. Il a assuré que, depuis l'application du cessez-le-feu de l'année dernière, l'organisation palestinienne avait été responsable de cent quarante et un actes de terrorisme qui avaient fait dix-sept morts et deux cent quarante et un blessés. « Nombre de décisions apparemment prises à Beyrouth, sont venues en réalité de Damas, a-t-il ajouté, la Syrie a fait disparaître sa ligne internationale de démarcation avec le Liban. »

Les représentants du Liban, M. Tueni, de l'O.L.P., M. Rahman, et de la Ligue arabe, M. Maksoud, ont fait de violentes déclarations contre les « agresseurs israéliens ».

Seul élément de surprise : le vote américain dont certains ont pu penser qu'il avait été une manière de faire « oublier » l'étrange imbroglio du vote de vendredi sur les Malouines.

NICOLE BERNHEIM.





# PROCHE-ORIENT

## par les forces israéliennes

à assurer à Beyrouth que « la Syrie mettait tout son potentiel aux côtés des frères libanais (...) face à la barbarie israélienne ». Le roi Khaled d'Arabie Saoudite a, quant à lui, lancé, dimanche, un appel à MM. Mitterrand et Reagan, ainsi qu'à Mme Thatcher et à M. Schmidt, pour qu'« ils fassent cesser le massacre par Israël de Libanais et de Palestiniens sans défense ».

● A TEHERAN, le chef de l'Etat, l'hodjatoleslam Khameini, a annoncé, dimanche, que son pays « tenait prêtes des forces blindées et d'infanterie pour les envoyer à la première occasion sur le front de combat avec Israël ». Le chef de l'Etat iranien estime que « l'ordre d'occuper une vaste région du Liban a sans doute été donné par la mystérieuse réunion des chefs d'Etats impérialistes en France ».

● A LA HAVANE, les ministres des affaires étrangères des pays non alignés avaient, avant d'avoir connaissance de l'opération israélienne, quelque peu atténué le ton du passage du communiqué final de leur réunion sur le Proche-Orient. Celui-ci n'en demandait pas moins à « tous les pays de ne pas faciliter la mise en œuvre des projets sionistes » et de « s'abstenir de fournir là Israël une aide militaire, matérielle et humaine ». Les ministres ont affirmé que « l'appui que reçoit Israël des Etats-Unis est le facteur déterminant de la poursuite par le régime sioniste de sa politique d'occupation et de colonisation ».

### 14 MARS 1978 - 6 JUIN 1982

## Un cessez-le-feu précaire entre deux invasions

**1978**

**14 MARS** : Toïs jours après un raid palestinien sur la route Haïfa-Tel-Aviv qui fait trente-cinq tués, l'armée israélienne pénètre au Sud-Liban pour y mener une « opération de police limitée » et pour mettre en place une « ceinture de sécurité ».

**19 MARS** : Le Conseil de sécurité demande à Israël de cesser son action militaire contre le Liban et de retirer ses forces. Il décide d'établir sous son autorité une Force intérimaire des Nations unies pour le Liban-Sud (FINUL), « aux fins de confirmer le retrait des forces israéliennes, de rétablir la paix et la sécurité internationales et d'aider le gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région » (résolution 425).

**21 MARS** : Le ministre israélien de la défense ordonne le cessez-le-feu dans le territoire contrôlé par ses troupes au Sud-Liban, (près de 1 580 kilomètres carrés, soit près du sixième du territoire libanais). Le Conseil de sécurité fixe les missions de la FINUL qui sera composée d'environ 4 000 hommes. (Résolution 426).

**27 MARS** : Le général Weizmann menace de reprendre les combats si les tirs palestiniens ne cessent pas. Le lendemain, à la suite d'une rencontre entre le chef de l'O.L.P. et le commandant de la FINUL, le secrétaire général de l'ONU annonce que M. Arafat a accepté un cessez-le-feu général au Sud-Liban. Les combats cessent progressivement.

**20 MAI** : Le cabinet israélien annonce sa décision d'achever, le 13 juin, l'évacuation du Sud-Liban commencée le 11 avril, à condition que les fedayin ne reviennent pas dans les territoires évacués, ce que M. Arafat accepte le 24 mai.

**13 JUIN** : 91 jours après le début de leur opération au Sud-Liban, les Israéliens évacuent totalement le Sud-Liban. Ils remettent 14 positions à la FINUL, mais laissent aux milices chrétiennes du commandant Haddad le contrôle de la « ceinture de sécurité », c'est-à-dire d'une bande de territoire large de 5 à 10 kilomètres, située le long de la frontière, du littoral à Marjeyoun.

**1979**

**18 JANVIER** : L'armée israélienne lance l'opération la plus importante au Sud-Liban depuis la fin de son occupation dans cette région. Ce raid a lieu après une recrudescence des attentats palestiniens en Israël. Israël fait savoir qu'il n'a plus confiance dans les forces de la FINUL et que leur présence ne l'empêchera pas de mener des actions au-delà de la frontière.

**18 AVRIL** : Le commandant Haddad, proclame « l'Etat du Liban libre et indépendant ». Il est inculpé à Beyrouth pour haute trahison.

**22 AVRIL** : L'attaque d'un commando palestinien contre la bourgade de Nahariya provoque des représailles contre les camps de réfugiés du Sud-Liban. Celles-ci se poursuivent pendant près d'un mois.

**23 JUILLET** : Les Etats-Unis manifestent leur irritation à la suite des bombardements israéliens près de Beyrouth.

**29 AOUT** : Le représentant des Etats-Unis au Conseil de sécurité qualifie d'« erronée » la politique de « guerre préventive » menée par Jérusalem, tout en condamnant la « barbarie » des attentats palestiniens.

**1980**

**9 AVRIL** : Israël établit des positions de défense avancées au Liban-Sud après l'attentat contre le kibboutz frontalier de Misgav-Am.

**19 OCTOBRE** : M. Begin affirme que Jérusalem se réserve le droit d'intervenir à tout moment au Sud-Liban contre les organisations palestiniennes et non plus seulement par mesure de représailles, comme c'était le cas les années précédentes.

**1981**

**26 AVRIL** : L'artillerie israélienne bombarde Saïda et Tyr. Les fedayin lancent des roquettes en Haute-Galilée.

**1er MAI** : M. Arafat prévoit une nouvelle « escalade militaire » contre les Palestiniens au Sud-Liban.

**30 MAI** : Reprise des raids contre les bases palestiniennes au Liban.

**15 JUILLET** : Près de cent vingt roquettes tirées sur le territoire israélien en représailles aux opérations aériennes qui avaient fait la veille plus d'une vingtaine de morts et deux fois plus de blessés du côté palestinien.

**17 JUILLET** : L'aviation israélienne bombarde des installations palestiniennes à Beyrouth, faisant plus de 200 morts.

**20 JUILLET** : Faisant allusion aux échanges de tirs à la frontière, M. Arafat déclare que l'O.L.P. se considère « en état de guerre » contre Israël et que les Palestiniens « n'ont rien à perdre » dans ce combat.

**23 JUILLET** : Un premier bilan de l'offensive aérienne israélienne au Liban fait état de près de 500 tués et 1 220 blessés parmi les civils palestiniens et libanais contre 5 morts et 40 blessés en Israël.

**24 JUILLET** : Le gouvernement israélien accepte les propositions de M. Habib, pour mettre un terme aux affrontements. M. Arafat annonce que son organisation observerait le cessez-le-feu si Israël y adhérait.

**1er SEPTEMBRE** : Israël dénonce la rencontre à Beyrouth entre M. Cheysson et M. Arafat comme un « encouragement » au terrorisme.

**1982**

**25 FEVRIER** : Le Conseil de sécurité décide d'augmenter de mille hommes les effectifs de la FINUL.

**5 AVRIL** : L'éventualité d'une nouvelle intervention israélienne contre l'O.L.P. au Liban est envisagée à Jérusalem après l'assassinat de M. Barsimantov à Paris.

**21 AVRIL** : Nouvelle flambée de violence. Le bombardement de positions palestiniennes près de Beyrouth fait 25 morts et de nombreux blessés.

**9 MAI** : Pour la première fois depuis le cessez-le-feu du 24 juillet, le territoire israélien est bombardé par l'artillerie palestinienne, en riposte aux raids israéliens.

**14 MAI** : Le général Eytan, confirme que des forces israéliennes importantes se déploient sur la frontière. Il observe : « Le seul moyen de venir à bout des Palestiniens est de leur faire payer un prix qu'ils ne peuvent supporter ».

**3 JUIN** : M. Begin se déclare « quasi offensé » par la demande formulée par l'administration américaine qu'Israël agisse « avec modération » au Liban. Dans un message à M. Haig, il reproche au dirigeant américain de « ne pas tenir compte du fait que ce sont les organisations terroristes qui commettent des actes de guerre et entraînent à la confrontation ».

**4 JUIN** : L'aviation israélienne bombarde Beyrouth en représailles à l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres. Les bombardements se poursuivent le lendemain. Quelque 200 Palestiniens et Libanais sont tués.

**6 JUIN** : Les Israéliens envahissent le Sud-Liban.

# A TRAVERS LE MONDE

## Guatemala

● LES CADAVRES DE DIX FEMMES ont été découverts près du village de Najtiliabaj, dans la région d'Alta-Verrapaz, au nord du pays, a-t-on appris le dimanche 6 juin à Guatemala. Les victimes avaient été torturées avant d'être exécutées. Les autorités et la guérilla s'accusent mutuellement des assassinats de paysans, qui se sont multipliés, ces dernières semaines, à l'intérieur du pays. Le gouvernement du général Rios Montt a annoncé une intensification de la lutte anti-guérilla à partir de la fin du mois de juin lorsque aura expiré un délai de trente jours laissé aux rebelles pour déposer les armes contre une promesse d'amnistie : plusieurs régions seront déclarées zones d'exception.

## Honduras

● LES INNONDATIONS qui ont frappé la semaine dernière le sud du Honduras ont fait cent trente morts, six cents disparus et vingt-cinq mille sinistrés, a-t-on appris le samedi 5 juin de source officielle. Les dégâts matériels sont provisoirement estimés à 50 millions de dollars. — *(A.F.P.)*

## El Salvador

● UN MILITANT DEMOCRATE CHRETIEN A ETE ASSASSINE par des miliciens à Pachinalco, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, a indiqué, le samedi 5 juin, un porte-parole de la D.C. Salvadorienne. M. Faustino Ramos, vingt-deux ans, est la dix-septième victime démocrate-chrétienne depuis la victoire de la droite et de l'extrême droite le 28 mai dernier. Cependant, l'opération de ratissage, lancée le 31 mai par des troupes d'élite de l'armée, s'est poursuivie toute la fin de la semaine dans le nord du pays. On estimait, le 6 juin, qu'une centaine de guérilleros et dix soldats avaient été tués. — *(Reuter, U.P.I.)*

## États-Unis

● *ELECTIONS PRIMAIRES SENATORIALES EN CALIFORNIE.* — Les élections primaires pour désigner les candidats, démocrates et républicains, qui s'affronteront le 2 novembre pour le poste de sénateur de Californie, devaient avoir lieu mardi 8 juin. Parmi les treize candidats républicains, M. Barry Goldwater Jr (fils du candidat à la présidence en 1964) semble mieux placé que Mme Maureen Reagan (fille du président). Du côté démocrate, le gouverneur Brown, qui achève son deuxième mandat, a de bonnes chances d'être désigné. Des primaires ont également lieu mardi pour le poste de gouverneur. Le maire de Los Angeles, M. John Bradley, un Noir âgé de soixante-quatre ans, paraît le mieux placé.

## Mexique

● VINGT-SIX PAYSANS ONT ETE TUES le 2 juin par les hommes de main d'un groupe d'éleveurs à Mecapalapa, à 380 kilomètres de la capitale. Les victimes, qui étaient membres du parti ouvrier socialiste, avaient tenté d'occuper un ranch appartenant à un propriétaire terrien du village, mais sur lequel ils estimaient avoir un titre de propriété. — *(A.P., Reuter.)*

## Mozambique

● REPORT DE LA VISITE EN EUROPE DE M. MACHEL. — La recrudescence de la guérilla a contraint le président Machel à reporter les visites qu'il devait effectuer le mois prochain en France, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, a-t-on appris samedi 5 juin de source autorisée à Maputo. Les gouvernements des Etats en question ont été informés mercredi de cette décision. Les autorités mozambicaines affirment détenir la preuve que les rebelles, la Résistance nationale du Mozambique (R. N. M.) ont reçu un « *soutien accru en armes, matériel et entraînement* » de Pretoria. — *(Reuter)*.

## Vietnam

● TRENTE-QUATRE CHINOIS capturés en territoire vietnamien seront remis le 24 juin aux autorités chinoises, annonce l'Agence vietnamienne de presse. La Chine avait annoncé, vendredi 4 juin, la prochaine libération de douze prisonniers vietnamiens. — *(A.F.P.)*

# LA GUERRE DES MALOUINES

## Les Britanniques renforcent leur étau autour de Port-Stanley

De notre correspondant

LONDRES. — « *En ce moment, des actions que je peux seulement qualifier d'extraordinairement osées sont en cours et qui, en cas de réussite, rapprocheront la fin de la guerre.* » Cette phrase de l'envoyé spécial de la télévision commerciale aux Malouines est suffisamment ambiguë pour satisfaire la censure militaire, mais elle suggère ouvertement que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministère britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la cinquième brigade des gardes écossais et gallois et les gardes népalais gurkhas avaient débarqué. En fait, ce deuxième débarquement a eu lieu il y a une semaine près de la tête de pont de San-Carlos. Les trois mille cinq cents hommes qui avaient été transportés par le *Queen-Elizabeth-II* ont déjà rejoint les forces qui encerclent Port-Stanley.

Le renforcement des positions britanniques s'est poursuivi au cours des derniers jours sur les hauteurs dominant la petite capitale des Malouines. Le brouillard qui gênait les opérations s'était levé samedi et l'assaut contre la garnison argentine pourrait commencer par le barrage d'artillerie le plus intensif depuis la guerre de Corée, selon les envoyés spéciaux de la presse londonienne. Une reddition des troupes du général Menendez reste donc le seul moyen d'éviter les combats généralisés.

La crise domine totalement les commentaires de la presse britannique sur le sommet de Versailles. Les questions économiques et monétaires passent au second plan.

Les Malouines seront encore au centre des entretiens que le premier ministre britannique et le président américain doivent avoir mardi et mercredi à Londres. M. Reagan, qui est l'hôte de la famille royale, doit s'adresser mardi matin aux deux Chambres du Parlement réunies dans la Royal Gallery de Westminster. Les Américains semblent penser que, sauf retournement de dernière minute de la junte de Buenos-Aires, une bataille autour de Port-Stanley et une défaite argentine sont inévitables. Ils n'ont pas d'autre choix que de soutenir le gouvernement de Londres dans sa volonté de reprendre le contrôle de l'archipel. Ils insistent toutefois sur la nécessité d'ouvrir, dès que possible, des négociations sur le statut à long terme des Malouines, alors que les priorités de Mme Thatcher sont sensiblement différentes.

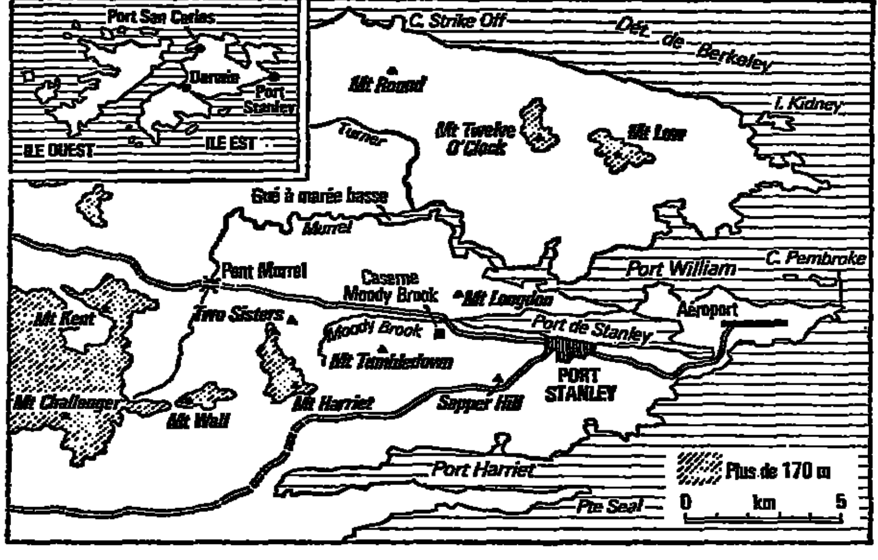
Au cours des derniers jours, le chef du gouvernement de Londres a laissé entendre que sa préférence irait à une indépendance des îles, garantie par une force multinationale à laquelle les Etats-Unis devraient participer. Washington a réservé sa position et pose des conditions à sa participation. Selon les informations de la chaîne commerciale de télévision britannique, que n'a pas démenties M. Parkinson, président du parti conservateur et proche collaborateur de Mme Thatcher, les Etats-Unis proposeraient le plan suivant : retrait de la force d'intervention britannique qui reprendrait sa place dans le dispositif de défense de l'OTAN ; mise en place d'une administration multinationale avec la participation des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Brésil et de la Jamaïque (ces deux derniers pays auraient déjà donné leur accord de principe ; d'ici trois ou six mois, ouverture de négociations sur le statut des Falkland auxquelles l'Argentine invitée à participer).

La Grande-Bretagne devrait, selon ce plan, faire une petite concession en cédant une « petite part » de sa souveraineté à l'Argentine.

M. Parkinson a déclaré qu'un tel plan était inadmissible pour Londres car, après une victoire de la force d'intervention, il n'y aura « *pas de place pour l'Argentine* », tant en ce qui concerne l'administration que la souveraineté. Si une garantie multinationale se heurte à des conditions inacceptables, a poursuivi le président du parti conservateur, la Grande-Bretagne fera les sacrifices nécessaires afin d'assurer seule la défense de l'archipel. M. Parkinson a reconnu qu'au-delà des principes communs qu'ils défendent, Londres et Washington pouvaient avoir en Amérique latine des intérêts divergents.

Pour protester à la fois contre la guerre, la visite de M. Reagan à Londres et la course aux armements, le Comité national pour le désarmement a organisé dimanche une manifestation à Londres. Cent quinze mille personnes selon la police, deux cent cinquante mille selon les organisateurs ont participé à une marche qui a été la plus grande manifestation pacifique que la Grande-Bretagne ait jamais connue.

DANIEL VERNET.




● *Environ mille prisonniers argentins* ont été embarqués dimanche sur un navire britannique dans le détroit des Malouines pour être rapatriés, a indiqué le ministre de la défense à Londres. Les prisonniers, capturés au cours de la bataille de Goose-Green et à Port-Darwin, il y a une semaine, ont été embarqués sur le ferry *Norland*, qui porte sur la coque et le pont les inscriptions « Prisonniers de guerre ». — *(A.F.P.)*.

● *Un avion-cargo* loué par une entreprise uruguayenne à l'entreprise luxembourgeoise Cargolux a été saisi à Miami, a indiqué, le samedi 5 juin à Montevideo, le gérant de cette entreprise, M. Basilio Munoz. Il a précisé que l'avion avait transporté en Argentine 48 tonnes de matériel dans des caisses sur lesquelles était portée l'indication « pièces pour tracteurs ».

● *L'Argentine* a acheté de nouvelles armes pour remplacer celles qu'elle a perdues dans la guerre des Malouines, affirme le *New York Times* du 7 juin, sans indiquer ses sources. Les deux principaux pays fournisseurs de l'Argentine seraient la Libye et Israël, bien que ce dernier pays ait toujours démenti toute vente d'armes à l'Argentine depuis le début des hostilités aux Malouines. Le Pérou, le Brésil et le Venezuela auraient également vendu des armes à l'Argentine.

● *A La Havane,* les ministres des affaires étrangères des pays non alignés ont adopté, le dimanche 6 juin, une résolution qui est un compromis entre la position des Etats membres, comme Cuba et l'Argentine, qui réclamaient une condamnation de l'« *agression militaire* » britannique et celle de certains pays du Commonwealth, exprimant des réserves face au coup de force argentin. Les ministres ont lancé un appel « *à la cessation des hostilités* » demandant « *un accord juste, négocié, pacifique et permanent, en accord avec les résolutions 502 et 505 du Conseil de sécurité* ». La prise de position « regrette » les opérations menées par un « *important contingent militaire du Royaume-Uni avec l'appui et l'assistance des Etats-Unis* », dont elle « *exige la fin immédiate* ». Les ministres pressent également les pays développés (allusion à la C.E.E.) de « cesser » de prendre « *des mesures hostiles contre l'Argentine* ». — *(A.F.P., Reuter, A.P.)*

● *La situation en Amérique centrale,* notamment au Salvador, et le conflit des Malouines seront au centre de l'entretien que devaient avoir ce lundi 7 juin à Paris M. Mitterrand et son collègue panaméen, M. Aristides Royo. Les relations franco-panaméennes « sont bonnes » sur le plan politique, a affirmé avant son départ pour Paris M. Royo, dont ce sera le second voyage en France depuis son accession au pouvoir, le 11 octobre 1978. Le but de sa visite, a-t-il expjliqué, est de renforcer les relations entre les deux pays et d'accroître la présence économique française au Panama. Il a ajouté que des accords financiers étaient notamment en cours de négociation entre son pays et la France, qui envisage d'y procéder à des investissements.

# EUROPE

## R.F.A.

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES DE HAMBOURG

## L'échec des sociaux-démocrates et des libéraux risque de remettre en question la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Bonn. — Aux élections qui se sont déroulées dimanche 6 juin dans la ville-Land de Hambourg, les sociaux-démocrates, qui y disposaient de la majorité absolue, enregistrent une défaite cuisante. Dans l'immédiat, ils envisagent pourtant de rester au pouvoir. Bien qu'arrivés en tête du scrutin, leurs adversaires chrétiens-démocrates ne sont pas non plus en mesure de s'assurer au sein de la nouvelle Assemblée parlementaire une majorité suffisante pour former le gouvernement.

Mais le choc le plus dur est enregistré par les libéraux. De même qu'il y a quatre ans, le *F.D.P. n'a pas franchi* la « barrière » des 5 % et ne sera donc pas présent au sein de l'Assemblée régionale. Le rôle de troisième parti est désormais tenu par la liste « verte » et « alternative », qui rassemble les écologistes et les contestataires d'extrême gauche. Avec 7,7 % des voix, les membres de cette liste vont disposer de neuf sièges à l'Assemblée, ce qui les place en position d'arbitres.

Le S.P.D., qui en 1978 avait obtenu 51,5 % des voix, n'en a plus que 42,8 %. C'est là le résultat le plus mauvais que les sociaux-démocrates aient *jamais* enregistré à Hambourg, « patrie » de M. Schmidt, comme du ministre de la défense, M. Apel, et du chef du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag, M. Wehner. De ce point de vue, la *Frankfurter Allegemeine Zeitung* peut donc affirmer ce lundi que les citoyens de Hambourg ont, de façon très claire, exprimé leur défiance au gouvernement. La campagne du S.P.D. avait d'ailleurs été menée sur le thème du soutien au gouvernement de Bonn. Aussi n'est-il pas surprenant qu'une fois de plus beaucoup de commentateurs voient dans le résultat de ces élections un nouveau signe annonçant le « commencement de la fin » pour l'équipe Schmidt-Genscher.

### Le Land ingouvernable

*De son côté*, la C.D.U. a fait un bond en avant remarquable, en passant de 37,6 % à 43,2 % des voix. Avec cinquante-six siège au sein de l'Assemblée (contre cinquante-cinq pour le S.P.D.), les chrétiens-démocrates ne sont toutefois pas en mesure de s'installer au pouvoir, toute coopération entre eux et les écologistes et « alternatifs » étant inconcevable. Mais le bourgmestre social-démocrate, M. von Dohnanyi, ne peut plus exercer son autorité sans l'appui des opposants de gauche, avec lesquels toute alliance risque fort d'apparaître comme une capitulation du S.P.D. devant un courant politique qu'il a toujours combattu.

La première conséquence de la bataille politique qui vient de prendre fin est onc de rendre le Land de Hambourg plus ou moins ingouvernable. Dès maintenant, d'ailleurs, on paraît songer, dans tous les camps, à de nouvelles élections. Mais les ondes de choc déclenchées à Hambourg se font sentir aussi sur les bords du Rhin. Pour rétablir leur image de marque, les libéraux vont être conduits, plus que jamais, à se démarquer clairement du S.P.D. et de la C.D.U., ce qui ne peut qu'accroître les *difficultés au sein de la coalition* socialiste-libérale. Au-delà de ce problème immédiat, la question est de savoir si M. Genscher et ses amis ne seront pas conduits à abandonner aussitôt que possible un navire qui fait eau de toutes parts.

JEAN WETZ.

### Une sage manifestation à Bonn pour « la paix la liberté » et l'alliance avec les États-Unis

De notre correspondant

Bonn. — C'était la manifestation des gens qui ne descendent jamais dans la rue. Sur l'immense *Hofgarten*, derrière l'université de Bonn, on ne décelait pas le moindre contestataire, même si certains participants étaient aussi hirsutes que les champions de la société « alternative ». Car la jeunesse était là, elle aussi. A l'ombre des arbres entourant la pelouse, quelques couples s'enlaçaient sans tenir aucun compte de la *foule qui les entourait*. Par plus de 30 degrés à l'ombre, d'autres, à demi nus, prenaient un bain de soleil. Mais, dans l'ensemble, ceux qui se sont retrouvés samedi dans le centre de Bonn, pour proclamer leur amitié et leur solidarité avec les Américains, présentaient l'image d'une Allemagne bourgeoise, populaire et prospère.

Cette fois-ci, il s'agissait d'une manifestation *« pour la paix et la liberté »*, à l'appel des chrétiens-démocrates. Combien étaient-ils ? Cent mille selon les *organisateurs*, un peu moins selon la police. Il est vrai qu'au même moment, à Munich, M. Strauss avait lui aussi mobilisé quelque cinquante mille partisans de la C.S.U. bavaroise pour leur rappeler que *« Washington est le symbole de la liberté tandis que Moscou est celui de l'oppression »*.

Trente-six *trains spéciaux* et d'innombrables autocars étaient arrivés dès le matin. Mais, avant de s'occuper de politique, les manifestants se sont consacrés aux stands et aux restaurants improvisés, qui leur ont permis de déguster généreusement, en f. le, saucisses et chopes de bière, sous l'œil de policiers qui, pour une fois, n'avaient pas à *craindre les attaques des* « casseurs » de l'extrême gauche. Devant un café avoisinant le Hofgarten, certains membres des forces de l'ordre, soucieux de réconforter leur monture en cette journée étouffante, mettaient pied à terre pour offrir du Coca-Cola à leurs chevaux !

C'est donc dans l'atmosphère la plus pacifique que la majorité *silencieuse mobilisée par les* chrétiens-démocrates a pu occuper la capitale pendant quelques heures en brandissant des drapeaux américains, en chantant *Glory hallelula !* et en écoutant le président de la C.D.U., M. Kohl, déclarer : *« Chez nous, il n'y a pas de revanchards et pas de militaristes. Notre peuple veut la paix. Une paix dans la liberté. »* — J. W.

## Suisse

### Les électeurs ont repoussé un projet d'amélioration du statut des immigrés

De notre correspondant

Berne. — De justesse (par 690 339 non contre 680 432 oui), le corps électoral suisse a rejeté le *dimanche 6 juin une nouvelle* loi déjà adoptée par le Parlement, qui visait à améliorer le statut des immigrés. Ce résultat a surpris, car la plupart des partis, les associations professionnelles et les organes d'information avaient mené campagne en faveur des aménagements proposés. Même Genève s'est distingué des autres cantons romands en repoussant la loi.

A part une petite opposition de gauche qui l'estimait trop restrictif, le projet était surtout combattu par les milieux xénophobes. Pour l'Action nationale, formation en perte de vitesse ces dernières années et dont le pro*gramme se limite à dénoncer* l'« emprise étrangère », ce référendum a été l'occasion de relever la tête.

M. Kurt Furgler, chef du département de justice et police, n'a pas dissimulé une certaine « tristesse » après ce scrutin. Attribuant la décision des électeurs à un « malentendu », il a estimé que certains d'entre eux avaient pu être influencés par le tassement de la conjoncture et la crainte de perdre leur emploi.

Une autre consultation populaire avait *lieu* sur un projet de renforcement du code pénal. Les électeurs ont approuvé cette révision par 63,7 % de oui, en dépit de l'opposition de l'ensemble de la gauche et des syndicats *ainsi que d'une partie de la* droite libérale et des organisations de jeunesse des « partis bourgeois ». Les opposants s'inquiétaient notamment des dispositions prévoyant la punition de l'incitation à la violence et les poursuites contre la préparation d'actes délictueux. Là encore, la peur a joué et certains slogans des partisans du projet ont porté leurs fruits, tel celui-ci : *« Si vous avez peur la nuit, votez oui. »*

JEAN-CLAUDE BUHRER.

● *M. Roger Bonvin*, ancien président de la Confédération helvétique, est décédé, samedi 5 juin, à Sion (Valais), des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-quatorze ans. Premier représentant du Valais d'expression française à siéger au Conseil fédéral à Berne, il était né le 12 décembre 1907 dans une famille de paysans du village d'Icogne. Ingénieur civil de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich en 1932, catholique pratiquant, il avait entamé sa carrière politique au parti démocrate-chrétien en devenant président de la ville de Sion, député au Parlement cantonal, puis au Conseil national, en 1955. Elu au gouvernement helvétique en 1963, M. Bonvin a occupé le portefeuille des finances avant de diriger le département des transports, des communications et de l'énergie. A deux reprises, *en 1967 et 1973*, il a exercé les fonctions de président de la Confédération. Une fois achevé son second mandat présidentiel, il s'était retiré de la vie publique. — *(Corresp.)*

## Espagne

● L'ETA MILITAIRE A REVENDIQUE L'ASSASSINAT, le samedi 5 juin à Santurce, *près de Bilbao, de M. Rafael* Vega Gil, dix-neuvième victime de la violence politique au Pays basque depuis le début de l'année. D'autre part, quatre bombes ont explosé dans la nuit du 5 au 6 juin à Saint-Sébastien et dans deux localités voisines. Elles visaient, outre des succursales de banque, la centrale thermique de Pasajes et un transformateur électrique à Renteria, installations appartenant à la société Iberduero, maître-d'œuvre de la centrale nucléaire de Lemoniz, près de Bilbao, et dont la construction est interrompue depuis *février* 1981, en raison des attentats de l'ETA militaire. — *(A.F.P., Reuter.)*

## Portugal

### M. Pinto Balsemao remanie son gouvernement

Lisbonne (*A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.*). — Un remaniement ministériel partiel a eu lieu le samedi 5 juin à Lisbonne. Quatre nouvelles personnalités remplaceront, dans le gouverne*ment de coalition* de droite modérée de M. Francisco Pinto Balsemao, MM. Gonçalves Pereira (indépendant, ministre des affaires etrangères), Victor Crespo (parti social-démocrate, éducation), Queiros Martins (P.S.O., travail) et Fernando Amaral (P.S.O., ministre adjoint au premier ministre, chargé des relations avec le Parlement). Il s'agit, si le président de la République le confirme, de MM. Vasco Futcher Pareira, ambassadeur aux Etats-Unis, qui devient ministre des affaires étrangères ; Joao Fausto da Silva (indépendant, proche du P.S.O.), à l'éducation ; Luis Morales (indépendant), au travail ; et Marcelo Rebelo de Sousa, un *expert* en droit constitutionnel, proche collaborateur de M. Balsemao, qui devient l'adjoint du premier ministre pour les relations avec le Parlement.

Ce remaniement, plus technique que politique, ne modifie par les rapports de forces entre les trois formations de la coalition majoritaire (outre le P.S.O., le centre démocratique et social et les monarchistes), mais pourrait *redonner un peu plus de* cohésion et de dynamisme à un gouvernement très critiqué, en vue des débats parlementaires sur la révision constitutionnelle, et avant les élections locales de l'automne. Le ministre du travail avait été attaqué au sein même de la coalition, pour n'avoir pas su faire face à une vague de grèves depuis la fin de 1981. Le ministre de l'éducation était accusé de n'avoir pas su contrôler les flux d'étudiants à l'entrée des universités. Le ministre des affaires étrangères, pour sa part, souhaitait s'éloigner de la vie publique et reprendre sa profession d'avocat.

Le premier secrétaire du parti socialiste, M. Soarès, a pris à parti le premier ministre à l'occasion de l'annonce de ce remaniement, réclamant sa démission.

# politique

La fin du congrès de la jeunesse communiste

## M. Marchais dénonce « ceux qui sont prêts à livrer la France à Reagan »

**Le congrès du Mouvement de la jeunesse communiste (M.J.C.F.) s'est achevé, dimanche 6 juin, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), par l'élection des cent dix-sept membres de *son* conseil national, lequel a élu le bureau national et réélu M. Pierre Zarka, député de la Seine-Saint-Denis, membre du comité central du P.C.F., au secrétariat général du Mouvement.**

**Le congrès avait adopté, samedi, une « charte de la jeunesse », appelant les jeunes à « *lutter* », *non seulement pour « protester »* mais aussi pour « exploiter toutes les possibilités nouvelles offertes par les décisions gouvernementales ».**

**La fête d' « Avant-Garde », organe bimensuel du M.J.C.F., organisée, samedi et dimanche, dans le centre d'Ivry, a été *l'occasion, le premier jour*, d'une « journée de solidarité internationale », qui a attiré peu de monde. M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, a rendu visite aux jeunes communistes, samedi matin.**

**Dimanche après-midi, après une « marche » de quelque trois mille personnes à travers la ville, M. Georges Marchais a dénoncé « ceux qui, hier, ont vendu leur âme à Hitler, et qui, aujourd'hui sont prêts à livrer la France à Reagan ».**

M. Marchais a souligné que, depuis la victoire de la gauche, *« un nouveau climat, plus sain, plus confiant, entre la jeunesse et la société dans son ensemble, s'instaure peu à peu »*. Le secrétaire général du P.C.F. a ajouté : *« Tout cela, vous le concevez, naturellement, comme un début. Et c'est normal : il y a encore tellement de choses à faire pour qu'on puisse vraiment parler de changement dans les domaines essentiels ! Vous ne demandez pas la lune : vous savez bien que corriger tous les effets de la politique malfaisante de la droite et lutter contre la crise ne sont pas choses faciles. Mais vous voulez qu'on continue.*

*» Vous avez raison. Ce sentiment, c'est celui qu'éprouvent ces millions de Français qui ont contribué à la victoire de l'an dernier. S'ils ont fait ce choix, c'est pour voir résolus les grands problèmes qu'ils rencontrent. (...) Cette profonde transformation que vous réclamez, cette manière nouvelle d'aborder et de résoudre tous les problèmes, c'est ce qui correspond le plus étroitement aux intérêts du peuple et du pays. C'est ce que nous voulons. »*

M. Marchais a évoqué les problèmes de l'école, dont *« tout le monde reconnait*, a-t-il dit, *qu'elle est en crise »*. Il a déclaré : *« Vous vivez à l'heure de l'ordinateur et de la « puce » électronique, du magnétoscope et de la moto, du rock et de la bande dessinée. C'est cela qui est et qui sera, de plus en plus, votre environnement. Ce sont ces instruments, et d'autres ensuite, que vous allez devoir utiliser. Et c'est à cela, à tous les niveaux, que l'école doit vous préparer. »* M. Marchais a aussi approuvé les jeunes de rejeter *« le travail pénible, répétitif, abrutissant, sans intérêt et sans responsabilité qui* [leur] *laisse le corps brisé et la tête vide, (...) le travail qui* [leur] *gâche la vie »*.

Le secrétaire général du P.C.F. a opposé les succès du socialisme — malgré des *« problèmes »*, *« petits »* ou *« graves »* — aux échecs du capitalisme, et il a dénoncé les *« partis de l'étranger »*, qui accusent les communistes d'être inféodés à l'Union soviétique. *« Non*, a-t-il dit, *le parti communiste français, ce n'est pas l'Union soviétique ! Non, Georges Marchais ne reçoit pas d'ordre de Brejnev ! La politique du parti communiste français, ce sont les communistes français qui la font, eux seuls et de A à Z. Et le socialisme que nous proposons pour la France, c'est un socialisme qui sera, qui doit être de bout en bout à la française, un socialisme correspondant étroitement aux besoins, aux goûts, aux habitudes du peuple français. »*

M. Marchais a appelé les jeunes, enfin, à se mobiliser contre la course aux armements et à participer à la manifestation du 20 juin, organisée, sur ce thème, par le P.C.F.

### Le héros du jour

M. Ronald Reagan était, ici aussi, le héros du jour. Son *effigie, en cow-boy de la chevauchée nucléaire* ou en « Oncle Sam » était offerte, ce week-end, aux critiques ou aux rires des participants de la fête du journal *Avant-Garde*, qui clôturait le congrès des Jeunes communistes.

Dans chaque stand, dans le périmètre d'à peu près toutes les fédérations, sur le mode sérieux ou ironique, une cible unique, plus visible, en tout cas, que les luttes pour les changements en France : l'impérialisme américain et ses méchantes bombes, *racontés ici comme une bande* dessinée pour enfants impressionnables. Pour l'occasion, on avait ressorti le vieil arsenal culturel, Jacques Prévert — *« Quelle connerie, la guerre ! »* — et Boris Vian, dont une « sono » volontariste martelait la *Java des bombes atomiques*. Dans le centre d'Ivry, interdit à la circulation, des affiches, des dessins, *attiraient l'attention sur* les fusées Pershing.

*« Désarmement »*, proclamaient les badges sur les poitrines ou les jeans délavés. Mais l'illustration de ce vœu restait unilatérale. Seuls les Etats-Unis, à en croire les vérités assenées tout *au long de la fête, sèment la* terreur. Les jeunes communistes rêvent de la paix, troublée seulement par les armes yankees. *« Reagan nous brise notre avenir ! »*, affirmait, sans rire, une jeune militante du Sud-Ouest.

Nulle part, la moindre trace de doute. Aucune allusion, même retenue, aux méfaits d'un autre danger. Dans la « cité internationale », installée près de la mairie, des militants afghans demandaient *« l'arrêt de l'ingérence de l'impérialisme dans les affaires intérieures de l'Afghanistan »*. Des étudiants iraniens, chiliens, turcs, grecs ou argentins réclamaient, eux, sur tous les tons, la fin de l'ingérence de ce même impérialisme dans les affaires du monde : *« Regardez ce que les Américains ont fait au Vietnam. »* Après une discussion enflammée avec des spectateurs incrédules, une « J. C. » de Paris se reposait à l'ombre, *en buvant l'une de ces méprisables* bouteilles de Coca-Cola. Il faisait chaud, dimanche, à Ivry, et le message était peut-être un peu trop bourratif.

Ph. Bg.

## La Fédération anarchiste dénonce « des nationalisations qui ne sont que des étatisations »

De notre correspondant

Le Havre. — Le trente-septième congrès national de la Fédération anarchiste (F.A.), qui vient de se tenir au Havre, a réuni deux cent soixante délégués, représentant soixante-quinze groupes de l'ensemble de la France — dont vingt-trois de la région parisienne — et les quarante-huit « liaisons départementales ». Selon les congressistes, l'importance de cette participation illustre le développement de la Fédération anarchiste depuis l'installation du pouvoir de gauche, du fait de l'adhésion *« de nombreux militants syndicaux, dégoûtés des positions partisanes de leurs amis communistes et socialistes »*.

Le congrès a rappelé que la F.A. ne s'était fait aucune illusion sur la victoire de la gauche en 1981, estimant que ses revendications, vieilles de cent cinquante ans, ne seraient pas satisfaites pour autant. *« En France*, déclare la F.A., *nous constatons, notamment, que le pouvoir socialiste n'a pas tenu ses promesses électorales en ce qui concerne l'armée. (...) Les promesses n'ont pas été tenues, non plus, dans le domaine du nucléaire. La gauche a une image humaniste, mais ce n'est qu'une image. La gauche ne fait pas pareil que Giscard, mais pour l'armement, le nucléaire, le service militaire, l'exploitation des hommes, entre autres, c'est la même chose »*.

La F.A. dénonce, d'autre part, des nationalisations qui *« ne sont que des étatisations »*. Elle déclare : *« L'Etat-patron est un système néo-corporatiste, comparable à une gestion néo-fasciste de la société, dans lequel les ouvriers participent à leur propre exploitation. »* Elle se refuse, cependant, à tenter de *« déborder le gouvernement »*, ce qui est, selon elle, *« la stratégie des groupes gauchistes.* — P. P.

La préparation des élections municipales

### LES RESPONSABLES FÉDÉRAUX DU P.S. INVITENT LA DIRECTION A LA « FERMETÉ » VIS-A-VIS DU P.C.F.

Les premiers secrétaires fédéraux du P.S. se sont réunis samedi 5 juin à Paris pour débattre de la réforme du mode de scrutin en vue des prochaines élections municipales.

Selon M. Paul Quilès, membre du secrétariat national et député de Paris, les responsables départementaux sont partisans d'une *« attitude de fermeté »* face au parti communiste, avec lequel existe un désaccord sur le système électoral.

A deux semaines de la convention nationale du P.S. (prévue à Cachan les 19 et 20 juin) qui fixera la stratégie électorale du P.S. pour les élections municipales et la procédure de désignation de ses candidats, les responsables fédéraux du P.S. ont entendu M. Jean Poperen, numéro deux du parti, leur exposer les proposition de la direction sur la réforme électorale. Celles-ci recoupent à quelque nuance près le projet gouvernemental.

M. Poperen est revenu sur ce sujet dimanche 6 juin à Isle, près de *Limoges*, où il présidait une *« fête de la rose »*. Répondant à M. René Piquet, qui, au nom du P.C.F., avait accusé le P.S. de *« gloutonnerie »* (*le Monde* du 5 juin), le député du Rhône a souligné que le P.S. revendique, dans la négociation, *« ce à quoi il a droit, rien de plus, mais rien de moins ». Nous ne voulons pas manger dans l'assiette des autres »*, a-t-il ajouté.

Après avoir rappelé la décision du Bureau exécutif du P.S. de *« rechercher l'union des composantes de la gauche, partout, si possible au premier tour »*, le secrétaire national a déclaré : *« Nous tiendrons compte dans les négociations avec le P.C.F. de ce qui se passe dans chaque ville. » « En effet*, a-t-il expliqué, *comment pourrions-nous demander aux électeurs, dans des villes où ils nous ont portés en tête des suffrages à trois reprises, le 26 avril, le 10 mai et le 20 juin 1981, de voter pour d'autres aux prochaines municipales ? »*

Cet état d'esprit, selon M. Jean Poperen, présidera aux discussions entre communistes et socialistes. Mais, a-t-il ajouté, *« nous ne sommes pas obsédés par les débats électoraux et nous avons encore neuf mois pour aboutir à un accord »*.

***

La préparation des élections municipales motivera, le samedi 19 juin, la réunion d'une conférence nationale du P.C.F. Elle figurera, le même jour, parmi les travaux du comité central du R.P.R.

La décentralisation outre-mer

### LES FÉDÉRATIONS SOCIALISTES DES DOM PRESSENT M. MITTERRAND DE SE PRONONCER

La commission nationale du P.S. chargée de l'outre-mer s'est réunie, vendredi 4 juin, à Créteil, sous la présidence de M. Laurent Cathala, maire de la ville, député du Val-de-Marne, délégué du parti aux DOM-TOM. Les délégués des trois fédérations départementales que le P.S. compte outre-mer (Guadeloupe, Martinique, la Réunion) *ont notamment* souhaité que le président de la République donne rapidement son aval à l'avant-projet de loi visant à instituer dans chacun des DOM une assemblée unique élue au scrutin proportionnel. Au terme du conseil restreint qui avait examiné ce texte, le 12 mai, M. François Mitterrand s'était accordé, en effet, un délai de réflexion.

*« Ce silence devient insupportable*, nous a déclaré le premier secrétaire de la fédération de la Martinique, M. Siméon Salpétrier. *Les espérances nées le 10 mai 1981 sont en train de s'estomper, outre-mer, parce que l'opinion publique, relayée par la droite, finit par penser que le gouvernement n'a pas de politique pour l'outre-mer. Le secrétaire d'Etat, M. Henri Emmanuelli, a parfaitement saisi les problèmes qui se posent chez nous mieux même qu'aucun de ses prédécesseurs, mais il faut reconnaître qu'il n'est pas suffisamment soutenu au niveau du gouvernement. En outre, ce silence met nos fédérations dans une position difficile parce que nous subissons à la fois les assauts de la droite et les rivalités qui se manifestent au sein de la gauche. Le paradoxe, finalement, est que sur le plan social le gouvernement a fait depuis un an des choses extraordinaires pour les DOM, mais ce bilan sans équivalence dans le passé, est complètement occulté par ce problème politique. »*

Les fédérations socialistes des DOM demandent que le projet de loi en préparation au secrétariat d'Etat soit examiné avant l'automne par le Parlement afin que les DOM puissent bénéficier dès 1983 d'un régime de décentralisation particulier.



هكذا من الأصل






## M. BARIANI (rad.) : Il faut renforcer l'aile réformiste de l'opposition.

A quelques jours d'intervalle, M. Didier Bariani, président du parti radical et M. Olivier Stirn, député (rad.) du Calvados, ont fait allusion aux initiatives qui seraient prises d'ici la fin du mois, pour favoriser un rapprochement d'hommes prêts à favoriser une alternance « réformiste » au socialisme.

Au terme de la réunion du bureau national du parti radical, jeudi 3 juin, M. Didier Bariani, s'est déclaré convaincu qu'il *« est de plus en plus indispensable de renforcer l'aile réformiste de l'opposition »*. Il a notamment affirmé : *« Le nouveau paysage politique dans l'opposition après les différents congrès qui viennent d'avoir lieu crée des devoirs au parti radical. Contrairement à ceux qui pensent qu'il n'est pas besoin de programme ni de doctrine, qu'il suffit d'être opposant, les radicaux estiment qu'on ne prépare l'alternance « réformiste » au socialisme qu'avec une attitude politique et des engagements clairs.*

De son côté, M. Olivier Stirn, a déclaré samedi 5 juin à Paris, devant les responsables nationaux du mouvement social démocrate qu'il préside : *« Il ne s'agit pas pour nous de créer un parti politique mais d'être le moteur dans l'opposition d'un courant social-démocrate qui puisse réunir les socialistes déçus, les radicaux, les centristes, les gaullistes et tous les hommes de progrès. Une autre voix que celle de la droite doit être entendue pour critiquer la majorité actuelle. Dans cet esprit, des initiatives seront prises d'ici la fin du mois. »*

### La critique des projets Auroux

## M. BERNARD PONS (R.P.R.) : une législation faite pour les apparatchiks de la C.G.T.

M. Bernard Pons a précisé, dimanche 6 juin, lors du *Club de la presse d'Europe 1* que le R.P.R., dont il est le secrétaire général, présenterait son programme *« face à la politique actuelle du gouvernement »* lors d'un congrès extraordinaire qui se tiendra à la porte de Versailles, le 23 janvier 1983. Cette manifestation ouvrira en fait la campagne pour les municipales.

Il a indiqué qu'*« il ne fait pas crédit »* aux déclarations que M. Mitterrand doit faire dans sa conférence de presse du 9 juin, précisant : *« Chaque fois les résultats démentent totalement ses déclarations. Chaque semaine apporte une mauvaise nouvelle. »*

Evoquant les projets Auroux, M. Pons a déclaré : *« Le gouvernement Mitterrand - Mauroy - Marchais légifère pour certains syndicats politiques et non pour* l'ensemble des salariés (...). La législation mise en place est faite pour les quelque deux à trois mille apparatchiks de la C.G.T. »

M. Pons avait annoncé à la fin de la semaine que M. Jacques Chirac prononcerait un discours jeudi 10 juin, à Paris, au cours d'un colloque organisé par le R.P.R. sur le thème « Entreprise et Libertés ».

## LE PARTI DÉMOCRATE FRANÇAIS PRÉCONISE LA CRÉATION D'UN « COMITÉ DE LIAISON DE L'OPPOSITION ».

Le parti démocrate français a réuni samedi 5 juin à Paris son *congrès constitutif*.

Créé par M. Guy Gennesseaux, adjoint au maire de Paris, ancien radical de gauche et démissionnaire du parti radical valoisien, le P.D.F. veut se situer *« à gauche de l'opposition »* et *« construire une société de troisième type, moderne, ni libérale plus ou moins avancée, ni socialiste plus ou moins démocratique »*.

Le congrès lance *« un appel solennel, devant l'opinion publique, à toutes les Françaises et les Français pour engager ensemble un processus d'élaboration du grand projet politique qui constituera une véritable alternative au socialisme marxiste (...). Ce projet reposera sur une majorité de principes. Principes de la défense de toutes les libertés, d'une nouvelle construction européenne, de la défense de la sécurité des Français, d'une morale de l'effort et de la responsabilité »*.

Le P.D.F. propose à tous les partis *« hostiles à la politique de l'actuel gouvernement »* de constituer un *« comité de liaison de l'opposition »* représenté par cinq membres de chaque parti : P.D.F. - P.R. - C.D.S. - Rad. - R.P.R. - C.N.I.P...

Le Monde

# société

## MÉDECINE

### La préparation des réformes hospitalières

● Tous les médecins auront un statut unique

● Le personnel médical sera recruté sur concours

*Le professeur Jacques Latrille, directeur de cabinet au ministère de la santé, a tracé, samedi 5 juin, les grandes lignes des prochaines réformes hospitalières, au cours d'une rencontre avec les animateurs d'une intersyndicale représentant près de sept mille médecins hospitaliers (1). Il a aussi indiqué le calendrier législatif en la matière. Celui-ci devra en partie tenir compte de la suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics.*

*Ces réformes devraient profondément modifier l'actuelle organisation médicale de l'hôpital. Il est notamment acquis que tous les médecins hospitaliers à plein temps bénéficieront dans quelques mois d'un statut unique. Un concours national assurera leur recrutement. Suivra la mise en place des « départements hospitaliers ». Le ministère de la santé n'en donnera pas de définition officielle, laissant dans ce domaine, semble-t-il, l'invitation et le choix aux praticiens.*

« Statut unique », « département ». Ces deux notions sont à l'ordre du jour, aujourd'hui, dans *tous les échelons hiérarchiques* de la communauté médicale hospitalière française. En acceptant de faire le point devant les animateurs d'une intersyndicale née au fil des différentes séances de concertation au ministère de la santé, M. Latrille a répondu à autant de questions qu'il en a suscitées. Plusieurs points semblent néanmoins acquis qui ne devraient pas être modifiés par les concertations à venir.

L'ensemble des médecins hospitaliers à plein temps bénéficieront d'un *statut unique* (2), *la réflexion* sur cette question devrait être achevée à la fin de ce mois. Ce statut de caractère national permettra la mobilité des praticiens entre les établissements hospitaliers publics. Cette mesure devrait harmoniser un domaine où règne, aujourd'hui, la diversité la plus complète.

Elle sera suivie en parallèle *d'une autre* tout aussi importante : le recrutement sur concours de ces praticiens. Si le caractère national, écrit et anonyme, de l'épreuve *semble acquis*, rien n'est cependant définitif, et une version régionalisée pourrait encore voir le jour. On devrait donc en finir avec la cooptation qui est aujourd'hui à l'hôpital, la règle quasi systématique.

Ce premier volet de réformes, qui ne sera pas intégré à la loi hospitalière, pourrait être rapidement en vigueur. En tout état de *cause, on assure au ministère* de la santé que la suppression complète du droit à l'exercice privé au sein de l'hôpital (fixée initialement au 31 décembre 1982) coïncidera avec la mise en place du statut unique.

Le département devrait trouver place dans la future loi hospitalière qui sera rédigée cet été au ministère de la santé. On souhaite la voir promulguée au début de l'année 1983. « *Aucune définition précise du département hospitalier*, a souligné le professeur Latrille, *ne sera fournie par le ministère de la santé.* » Cette modification des structures actuelles, à la fois point de rencontre « médico-administratif » et mise en commun des outils diagnostiques et thérapeutiques, *devra être organisée* autour des malades. Les limites de son champ d'application sont subordonnées à certains facteurs comme *le degré de décentralisation* financière et l'importance des nouveaux pouvoirs accordés aux conseils d'administration des établissements hospitaliers. « *De toute manière*, a déclaré M. Latrille, *l'efficacité de ce nouveau type d'organisation ne pourra se juger que dans dix ou quinze ans.* »

Un autre point semble acquis : les carrières des directeurs d'hôpital ne seront plus liées à l'activité et au volume des structures *qu'ils dirigent*. *En ce qui* concerne la tarification, huit ou neuf hôpitaux en France ont expérimenté la formule du « budget global ». Les conclusions sont actuellement étudiées au ministère de la santé.

Enfin, s'il a bien confirmé la récente création de mille cinq cents postes de médecins hospitaliers, M. Latrille a aussi indiqué *que tous n'avaient pu être* ouverts, certains conseils d'administration refusant des créations ou certaines directions départementales de *l'action sanitaire* et sociale bloquant les transmissions.

JEAN-YVES NAU.

(1) L'intersyndicale est composée de : la Fédération nationale des associations et collectifs des assistants et adjoints des hôpitaux non universitaires, de l'Association de défense des praticiens à temps plein, exclusivement des hôpitaux non universitaires, de l'Association nationale des chefs de travaux, du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), du Syndicat de la médecine hospitalière, de l'Union nationale des syndicats des médecins des hôpitaux publics, du Collectif des assistants et adjoints en psychiatrie, du Syndicat national des cadres hospitaliers d'anesthésie réanimation et du Syndicat des médecins mono-appartenants.

(2) Pour les médecins hospitalo-universitaires, le volet universitaire des statuts est à l'étude au ministère de l'éducation nationale.



## RELIGION

### Pour la première fois

### UNE FEMME A LA TÊTE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE D'ALSACE ET DE LORRAINE

*(De notre correspondant.)*

Strasbourg. — Pour la première fois en France, une femme va présider aux destinées d'une Eglise protestante. Il s'agit de Mlle Thérèse Klipffel, qui vient d'être élue à la tête du Conseil synodal de l'Eglise réformée d'Alsace et de Lorraine et succède dans cette charge au pasteur Christian Schmidt, en poste *depuis douze ans. Son élection* n'a été acquise qu'au quatrième tour, avec deux tiers de scrutins favorables, la majorité de 75 % étant requise lors des trois premiers tour.

Agée de soixante-deux ans, Mlle Klipffel a été ordonnée pasteur en 1965, après des études de théologie, et a occupé les postes d'aumônier d'école normale à Strasbourg. *Depuis 1969, elle dirigeait le secrétariat* général de la commission régionale des catéchèses des Eglises *protestantes* d'Alsace.

L'Eglise réformée d'Alsace et de Lorraine regroupe cinquante-cinq *paroisses avec quelque cinquante* mille fidèles d'obédience calviniste. Mais la grande majorité des protestants de cette région sont luthériens et deux cent mille appartiennent à l'Eglise de la confession d'Augsbourg.

## FAITS ET JUGEMENTS

### Dix-sept millions d'amendes pour fraude sur le saint-émilion.

Bordeaux. — De lourdes condamnations ont été prononcées, vendredi 4 juin, par le tribunal correctionnel de Libourne contre le président et le directeur d'une coopérative viticole de Puisseguin (Gironde).

A la suite d'un contentieux avec un coopérateur, on avait en *effet* découvert que 23 000 des 25 000 hectolitres de la récolte de 1974 avaient eu droit à l'appellation contrôlée alors que 53 % seulement de la récolte pouvaient y prétendre. A l'époque, seuls les moûts titrant 11 degrés avaient en effet droit à la chaptalisation et à l'appellation contrôlée. L'enquête aurait prouvé qu'on avait mélangé des vendanges de qualités différentes.

Les bouteilles portant l'appellation lussac-saint-émilion et puisseguin-saint-émilion du millésime 74 restées en possession de cette coopérative ont été saisies et données à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale. Le président, M. Raymond Bonnot, a été condamné à *50 000 F d'amende* et à un an d'emprisonnement avec sursis. Le directeur, M. Lacroix, à 50 000 F d'amende et à trois ans d'interdiction d'exercer *la profession* de directeur salarié. Le total des amendes fiscales se monte à 17 millions de francs. — *(Corr.)*

### Douze ans de prison pour le principal responsable de l'enlèvement de M. Pitoun.

La cour d'assises des Alpes-Maritimes a condamné samedi 5 juin à douze ans de réclusion criminelle, Rocco Magnoci, le principal responsable de l'enlèvement de M. Guy Pitoun, un administrateur de sociétés disparu le 30 janvier 1980 à Valbonne (Alpes-Maritimes) et libéré par ses ravisseurs deux semaines plus tard.

La cour d'assises a prononcé des peines modérées contre le « clan calabrais » : six années d'emprisonnement pour Fortunato Tripoli, cinq *années* pour son épouse, Girolama. Un autre inculpé, Hugues Namur, un ancien employé de M. Pitoun, a été acquitté. Au cours de ce procès a été évoquée la bavure policière survenue pendant l'enquête policière pour retrouver M. Pitoun. Un gardien de la paix d'Antibes, Philippe Maziz, avait été tué par des policiers de la brigade de recherche et d'intervention (B.R.I.) de Nice, embusqués près de la maison où était séquestré l'homme d'affaires. L'épouse de M. Maziz s'était ensuite suicidée, après avoir tué leur fils Nicolas, cinq ans.

● *Un attentat à l'explosif* a été commis, samedi 5 juin, à Paris contre la librairie dont le propriétaire, M. Michel Rousseau, avait tué d'un coup de carabine, le 27 mai, un cambrioleur qui s'était introduit dans son magasin (*le Monde* daté 30-31 mai). L'explosion a provoqué des dégâts importants dans la librairie, située 2, avenue de la Porte-Brunet (19e). Dans la nuit du 26 au 27 mai, M. Rousseau, âgé de cinquante ans, lassé des cambriolages répétés *dont il avait déjà été victime*, dormait sur un lit de camp dans son arrière-boutique, une carabine 22 long rifle à portée de la *main lorsqu'il avait été réveillé* par un bruit d'effraction. Un jeune homme, âgé de vingt ans, Pascal Bastiere, s'avançait dans la libraire lorsqu'il fut atteint en plein cœur.

● *La mort du jeune Sylvain.* — Pour répondre à des informations remettant en cause la thèse du suicide après la mort du jeune Sylvain, 11 ans, le 18 juin 1981 au domicile de ses parents à Argentan (Orne) (*le Monde* daté 21-22 juin 1981) le père de l'enfant a publié une déclaration dans laquelle il rappelle que « *depuis la mort tragique de Sylvain il a tout fait pour que la justice et la vérité permettent d'établir les responsabilités de chacun. Les rapports d'expertises demandés par le juge d'instruction,* a ajouté le père de la victime, *n'ont jamais conclu que Sylvain avait été tué par autrui. Autrement, il va de soi que des inculpations auraient été prononcées depuis longtemps.* »

# CARNET

## Réceptions

— M. Hédi Mabrouk, ambassadeur de Tunisie, a donné vendredi 4 juin, dans le jardin de sa résidence, rue Barbet-de-Jouy, une réception à laquelle étaient conviés les anciens élèves des lycées Carnot et Armand-Fallières de Tunis.

## Décès

### Jean-Marie DAUZIER

*Mme Jean-Marie Dauzier,*
M. et Mme Pierre-Louis Dauzier,
M. et Mme Gilles Duhamel et leur fille,
*Mme Maurice Dauzier,*
M. et Mme Pierre Dauzier et leurs enfants,
Mme Maurice Berrue,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean-Marie DAUZIER,**

survenu le 5 juin 1982, dans sa cinquante-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 juin, à 16 heures, en l'église de Cornil (Corrèze), suivie de l'inhumation.

Une messe *sera dite en l'église* Saint-Sulpice, à Paris, le mercredi 16 juin, à 11 heures.

[*Né à Cornil (Corrèze),* dont il était maire, Jean-Marie Dauzier, diplômé de l'Institut national agronomique, avait commencé sa carrière en 1949 comme directeur de la Confédération générale des agriculteurs, chargé des questions économiques internationales. En 1953, il était nommé adjoint du commissaire général à la productivité, chargé des questions agricoles. *Inspecteur de l'économie nationale* en 1956, il était alors entré au Commissariat général au Plan comme expert économique d'Etat. Entre-temps, il avait appartenu comme conseiller technique aux cabinets de MM. Robert Buron, puis Pflimlin. Il était nommé, en 1960, secrétaire général du Centre national du commerce extérieur, puis entrait, en 1964, à la Caisse nationale de Crédit agricole, où il fut successivement secrétaire général, puis directeur général adjoint.

En 1970, il quitta la Caisse nationale pour entrer dans le groupe de commerce international Tardivat, après avoir appartenu au cabinet de M. Jacques Duhamel, ministre de l'agriculture, comme chargé de mission auprès du ministre. *Parallèlement,* il prenait en 1972 la présidence de la caisse régionale de la Corrèze et entrait, en 1978, au comité central de *la F.N.C.A.*

Jean-Marie Dauzier était président de la caisse régionale de Crédit agricole de la Corrèze, président-directeur général de la Compagnie française de l'énergie, administrateur du quotidien « la Montagne », et de la Société générale de presse.

Sa compétence et son entrain feront regretter sa soudaine disparition.]

### Le Père Jean VILLAIN

On nous prie d'annoncer le décès du

**R.P. Jean VILLAIN (s.j.)**
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
ancien directeur
de l'Action populaire et des études,

survenu à Nantes, le 3 juin 1982, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

*Ses obsèques* ont été *célébrées* dans l'intimité, à Nantes, le 4 juin 1982.

De la part de ses neveux.

[Né le 16 décembre 1892, le Père Jean Villain était entré chez les jésuites en 1919 à sa sortie de Polytechnique. Ordonné prêtre en 1925, il avait participé à la création de l'Union sociale des ingénieurs catholiques, tout en exerçant son ministère comme aumônier à Polytechnique. En 1930, il devient, à Vanves, *directeur adjoint de l'Action populaire,* où il est resté vingt-deux ans. Il s'est consacré avant tout à l'étude de l'enseignement social de l'Eglise, publiant trois volumes à ce sujet et servant de conseiller à la J.O.C. et à la C.F.T.C.

Après la guerre, il s'était intéressé à la rédaction d'une charte du travail et aux nationalisations, d'un point de vue chrétien. De 1946 à 1952, il fut directeur de l'Action populaire et, de 1952 à 1958, directeur de la revue « Études ». En 1959, il devint Supérieur de la Communauté jésuite de la rue de Grenelle. Le souvenir du Père Villain restera attaché à ses analyses de la doctrine sociale chrétienne et à l'appui qu'il a apporté aux *prêtres-ouvriers.*]

— Mme Marcel Bleu,
Ses enfants,
Les familles Mire, Dussiel d'Hont, Peigney, Debuscher,
ont la douleur de faire part du décès de

**Marcel BLEU,**
et de sa fille
**Marie.**

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 8 juin, à 14 h. 15, en l'église Notre-Dame (avenue de la Résistance, 93340 Le Raincy).
10, allée du Village,
93340 Le Raincy.

— Les collaborateurs et le personnel des Editions Bleu-Publicité, prient d'annoncer le décès de

**Marcel BLEU,**
leur directeur général,
survenu le 5 juin 1982, à l'âge de cinquante-huit ans, à la suite d'une courte et pénible maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 8 juin 1982, à 14 h. 15, en l'église Notre-Dame (avenue de la Résistance, 93340 Le Raincy).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— René Couret,
son fils,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du *décès, le 20 mai 1982, dans sa* quatre-vingt-quinzième année, de

**Mme Emile COURET,**
née Marie-Louise Chevalier.

*Les obsèques* et l'inhumation dans le caveau familial ont eu lieu dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
40, rue de la Cartoucherie,
63000 Clermont-Ferrand,
Langeac (Haute-Loire).

— Mme André Clément,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le rappel à Dieu de

**Bernard André CLÉMENT,**
ancien *sous*-directeur
au ministère
de l'économie et des finances,
survenu à Paris, le 31 mai 1982, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Château-Thierry.
141, rue Nationale,
*75013 Paris.*

— Mme André Lanes,
Le docteur et Mme Bernard Lanes et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Théréné et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. André LANES,**
croix de guerre 1939-1945,
administrateur
de biens honoraire,

survenu le 2 juin 1982, en son domicile, à l'âge de soixante-dix ans.
Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 4 juin 1982.

Loupillon,
47170 Villeneuve-de-Mezin.

— On nous prie de faire part du décès, survenu à Paris-13e, le 2 juin 1982, dans sa soixante et unième année, de

**M. Pierre LAYUS.**

Une messe sera célébrée à sa mémoire en l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours (55, boulevard de Ménilmontant, Paris-11e - métro : Père-Lachaise), le jeudi 10 juin 1982, *à 11 heures.*

N'envoyez pas de fleurs.
Vos prières seront le témoignage de votre affection.
*Cet avis tient lieu de faire-part.*

— M. et Mme Jacques Tison-Debe et leurs enfants,
L'ingénieur général et Mme Jean Tison-Sarrat et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

**Mme Veuve Alfred TISON,**
née Rose Paillet,
pieusement endormie à Denain, le 1er juin 1982, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 7 juin 1982, à 11 heures, en l'église Saint-Martin de Denain (Nord).
Cet avis tient lieu de faire-part.
5, place de la Liberté,
59220 Denain.
5, rue de la Lorraine,
94230 Cachan.

— Le docteur Maurice Toubiana,
Le docteur Claude Toubiana,
Mme *Annie Toubiana-Cremades* et son mari,
Anne Carole Cremades-Toubiana,
M. et Mme Gilbert Tubiana, leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Jean Laloum,
Les familles Toubiana, Tubiana et Laloum,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Gabrielle TOUBIANA,**
née Laloum,
ancien avocat
à la cour de Constantine,
survenu le 25 mai 1982, à Flers-de-l'Orne.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 26 mai 1982, dans les Landes, à Saint-Etienne-d'Orthe (40300).
56, rue de Seine,
75006 Paris.
*« Résidence* Saint-Jean »,
Rue des Ecoles,
61100 Flers.

— Mme Maurice Verdier,
M. et Mme Jean-Maurice Verdier et leurs enfants,
M. et Mme Raymond Verdier et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Maurice VERDIER,**
premier président honoraire
de la Cour de cassation,
commandeur
de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1914-1918,
survenu à Paris, *le 6 juin 1982, dans* sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 9 juin, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs (91, boulevard du Montparnasse, Paris-6e), où l'on se réunira.
Cet avis tient lieu de faire-part.
118, boulevard Raspail,
75006 Paris.

— Nous apprenons le décès du
**général Jacques VERGUET,**
grand officier
de la Légion d'honneur,
dont les obsèques ont eu lieu ce lundi 7 juin, à 10 h. 30, en l'église de Lurcy-Lévis (Allier).

[Né le 3 mars 1921 à Lurcy-Lévis (Allier), Jacques Verguet, officier de réserve dans les commandos d'Afrique *durant la seconde guerre mondiale,* reste dans l'armée après 1945, où il sert, notamment, comme parachutiste en Extrême-Orient, puis en Algérie. En juillet 1967, il prend, comme colonel, le commandement du 8e groupe de chasseurs portés à Wittlich (Allemagne fédérale), qu'il transforme en corps mécanisé.

Après plusieurs fonctions d'état-major, Jacques Verguet devient, comme général de brigade, adjoint au général commandant la 11e division parachutiste à Pau en 1973 et il prend, en janvier 1976, le commandement de la 15e division d'infanterie à Limoges. Avec le grade de général de division, il devient en novembre 1978, major des forces françaises *outre-Rhin.*]

## Remerciements

— Les disciples et l'Association Zen internationale,
remercient très vivement tous ceux qui leur ont adressé leurs messages de sympathie et leurs vœux pour la continuité de la mission de

Maître Zen
**Roshi TAISEN DESHIMARU,**
supérieur général
du Soto Zen pour l'Europe
et l'Afrique,
*décédé* à Tokyo, le 30 avril 1982.

Et vous convient à la cérémonie d'inhumation, qui aura lieu le dimanche 20 juin 1982, à midi, à La Gendronnière, 41120 Candé-sur-Beuvron - Valaire (14 km de Blois).
Association Zen internationale,
46, rue Pernety,
75014 Paris.
(Tél. : 542-56-89).

## Anniversaires

— Pour le quatrième anniversaire de sa mort nous demandons leur pensée à ceux qui ont connu le
**docteur Etienne GELLERT.**

## Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le jeudi 10 juin 1982, à 19 heures, en l'église Saint-Médard (Paris-5e), à l'intention du
**comte Just de BEAUREPAIRE.**
De la part de ses enfants et petits-enfants.

## Communications diverses

— Le centre d'études balkaniques annonce que pour cause de maladie, M. Dragisa Vitosevic ne prononcera pas sa conférence, prévue le 10 juin 1982 à 18 heures dans les salons de réception de l'INALCO. Cette conférence est reportée pour l'hiver 1982.

— La librairie Flammarion du Centre Georges-Pompidou, invite à venir au Petit forum (1er sous-sol du centre), le lundi 7 juin 1982, à partir de 19 heures.
David Shahar, prix Médicis étranger 1981, y dédicacera ses livres.









هكذا من الأصل

Le Monde

# culture

## EXPOSITIONS

### DESSINS D'IPOUSTEGUY A L'ARC

## Humeurs

*Ipousteguy, comme la plupart des sculpteurs, dessine beaucoup. Pas tant cependant pour organiser ou préparer quelque projet monumental, que pour y échapper et vagabonder hors des contraintes matérielles, spatiales et temporelles de l'œuvre à faire en dur. A peu d'exceptions près, les dessins présentés à l'ARC — deux cents choisis parmi les cinq mille réalisés depuis quarante ans, — ne rappellent pas d'emblée l'homme du marbre et du bronze, qui engage tout l'être humain, y compris ses petites histoires, dans l'histoire, et au-delà. Ipousteguy sur papier, c'est toujours, bien sûr, une affaire de corps approché au doigt et à l'œil, au coin d'un bras, au détour d'une fesse, une façon de dire la chair caressée, fouillée dans ses creux et ses plis, mais autrement : rapide, instantanée, fantaisiste, ludique.*

*Au crayon gras, à l'encre de Chine, au charbon, au fusain, de série en série ponctuelle, occasionnelle, la main navigue et improvise, imprévisible et indisciplinée, multiple et déroutante de mobilité. Tour à tour de miel, vache, tendre, odieux, hostile, pervers, obscène, sympathique, ridé, caricatural, intestinal, relâché, flasque, concentré jusqu'au signe calligraphique, baveux, tremblé, libre comme l'air, le trait ponctue, encercle, piège des formes et assène d'inattendues propositions autour de l'œuf-matrice-visage-sexe-mandibules, par exemple. L'aléatoire, le spontané et le transitoire, tout ce que l'œuvre sculptée ne peut accueillir naturellement, — du plus léger moment de détente au plus obscures et secrètes pensées, de l'éclat de rire à l'humour frétillant et au frisson révolutionnaire du printemps soixante-huitard — le dessin l'assume, par petit morceaux, pas monumental pour deux sous. Ce qui ne veut pas dire qu'Ipousteguy verse dans la confidence intime ou le récit autobiographique. Si ces œuvres graphiques restent à une courte distance de l'homme, c'est pour en recevoir les humeurs, bonnes ou mauvaises, inégalement.*

**GENEVIEVE BREERETTE.**

★ ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Jusqu'au 14 juin.

## ROCK

## The Cure à l'Olympia

A force de tournées régulières et en suivant une ligne de conduite méthodique, l'ascension de Cure s'est faite progressivement mais, à l'image de la musique, pourrait-on dire, de façon inéluctable.

C'est un bel exemple que celui de ce groupe, né en 1976 dans le Sussex et qui, après avoir connu quelques remaniements internes, a retenu la formule du trio — Robert Smith (guitares, chant, claviers), Simon Gallup (basse, claviers), Laurence Tolhurst (batterie). Un exemple d'intégrité et de conviction à l'écart des mécanismes et des circuits habituels du *show-business*, reposant strictement sur une création en prise directe avec le public et en rupture avec les courants qui se sont succédé.

La musique est d'une incroyable dureté, chargée de ces traumatismes, et de cette violence sourde et latente qui traînent dans les cités de béton, presque cruelle, radicale comme le sont les textes qui parlent de solitude et de destins incompatibles, tournant à la folie.

Leur nouvel album a pour titre *Pornographie*, le précédent s'appelait *Foi*, et c'est toujours le même regard glacé qui est posé sur notre univers et sur les êtres qui tentent de s'y retrouver. Il y a dans la musique des trois Anglais une beauté à la fois limpide et complexe, avec ces guitares acides et cinglantes dont le travail, en perpétuelle recherche, constitue l'essentiel des lignes mélodiques, bouillonne d'idées sur des rythmes secs et crispés, avec aussi des compositions tout en harmonies revêches et en sonorités dépouillées, qui sont là pour fixer des atmosphères.

**ALAIN WAIS.**

★ Les lundi 7 et mardi 8 juin, à 20 heures, à l'Olympia. Discographie chez Polydor.

## DANSE

### AU PALAIS DES CONGRÈS

## Soirées « patchwork » du Kirov

*Un des cinq programmes présentés par le Kirov au Palais des congrès est composé d'extraits du répertoire et de chorégraphies contemporaines. Cela donne une soirée copieuse, variée et fort intéressante, car elle permet aux solistes de donner une idée de leur amplitude de registre.*

*La soirée s'ouvre sur l'« acte des Ombres » de* la Bayadère *avec la descente rituelle de tout le corps de ballets étirant ses arabesques sur un plan incliné. On a déjà vu tant de défilés précautionneux aux équilibres vacillants que l'on apprécie, que l'on savoure, cette progression souple et calme. Malgré l'écharpe de gaze qui plonge leurs épaules dans un flou artistique, les danseuses jouent moelleusement de leurs bras. Irina Tchistiakova, enjouée, se distingue dans la première variation. On la retrouvera un peu plus tard dans une chorégrahie de Dmitri Briantsev,* Variations sur un thème des années 30 *(musique de Chostakovitch).*

*Avec Constantin Zaklinski, affublé d'une casquette de voyou, Irina Tchistiakova se livre à un enchaînement de pas burlesques à mi-chemin entre le floklore et la danse de caractère, le comique étant encore la meilleure manière d'échapper à l'académisme officiel, à moins de sombrer dans un expressionnisme appuyé rappelant le style Laban. C'est ce que propose ce même Briantsev avec un* Fils prodigue, *réduit à une mimique statique et véhémente. Un autre jeune espoir de la « danse moderne », Boris Eifmann, a composé sur l'Adagio d'Albinoni une sorte de fresque fumeuse et convulsée mettant en valeur le visage pathétique et les qualités plastiques d'Eugène Neff, qui ne serait pas déplacé parmi les solistes de Béjart.*

*Côté classique, voici le « grand pas » de* Diane et Actéon *dans une chorégraphie d'Agripine Vaganova, avec le sympathique Nicolaï Koumir, déguisé en Tarzan musclé à la limite de la charge ; puis* le Papillon, *de Pierre Lacotte d'après Taglioni, où Kolpakova volette joliment dans le plus pur style romantique autour d'un Serge Berejnoï aux équilibres incertains. Le « grand pas classique »* du Carnaval de Venise *paraît long et conventionnel. En revanche, Mezentseva, si décevante lors de ses premières prestations, donne une* Mort du cygne *bouleversante où elle parvient à faire oublier les clichés accumulés par presque siècle de galas.*

*La soirée s'achève sur le « Divertissement » de* Paquita *(version Vinogradov) détaillé à la perfection par la fine, l'altière Olga Tchentchikova. Le plus extraordinaire est qu'avec son partenaire Marat Daoukaev elle interprète également le* Webern opus 5, *de Maurice Béjart. Entraînée à Léningrad par Jacqueline Rayet, qui créa le rôle, elle réussit, par le fini et le posé de ses gestes, à donner un éclat nouveau à ce très bel adage. De même, Natalia Bolchakova et Vadim Goulaiev dansent de manière très personnelle* Bhakti, *de Béjart (pas de deux du troisième tableau). En en gommant le caractère heurté, érotique, ils lui confèrent une harmonie rappelant la courbure douce des sculptures indoues.*

*Il est bien évident que le jour où ils en auront l'opportunité, les danseurs du Kirov seront à même de maîtriser toutes les formes de danse contemporaines.*

**MARCELLE MICHEL.**

★ Palais des congrès, les 8, 9 et 12 juin, à 20 h 30 ; le 13 juin, à 15 h 30.

## THÉATRE

## Ecritures de femmes à Théâtre ouvert

Bérangère Bonvoisin, Michelle Marquais, Hélène Cixous lisent ce lundi 7 juin à 21 heures, *Je me suis arrêtée à un mètre de Jérusalem et c'était le paradis*, un texte inédit d'Hélène Cixous qui, auparavant, à 18 h 30, dirige un dialogue public.

Chaque jour, jusqu'au 12 juin, Théâtre ouvert présente au jardin d'hiver des textes d'auteurs féminins « mis en voix ». Le 8, Louise Doutreligne. Le 9, à 18 h 30, Agnès Célerier et, à 21 heures, Michèle Fabien. Le 10, à 18 h 30, Annie Dana, et, à 21 heures, Ninon Ozanne. Le 11, Mona Thomas, à 18 h 30, et Madeleine Laïk, à 21 heures. Le 12, à 18 h 30, aura lieu le second dialogue public, suivi, à 21 heures, d'une pièce de Danielle Sallenave.

### Mort de l'acteur René Arrieu

Le comédien René Arrieu, sociétaire de la Comédie-Française, est mort le 6 juin, à Paris, d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-huit ans.

[Né en 1924, René Arrieu entre au Conservatoire et dans la compagnie Renaud-Barrault avant d'être engagé en 1957 à la Comédie-Française, pour les emplois de grand premier rôle auxquels le destinent sa stature, sa voix, sa nature de tragédien. Nommé sociétaire en 1970, il joue Racine, Victor Hugo, Corneille. A l'Odéon, dans la mise en scène d'Henri Ronse, *A Memphis il y a un homme d'une force prodigieuse* a été sa dernière création.]

## MUSIQUE

## Le vrai Boris

*(Suite de la première page.)*

Voilà donc un premier pas, mais c'est un pas de géant : aussi se bornera-t-on à observer, par souci d'exactitude et, sans la moindre intention malveillante, que quelques coupures ont été pratiquées, cependant que l'on a conservé le tableau devant Sainte-Basile, supprimé par Moussorgski dans la rédaction définitive de son ouvrage lorsqu'il décida d'achever l'opéra sur l'épisode de la forêt de Kromy.

Pour la mise en scène et les décors, l'Opéra de Lille s'était adressé au Grand Théâtre de Genève, où Petrika Ionesco avait imposé, en mai 1981, une vision vivement controversée (*le Monde* du 26 mai 1981) mais dont on ne peut nier la beauté plastique ni la qualité du travail de direction d'acteurs. Cette transposition dans la Russie du dix-neuvième siècle, la relative incongruité des lieux (les appartements du tsar deviennent une sorte de tombeau gigantesque), se trouvent largement « amorties » par la véracité du jeu des protagonistes et par l'espèce de fascination qui se dégage naturellement d'une suite de tableaux aux couleurs harmonieuses, aux mille détails à partir desquels l'imagination peut vagabonder.

Ce n'est là qu'une vision extrême de l'œuvre mais dans ce cas particulier du retour à la partition originale, on pouvait trouver une sorte d'accord entre le renoncement aux fastes de Rimski-Korsakov et ce dédain des images traditionnelles que le souvenir de Chaliapine a si fortement marqué de son sceau. L'œil, parfois, aide à entendre et ce dépaysement visuel incite peut-être à prêter une autre attention à la partition, comme s'il s'agissait d'un ouvrage absolument différent de celui qu'on connaissait.

C'est dans l'écriture orchestrale que se trouvent les différences les plus remarquables entre l'original et les arrangements successifs. Les ovations spontanées qui ont salué les musiciens à chaque entracte prouvent, s'il en était besoin, que l'orchestration de Moussorgski produit un effet incontestable et que les fins de scène *pianissimo* sont capables d'attirer des applaudissements aussi vifs que lorsqu'elles ont été transformées en détonateurs par des réviseurs bien intentionnés. Il n'existe donc plus aucune raison, pour les théâtres qui renouvelleront l'expérience, de craindre un accueil moins chaleureux.

Placé sous la direction de Rousslan Raytcheff, l'orchestre de l'Opéra du Nord a montré un souci de bien faire qui compensait largement certaines insuffisances. Les chœurs se trouvaient renforcés par ceux de la radio-télévision de Cracovie (ceux-là mêmes qui avaient participé à l'unique enregistrement réalisé à ce jour). Malheureusement, les impératifs de la mise en scène rendant difficile une exacte synchronisation avec la fosse, la puissance de cette masse chantante perdait une partie de son efficacité. De la très nombreuse et homogène distribution, on retiendra principalement le magnifique Boris de Boulat Minjelkiev, Wieslaw Ochman (Dimitri), un ténor dont la vaillance avait conquis, dans le rôle de Tamino, le public d'Orange, Jean Brun, inoubliable Varlaam, rude et truculent, mais aussi Viorica Cortez (Marina), Simone Codinas (l'Hôtesse), Maria Sartova (la Nourrice), Gérard Serkoyan (Pimène)... Il faudrait citer tout le monde, et mieux vaut renvoyer le lecteur à la retransmission télévisée (1) après lui avoir recommandé la lecture du livre de Maurice Le Roux sur *Boris Godounov* aux éditions Aubier, qui fait le point sur les « versions » successives avec d'éclairantes comparaisons.

**GÉRARD CONDÉ.**

★ Mardi 29 juin, FR 3, 20 h 30.

# SPECTACLES

## théâtres

**LES SPECTACLES NOUVEAUX**

**HYSTERIE.** Chapelle de la Salpêtrière (584-14-12), 21 h.
**TCHOUFA.** Lucernaire (544-57-34), 20 h 30.
**EMBALLAGE PERDU.** Mathurins (265-90-00) 21 h.
**LES BABA CADRES.** Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30.

### *Les salles subventionnées et municipales*

**Opéra** (742-57-50), 19 h 30, le Songe d'une nuit d'été.
**Comédie-Française** (296-10-20), 20 h 30 : Marie Tudor.
**Chaillot** (727-81-15), 20 h 30 : Concert musique vivante, dir. D. Masson, sol. R. François, J.-J. Gaudon, P. Strauch (Ives, Subotnick, Taylor, Vierk).
**Centre Pompidou** (277-12-33), de 14 h 30 à 23 h, Mouvement des réalisateurs.
**Théâtre musical de Paris** (261-19-83), 20 h 30 : Pittsburg Symphony Orchestra, dir. A. Previn (Tchaïkovski, Rachmaninov).
**Carré Silvia Monfort** (531-28-34), 21 h : Phèdre.

### *Les autres salles*

**Atelier** (606-49-24), 21 h : le Nombril.
**Cartoucherie** Atelier du chaudron (328-97-04), 20 h 30 : Performance.
**Comédie Caumartin** (742-43-41), 21 h, Reviens dormir à l'Elysée.
**Comédie de Paris** (281-00-11), *18 h 30 :* Figaro solo : 20 h 30 : Jafabule : 22 h : Tours d'Ivoire.
**Escalier d'Or** (523-15-10), 21 h : Diableries amoureuses.
**Gaîté-Montparnasse** (322-16-18), 20 h 15 : Koudechapo.
**Grand hall Montorgueil** (296-04-06), 20 h 30, De voix vive.
**Huchette** (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve : 21 h 30 : la Leçon : 22 h 30 : l'Homme du sous-sol.
**Jardin d'hiver** (255-74-40), 18 h : Ecritures de Femmes.
***La Bruyère*** *(874-76-99), 20 h 30 : Un roi qu'a des malheurs.*
**Lucernaire** (544-57-34), Théâtre noir : 18 h 30 : l'Ile des esclaves : 20 h 30 : le *Cratère de Chicago, le Sang des fleurs* : 22 h 15 : Sylvie Joly ; **Théâtre rouge** : 18 h 30 : Madame Pénélope première ; 22 h 15 : Une saison en enfer ; Petite *salle : 18 h 30 : Parlons français* ; 22 h 15 : le Fétichiste.
**Marigny** (256-04-41), 21 h : Amadeus ; salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Garçon d'appartement.
**Nouveautés** (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
**Plaisance** (320-00-06), 20 h 30 : la Camarde.
**Poche** (548-92-97), 21 h : Souvenirs du Faucon maltais.
**Théâtre d'Edgar** (322-11-02), 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
**Théâtre du Marais** (278-50-27), 20 h 30 : Henri IV.

### *Les cafés-théâtres*

**Au Bec fin** (296-29-35), 20 h 30 : Tohu Bahut : 22 h : le Président.
**Blancs-Manteaux** (887-15-84), I, 20 h 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou : 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II., 20 h 15 : Embrasse-moi idiot ; *21 h 30 :* Qui a tué Betty Grandt ? : 22 h 30 : Comment ça va Zanni ?
**Café d'Edgar** (322-11-02), I, 20 h 30 : *Tiens voilà deux boudins : 21 h 45 :* Mangeuses d'hommes ; 23 h 15 : J'aurais pu être votre fils. – II, 20 h 30 : Praline et Berlingotte ; 21 h 45 : L'amour c'est comme un bateau.
**L'Envol** (347-33-06), 20 h 45 : Les voyages déforment les valises.
**Fanal** (233-91-17), 20 h : Innocentines : *21 h 15 : Une saison en enfer.*
**La Gageure,** (367-62-45) : 20 h : Padula ; 21 h : la Garçonne ; 22 h 30 : Ch. Aubron.
***Petit Casino*** (278-36-50), 21 h : Douby... be good ; 22 h 30 : les Bas de Hurleveau.
**Point Virgule** (278-67-03) : 20 h 15 : Vincent B. : le Navigaterre ; 21 h 30 : Du ronron sur *les blinis.*

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**
**704.70.20 (lignes groupées)**
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## *Lundi 7 juin*

**Le Tintamarre** (887-33-82), 21 h : Xhenil.
**Théâtre de Dix-Heures** (606-07-48), 20 h 30 : C'est où les îles Baléares ? 21 h 30 : Boulevard Dimey ; 22 h 30 : Cerise.

### *La danse*

**Bouffes du Nord** (239-34-50), 20 h 30 : le Four solaire.
**C.I.S.P.-Théâtre de Paris 12** (343-19-01), 20 h 45 : Association musique et danse.
**La Forge** (371-71-89), 20 h : Tanaka Min.
**Usine Pali Kao** (636-80-32), 21 h 30 : Sous-couches.

### *Les concerts*

**Lucernaire,** 21 h : R. Daugarel, M.-A. Lasserre (Schubert, Saint-Saëns, Fauré).
**Ranelagh,** 20 h : S. Boulin, W. Christie (Couperin) ; 22 h : Les Musiciens de théâtre (Rameau, Pergolèse).
**Théâtre des Champs-Elysées,** 20 h 30 : M. Pollini (Schubert, Schumann, Chopin).
**Radio-France,** Auditorium 105, 20 h 30 : M.-H. Dupard, D. Bellik (Strauss, Webern, Duparc) ; L. Navarre, C. Brilli (Duparc, Ravel, Roussel, Poulenc).
**Hôtel Saint-Aignan,** 21 h : M. Delfosse, J. Ballot (Blavet, Duphly, Balbastre).
**Salle Gaveau,** 23 h 30 : P. Fontanarosa (Bach, Paganini, Kreisler...).
**Église Saint-Étienne-du-Mont,** 20 h 30 : Orchestre de chambre D. Fanal, F. Trachier, M.-J. Chasseguet (Mozart, Vivaldi, Poulenc).

### *Jazz, pop, rock, folk*

**Casino de Paris** (874-26-22), 20 h 30 : San-Francisco blues Festival.
**Caveau de la Huchette** (326-65-05), 21 h 30 : P. Sellin ; B. Vasseur.
**Chapelle des Lombards** (357-24-24), 20 h 30 : Combinacion latina.
**Cloître des Lombards** (233-54-09), 22 h : C. François.
**Espace Gaîté** (327-95-94), 18 h 30 : Rocking Chair.
**Feeling** (271-33-41), 22 h : D. Malherbe ; J.-P. Rykiel.
**New Morning** (523-51-41), 21 h 45 : Roscoe Mitchell Sound Ensemble.
**Olympia** (742-25-49), 20 h 30 : The Cure.
**Petit Journal** (326-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.
**Petit Opportun** (236-01-36), 20 h 30 : H. Parlan ; R. del Fra ; A. Lewitt ; 23 h : R. Raux Quartet.

### *En région parisienne*

**Boulogne,** C.N.R. (604-73-93), 20 h 30 : Ballet-théâtre de la Seine.
**Evry,** Agora (077-93-50), 21 h : Jacques Higelin.
**Saint-Denis,** Festival de musique (243-30-97), *Théâtre G.-Philipe, 20 h :* Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. A. Lombard (Berlioz).
**Vincennes,** Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), *21 h : le Dîner bourgeois.*

## cinéma

**Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.**

### *La Cinémathèque*

**CHAILLOT (704-24-24)**

Relâche.

**BEAUBOURG (278-35-57)**

15 h : Anthologie du cinéma expérimental : San-Francisco 1940-1982 (en présence de S. Edery) ; 17 h : Courts métrages de B. Carrière (en sa présence) ; 19 h : Semaine internationale de la critique : Cannes 1982 : L'ombre de la terre.

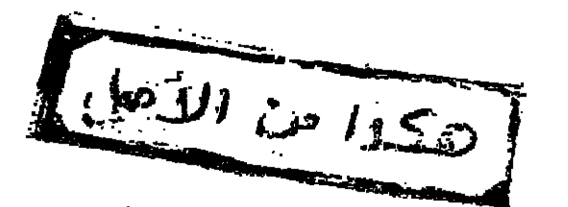
### *Les exclusivités*

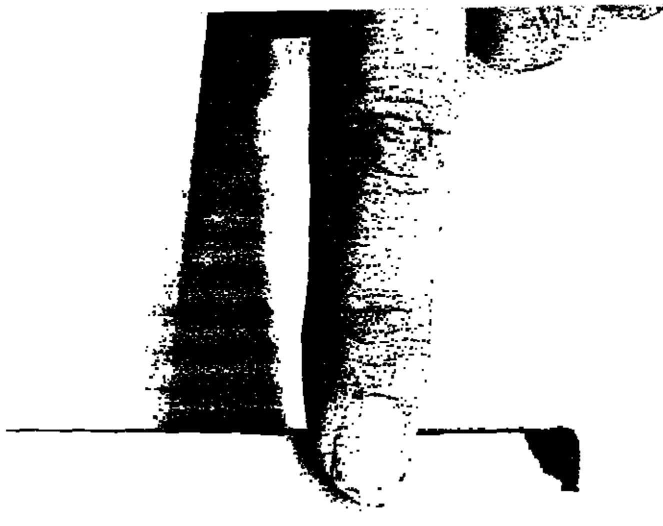
**ALLEMAGNE MERE BLAFARDE** (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
***AMERICAN TOUR OF THE ROLLING* STONES 1981** (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
**LES ANNEES DE PLOMB** (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic, 8e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE** (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; (v.f.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
**BANDITS, BANDITS...** (Arg., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
**LE BATEAU** (All., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
**LE BEAU MARIAGE** (Fr) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; *Olympic-Luxembourg,* 6e (633-97-77) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
**LE BOURGEOIS GENTILHOMME** (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).
**BRUCE CONTRE-ATTAQUE** (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
**C'EST MA VIE, APRÈS TOUT** (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Élysées-Point Show, 8e (225-67-29).
**LA CHEVRE** (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; H. sp., Ambassade, 8e (359-19-08).
**LE CHOC** (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic Convention, 15e (828-20-64).
**CONAN LE BARBARE** (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
**CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE** (Fr.-Ital., v.o.) (*) : Cinoches Saint-*Germain,* 6e (633-10-82). V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
**LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOE** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
**DIVA** (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).
**DOUX MOMENTS DU PASSE** (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
**L'ÉTOILE DU NORD** (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
**LA FAC EN DELIRE** (Fr., All.) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Richelieu, 2e (233-56-70).
**LES FANTOMES DU CHAPELIER** (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
**LA FOLLE HISTOIRE DU MONDE** (A., v.o.) : Élysées Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
**GEORGIA** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (729-63-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
**LA GUERRE DU FEU** (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14).
**GUY DE MAUPASSANT** (Fr.) (*) : Ambassade, 8e (359-19-08).
**L'HOMME ATLANTIQUE** (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04), H. Sp.
**L'HOMME DE PRAGUE** (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
**INVITATION AU VOYAGE** (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
**LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ** (Fr.) : Saint-*Germain-Studio,* 5e (633-63-20).
**LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE** (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).
**LA MAISON DU LAC** (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; Vf. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).





هكذا من الأصل







# SPECTACLES

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ;

LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Calypso 17e (380-30-11).

MANILLE (Phil., v.o.) : 14-Juillet - Racine, 6e (633-43-71).

MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE (A., v.o.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

MEURTRE AU SOLEIL (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-49-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Caméo, 2e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01).

MOSCOU NE CROIT PAS AUX LARMES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

MUEDA, MEMOIRE ET MASSACRE (Moz., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

NESTOR BURMA, DÉTECTIVE DE CHOC (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-26-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 6e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy Pathé, 16e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

PARSIFAL (All., v.o.) : Ambassade, 6e (359-19-08).

PARTI SANS LAISSER D'ADRESSE (Sui.), Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logo, 5e (354-26-42).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

PASSION (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (Brés., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f., Français, 9e (770-33-88) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

POLICE FRONTIÈRE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 2e (742-56-31).

POUR CENT BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 6e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PRUNE DES BOIS (Belg.) Banque de l'Image, 5e (329-41-19).

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

RAGTIME (A., v.o.) : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29). – V.f. : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

REDS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 6e (225-18-45) ; George V, 8e (562-41-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

ROX ET ROUKY (A.) V.f. : Napoléon, 17e (380-41-46).

SAN CLEMENTE (Fr) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

SKINOUSSA (Fr.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic, 14e (542-67-42).

LES SOUS-DOUÉS EN VACANCES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82).

TAXI ZUM KLO (All., v.o.) (*) : Marais, 4e (278-47-86).

T'EMPÊCHES TOUT LE MONDE DE DORMIR (Fr.) (*) : Colisée, 8e (359-29-46).

## LES FILMS NOUVEAUX

CINQ ET LA PEAU, film français de Pierre Rissient : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

CONVERSA ACABADA (MOI, L'AUTRE), film portugais de Joao Botelho, v.o. : Action République, 11e (805-51-33).

200 000 DOLLARS EN CAVALE, film américain de Roger Spottiswood, v.o. : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 6e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 11e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FITZCARRALDO, film allemand de Werner Herzog, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Nation, 12e (343-04-67) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Wepler, 18e (522-46-01).

LA GUERRE DES MOTOS, film américain de David Wickes, v.o. : George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

N'OUBLIE PAS TON PÈRE AU VESTIAIRE, film français de Gérard Balducci, U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 18e (241-77-99).

LES SECRETS DE L'INVISIBLE (*), film américain de Peter Foleg, v.o. : Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

THE MAFU CAGE (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

LES TUEURS DE L'ECLIPSE (A.) (v.o.) (*) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

L'USURE DU TEMPS (Shoot the Moon) (A.) (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27).

Y A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

## *Les grandes reprises*

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.), La Royale, 8e (265-82-66) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'ARNAQUEUR (A., v.o.), Olympic-Halles, 1er (278-34-15) ; Studio Gît-le-Cœur, 3e (326-80-25).

BANANAS (A., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; (v.f.), Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.), Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

BLOW UP (Ang., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).

LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND (It., v.o.), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.)) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnos 14e (327-52-37).

DODES CADEN (Jap., v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

EN MARGE DE L'ENQUÊTE (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46) ; Action Lafayette, 6e (878-80-50).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.), Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.), Nickel-Écoles, 5e (325-72-07).

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.), Banque de l'image, 5e (329-41-19).

LUDWIG, REQUIEM POUR UN ROI VIERGE (All., v.o.), Olympic, 14e (542-67-42).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.), Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic, 14e (542-67-42).

LE MIRAGE DE LA VIE (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).

MON ONCLE (Fr.), Templiers, 3e (272-94-66).

NEW YORK, NEW YORK . v.o.), St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14).

PROFESSION : REPORTER (Ang., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.), Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LA STRADA (It., v.o.), A. Bazin, 16e (337-74-39).

TEX AVERY FOLLIES (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

TIREZ SUR LE PIANISTE (Fr.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES 39 MARCHES (A., v.f.), Bergère, 9e (770-77-58).









# RADIO-TÉLÉVISION

## *A voir*

### « Spécial psychiatrie » à Antenne 2 Midi

Comme il l'avait déjà fait une fois avec la faim dans le monde, le Journal d'Antenne 2 Midi propose pendant quatre jours – du lundi 7 au jeudi 10 juin – de traiter un dossier de manière plus approfondie, d'un peu plus d'une demi-heure chacun, cette fois la psychiatrie, vue non pas sous l'angle de la médecine (des traitements) mais plutôt sous celui, social et juridique, de l'enfermement...

Réalisés par Claude Ruben et Daniel Le Comte, des dossiers abordent plusieurs thèmes. Après « Le monde de l'h7pital psychiatrique » (avec une partie en direct de l'hôpital de Villejuif), A2 se penche mardi sur la « Réinsertion des malades, y a-t-il une alternative ? » (exemple d'alternative dans le Gard). Mercredi : le modèle italien suivi d'un débat. Jeudi, M. Jack Ralite, ministre de la santé, sera interrogé en direct et en duplex par des malades et par le personnel d'hôpitaux à Nantes et à Marseille.

## Lundi 7 juin

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1




**20 h 35 : L'avenir du futur : La conquête de la planète des singes.**
Film américain de J. Lee-Thompson (1972), avec R. McDowall, D. Murray, R. Montalban, N. Trundy, H. Rhodes.
*En 1990, César, le fils de Cornélius et de Zira* (les Évadés de la planète des singes), *élevé clandestinement dans un cirque, pousse à la révolte ses congénères, devenus les animaux domestiques de la civilisation américaine.*
*Quatrième épisode, très spectaculaire, de la fameuse série inspirée, à l'origine, par un roman de Pierre Boulle. Ce film est quelque peu subversif dans la parabole du soulèvement des nouveaux esclaves.*

**22 h 5 Débat : D'où venons-nous ? Qui sommes-nous ? Où allons-nous ?**
Avec MM. Y. Coppens et Ph. Taquet, paléontologistes ; J. Ruffié, généticien des populations, et E. Schoeffeniels, biochimiste.

**23 h 5 Journal.**

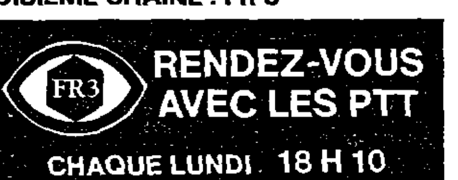
### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**20 h 35 Série documentaire : Un homme dans la tourmente.**
Haïti : entre Dieu et le président. Réal. : J. Berzosa.
*Premier volet d'une série de trois émissions consacrées au drame haïtien. Cette émission, dont le ton est très différent des deux autres, dresse le portrait de quelques-unes des figures les plus connues du pouvoir duvaliériste. On y retrouve l'humour très spécial de Berzosa, sa manière d'installer les gens sur du sable, son goût du rituel et de la mise en scène. Il y manque cependant l'analyse sérieuse d'un régime qui a contraint un million d'Haïtiens à s'exiler.*

**21 h 35 Téléfilm : Meurtre au quarante-troisième étage.**
De J. Carpenter. Avec L. Hutton, D. Birney, A. Barbeau, C. Cyphers...
*Leigh Michaels, qui vient de s'installer à New-York, se sent épiée.*

**23 h 10 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3




**20 h 30 Cinéma (le rire du lundi) : Oscar.**
Film français d'E. Molinaro (1967), avec L. de Funès, C. Rich, A. Natanson, S. Saurel, C. Gensac, P. Préboist (rediff.).
*Un homme d'affaires cherche à récupérer une valise contenant des bijoux et à trouver un mari pour sa fille, enceinte d'un chauffeur renvoyé qui s'est engagé dans la légion. Du « théâtre filmé » (un vaudeville de Claude Magnier) avec beaucoup de brio technique. Cascade de quiproquos et Louis de Funès en plein délire.*

**21 h 55 Journal.**
**22 h 25 Magazine : Thalassa.**
**22 h 55 Musi-Club : Hommage à John Cranko.**
*Avec un de ses ballets, créé en 1951 : Pine Apple Poll.*

### FRANCE-CULTURE

**20 h**, La reine aux cheveux d'or, inspiré du Meize Buch (trad. : M. Gaster : adapt. : M. Sarfati).
**20 h 42**, Musique enregistrée.
**21 h**, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Entre le ciel et l'enfer, les chemins du purgatoire.
**22 h 30**, Nuits magnétiques : Cinéma par P.-J. Pagliano.

### FRANCE-MUSIQUE

**20 h 30**, Concert (donné en l'abbaye des Prémontrés à Pont-à-Mousson le 22 novembre 1981) : « Trema », de Holliger ; « Kantate nach Worten von M. Eckhart », de Zender ; « Trente pièces pour cinq orchestres », de Cage, par l'Orchestre philharmonique de Lorraine ; sol. U. Heinen, violoncelle, H. Auerbacher, alto... Direction A. Dubois, G. Rose, S. This...
**22 h**, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; Œuvres de Mozart, Mendelssohn, Scarlatti, Cimarosa, Druzecky ; 23 h 5, Solistes français d'aujourd'hui, œuvres de Mozart, Britten, Dutilleux, par M. Bourgue, hautboïste : 0 h 5, Guitare nuit : Barney Kessel.

## Mardi 8 juin

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**12 h 5 Feuilleton : La vérité tient à un fil.**
**12 h 30 Les visiteurs du jour.**
**13 h Journal.**
**13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.**
A votre santé ; 14 h 5, Feuilleton : Amicalement vôtre ; 14 h 55, Tout feu, tout femme : 15 h 10, A faire vous-même (et à 16 h 40) ; 15 h 15, Dossier : mariage mixte ; 15 h 55, Elles comme littérature ; 16 h 10, Chantons français ; 16 h 45, La table d'Adrienne ; 17 h 5, L'œil en coin.
**18 h C'est à vous.**
**18 h 25 Un, rue Sésame.**
**18 h 45 Quotidiennement vôtre.**
**18 h 50 Les paris de TF 1.**
**19 h 5 A la une.**
**19 h 20 Emissions régionales.**
**19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.**
**20 h Journal.**
**20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).**
**20 h 35 Opéra : Tannhaüser.**
De Wagner (en liaison avec France-Musique). Avec l'orchestre et les chœurs du Festival de Bayreuth, dir. C. Davis ; chef des chœurs : N. Balatsch ; chorégraphie : J. Neumeier : sol. S. Wenkoff, G. Jones, B. Weikl, H. Sotin...
**23 h 40 Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.**
**12 h 5 Passez donc me voir.**
**12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.**
**12 h 45 Journal.**
**13 h 35 Emissions régionales.**
**13 h 45 Série : La vie des autres.**
**14 h Aujourd'hui la vie.**
La publicité.
**15 h 5 Cinéma : Cagliostro.**
Film américain de G. Ratoff (1949). Avec O. Welles, N. Guild, A. Tamiroff, F. Latimore, V. Cortese, M. Grahame (N., rediff.).
*Un jeune gitan, dont les parents ont été pendus pour sorcellerie, devient un hypnotiseur célèbre sous le nom de Cagliostro, se sert d'une jeune fille, sosie de la reine Marie-Antoinette, pour se venger de ses ennemis, à la cour de France.*
*Adaptation très libre d'une suite de romans d'Alexandre Dumas. Un film d'aventures historiques riche en péripéties feuilletonnesques. A voir surtout pour la composition d'Orson Welles, héros ténébreux.*
**16 h 45 Entre vous.**
De L. Bériot. L'Escaut oriental ; Un verre à la main ; Les bottes de sept lieues.
**17 h 50 Récré A 2.**
Une souris sur Mars ; Casper ; C'est chouette ; 3-2-1 Contact.
**18 h 30 C'est la vie.**
**18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.**
**19 h 20 Emissions régionales.**
**19 h 45 Woody Woodpecker.**
**20 h Journal.**
**20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).**
**20 h 40 Mardi cinéma.**
et à 22 h 5.
**20 h 45 Cinéma : Treize à la douzaine.**
Film américain de W. Lang (1949). Avec C. Webb, J. Crain, M. Loy, B. Lynn, E. Buchanan, B. Bates, M. Natwick.
*Les années 20, dans une petite ville des Etats-Unis. Un ingénieur applique les méthodes de l'organisation industrielle de l'économiste Taylor à l'éducation de ses douze enfants.*
*Une comédie aux épisodes très amusants, d'après un roman écrit par deux membres de la famille en question. Clifton Webb mène le jeu avec autorité et fantaisie.*
**23 h 15 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**18 h 30 Pour les jeunes.**
Atout jeune ; Nono.
**18 h 55 Tribune libre.**
Désarmement, défense et sécurité.
**19 h 10 Journal.**
**19 h 20 Emissions régionales.**
**19 h 55 Dessin animé.**
Il était une fois l'homme.
**20 h Les jeux.**
**20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).**
**20 h 35 Cinéma : Roger la Honte.**
Film français de R. Freda (1966). Avec G. Géret, I. Papas, J. Topart, J.-P. Marielle, A. Vernon, M.-F. Boyer, C. Tinti (rediff.).
*Un industriel de Ville-d'Avray, au bord de la faillite, est condamné pour meurtre, à la suite d'une machination. Il s'évade, fait fortune en Amérique et revient, quinze ans plus tard, en France, pour se venger et être réhabilité.*
*Mélodrame fin de siècle, habilement adapté par Jean-Louis Bory – grand connaisseur de la littérature populaire – d'un roman de Jules Mary et traité dans le style flamboyant de Riccardo Freda.*
**22 h 25 Journal.**
**22 h 55 Prélude à la nuit.**
*Récital Shlomo Mintz (violon) : pièces musicales arrangées par F. Kreisler.*

### FRANCE-CULTURE

**7 h 2**, Matinales : Le livre du mois ; médecins sans frontières en Afghanistan ; le star system ; moins cinq, avec J.-P. Peter.
**8 h**, Les chemins de la connaissance : Castes et classes : le regard occidental : à 8 h 32, Ulysse parmi nous : Ulysse et la mer ; à 8 h 50, L'étoile et son berger.
**9 h 7**, La matinée des autres : Garçon prémié lot, Tifi dézième lot (île Maurice), par J. Maunick.
**10 h 45**, Etranger mon ami : « Lent retour », de Peter Handke.
**11 h 2**, Musiciens français contemporains : Jean-Louis Petit.
**12 h 5**, Agora : « L'esprit au long cours », avec A. Medam.
**12 h 45**, Panorama : Actualité de la province.
**13 h 30**, Libre parcours variétés.
**14 h**, Sons : Maison ma mère, par J. Pivin.
**14 h 5**, Un livre, des voix : « le Jardin des disparus » ; « les Deux Visages de janvier », de P. Highsmith.
**14 h 47**, Le monde au singulier : Marina Horak, pianiste tchèque.
**15 h 30**, Les points cardinaux : La durée du travail dans les pays industrialisés.
**16 h 30**, Micromag.
**17 h**, Roue libre : Ibn Battuta.
**17 h 32**, Le Festival de Bourges.
**18 h 30**, Terreurs, merveilles et frissons d'autrefois : « le Voleur de cadavre », d'après R.-L. Stevenson.
**19 h 25**, Jazz à l'ancienne.
**19 h 30**, Sciences : Regards sur les sciences humaines, par P. Thuillier.
**20 h**, Dialogues : L'âge des masses ? Avec P. Bourdieu et S. Moscovici.
**21 h 15**, Musiques de notre temps : La musique électro-acoustique, avec M. Chion.
**22 h 30**, Nuits magnétiques : Cinéma.

### FRANCE-MUSIQUE

**6 h 2**, Musiques du matin : Œuvres de Schubert, Scarlatti, Haydn, Weber.
**8 h 7**, Quotidien-Musique.
**9 h 6**, D'une oreille l'autre : Œuvres de J. Brahms, Mozart, Schutz, Messiaen, Schubert.
**12 h**, Musiques populaires d'aujourd'hui.
**12 h 35**, Jazz : Booker Little
**13 h**, Opérette : « La Périchole », d'Offenbach.
**14 h 4**, Boite à musique : Œuvres de White.
**14 h 30**, Les enfants d'Orphée.
**15 h**, Pablo Casals : De l'archet à la direction d'orchestre : œuvres de Beethoven, J. Brahms, Mozart.
**17 h 20**, Repères contemporains.
**17 h 30**, Les intégrales : Isaac Albéniz, l'œuvre pour piano.
**18 h 30**, Studio-Concert (en direct du studio 106) : Œuvres d'Ives, Taranu, Messiaen, par les solistes de l'Ensemble 2 E 2 M.
**19 h 38**, Jazz : Les irréfutables (ténors).
**20 h**, Premières loges : Œuvres de Massenet, Ponce, Rachmaninov, J. Strauss fils, par J. Janson, ténor.
**20 h 35**, Opéra (en simultané avec TF 1) : « Tannhauser », de Wagner, par l'Orchestre et les chœurs du Festival de Bayreuth (voir distribution à TF 1).
**23 h 30** La nuit sur France-Musique : Jazz-Club.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## TROISIÈME AGE

### Livres et revues

**A l'occasion de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, décidée par les Nations unies, de nombreux ouvrages ou revues ont consacré un numéro spécial aux problèmes de personnes âgées.**

● Dans *Vivre ou survivre ? Les centres d'hébergement pour personnes âgées*, Marcel Drulhe, sociologue, analyse, à partir de sa région Midi-Pyrénées, l'hébergement collectif en France des personnes âgées, les particularités et le fonctionnement de ces établissements ainsi que les relations établies entre les pensionnaires et le personnel et la vie sociale menée à l'intérieur de ces maisons.

★ *Vivre ou survivre ? Les centres d'hébergement pour personnes âgées*, Marcel Drulhe-Centre régional de publications de Toulouse, éditions du C.N.R.S., 15, quai Anatole-France, 75007 Paris, 180 pages, prix : 68 F environ.

● *Gérontologie et société* publie la deuxième partie d'un double numéro consacré aux innovations. Après *Innovations, coordination, activités, créativité des personnes âgées*, voici *Hébergement, services : des formules nouvelles*. Après une introduction de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, intitulée *Innover pour ajouter de la vie aux années*, la revue expose des expériences tentées dans des appartements d'accueil, des centres d'accueil à la journée, des maisons de retraite, mais elle explore, aussi l'action menée par les caisses de retraite et celle de la Mutualité sans oublier les politiques étrangères.

★ *Gérontologie et société, Hébergement, services : des formules nouvelles*, Cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, numéro 20, avril 1982, 207 pages, prix : 55 F le numéro. Fondation nationale de gérontologie, 49, rue Mirabeau, 75016 Paris. Tél. 525-92-80.

● Le Groupe familial a choisi de *« centrer ses thèmes sur les personnes très âgées, quatre-vingts ans et plus »* et de *« faire parler ces personnes, leurs familles tout autant que les travailleurs sociaux, les médecins et les sociologues »* dans ce numéro intitulé *Vivre et travailler avec les personnes (très âgées)*.

★ *Vivre et travailler avec les personnes (très) âgées*. Le groupe familial-revue de la Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs, 4, rue Brunel, 75017 Paris. Tél. 380-29-00. Numéro 95, avril-juin 1982, 96 pages, prix : 33 F.

● *Gérontologie 82* — titre avec optimisme *Vivre vieux-vivre mieux* et propose trois grands thèmes : « Vieillir » — la philosophie du vieillissement, les besoins de la personne âgée, etc., « Vieillir en France », la situation *aujourd'hui, le point sur la gériatrie*, etc., et « Vieillir dans le monde ».

*Gérontologie 82 — Vivre vieux-vivre mieux*, numéro 42, avril 1982, édité par l'Association Les Amis de la revue gérontologie, 14, passage Duguesclin, 75015 Paris. Tél. 734-64-63.

● *La Vie*, dans un hors série *Quand nos parents vieillissent*... veut *« aider à mieux faire face au défi de la solidarité entre génération »* afin de construire *« un monde où parents et enfants ne seraient pas un problème mais une joie »*. Il aborde tour à tour les choix possibles : *« le rêve : vieillir chez soi », « et s'ils venaient vivre à la maison ? »* puis l'hébergement collectif, *« leur trouver une place digne »*.

★ *La vie — Quand nos parents vieillissent*... Hors série numéro 13, avril 1982, prix : 12 F, 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17. Tél. 766-01-86.

● *Santé du monde*, le magazine de l'Organisation mondiale de la santé, avec son numéro *Redonner vie à la vieillesse*, publie une série d'articles de réflexions sur le vieillissement dans le monde, ses aspects sociologiques, philosophiques et médicaux.

★ *Santé du monde, Redonner vie à la vieillesse*, numéro février-mars 1982, O.M.S., avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse. — C. G.

**L'IERFAS** (Institut d'études de recherches de formation en action sociale) organise, les 9, 10 et 11 juin 1982, sur les thèmes « L'attitude face à la mort » et « L'accompagnement des mourants », des journées d'études et de réflexion destinées aux personnes confrontées aux problèmes de la mort.

★ **Renseignements : IERFAS, 52, rue Madame, 75006 Paris. Tél. : 222-80-15.**

### FORMATION PERMANENTE

**TRAVAIL DU BOIS.** — Le Centre des arts et techniques appliqués (CATA) reprend, à l'intention de toute personne intéressée par le travail du bois, ses cours d'initiation, formation et perfectionnement le mercredi soir, de 18 heures à 21 heures. Menuiserie, ébénisterie, tournage, sculpture, marqueterie, vernis, restauration de meubles anciens.

★ **121, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : 371.61.43.**

### JEUNESSE

**JOBS DE VACANCES.** — Le Centre information jeunesse et l'ANPE de Boulogne-Billancourt proposent aux jeunes désireux de travailler pendant l'été, des emplois pour les vacances. S'adresser au C.I.J. de Boulogne, 102, boulevard Jean-Jaurès, le mercredi 9 juin, toute la journée.

### LOISIRS

**LA LÉGISLATION DE L'AUTO-STOP.** — Le ministère de la justice indique, dans un de ses derniers bulletins d'information, à propos de l'auto-stop, que cette façon de voyager est *« parfaitement légale, sauf sur les autoroutes où l'auto-stop est formellement interdit »*.

Que se passe-t-il en cas d'accident, ajoute le ministère ? L'assurance de responsabilité civile, qui est obligatoire, se substitue au conducteur pour indemniser intégralement l'auto-stoppeur blessé, même si l'automobiliste a commis une faute. Toutefois, la responsabilité du conducteur n'est pas couverte en cas : de défaut de permis de conduire, d'absence d'assurance obligatoire, de fausse déclaration sur les accidents occasionnés avant la souscription du contrat, d'accidents volontairement provoqués.

Dans ce cas, l'auto-stoppeur blessé doit alors se retourner directement contre l'automobiliste pour pouvoir être indemnisé.

*Mais l'indemnisation n'est pas* intégrale, si l'auto-stoppeur a lui-même accepté un risque, en prenant place par exemple dans une voiture visiblement en mauvais état, ou surchargée, ou conduite par une personne en état d'ébriété ou encore s'il a refusé de mettre la ceinture de sécurité.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
André Laurens.

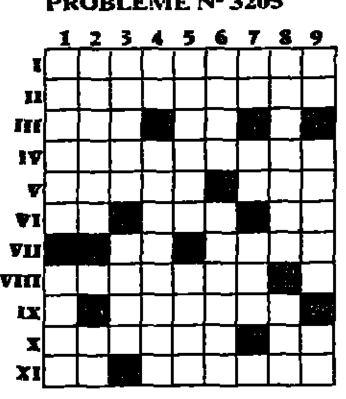



*Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration*

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 3205**




**HORIZONTALEMENT**

I. Versé dans une langue qui, selon Boileau, brave l'honnêteté. — II. Représentation très colorée. — III. Parleur autant brillant qu'inintelligible. Divinité. — IV. Poignée pour la main et poignant pour le cœur. — V. Gertrude ou Karl. Corps mou. — VI. Préposition. Présentation succincte d'une série d'articles indéfinis. Article contracté. — VII. Excellence parmi les bonneurs. Heureux, sûrement : bienheureux peut-être. — VIII. Donne un souffle non recommandé à certains coureurs. — IX. Caisses de retraite. — X. Ses chenilles sont loin d'être papillons. Pratiques. — XI. Participe passé. Jamais larges chez des personnes serrées.

**VERTICALEMENT**

1. Ensemble d'impressions sur lesquelles Voltaire a plus de succès que Racine. Moment précis où les mistigris cessent d'être gris. — 2. Peuvent être de rigueur à la caserne et facultatifs dans le quartier. Participe. — 3. Grandissait encore Cyrus le Grand. Patrie d'un marin qui perdit la Boussole. — 4. En France. Bien que venant de l'Est, ce n'est pas un « rouge ». — 5. Avancent résolument ou piétinent lamentablement. Disciple d'Homère. — 6. Epreuve d'un test psychologique. Libanais que l'on peut trouver en scierie. — 7. L'agrément des Napolitaines. Deux lettres pour une enveloppe. Grand du Sud qui s'est mesuré avec un Grant du Nord. — 8. Cercle fréquenté par un illustre philosophe. Produit des perles sans valeur. — 9. Préposition. Famille de « singes ». Soutane blanche ou chemises noires.

**Solution du problème n° 3204**

*Horizontalement*

I. Puritain. Gibets. — II. Inaliénable. Sue. — III. Cil. Tri. Runes. — IV. Opiniâtre. Avare. — V. Rani. Tiens. No. — VI. Erg. Hia. Navigue. — VII. Reus. Ote. Cirées. — VIII. Ebonite. Or. — IX. Avril. Varron. Es. — X. Vé. Rageusement. — XI. Artères. Ail. — XII. Ria. Go. Aspre. Ré. — XIII. Issoudun. OE. Dés. — XIV. Ems. Eetion. Oise. — XV. See. Suture.

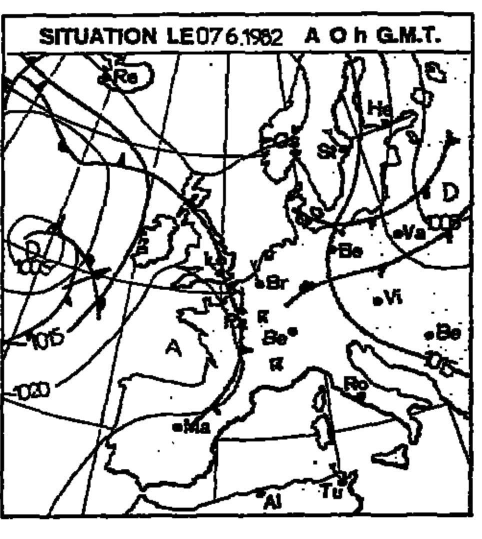
*Verticalement*

1. Picorer. Avaries (cf. « fesse »). — 2. Unipare. Vérisme. — 3. Ralinguer. Tasse. — 4. Il. Ni. Sbire. — 5. Titi. Olargues. — 6. Aération. Géode. — 7. Initiatives. Ut. — 8. Na. Ré. Etau. Anis. — 9. Brenn. Erses. Ou. — 10. Glu. Sac. Ré. Pont. — 11. Iéna. VI. Ombre. — 12. EV. Irone. Or. — 13. Essanger. Na. Die. — 14. Tu. Roue. Etirés. — 15. Séné. Esus. Lésés.

GUY BROUTY.



## MÉTÉOROLOGIE




PRÉVISIONS POUR LE 8.6.1982 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

**Evolution probable du temps en France entre le lundi 7 juin à 0 heure et le mardi 8 juin à 24 heures :**

A l'arrière de la zone orageuse s'évacuant vers les régions de l'est, la hausse du champ de pression sur la France atténuera l'activité d'une nouvelle perturbation abordant l'ouest du pays mardi.

Des orages se produiront encore mardi, le matin du nord-est aux Alpes et à la Corse. L'après-midi, cette zone orageuse, se décalant vers l'est, se limitera au Jura, aux Alpes et à la Corse. Sur toutes ces régions, le temps sera toujours très chaud.

A l'ouest du pays, c'est une zone très nuageuse accompagnée d'ondées éparses qui affectera la Bretagne, puis la Normandie, le Maine et l'Anjou. Les températures y seront en légère baisse.

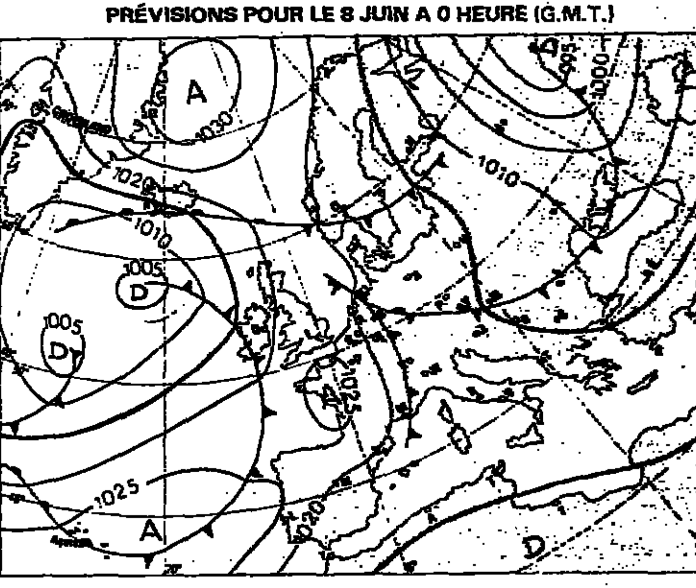
Sur toutes les autres régions françaises, des nuages bas et des brouillards locaux du matin feront place à un temps encore chaud, ensoleillé, avec des nuages passagers.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 7 juin à 7 heures de 1 020,2 millibars, soit 765,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 juin ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 juin) : Ajaccio, 25 et 15 degrés ; Biarritz, 18 et 15 ; Bordeaux, 23 et 13 ; Bourges, 27 et 15 ; Brest, 16 et 7 ; Caen, 24 et 14 ; *Cherbourg*, 21 et 12 ; *Clermont-*Ferrand, 27 et 13 ; Dijon, 28 et 16 ; Grenoble, 30 et 13 ; Lille, 27 et 15 ; Lyon, 29 et 17 ; Marseille-Marignane, 28 et 16 ; Nancy, 28 et 16 ; Nantes, 28 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 28 et 17 ; Pau, 20 et 15 ; Perpignan, 25 et 20 ; Rennes, 25 et 14 ; Strasbourg, 29 et 16 ; Tours, 28 et 14 ; Toulouse, 29 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 15 degrés ; Amsterdam, 27 et 14 ; Athènes, 27 et 17 ; Berlin, 28 et 17 ; Bonn, 25 et 16 ; Bruxelles, 27 et 17 ; Le Caire, 30 et 19 ; îles Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 16 et 12 ; Dakar, 28 et 23 ; Djerba, 17 et 8 ; Genève, 26 et 12 ; Jérusalem, 24 et 14 ; Lisbonne, 23 et 13 ; Londres, 26 et 15 ; Luxembourg, 25 et 15 ; Madrid, 27 et 17 ; Moscou, 26 et 15 ; Nairobi, 25 et 13 ; New-York, 16 et 13 ; Palma-de-Majorque, 25 et 16 ; Rome, 28 et 15 ; Stockholm, 14 et 4 ; Tunis, 28 et 18 ; Tozeur, 35 et 23.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*




## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 9 JUIN**

« Paris et son urbanisme présentés aux enfants », 14 h 30, sous l'Arc de Triomphe, Mme Colin.

« Musée-jardin Paul-Landowski », 15 heures, 15, rue Max-Blondat, à Boulogne, Mme Bouquet des Chaux.

« La ville-jardin d'Ivry », 15 heures, métro Mairie-d'Ivry, M. Guillier.

« Eglise romane de Deuil », 15 heures, garde de Deuil-la-Barre, Mme Pennec.

« Musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné, Mlle Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Peinture florentine du seizième siècle », 15 heures, musée du Louvre (Approche de l'art).

« Courbet et le réalisme », 11 heures, musée du Louvre, Victoire de Samothrace (Mme Caneri).

« Saint - Germain - des - Prés », 15 heures, porche de l'église (Mme Hager).

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, métro Pont-Marie (Mme Hauller).

« Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (P.-Y Jaslet).

« Palais de justice », 15 heures, grille, boulevard du Palais (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Ile de la Cité », 14 h 30, Pont-Neuf, statue de Henri IV (Mme Romann).

« Les catacombes », 14 h 30, 2 bis, place Denfert-Rochereau (Tourisme culturel).

« Synagogue de la rue des Rosiers », 14 h 30, 3, rue Malher (Le vieux Paris).

## CONFERENCES

**MERCREDI 9 JUIN**

19 heures : Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, docteur J. Donnars : « Les pièges de la vie intérieure » (Université populaire de Paris).

19 h. 30 : 5, rue Largillière, Mme B. Ludwig : « Découvrir le Mexique » (Nouvelle Acropole).

19 h. 30 : 26, rue Bergère, Père H. Biondi : « Intuitions de Teilhard présageant la fin du monde » (L'homme et la connaissance).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 6 juin :

DES DÉCRETS

● Relatif au Haut Conseil du secteur public.

● Relevant le montant maximal de la rente des anciens combattants et victimes de guerre et des anciens militaires titulaires de reconnaissance de la nation ou de la carte du combattant.

● Portant publication de l'accord pour la délimitation de la frontière entre la France et l'Espagne à l'intérieur d'un tunnel transpyrénéen.

● Relatif à l'aide spéciale à la modernisation de la petite hôtellerie du grand Sud-Est.

**Le Monde**

**Service des Abonnements**
**5, rue des Italiens**
**75427 PARIS - CEDEX 09**
**C.C.P. Paris 4207-23**

**ABONNEMENTS**

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE-D.O.M.-T.O.M. | 273 F | 442 F | 611 F | 780 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 533 F | 962 F | 1 391 F | 1 820 F |
| ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 313 F | 522 F | 731 F | 940 F |
| II. — SUISSE, TUNISIE | 386 F | 667 F | 949 F | 1 230 F |

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

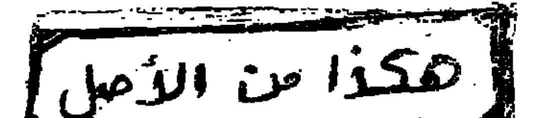
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.









Le Monde
ECONOMIE

1 174 156 ADHÉRENTS EN 1980

# La chute des effectifs syndiqués à la C.G.T.

**Les débats qui traversent depuis quelques années la C.G.T. sont relativement connus. Les mutations qu'elle subit depuis une décennie le sont moins. Celles-ci sont pourtant profondes : des baisses d'effectifs plus importantes que celles officiellement annoncées, une audience qui décroît régulièrement, et une chute constante du pourcentage de sections syndicales affiliées. Que représente donc aujourd'hui la C.G.T. dans le mouvement syndical ? D'où viennent ses difficultés, et son déclin doit-il être considéré comme irréversible ? M. Jacques Kergoat, sociologue, livre ci-dessous les résultats étonnants de son enquête.**

A la veille de son quarante et unième congrès, qui s'ouvre le dimanche 13 juin à Lille, la C.G.T. a publié les chiffres officiels de ses adhérents depuis 1977. Ce faisant, elle a très honnêtement reconnu une baisse sensible de ses effectifs. Cette baisse, est-il dit, *« ne peut être isolée des conséquences de la crise, de la casse industrielle, de l'accroissement très important du chômage, de la précarisation de l'emploi et de la répression patronale (...). Les campagnes anticommunistes et anticégétistes n'ont pas été sans répercussion auprès d'un certain nombre de travailleurs et de syndiqués. »* (*Le Peuple*, n° 1 130.) Une analyse des informations régulièrement fournies par le *Courrier confédéral — 250* — permet une évaluation plus précise de cette évolution, et notamment de suivre les avancées et les reculs des effectifs département par département. Au niveau global, comme on le voit avec le tableau ci-dessous, le décompte présente quelques différences avec les chiffres officiels publiés sur plusieurs années.

### ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA C.G.T.

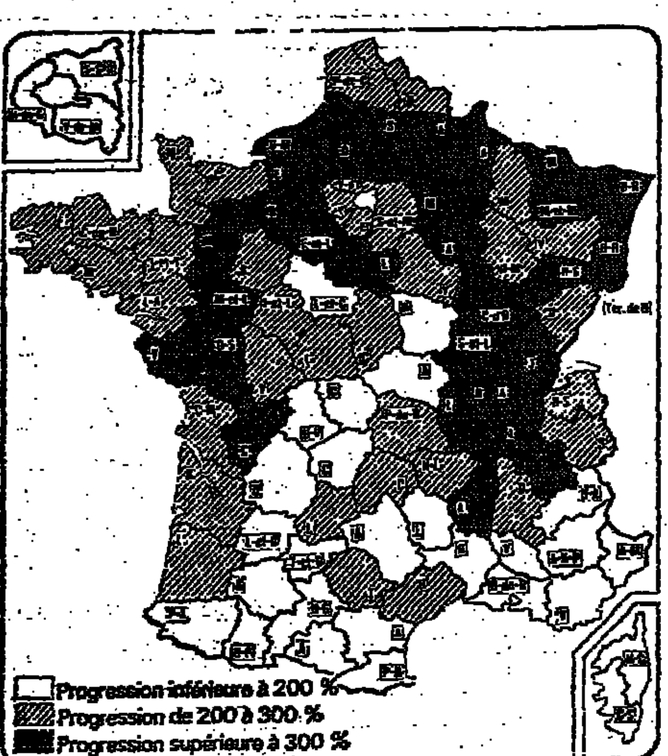
| Chiffres officiels (1) | | Chiffres estimés |
|---|---|---|
| 1968 | 2 031 504 | |
| 1969 | 2 301 543 | |
| 1970 | 2 333 056 | |
| 1971 | 2 327 627 | |
| 1972 | 2 318 129 | 1 381 358 |
| 1973 | 2 339 857 | 1 768 239 |
| 1974 | 2 342 811 | 1 719 369 |
| 1975 | 2 377 551 | 1 888 388 |
| 1976 | 2 350 118 | 1 692 804 |
| 1977 | 2 232 055 | 1 719 245 |
| 1978 | 2 192 862 | 1 491 691 |
| 1979 | 2 071 163 | 1 459 215 |
| 1980 | 1 918 583 | 1 174 156 (2) |

(1) Il s'agit des syndiqués actifs et retraités, ces derniers étant estimés à 284 208 en 1980.

(2) En juillet 1980, M. Charpiot, secrétaire de la fédération des officiers de la marine marchande, faisait déjà état de 1 200 000 membres (*le Monde* du 6 octobre 1981).

Perte inférieure à 30 %
Perte de 30 à 35 %
Perte supérieure à 35 %

Évolution des effectifs de la C.G.T. par département de 1973 à 1980.




Évolution du nombre des demandes d'emploi non satisfaites, de mars 1974 à 1980

La première de ces différences est bien entendu que les chiffres ainsi obtenus sont nettement inférieurs à ceux publiés par la confédération. Mais d'autres divergences apparaissent. Ainsi, la progression des effectifs en 1973 n'apparaît pas dans les chiffres officiels. Les années 1979 et 1980 ne sont pas non plus traduites de la même manière. Selon les chiffres du *Courrier confédéral*, les pertes en 1979 ne sont que de 2,18 %, alors que l'évaluation officielle les porte à 7,37 %. Et, inversement, les pertes réelles de 1980 sont de 19,84 %, alors qu'elles sont estimées à 5,54 % seulement dans les chiffres donnés par la confédération. Tout cela mérite quelques explications.

Dans quelle mesure les conséquences de la crise économique expliquent-elles l'affaiblissement de l'audience et des effectifs de la C.G.T. ?

A première vue, la courbe de l'évolution des effectifs de la C.G.T. n'a que peu de chose à voir avec celle du chômage. Une comparaison département par département permet une analyse plus fine. Incontestablement, il existe des zones de recoupement : c'est le cas pour l'Alsace, la région Champagne-Ardennes et la Haute-Normandie. Encore faut-il se garder de toute interprétation mécanique : ce n'est pas seulement la « casse » et la diminution des emplois industriels qui expliquent ici la diminution des effectifs syndicaux. Entrent aussi en ligne de compte l'amertume des luttes perdues et des fermetures d'entreprise qu'on n'a pu empêcher, la réflexion parfois critique sur la stratégie syndicale et l'incapacité — qui n'est pas propre à la C.G.T. — à organiser les chômeurs.

Mais, surtout, la comparaison de ces deux cartes rend inadéquate dans beaucoup de régions l'explication de la baisse des effectifs par la situation économique. Ainsi, la forte croissance du chômage dans la région Rhône-Alpes, dans le Poitou-Charentes et dans une partie des Pays de la Loire n'entraîne pas une baisse similaire des effectifs. Et la chute des adhérents est par contre particulièrement sensible dans des zones où, toutes proportions gardées, le taux d'augmentation du chômage est plus faible que sur l'ensemble de l'Hexagone. C'est le cas dans la région parisienne, en Auvergne et dans le Limousin. Il convient donc de rechercher des explications complémentaires.

## Rupture de l'union de la gauche et division syndicale

Attardons-nous sur les années 1979 et 1980. Nous avons déjà remarqué que la courbe des effectifs reconstituée à partir du *Courrier confédéral* ne coïncidait pas avec la courbe des effectifs officiels. Or, cette période n'est pas n'importe laquelle pour la C.G.T. : c'est à la fois la période de la rupture de l'union de la gauche et celle de son quarantième congrès. Il convient en effet de rappeler qu'il n'y eut pas ici de synchronisme entre l'attitude prise par le P.C.F. au plan politique et celle de la C.G.T. au plan syndical. C'est plus d'un an après que le P.C.F. a entamé le processus de rupture de l'union de la gauche, au moment même où la division politique bat son plein, que se tient le quarantième congrès. Georges Séguy y lance la proposition d'un pacte national d'unité d'action avec la C.F.D.T. (*le Peuple*, 1er décembre 1978) et fait adopter l'idée de campagnes de syndicalisation communes. Et ce n'est qu'à partir de décembre 1979 que la C.G.T. commence à dénoncer le rôle de la C.F.D.T. et des autres syndicats *« réformistes »* dans le *« consensus voulu par la droite »*, appréciation qui culminera avec le texte de juin 1980 sur *« l'unité d'action »*, où la C.F.D.T. est accusée, au même titre que les autres centrales syndicales, *« d'insérer progressivement l'activité syndicale dans le cadre de la gestion de la crise pour le plus grand profit du patronat »*. Les chiffres des effectifs peuvent donc se lire de plusieurs manières.

Les pertes les plus sensibles se font dans l'année 1979 ; l'année 1980 marque *« le ralentissement de la baisse »* et *« la tendance au redressement »* : selon les chiffres officiels, c'est quand la C.G.T. tentait encore de réaliser l'unité d'action que ses pertes auraient été les plus sensibles. Les quelques éléments *« unitaires »* et *« démocratiques »* contenus dans le quarantième congrès auraient en fait jeté le trouble dans l'organisation, lui auraient fait perdre son identité, auraient détourné d'elle des travailleurs qui ne voyaient plus sa spécificité comme organisation *« de classe et de masse »*. C'est seulement quand elle a à nouveau parlé son propre langage, quand elle a su se démarquer clairement des syndicats qui voulaient le consensus social, que la C.G.T. a pu retrouver son audience et enrayer la chute de ses effectifs.

Mais c'est une autre histoire, sans doute plus proche de la réalité, qu'indiquent les chiffres reconstitués à partir du *Courrier confédéral*. La chute brutale des effectifs en 1978 est au contraire enrayée en 1979 : les conséquences du quarantième congrès seraient donc positives en ce qui concerne le recrutement. Et la diminution des effectifs reprend en 1980, concomitante avec le cours plus « isolationniste » qu'imprime alors Henri Krasucki, concomitante aussi avec la division syndicale qui s'affirme et avec le soutien sans faille de la C.G.T. au programme du candidat du P.C.F. aux élections présidentielles.

JACQUES KERGOAT.

(*Lire la suite page 19.*)

## Les avantages acquis

Le patronat italien vient de s'attaquer à un tabou, en dénonçant le dernier accord — conclu en 1975 — sur l'échelle mobile des salaires. Déplorant les tergiversations gouvernementales, la Confindustria a justifié son attitude : *« Nous n'exportons pas des bavardages. »* De fait, les industriels estiment que le mécanisme d'indexation des revenus sur les prix entretient et accélère l'inflation, au détriment de la productivité des entreprises, sans compter que, sous sa dernière forme, il impliquait un tassement de la hiérarchie des salaires.

Après le sommet de Versailles, l'heure paraît plutôt être à la rigueur. Il est difficile d'esquiver les contraintes de la crise qui met un nombre croissant d'entreprises en difficulté. Chaque pays en fait tôt ou tard l'expérience. Partout on s'efforce de serrer le coût de la main-d'œuvre et d'éliminer les rigidités, ce qui conduit à remettre en cause — fait naguère inimaginable — les avantages acquis.

Ainsi, lors de la dévaluation de son franc, fin février, la Belgique suspendait l'indexation des salaires sur le coût de la vie. En mars, le puissant syndicat ouest-allemand de la métallurgie acceptait un recul — prospectif — du pouvoir d'achat de ses membres, ce que faisaient à leur tour, fin avril, les représentants de la fonction publique. Aux Etats-Unis, de grands syndicats — transports routiers, automobile, compagnies aériennes et métallurgie — renonçaient à des avantages salariaux, en échange d'une garantie de l'emploi. Cependant, le réalisme syndical peut aussi favoriser la décélération des prix.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, la France faisait jusqu'à maintenant cavalier seul. Toutefois, afin d'introduire des habitudes de modération, il est actuellement question que la hausse des salaires devance l'augmentation des prix au lieu de la corriger. On pense par ce moyen combattre l'inflation, mais aussi, quoi qu'on le dise moins, améliorer la situation des entreprises en réduisant la part revenant aux salariés. Mais un tel souci, pour ne pas être stérile, doit s'inscrire dans un ensemble global de discipline économique.

M. B.

# Taiwan veut développer ses échanges avec l'Europe

*Les autorités de Taiwan poursuivent leur offensive commerciale en direction de l'Europe. Plus que jamais, elles ont le souci d'équilibrer leurs échanges encore principalement axés sur le Japon et les Etats-Unis. Question d'indépendance économique. Question d'indépendance politique aussi. Le premier ministre, M. Sun Yun-Suan, s'en est expliqué devant un petit groupe de journalistes européens : développer les relations commerciales avec les pays occidentaux, c'est imposer une meilleure idée de la Chine, étant entendu que pour M. Yun-Suan, il n'en existe qu'une où se pratique la libre entreprise. De l'autre côté du détroit de Formose, sur le continent — ce que l'on veut bien appeler à Taiwan la Chine communiste par opposition à la République de Chine, — on vit une situation aberrante, véritable défi au tempérament chinois, individualiste avant tout,* soulignera avec force M. Yun-Suan. *A Taiwan, on met en avant les valeurs familiales. Cependant, pour aussi individualiste qu'il soit, le Taiwanais ne répugne pas à la marche en groupe, de l'école à l'usine, en passant par les organisations de jeunesse.* « Il est parfois difficile de distinguer un étudiant d'un militaire », *dira en plaisantant un observateur français établi à Taipeh. Cela ne veut pas dire pour autant que l'on sente peser sur l'île les rigueurs de la loi martiale.* « Nous la maintenons, *expliquera le premier ministre,* parce que nous devons prendre des mesures pour interrompre toute tentative de subversion communiste, mais la loi martiale, l'avez-vous vue dans la rue ? » *Rien n'est plus paisible, en effet, qu'une rue de Taipeh quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit. C'est une foule souriante et rieuse qu'on y côtoie en permanence. La loi martiale est plutôt faite pour contrer toute velléité d'opposition politique, voire pour juger et exécuter dans les cinq jours un voleur qui aurait tiré sur les policiers. La Chine nationaliste militarisée n'est plus celle que l'on montre en priorité aux visiteurs. De Quemoy et de ses cinq cent mille soldats retranchés, nous ne verrons rien. En revanche, du nord au sud, nous avons vu ce qui se fait de mieux en matière industrielle. Autres temps, autres mœurs, et d'aucuns préféreront sans doute cette guerre économique à tout autre conflit armé.*

## Des positions à prendre pour l'industrie française

CELUI qui veut concurrencer les Japonais a besoin d'une base en Asie ; quelle meilleure base aujourd'hui que Taiwan ? L'ancien président de China Steel Corporation, devenu ministre des affaires économiques à Taipeh, M. Chao Yao-Tung se présente avec fougue, non comme un politicien, mais comme un homme d'affaires chargé de faire des bénéfices et d'investir. Il résume en quelques phrases tous les entretiens que nous pourrons avoir au cours de notre visite dans l'île.

Taiwan passe de l'état de pays en voie d'industrialisation à celui de pays industrialisé. Fini le textile bon marché : on laisse ça aux voisins immédiats qui peuvent encore profiter des bas salaires. A Taiwan, « on a toujours des ouvriers dociles, des ouvriers habiles mais plus de bas salaires », affirme un directeur d'usine qui veut nous persuader que tout a bien changé sous le soleil du Pacifique. Et c'est vrai que les statistiques officielles font état de courbes ascendantes en matière de rémunérations, en même temps que le chômage continue d'être parfaitement inexistant (1,4 % de la population active).

### La seconde famille

Ces données cependant sont loin de rendre compte de la situation et du comportement des salariés dans un pays où bien peu de choses se passent comme ailleurs. M. Alban Young, directeur de France Asia Trade Promotion Association (Association française pour le développement du commerce en Asie) fournit à ce titre des précisions intéressantes. Fin 1981, le salaire mensuel moyen calculé sur treize mois, s'élevait à 15 521 NT, soit à peu près 2 500 F (1 new taiwan dollar équivaut à 6 F environ). Les charges sociales varient entre 10 % et 15 % selon les sociétés, attendu que chacune d'elles détermine l'importance de la protection sociale qu'elle entend accorder. Cela peut aller jusqu'à la construction d'un hôpital réservé aux salariés de l'usine. La plupart des entreprises pratiquent le système de l'intéressement qui peut représenter un mois de salaire en supplément, voire un accroissement de 50 % du total des revenus en fin d'année.

En revanche — que les tenants du maintien des droits acquis se bouchent les yeux — si la situation économique le justifie, on arrête la progression des salaires, on les diminue au besoin et, dans les cas extrêmes, on en diffère le versement !

FRANÇOIS SIMON.

(*Lire la suite page 18.*)

# Taiwan veut développer ses échanges avec l'Europe

*(suite de la page 17)*

On nous citera le cas d'ouvriers d'une fonderie qui ont attendu *neuf mois* avant de recevoir à nouveau leur fiche de paye. Ils ont tenu le coup du fait que, comme pour 75 % des usines de l'île, ils étaient pour la plupart logés et nourris et du fait que les Chinois continuent de pratiquer la solidarité familiale à outrance. *Précisément, l'entreprise* est une seconde famille qu'il n'est pas question de mettre en péril, qu'il faut soutenir même de toutes ses forces.

M. Bernard Lengrand, directeur de l'agence de la Société générale à Taipeh, raconte comment il a dû exposer à certains de ses employés les difficultés qu'il rencontrait en raison du mouvement de grève qui paralysait les activités de la banque en France. Il a dû surtout leur expliquer ce qu'était une grève, pour s'entendre répliquer avec indignation : « *Alors, ils sont contre leur entreprise.* » Le droit de grève est bien reconnu dans la Constitution, mais il ne saurait être appliqué en raison de la loi martiale en vigueur... depuis qu'a été promulguée la Constitution. En tout état de cause, il apparaît que les ouvriers taiwanais n'ont nullement l'intention de recourir à ce moyen d'action.

Pas de SMIC, des salaires diminués ou différés à l'envi, un *syndicat* unique *dont tout* le monde s'accorde à reconnaître qu'il sert à inaugurer les expositions de chrysanthèmes, la durée du travail fixée par entreprise variant de quatrante-quatre à cinquante heures (durée au-delà de laquelle on paye en heures supplémentaires), des congés payés — toujours selon les entreprises — qui vont de cinq à dix jours par an en fonction de l'ancienneté (un direc*teur, qui offre quinze jours de* congés annuels après cinq ans d'ancienneté, nous a prié de n'en pas faire état...). Tels sont les résultats d'un consensus « à la chinoise » dont plus d'un patron capitaliste doit rêver.

Au demeurant, c'est sans vergogne que M. Staneski, directeur de l'usine Grundig implantée à Khohsiung, un port du sud de l'île, énumère ces avantages. Bien qu'ils aient pratiquement doublé depuis 1977, les salaires restent quatre fois inférieurs à ceux pratiqués en Europe. Ses mille neuf cents ouvrières travaillent quarante-huit heures par *semaine sur cinq jours* et l'absentéisme y est totalement méconnu. Elles sont d'une habileté manuelle confondante, opérant des deux mains contrairement à leurs homologues allemandes. Aussi n'a-t-il fallu que trois semaines pour les former, alors que l'on avait prévu deux mois. Le syndicat ? « *Jamais vu* », dit-il en éclatant de rire. « *Le temps manque pour s'occuper des revendications,* poursuit-il. *De toute façon, les salaires sont bons quand les affaires marchent.* » Grundig fabrique par an cent *cinquante mille postes* de télévision en noir et blanc et en couleur qu'il réexpédie vers l'Europe. M. Staneski considère Taiwan comme la meilleure place pour obtenir des composants. Son usine est installée sur l'une des trois zones de franchise (export processing zone) que comporte l'île. Ses ouvrières y sont logées sur place, en cités-dortoirs, celles-ci abritant quelque quatre mille cinq cents personnes. Une solution qui paraît bien acceptée... jusqu'au jour du mariage. Mais on sait patienter, à Taiwan, avant de prendre femme ou *mari*.

## Une zone pour les industries de haute technologie

Dans le même port se trouvent les aciéries ultra-modernes de China Steel Corporation et l'im*portant chantier* naval de China Shipbuilding Corporation où neuf mille personnes sont employées pour la fabrication de cargos lourds et de pétroliers. Là, on voit la vie en rose, avec des carnets de commandes remplis pour deux ans. Quant à l'avenir, il est symbolisé par la zone réservée aux industries de haute technologie inaugurée en décembre 1981 à Hinshu, ville du Nord cette fois puisqu'elle est située *à 70 kilomètres de Taipeh*. La zone, qui commence à fonctionner, regroupe une main-d'œuvre qualifiée et s'articule autour de deux universités en sciences et techniques, d'instituts de recherche, et de l'institut national de technologie. Des avantages importants sont offerts aux industries qui voudraient s'installer à Hinshu.

## Des domaines à exploiter

Car la Chine nationaliste a *sa stratégie*. Elle veut non seulement devenir un pays industriel à part entière, mais encore développer sur son territoire les techniques de pointe. Sauter une génération du développement en quelque sorte. Une raison supplémentaire en tout cas pour s'af*franchir de la tutelle des Etats-*Unis et de la dépendance du Japon. Les Taiwanais ne cachent pas qu'ils se sont sentis comme pris en tenaille sur le plan économique par ces deux pays et que le secours doit leur venir de l'Orient, quelle que soit la distance.

Depuis plusieurs années, ils multiplient les invites auxquelles ont répondu en premier les Allemands de l'Ouest et les Néerlandais. La France, empêtrée dans ses mauvaises habitudes, dès lors qu'il s'agit de commerce extérieur, a pris dix ans de retard. Son absence sur le terrain lui a fait manquer quelques beaux *contrats* notamment celui de la quatrième centrale nucléaire que mettent en chantier les Taiwanais. « *Alors que derrière une centrale, on vend beaucoup de choses* », fait remarquer M. Young. D'autres domaines seraient à exploiter, notamment celui des transports... *Encore faut-il s'y* mettre, car la concurrence est vive dans ce coin du Pacifique. Les plus hardis ne songent pas seulement aux importants marchés de l'Indonésie, de la *Malaisie* ou des Philippines, voire à celui du Japon. Ils lorgnent, comme tous les pays industriellement avancés du Sud-Est asia*tique, vers l'immense continent* chinois et ses innombrables habitants. Imaginer que la Chine puisse s'éveiller au monde de la consommation et ne pas se trouver alors à la porte de ce marché fabuleux leur donne des cauchemars.

Les industriels français, quant à eux, semblent dormir tranquilles. En tout cas, ils ne se précipitent pas vers ce paradis asiatique ou ne s'y installent que précautionneusement. Peugeot d'abord, et Renault pour l'année prochaine ont signé des accords de coopération ; le premier compte fabriquer 1 000 véhicules *par mois, et le second* compte y produire principalement la R-9. Mais ni l'un ni l'autre ne se sont mis sur les rangs pour la mise en chantier de l'usine nationale que veut voir construire le ministre des affaires économiques, et qui produira 200 000 véhicules par an. *La partie se jouera donc* entre Nisan et Toyota. Moins timide, Rhône-Poulenc semble prendre le bon chemin et fabrique certains produits chimiques, quand il *ne procède pas* à des transferts de licence, par l'entremise de sa filiale Fa Tai Chemicals Co Ltd.

## Une mission du C.N.P.F.

*Restent les banques. La société* Générale et Paribas ont aujourd'hui pignon sur rue à Taipeh. Indispensable, dit M. Lengrand, car les Chinois *savent qu'aucun Européen ne* va dans un pays où il ne retrouverait pas sa banque bien à lui. Pour cet homme qui connaît parfaitement l'Asie du Sud-Est (il a été en poste à Tokyo), Taiwan s'impose à tous égards. Il vante l'intelligence et la rapidité des Taiwanais, *la* stabilité évidente du régime et la très haute qualité de la main-d'œuvre. Selon lui, ce pays, déjà riche, ne cherche pas à devenir *une place financière*, ses habitants sont, par nature, des commerçants et des industriels qui veulent rencontrer des commerçants et des industriels.

Deux événements auront marqué sur ce point l'année 1982 en ce qui *concerne* la France. Il y aura, du 30 novembre au 3 décembre, une semaine technique à laquelle participeront une centaine de firmes françaises. Il y a eu surtout, en février dernier, une mission *industrielle composée de 17* industriels, de 3 banquiers et du directeur général de l'Union des fabricants qui s'est rendu de Paris à Taipen sous la houlette du C.N.P.F. La composition de la délégation montre le souci du patronat de s'intéresser à un certain nombre de projets, puisqu'il y avait là des représentants de Creusot-Loire (Framatome), Fives-Cail Babcock (construction de ports), Stein *Heurtey* (aluminium et acier), Degrémont (stations d'épuration), Sofreta (transports urbains), Thomson (télécommunications), Alsthom Atlantique (équipements électriques et matériel ferroviaire), Jeumont-Schneider (équipements électriques) et Elf-Aquitaine (notamment pour les lubrifiants).

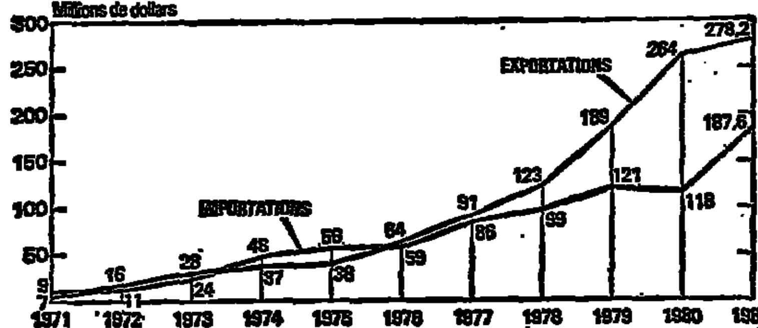
Les délégués français ont multiplié les entretiens et les visites d'entreprises. Ils ont pu mesurer la *différence qu'il y avait entre* ces déplacements lointains et une implantation permanente. De petite part en petite part de marché à conquérir, la France a bien des *atouts pour* renforcer ses échanges avec Taiwan (elle ne représente pas plus de 1 % du total) et reste déficitaire). Le moment paraît d'autant mieux venu que la Chine nationaliste poursuit avec opiniâtreté son mouvement de résistance à la pénétration japonaise. M. Chen, vice-ministre des affaires étrangères, ne le cache pas : « *C'est vrai que mon gouvernement a dit aux entreprises qu'il souhaitait voir réduire le déficit de ses échanges avec le Japon.* » Au demeurant, le ministre des affaires économiques a, le 13 *février dernier*, décidé d'interdire les importations de 1 533 produits de *consommation* d'origine japonaise.

Pour impressionnant que soit ce chiffre, il ne représente toutefois que 4 % des achats de Taiwan au Japon. Cependant, les industriels taiwanais *ont été* renforcés *dans leur conviction* de l'inconvénient qu'il y avait à s'en tenir à un seul fournisseur. Peu de *temps* après la mise en place de ces mesures protectionnistes, un *coup* d'arrêt était donné aux importations japonaises de camions et autocars. Renault Véhicules industriels, qui a modestement vendu une soixantaine de véhicules de ce type (40 autobus et 20 camions), a là une carte à jouer. En 1981 Taiwan a importé 8 500 véhicules de plus de 3 tonnes. Plus de 99 % ont été fournis par les Japonais, qui, nul ne saurait en douter, vont venir en masse négocier des accommo*dements aux restrictions*, faisant jouer la loi de la présence sur le terrain.

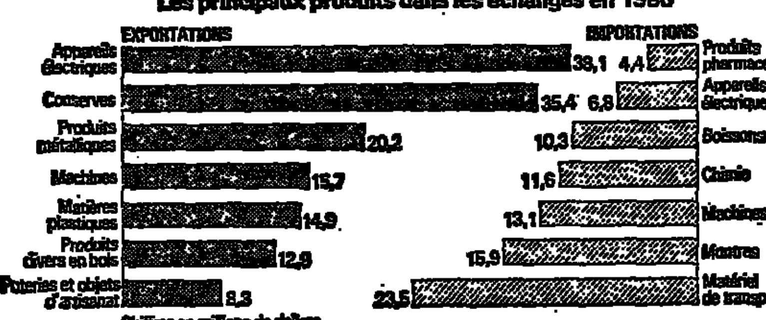
Pour certains observateurs, l'échec de *Framatome*, dans le contrat de la centrale nucléaire, tient essentiellement à un défaut de pugnacité, face à des Américains plus qu'entreprenants. Dans le Sud-Est asiatique, les places fortes sont établies à Hongkong, à Singapour, en Corée du Sud et, bien évidemment, à Tokyo. On n'y traite pas les affaires avec de simples courbettes.

FRANÇOIS SIMON.

**TAIWAN ACHÈTE MOINS QU'IL NE VEND À LA FRANCE**




**Les principaux produits dans les échanges en 1980**




Chiffres en millions de dollars

# Le grand bond en avant

L'ÉCONOMIE *taiwanaise a marché* à grands pas. Cette petite île de 394 kilomètres de long sur 120 de large, tout encombrée de hautes montagnes, se prend à *défier les pays industrialisés*. Elle n'a pourtant que dix-huit millions d'habitants, mais ceux-ci ont vu leur niveau de vie augmenter régulièrement. Aujourd'hui, chaque foyer a *l'électricité* et son *poste* de télévision ; 98 % d'entre eux ont un réfrigérateur, 87 % une machine à laver le linge, 84 % le téléphone... et 9,21 % une automobile. Pourtant, quand les *prix* des matières *premières* augmentent (le cas des chocs pétroliers), le taux de croissance annuelle reste bien au-dessus de ce que peuvent espérer les pays occidentaux. Ainsi la croissance, qui avait été de 8,27 % en moyenne de 1953 à 1959, est montée à 9,15 % *de 1960 à 1969*, s'est élevée encore à 10,09 % de 1970 à 1979 et n'a été *ramenée* qu'à 6,08 % en 1980 *et* en 1981.

En trente ans, le revenu national *brut* est passé de 1,33 milliard à 46,20 milliards de dollars. Dans le *même temps, l'indice de production* industrielle était multiplié par 43. En 1952, l'agriculture était la base de l'économie : elle fournissait près de 36 % du revenu national brut, *tandis que la part de l'industrie* n'atteignait pas 18 %. En 1981, la part de l'industrie était de 50,6 %, celle de l'agriculture tombant à 7,4 %. Loin de s'établir sur des rentes de situation, l'industrie taiwanaise va se modernisant à vive allure, sous la pression d'un gouvernement qui, sans intervenir dans la gestion des entreprises, incite au développement de la haute technologie, de l'industrie électronique, de *l'industrie chimique, des appareils* de précision, de la recherche, etc.

C'est *bien évidemment*, *l'important* développement de l'industrie qui a fait que les rapports se sont inversés. L'agriculture est restée prospère grâce à une réforme agraire *originale et — ce qui est rarement* le cas — réussie. La loi de 1953 a eu un double effet : d'une part elle a donné la terre à ceux qui la cultivent (en limitant le droit de *propriété à 3 hectares*), d'autre part, elle a contraint les anciens propriétaires fonciers dûment indemnisés à investir. Ceux-ci ont reçu l'intégralité du prix de vente sous deux formes : 30 % en parts d'entreprises d'Etat et 70 % en bons de marchandises. Beaucoup, quant à *faire, se sont transformés* en industriels. En dépit d'un accroissement limité des surfaces cultivables, l'indice général de la production agricole a augmenté en trente ans de *181 % et le rendement à l'hectare* a plus que doublé.

## Le meilleur acheteur

On a assisté à un transfert constant des travailleurs de l'agriculture vers l'industrie et à une augmentation régulière des femmes au travail, qui sont aujourd'hui 2 311 000 contre 4 588 000 hommes.

Taiwan, qui, *en* 1952, *voyait le* pourcentage des produits agricoles dans les exportations s'élever à *91,9 %*, le voit tomber aujourd'hui à 7,8 %, tandis que le pourcentage des produits industriels *passait de* 8,1 % à 92,2 %.

En ce qui *concerne les importa*tions, le pourcentage des biens de *consommation est revenu de 19,9 %* du total en 1952 à 6,1 % en 1981. Celui des biens de production s'élevant de 14,2 % à 25,7 %.

L'année dernière, les Etats-Unis restaient le meilleur acheteur de Taiwan avec un volume de 8,16 mil*liards de dollars, soit 36,1 % du* total des exportations qui s'élevaient à 22,6 milliards de dollars, le Japon venant ensuite avec 11 %. L'ensemble de l'Asie du Sud-Est repré*sente 16,8 % du total et l'Europe* 12,8 %. Le Japon vient en tête des pays fournisseurs avec 28 % du total, sa proximité géographique l'avantageant pour le prix du trans*port des marchandises. Il est suivi* par les Etats-Unis (22,5 %) et le Proche-Orient (20 %), pourcentage qui correspond essentiellement aux ventes de pétrole.

Afin d'attirer les capitaux étrangers, le gouvernement de Taipeh a *promulgué en 1960 un code pour* l'encouragement des investissements. En 1981, le montant cumulé des investissements des étrangers et des Chinois d'outre-mer s'est *élevé* à 3,114 *milliards* de dollars, les industries électroniques et électriques en recueillant la meilleure part (43,16 % *du total*).

Taiwan continue de faire appel aux capitaux étrangers pour développer principalement l'industrie lourde, *l'automatisation*, *les métaux* de base, les équipements pour les communications routières et pour assurer le programme énergétique. Le plan quadriennal (1982-1985) prévoit un taux de croissance moyenne annuelle en termes réels de 8 %, le revenu national brut *devant atteindre 60,99 milliards* de dollars en 1985

# La chute des effectifs syndiqués à la C.G.T.

*(suite de la page 17)*

Les pertes d'effectifs par département, de 1979 à 1980, fournissent d'autres indications. La perte d'audience de la C.G.T. n'est pas due pour l'essentiel à la progression du chômage ; son recul commence à gagner le sud de la France — une zone géo-politique dont le vote à gauche constitue une des données de la carte électorale française. Sans doute faudra-t-il attendre de pouvoir dépouiller les effectifs de 1981 pour voir si cette tendance s'est confirmée. A première vue cependant, la C.G.T. semble avoir là subi le contrecoup de la politique peu unitaire qui fut la sienne à partir de la fin de l'année 1979.

### Un électorat qui se modifie

Au-delà des effectifs, il y a l'audience. Telle que la traduisent les élections professionnelles, il est connu que celle de la C.G.T. est en baisse régulière depuis plusieurs années. Mais ce que l'on sait moins, c'est que l'évolution des résultats de la C.G.T. est profondément différente d'une catégorie socio-professionnelle à l'autre. Dans le premier collège, qui regroupe les ouvriers et les employés, la baisse de ses résultats est continue, à l'exception d'une brève remontée en 1971. Elle passe ainsi, de 1968 à 1978 (c'est-à-dire pour le corps électoral votant les années paires) de 55,6 % à 44,9 % (soit une perte de 19,24 %). Pour les années impaires, elle passe, de 1967 à 1979 de 51,5 % à 40,3 % (soit une perte de 21,92 %).

Par contre, dans le second collège, qui regroupe les techniciens, les ingénieurs et les cadres, c'est une progression sensible des résultats de la C.G.T. qui apparaît : de 1968 à 1978, elle passe ainsi de 16,8 % à 22,8 % (soit une progression de 35,71 %) et, de 1967 à 1979, elle passe de 15,8 % à 18 % (soit une progression de 13,92 %). Cette tendance à la hausse semble certes s'être inversée depuis les années 1974 et 1975. Mais il reste que les pertes électorales subies par la C.G.T. dans la dernière décennie sont quasi exclusivement le fait de son électorat le plus populaire. Certes, la C.G.T. reste encore, et de loin, la confédération syndicale la plus influente dans le collège des ouvriers et des employés. Il semble bien, cependant, que son image de marque « prolétarienne » s'étiole d'année en année, et la distingue de moins en moins des autres confédérations.

L'image de la C.G.T. a toujours été accolée à celle d'une présence massive dans les grands centres industriels, à la « forteresse ouvrière » de Billancourt, voire à des situations de monopole syndical, comme dans le Livre ou dans les ports et docks. C'est là une idée largement erronée. Non que la C.G.T. ne dispose effectivement de solides bastions. Mais la réalité de sa force vient tout autant de sa présence dans une série de petites entreprises, où elle est bien souvent le seul syndicat représenté.

Du point de vue du pourcentage de sections syndicales que regroupe chaque confédération, la situation quasi hégémonique qui était la sienne tend là aussi à être battue en brèche. En 1969, elle affiliait ainsi 46,26 % des sections existant sur le territoire. En 1978, elle n'en affilie que 39,85 %. Mais le constat varie selon la taille de l'entreprise. Dans les entreprises de plus de mille salariés, le taux de sections syndicales affiliées à la C.G.T. baisse de 10,37 % entre 1972 et 1978. Il baisse encore plus nettement (12 %) dans les entreprises qui ont entre trois cents et mille salariés. Mais cette baisse est beaucoup moins sensible dans les petites entreprises : 3,70 % dans celles qui ont entre cent cinquante et trois cents salariés, 5,08 % seulement dans celles qui ont entre cinquante et cent cinquante salariés. Ce résultat est d'autant plus significatif qu'il est évidemment plus courant de voir s'effondrer une section syndicale dans une petite entreprise — où il suffit souvent du départ d'un animateur — que de la voir disparaître dans une grande entreprise, où l'encadrement syndical est plus étoffé et où les difficultés se traduisent plus naturellement en pertes d'effectif. Le constat, en tout cas, n'est pas dénué d'intérêt : la C.G.T. regroupe encore aujourd'hui près de 45 % des sections syndicales existant dans les petites entreprises.

Faut-il partager l'optimisme de la direction confédérale, qui annonce d'ores et déjà un redressement en 1981 ? Il vaut mieux, dans ce domaine, être extrêmement prudent. Car, depuis la fin de l'année 1980, événements et prises de position se sont accumulés qui ne semblent guère avoir favorisé le recrutement, ni élargi l'audience : cela va de l'Afghanistan à la Pologne, en passant par les ambiguïtés de l'élection présidentielle.

Visiblement, c'est dans les grandes concentrations ouvrières, là où il y a mémoire ouvrière collective, confrontation syndicale et débat d'idées, que la C.G.T. a le plus chèrement payé la caution qu'elle a apportée à la division politique et la part qu'elle a prise à la division syndicale. Reste le poids considérable qu'elle continue d'exercer dans les petites et moyennes entreprises. Qu'apparaisse demain un mouvement général de syndicalisation, et la C.G.T dispose là de structures d'accueil qui pourraient lui permettre d'en engranger les bénéfices. Ce ne serait pas la première fois : déjà, au lendemain de mai 1968, c'est par ce biais, bien plus que par le recrutement dans ses bastions, qu'elle avait pu développer ses effectifs. Et, bien sûr, la décision du Parlement d'autoriser la création de sections syndicales dans les entreprises de moins de cinquante salariés renforce encore l'enjeu que peuvent représenter les petites entreprises.

En tout état de cause, l'ensemble de ces problèmes pèsera sur le quarante et unième congrès. Les plus lucides des dirigeants confédéraux savent bien que la baisse en effectifs et en influence ne peut s'expliquer uniquement par le contexte économique. C'est la ligne syndicale qui est en cause. Les dirigeants de la C.G.T. ont maintes fois prouvé qu'ils n'étaient pas dépourvus de capacités d'adaptation. Mais, pour répondre aux difficultés que connaît aujourd'hui la grande confédération ouvrière, il faudra plus qu'un changement de ton.

JACQUES KERGOAT.

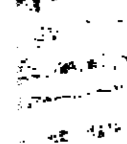
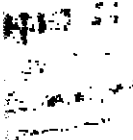
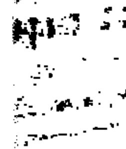
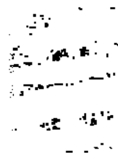
## La méthode d'évaluation

*Le Courrier confédéral* est une publication ronéotée de la Confédération, destinée aux responsables des fédérations et des unions départementales. Le « secteur organisation » y publie chaque semaine, département par département, la liste des adhésions recueillies par les unions départementales depuis le début de l'année et précise en regard le pourcentage que représentent ces adhésions par rapport aux effectifs précédemment recensés pour chaque département. Une règle de trois permet de retrouver ces effectifs.

Selon la C.G.T., les informations fournies par le *Courrier confédéral* sont « parcellaires », les renseignements donnés par département sur les nombres d'adhésions n'étant que « fragmentaires ». La vraie base de calcul, selon la C.G.T., est celle des cotisations versées : la masse de celles-ci, divisée par un nombre moyen de timbres mensuels pris par les syndiqués, permet de connaître les effectifs de la Confédération.

Selon d'autres indications, cette méthode, si l'on retenait dix timbres par adhérents, aboutirait au résultat de un million trois cent mille ; selon le nombre de timbres retenus les effectifs seraient compris entre un million trois cent mille et un million six cent mille ; quel que soit le chiffre, il ressort que la C.G.T. a perdu quatre cent mille syndiqués en trois ans.



ENTRE VENTS ET MARÉES

# Le risque d'entreprendre et l'assurance

LA seule certitude actuelle des entreprises est... que les risques encourus augmentent. Aux Etats-Unis, où l'on parle d'une amélioration de la situation économique, plus de six mille entreprises ont fait faillite pendant le premier trimestre de 1982 et chacun s'accorde à reconnaître qu'il s'agit d'un « rythme record depuis 1930 ». En France, les données ne sont, toutes proportions gardées, guère meilleures, et les polémiques qui entourent la publication par l'INSEE de statistiques globales ne sont pas rassurantes. Si la création de déséquilibres dans la gestion publique est préoccupante, c'est surtout parce qu'il s'agit de vulnérabilité s'insérant dans un système économique plus critique que jamais.

## Le plus grand procès en dommages-intérêts

Dans sa conception traditionnelle, l'économie d'entreprise distingue deux sortes de risques : les risques dits « purs », incendie, explosion, catastrophe naturelle, etc., qui peuvent interrompre ou parfois arrêter définitivement une activité, et les risques d'« entrepreneur » relevant de décisions en matière d'investissements, de production, de recherche, de marketing, prises dans l'intention d'atteindre un objectif de profit. Il est admis que les premiers peuvent être assurés, et les autres généralement pas.

Mais ce point de vue évolue actuellement pour de multiples raisons. La première est que les fameux « risques purs » sont de plus en plus nombreux et importants, et qu'ils se trouvent impliqués avec les « risques d'entreprise ». Après le naufrage de la plate-forme d'Ekofisk, en mer du Nord, il a été reproché aux compagnies exploitant le pétrole *offshore* de n'avoir prévu que... 25 millions de dollars pour couvrir les risques de pollution. La collision des deux avions des compagnies K.L.M. et Panam, à Ténérife, en 1977, a donné lieu au plus grand procès en dommages-intérêts de l'histoire, les plaignants réclamant 2 milliards de dollars au nom des familles de trois cent six victimes californiennes. Un déploiement de force du même genre a lieu à Chicago où se plaide ces derniers mois le dossier de la dernière « marée noire » des côtes bretonnes. Les entreprises s'assurent elles-mêmes en faisant des réserves et des provisions à des niveaux de plus en plus haut ; mais elles s'assurent aussi auprès des compagnies d'assurances qui partagent à plusieurs les gros risques, et celles-ci se réassurent elles-mêmes auprès d'organismes de réassurances, l'Etat jouant partout le rôle de la statue du Commandeur intervenant en dernier ressort, si nécessaire.

Deux indices traduisent bien l'augmentation des risques en tous genres encourus dans les sociétés modernes. D'abord le montant des polices d'assurances souscrites dans le monde progresse, en valeur réelle, à un rythme beaucoup plus rapide que le P.N.B., surtout depuis le début des années 70. La spécialisation des tâches a rendu les systèmes et les individus de plus en plus interdépendants. La centralisation, voire les nationalisations et les augmentations d'échelles en général, ont le même effet. Le coût économique de la criminalité, par exemple, progresse à grande vitesse, bien plus que proportionnellement à l'augmentation du nombre des délits, en raison de la vulnérabilité des systèmes qui se trouvent perturbés. Toutes les sortes d'incidents ont aujourd'hui des conséquences plus graves qu'autrefois parce qu'ils entravent le fonctionnement de réseaux solidaires. C'est le cas des catastrophes naturelles. Il en est de même d'actions de paralysie comme les grèves, même lorsqu'elles sont de peu d'envergure, si elles sont appliquées en des points névralgiques. Le coût économique des dommages indirects produits par l'utilisation de systèmes informatisés pourrait, d'après certaines études, atteindre dans une dizaine d'années quelque 6 milliards de dollars par an... Des colloques sont organisés pour envisager, heureusement vainement jusqu'à présent, ce qu'il adviendrait en cas de cataclysme nucléaire, civil ou militaire.

## De nouveaux spécialistes

Le second indice de l'importance croissante du « facteur risque » dans la vie des entreprises est la multiplication et l'augmentation du rôle des « risk managers » chargés d'en étudier les implications et de préconiser des parades. Ce ne sont plus des cadres subalternes comme l'étaient précédemment ceux qui étaient chargés de la simple gestion des polices d'assurances. Ils sont souvent devenus, comme à la British Steel Corporation, chez Seagrams ou Esso, de précieux adjoints du directeur financier. Et dans de nombreux cas leurs fonctions s'élargissent, cette spécialité ayant donné naissance à une « race » spéciale de gestionnaires particulièrement bien adaptés aux périodes de crise parce que prêts à raisonner en termes de pertes potentielles qu'il faut limiter et non seulement en termes de profits à maximiser comme cela se fait plus traditionnellement avec de moins en moins de bonheur. De ces analystes dépendent parfois aujourd'hui la conception même de la production, le choix de l'implantation des usines et des techniques utilisées, etc., surtout dans les industries où les problèmes de sécurité ou de pollution sont grands.

## Justifications

Dans un tel contexte, il est intéressant de constater que l'Association internationale pour l'étude de l'économie de l'assurance, dans une série d'études qu'elle vient de publier sur la gestion des risques d'entreprise (1) observe : « *Un des effets de la complexité croissante de la société industrielle et l'une de ses principales caractéristiques ont été que, de toute évidence, durant ces dernières décennies, les risques purs et les risques d'entrepreneurs se conditionnent de plus en plus étroitement les uns les autres.* » Et le secrétaire général de cette association, M. Orio Giarini, suggère qu'il serait fructueux de lier systématiquement l'analyse des uns et des autres. La question de la couverture du risque d'entreprise par des compagnies d'assurances se trouve ainsi presque posée dans le monde de l'assurance internationale alors qu'elle était tabou jusqu'ici dans l'univers de la libre entreprise où le « risque de l'entrepreneur » constitue l'une des justifications de ses prises de bénéfices capitalistes.

En France, on sait que des projets de couverture des risques d'entreprises par des systèmes d'assurance à l'échelon national sont suggérés depuis des années, et constamment repoussés, aujourd'hui comme hier, leurs promoteurs étant considérés par les instances officielles comme des farfelus. A l'heure où le nombre des entreprises en difficulté menace de devenir une catastrophe nationale, un système de police d'assurance basée sur les prévisions de compte d'exploitation des sociétés aurait pourtant de multiples avantages. Il éviterait d'abord à l'Etat de se trouver sans cesse en première ligne dans des sauvetages plus ou moins bien venus aux conséquences politiques délicates. Il permettrait des interventions systématiques plus précoces et plus discrètes pour préconiser des plans de redressement. Il rationaliserait ce qui est fait actuellement d'une manière empirique, puisque ce sont les créanciers qui, en fait, font les frais des cessations de paiements, se retrouvant parfois eux-mêmes en difficulté... Jusqu'à présent le seul système d'assurance sur les résultats d'exploitation qui fait exception à la règle s'applique au commerce à l'étranger.

## Une occasion à ne pas manquer

Il a montré qu'il était viable et prouvé, notamment à l'occasion de l'affaire d'Iran, qu'il était judicieux. Pourquoi n'en serait-il pas de même s'il était étendu à l'échelle nationale ? Peut-être permettrait-il d'éviter un sinistre national de faillites en chaine qui ne peut pas être exclu actuellement. Mais les compagnies d'assurances françaises gagnent trop d'argent aujourd'hui avec des produits routiniers traditionnels pour s'intéresser à une telle problématique.

Les banques, quant à elles, ont trop peur de perdre les « sur-taux d'intérêt » qu'elles imposent aux entreprises à hauts risques pour leur fournir l'oxygène des crédits qu'elles réclament : c'est de là, et non des firmes en position de force, qu'elles tirent leur rentabilité. Toutes rassurent assez la direction générale des assurances pour qu'elle ne fasse rien.

## Des calculs de probabilités

Mais au train où vont les choses une double occasion aura été manquée : soutenir un produit d'avenir qui pourrait rapidement faire fureur sur les marchés internationaux lorsque les entreprises audacieuses auront fait le calcul comparatif de ce que leur coûtent les risques assumés par des banques qui prennent de larges marges de sécurité et par des compagnies d'assurances dont c'est le métier de faire des calculs de probabilités précis. Car les grandes compagnies d'assurances anglo-saxonnes feront peut-être bientôt les innovations dont les Français auront été les premiers à parler sans les mettre en œuvre, s'il est vrai que, comme le dit M. Orio Giarini, nous entrons dans une société post-industrielle de services qui rend caduque la société industrielle actuelle.

JACQUELINE GRAPIN.

(1) *Studies in risk management*, *Les Cahiers de Genève*, volume 7 numéro 22, janvier 1982 (deux volumes). 18, Chemin Rieu, 1208 Genève.








Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE-D.O.M.-T.O.M. | 273 F | 442 F | 611 F | 780 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 533 F | 962 F | 1 391 F | 1 820 F |
| ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 313 F | 522 F | 731 F | 940 F |
| II. – SUISSE, TUNISIE | 386 F | 667 F | 949 F | 1 230 F |

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

# LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

## ● THÉORIE Z FAIRE FACE AU DÉFI JAPONAIS

William OUCHI

Avant-propos de Henri-Claude de Bettignies.

En économie, l'opinion française croit volontiers à l'existence d'un « truc », sinon d'un miracle ; le titre de cet ouvrage pourrait encore renforcer cette croyance. Il n'en est rien : le livre du professeur Ouchi (de grande vente aux Etats-Unis) ne nous montre pas comment le samouraï a troqué ses deux sabres contre une serviette et une machine à calcul, mais comment peut fonctionner une entreprise, au Japon ou ailleurs.

La performance japonaise ne résulte d'ailleurs ni de l'équipement ni de la qualité du personnel, mais de la gestion, par la méthode Z. Celle-ci a du reste été employée, depuis longtemps, par des entreprises américaines (notamment la General Motors et I.B.M.).

Peut-on d'ailleurs parler de méthode, alors qu'il s'agit plutôt d'un « style » ? Celui-ci peut prendre la forme japonaise (type J) ou occidentale (type A, c'est-à-dire américain, curieusement prédit par Max Weber).

A la lecture des développements sur le personnel pourrait naître l'impression qu'il n'y a pas de relations-confrontations entre le personnel et le chef d'entreprise, mais un important « consensus » (ce terme vague, qui a, de ce fait même, fait fortune aux Nations unies et qui, dans le cas de l'entreprise, pourrait être opposé à l'aliénation). A tout le moins, les bénéfices sont loin d'être considérés comme une fin en soi.

On retiendra, notamment, l'histoire de la montre digitale.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'application pratique avec énumération des diverses phases de la compréhension et de l'exécution. C'est seulement à la phase sept qu'est envisagée la participation du syndicat, ce qui pourrait, en d'autres pays, soulever des difficultés d'autant plus sérieuses qu'est exclu tout contrat avec les syndicats.

Bien séduisante, la stabilité de l'emploi dans le cadre de l'entreprise pourrait cependant poser des difficultés à l'échelle nationale, pour peu que l'économie soit mouvante ; mais cette cause de divergences n'est pas signalée.

La méthode Z devrait, est-il spécifié, caractériser l'entreprise socialiste, en particulier la yougoslave, mais le scepticisme prévaut sur ce point.

Cette théorie Z est-elle vraiment une méthode ou même un style ? N'est-elle pas, plus encore, une culture ?

Bibliographie très sommaire et un peu surprenante, où le dix-neuvième siècle tient une large place.

Bonne traduction de l'anglais par J. Gulod,

★ Interéditions. Paris, 1982. 22 cm. 252 pages. 75 F.

## ● L'ÉCONOMIE MONDIALE EN TROIS DIMENSIONS

Michel COURCIER

Cette marche économique du monde, il la suit dans tous les sens, depuis longtemps, ce pionnier de la comptabilité nationale, puis de la prospective, et, surtout, il l'interroge.

Trois parties, dont la première, description du passé, commence paradoxalement (ou logiquement, peut-être) avec l'an 2000, interversion propre à nous préparer au jeu. *C'est en 1970 que commence la « crise »*, disons le changement d'évolution. Une fois achevé le tour de la planète, nous sommes prêts à voyager dans le temps.

Cette prospective de deuxième partie, qui est aussi l'histoire du groupe d'études, se réalise d'abord avec le modèle Moïse et ses trois moteurs. Jusqu'en 1980, le scénario a, logiquement, mieux réussi pour le PIB que pour l'emploi et la balance des paiements courants.

La troisième partie est d'exploration et, plus encore, de méthode ; en particulier, est analysée la stratégie des grandes firmes et sont présentés quelques outils utiles à la politique (économie française, dialogue Nord-Sud, etc.). Le lecteur souhaiterait, bien entendu, moins de prudence, mais il s'agit, en définitive, moins de prévision que de méthode et de recommandations ; est particulièrement soulignée la fragilité de l'Europe de l'Ouest.

Quelques conclusions pratiques terminent cette consciencieuse présentation, nécessairement très condensée, de toute une vie de recherche.

En annexe, nombreux tableaux.

★ Calmann-Lévy. Paris, 1982. 21 cm. 260 p.

## ● LA CRISE, QUELLE CRISE ? Dynamique de la crise mondiale

Samir AMIN
Giovanni ARRIGHI
André Gunder FRANK
Immanuel WALLERSTEIN

D'entrée de jeu est, selon le rite, innocentée la hausse du pétrole de 1973-1974, pour bien localiser les responsabilités occidentales. Les quatre économistes souhaitent chacun une issue ou, tout au moins, un déroulement plus favorable aux pays pauvres, mais c'est l'analyse des pays riches qui est la plus pénétrante.

Des quatre textes, c'est celui de M. Samir Amin qui nous paraît le plus digne d'attention. De son observatoire de Dakar, il procède à une observation continue, rarement mise en défaut. Il semble cependant ne plus nourrir la même foi en un isolement économique du Sud, appelé volontiers Sud-Sud. La désintégration en cours du tiers-monde ne peut, dit-il, se terminer que par une issue *« nationale et populaire »*, dont le modèle n'est toutefois pas précisé.

Moins au fait des faits, si nous osons dire, A.G. Frank ni I. Wallerstein ne présentent une analyse du même niveau. Tout en faisant tous deux appel à quelque évolution cyclique de Kondratieff, toujours complaisante, ils ne formulent rien de précis ; même la critique de Keynes par Frank eût mérité d'être nuancée. Quant à l'*« issue de la crise »*, qui semble conclure les vues de Wallerstein, elles ne sort guère du bon classique.

De vues assez différentes, G. Arrighi décrit l'évolution de l'hégémonie américaine et formule sur le chômage un diagnostic assez pénétrant, notamment sur les rigidités de l'offre, si naïvement contestée en France. Dans l'ensemble mondial, aucune innovation n'est en vue dans les prochaines années.

Le caractère le plus commun aux quatre auteurs n'est pas tant le manichéisme qu'une indifférence surprenante vis-à-vis des problèmes démographiques ; or, même sur un horizon assez court, la population joue un rôle. Du reste, de façon générale, les chiffrements sont très rares.

Traduction contestable sur quelques points : par exemple, ignorance de l'utilisation du terme ménage en comptabilité nationale.

Regrettons que l'éditeur n'ait pas jugé utile de présenter les auteurs, en nationalité, en âge, en profession.

★ François Maspéro. Paris, 1982. 23 cm. 244 pages.

## ● L'ÉCONOMIE FICTION. CONTRE LES NOUVEAUX ÉCONOMISTES

W. ANDREFF, Annie-L. COT
R. FRYDMAN, L. GILLARD
F. MICHON, R. TARTARIN

Le titre doit évidemment être séparé du sous-titre. C'est un sévère réquisitoire contre les économistes néolibéraux, la cible principale étant M. Lepage et son ouvrage au titre résolument provocant : *Demain, le capitalisme*.

Sans être la meilleure partie de cette analyse critique, l'introduction, anonyme, met en évidence le vide qui a succédé à la période de foi keynésienne.

Professeur à Paris-XI, R. Frydman nous donne un intéressant historique, mais reste dans l'abstrait.

Ce sont les droits de propriété *(usus, usus fructus* et *abusus)* qui sont à la base de l'argumentation de W. Andreff, professeur à Grenoble. La partie la plus digne d'attention concerne la Yougoslavie, et notamment le malthusianisme à l'embauche, qui semble avoir précédé le nôtre. Trop facile, par contre, nous paraît la condamnation de la théorie pour « double non-lieu » et même « utopie », au sens si dilué.

C'est également le droit de propriété, plus que le libéralisme, qui fait la cible de M. Robert Tartarin, maître-assistant à Nantes ; retenons-en surtout l'histoire pittoresque des Indiens Montagnais.

L'adversaire type H. Lepage est encore particulièrement visé par Mme Annie-L. Cot : plus fertile, semble-t-il, eût été une critique sûre de Laffer et de la théorie de l'offre. Texte coulant, plaisant, encore que tendu, où Mandeville, Taylor, Le Corbusier, etc., sont appelés en témoins, mais qui finit dans une abstraction qui se prête aux interprétations les plus diverses.

Le meilleur « parcours » est celui de M. L. Gillard, du C.N.R.S. Certes, sa « Nouvelle théorie du consommateur » nous éloigne quelque peu du Credoc, mais le champ est plus large (une allusion est même faite aux migrations) et le fond plus solide. Ne se laissant jamais enfermer dans son propre jeu, ou s'en dégageant à temps, il accède, de temps à autre, à des pointes d'humour, témoignage indiscutable de maîtrise.

C'est sur le chômage que s'étend surtout, non sans courage, M. F. Michon, mais rien de positif n'en résulte. Par exemple, l'allusion au « labor saving » (pourquoi pas « économie de personnel » ?) ne va pas jusqu'au « déversement » ni aux « circuits de travail » : sans aller jusque-là, une dénonciation claire des rigidités eût permis de mieux conclure que l'esquive finale.

Au bout de cette lecture, de haute tenue, nous nous posons évidemment la question de son efficacité. Sans doute quelques saisies de réalités auraient-elles touché davantage les personnes les plus dignes d'attention, c'est-à-dire les infidèles.

★ François Maspéro. Paris, 1982. 22 cm. 238 pages.

## ● LES LUTTES DE CLASSE EN U.R.S.S. 3e PÉRIODE : 1930-1941 *** LES DOMINÉS

Charles BETTELHEIM

Le grand spécialiste — et partisan — des méthodes de planification, qui a décrit avec tant de conscience l'évolution de l'économie soviétique, n'a pas hésité, par scrupule scientifique, à rectifier ses premiers jugements, lorsque les lumières reçues l'ont conduit à le faire. Poursuivant la série des ouvrages sur la lutte des classes en U.R.S.S., il décrit ici la période si heurtée 1930-1941 et le sort subi par les paysans, par les ouvriers et, de façon plus générale, par les victimes de la répression et de la terreur. La quatrième partie, plus technique, décrit l'évolution économique et l'accumulation du capital, lesquelles conduisent à un capitalisme de type nouveau.

La bibliographie sera donnée dans le prochain numéro, qui sera aussi le dernier de cette remarquable série.

★ Seuil-Maspéro. Paris, 1982. 20,5 cm. 316 pages.

Le Monde

# sports

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS A ROLAND-GARROS

## Le Suédois Wilander succède à Borg

**Il serait déplacé de clamer *« le roi est mort, vive le roi »* pour saluer l'avènement du jeune Suédois Mats Willander dans les Internationaux de France, succédant à Bjorn Borg, victorieux en 1981. *Pour le bonheur de tous les sportifs,* Borg — vingt-six ans hier — est superlativement vivant, et son nom universel, quelle que soit la suite de sa *carrière, est à jamais gravé dans les mémoires.* Le nouveau phénomène du tennis suédois n'aurait pas eu la même réussite durant tout le tournoi, ni la même foi dans la victoire finale si son grand aîné ne lui avait montré la trace en remportant dans ce *même* Central de Roland-Garros son premier titre en 1974 au même âge ou presque.**

**La nouvelle loi du sport confère la gloire à des *adultes précoces dont* l'expérience s'est forgée dès la prime adolescence : il est donc normal que le champion des Internationaux 1982 ait été sacré *l'an dernier champion des juniors.* Mieux encore : à dix-sept ans on se révèle ; à vingt-neuf on est fini. Pour illustrer cette vérité cruelle, Mats Willander a dominé Guillermo Vilas.**

Ce ne fut pas une finale de tennis brillante, où l'attaque est risquée sur tous les points, où les ripostes claquent comme des pétards, ce fut une empoignade sur la ligne de fond qui, sur les quatre heures et demie du match, parut longtemps fastidieuse, mais qui sécrétait, pour les initiés, le mystère des *deux tempéraments* livrés à nu dans des échanges où la balle repassait jusqu'à cinquante fois le filet.

A ce rythme, d'une lenteur étudiée, on aurait cru Guillermo Vilas, renvoyeur au cœur énorme, champion surtitré, trois fois finaliste à Roland-Garros, dont une fois gagnant — en 1977, — on l'aurait cru, ce super-athlète, absolument invincible. C'était négliger, sans vouloir oublier sa magistrale victoire à Monte-*Carlo*, sa *propension* à *gamberger* quand ça se gâte, et le manque de confiance dans ses inspirations de *gaucher* qui l'obligent de consulter en permanence son directeur de conscience, le Roumain Tiriac, auquel le relie un télégraphe optique depuis le premier rang des tribunes.

C'était surtout négliger la condition physique, la maturité et le sens tactique que Mats Wilander avait originellement fait admirer contre un monstre de régularité, le Tchèque Ivan Lendl, puis confirmé devant Jose-Luis Clerc et Vitas Gerulaitis, autres seigneurs du tournoi.

Cette *finale* à retournements, au plein sens du mot, gagnée en quatre sets (1-6, 7-6, 6-0, 6-4) par Wilander, *fut en réalité passionnante.* Durant ces rallyes de longue patience, ont eut cent fois l'occasion de se demander si le « pied-tendre » tiendrait jusqu'à la fin. Au bout de deux heures, quand fut disputé le tie-break du deuxième set, et plus tard, quand le dénouement, poignant, se discerna, les dix-huit mille spectateurs, d'abord réticents, puis surpris, se rendirent compte qu'ils avaient assisté au jeu du chat et de la souris, mais que le gros matou n'était pas celui auquel on pensait.

Posons derechef la captivante question : les grands prédateurs de filet, comme autrefois Patty et, hier encore, Pecci, ou des relanceurs de terre battue dotés d'un arsenal de flèches, à l'image d'un Drobny ou d'un Santana dans le passé, n'auraient-ils pas résolu en un clin d'œil ces longs problèmes de géométrie dans l'espace ? Mais déjà Borg, au sommet de la parabole, avait répondu *péremptoirement.* Reste l'inconnue : John McEnroe, l'autre grand absent, le génie...

### Au fil des jeux

Le soleil était caniculaire — 36 degrés au thermomètre du central — quand, ce dimanche 6 juin, à 14 heures, les deux finalistes tant attendus pénétrèrent sur le terrain. On vit tout de suite au premier set que l'inédit *Wilander* n'était *nullement* décontenancé, ni par l'atmosphère, ni par l'enjeu. Ce fut néanmoins *Vilas qui l'emporta par* 6-1. Et les innocents commencèrent à se dire que son jeu soi-disant amélioré, le nouveau talisman de sa raquette à moyen tamis allaient s'imposer.

Toutefois, au milieu du deuxième set, *on s'aperçut que les initiatives* de Vilas manquaient de mordant, que son service ne délivrait aucun ace et que ses retours ne faisaient jamais le point, en dépit de ses déplacements inlassables sur la ligne de fond et même à la volée. Lorsque Wilander eut remporté cette deuxième manche au tie-break, il fut clair que le jeune Suédois menait sa partie avec la plus vive intelligence, compensant sa lenteur étudiée par des accélérations foudroyantes en coups droits poussés dans les angles, ou bien par des incursions inopinées au filet.

Le troisième set, remporté dans les grondements du tonnerre par le score catégorique de 6-0, confirmait ces observations. C'est au quatrième set que les chances chavirèrent tout à fait. Vilas avait mené 2-0 sans que *Wilander, transpirant à peine,* perdît son sang-froid. Après que les jeux se furent égalisés à deux partout, une bataille d'usure forcenée se déroula entre les deux hommes pour la conquête du commandement. Ce fut l'occasion de remarquer que le déplacement latéral de Wilander était toujours aussi sobre et équilibré — il paraissait par moments presque arrêté sur ses deux pieds, — tandis que les jambes si véloces de Vilas, éprouvées par tant de courses d'avant en arrière, *notamment sur les lobs judicieusement* liftés, s'alourdissaient. Vilas prit quand même ce jeu essentiel. *Mais, bientôt, Wilander* égalisait, puis menait à son tour par 4-3.

Vilas, au prix d'un effort terrible, *conquit encore le service* adverse par un jeu blanc, remettant le score à quatre partout : mais il ne parvint pas à aller chercher une amortie au jeu suivant, et, dès lors, on sut qu'il était perdu, pire, qu'il était mort.

Wilander, sans s'énerver, continua avec lucidité les longs échanges pour user l'Argentin jusqu'à la corde. Un magnifique contre-pied à la volée lui permettait de mener 5-4. Là, au service, Wilander passait carrément à l'attaque : deux volées gagnantes, un ace — 40-0, trois balles de match. Une balle dehors : 40-15. Enfin, un dernier coup de raquette, un *seul*, percuté à fond *dans l'angle* mort : 6-4.

Sous des ovations frénétiques, le Viking *blond lève les deux bras* en l'air : il a rejoint Borg au seuil de sa légende !

**OLIVIER MERLIN.**

AUTOMOBILE

## Watson (McLaren) vainqueur dans la confusion à Detroit

***Detroit. — Parti en dix-septième position,* le Britannique John Watson (McLaren), qui avait déjà gagné cette saison le Grand Prix de Belgique *à Zolder, a pris, dimanche 6 juin,* la première place du Grand Prix de Detroit devant l'Américain Eddie Cheever (Talbot-Ligier) et le Français *Didier Pironi* (Ferrari). C'est avec la J.S.-17, dont on pensait qu'elle ne se produirait plus sur un circuit que l'écurie française a fait sa première bonne opération de la saison..**

**Alain Prost, le plus rapide aux essais, et René *Arnoux (Renault turbo)* ont dû abandonner à la suite de problèmes de pompe à injection. Prost perd sa première place au classement du championnat du monde des conducteurs au profit de Watson.**

(De notre envoyé spécial)

M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), aime à dire qu'un Grand Prix de formule I est une manifestation à grand spectacle qui débute le vendredi par des essais libres, se poursuit le samedi par des essais de qualification et se termine le dimanche par une apothéose que constitue la course. Le bon déroulement de la compétition sportive mais aussi les investissements que réclame une épreuve de formule 1 exigent que les organisateurs, les constructeurs et les pilotes respectent les termes d'un contrat qui les lie tous.

Le président de la FISA prendra-t-il des sanctions contre les organisateurs du Grand Prix de Detroit qui n'ont pas tracé, en temps voulu, un circuit sur lequel les coureurs puissent *piloter leurs monoplaces* dans des conditions raisonnables de sécurité ? Prendra-t-il aussi des sanctions *contre les responsables* de la FISA qui sont venus homologuer le circuit et l'ont trouvé, semble-t-il, à leur convenance ?.

Le pouvoir sportif, si sourcilleux envers les pilotes, n'est pas aussi *rigoureux* quand il s'agit de ses propres carences..

Paradoxalement, M. Bernie *Ecclestone, patron* de la *Formula* one Contructor Association » (FOSA) et de l'écurie britannique Brabbham, n'était pas très satisfait de l'organisation. Pour une fois, les pilotes n'ont pas fait les frais de la colère des dirigeants de la FISA et de la FOCA. A peine arrivés dans la capitale de l'automobile, ils se sont rendus sur le circuit et l'ont parcouru à pied. A son retour, Alain Prost dénonçait principalement *« le manque de profondeur des échappatoires, l'insuffisance du nombre de pneumatiques destinés à atténuer les chocs »*. Didier Pironi demandait que des *modifications soient* apportées *sur le circuit* et *obtenait notamment* que certains murets soient reculés de plusieurs mètres et que des pneumatiques de protection soient ajoutés ; enfin, que les échappatoires soient approfondies.

Tout ce travail, sur un circuit qui n'était pas terminé, devait pourtant obliger les organisateurs à annuler les essais privés et les premiers essais libres. Les pilotes se sont ainsi contentés de « tourner » une seule fois, samedi, pour des essais qualificatifs. *La deuxième séance,* qui a eu lieu l'après-midi, ayant été contrariée par des chutes de pluie.

*Au volant de sa Brabbham* à moteur B.M.W. turbocompressé, le Brésilien Nelson Piquet, champion *du monde,* classé à la vingt-huitième place, faisait les frais de ces essais écourtés. C'était l'une des conséquences de l'inexpérience des organisateurs. Si certains pilotes soulignaient les dangers du circuit, d'autres s'étonnaient que en cas d'accident, deux camions-grues (1) seulement aient été prévus pour dégager la piste, qui ne comportait *pas moins de vingt virages,* ce qui impliquait que l'un de ces véhicules pénètre à ce moment-là sur le circuit. *Les organisateurs n'avaient pas* d'autre solution que d'arrêter la course en cas d'incident. Ce qui arriva après six tours, alors que la voiture de l'Italien Patrese, après avoir « tapé » le rail, prenait feu.

### Deux départs

Interrompu pendant une heure, le Grand Prix de Detroit faisait l'objet d'un deuxième départ. Les écarts qui avaient été enregistrés après six tours de course étaient maintenus. Alain Prost repartait avec les trois secondes d'avance qu'il avait sur le *Finlandais Rosberg. Son épopée* prenait fin au vingt-deuxième tour, au moment où, dans un virage, il était doublé par Rosberg, dont la manœuvre audacieuse faillit se terminer dans les décors. Le Finlandais s'installait en tête. Talonné par Pironi, Watson, Landa et Cheever, il cédait la première place au Britannique qui, officiellement pourtant, n'occupait pas alors la tête de la course, compte tenu des écarts enregistrés au moment où elle avait été arrêtée. Ce fut fait plus tard quand Watson *eut grignoté la vingtaine de secondes* qui le séparait de Rosberg.

Outre la défaite de Renault, le fait du jour reste le comportement remarquable de la Talbot-Ligier conduite par Eddie Cheever. A vingt-quatre ans, l'Américain confirme la troisième place obtenue au dernier Grand Prix de Belgique. Un résultat qui conforte les responsables de l'écurie française après la non-homologation de la J.S.-19 lors du Grand Prix de Monaco.

Organisé afin de redonner un peu de vitalité à l'activité commerciale de la ville axée sur les constructions d'automobiles, industries automobiles sérieusement ébranlées par la crise économique (2), le Grand Prix de Detroit, qui a été suivi par cent mille spectateurs, a donné l'occasion à Didier Pironi, porte-parole des pilotes de formule 1, d'affirmer la cohérence de son comportement.

Ce n'est pas un hasard si, pour la première fois depuis le Grand Prix d'Afrique du Sud, le dialogue a été possible avec la FISA et les organisateurs, qui, à défaut d'expérience, ont *fait, malgré tout,* preuve de bonne volonté.

**GILLES MARTINEAU.**

(1) Au Grand Prix de Monaco, un camion-grue est mis en place à chaque virage.

(2) Detroit et son agglomération comptent quatre millions d'habitants. Le taux de chômage s'élève à 20 % de la population active.

## MARTINA NAVRATILOVA L'ATHLÈTE

Il faut savoir perdre. Même à *dix-sept ans. Même une finale à* Roland-Garros. Andrea Jaeger a un très mauvais caractère. Ce qui *la sert sur les courts et la dessert* hors du terrain. Elle a fait samedi 5 juin après cette jolie finale du *simple dames un gros caprice.* Battue, mais pas contente : *« C'est déjà dur de se battre contre une joueuse comme Martina Navratilova, mais quand elles sont trois contre vous c'est impossible. Nancy Liberman et Renée Richard n'ont pas cessé de faire des signes à Martina pour lui dire comment il fallait jouer. Cela a fini par me gêner. J'ai perdu ma concentration dans le second set. »*

Elle n'en démordra pas. Et si elle précisa : *« Ne me faites pas dire ce que je ne veux pas dire. Martina a mieux joué que moi »*, elle dira quand même : *« C'est injuste ! »* C'est injuste en effet de perdre une finale à Roland-Garros à dix-sept ans quand un autre, lui, la gagne. Mais c'est injuste comme une balle de tie-break qui hésite entre un camp et l'autre, comme un point décisif qui caresse la ligne ou la fuit, comme un match de tennis.

Martina Navratilova, vingt-six ans, a gagné (7-6, 6-1) ce tour*noi* féminin. Elle qui savait aussi ce que veut dire perdre une finale ici — en 1975 contre Chris Evert — aurait probablement apprécié que sa rivale ne lui mar*chande point son plaisir. D'un* revers méprisant, Mlle Navratilova a expédié la petite fille de Chicago : *« Ce sont des encouragements qui m'ont été prodigués par mes entraîneurs, pas des conseils. J'ai toujours essayé d'être une bonne perdante et une gagnante gracieuse. Merci Andrea ! De toute façon, cette finale je l'aurais gagnée même en dormant. »*

Ce couac d'après-match, ce crêpage de chignon totalement inutile si ce n'est pour confirmer la réputation d'un circuit féminin *assez vipérin, s'expliquent néan*moins. Pour les deux joueuses, ce fut une rude et belle finale, l'affrontement de deux écoles. Martina Navratilova, joueuse et personnage d'exception, n'était *pas avantagée sur cette surface* lente avec son jeu très offensif d'adepte du service-volée. La *prime allait* plutôt à Andrea Jaeger, prototype de ces jeunes surdoués que les écoles de tennis, comme les écoles de gymnastique, de natation ou de patinage artistique, semblent devoir fabriquer aujourd'hui à la chaîne. Elle se situe plutôt dans la lignée de Chris Evert avec un jeu de fond de court extrêmement régulier, d'une précision millimétrique, avec en plus quelque chose de la technique de Jimmy Connors dans le revers à deux mains.

Cet affrontement de deux *écoles, l'offensive et la défen*sive, sous un soleil de plomb, allait donner lieu effectivement à *un beau premier set.* Longtemps Andrea Jaeger, dont la jupette rouge de petit chaperon infatigable aidait à suivre l'extraordinaire mobilité, parut en mesure de croquer l'athlète d'en face. Mlle Navratilova était clouée sur la ligne par les balles adverses, lobs, amortis, passing-shots, toute la gamme des coups qui décourageraient n'importe quelle joueuse d'humeur offensive. Mais le point faible du jeu de la jeune Américaine est *précisémment contenu* dans son point fort. Andrea Jaeger veut tellement imposer son *jeu, avec une volonté entêtée,* qu'elle prend, en permanence, des risques. Elle vit dangereusement dans un décompte alternatif de points gagnants et de fautes. Et il arrive, si le gain est moindre que le déchet, que l'adversaire, même *dominée*, l'emporte. Ce fut le cas dans le premier set où, au terme d'un *tie-break acharné,* Martina Navratilova finit par l'emporter grâce à deux doubles fautes de son adversaire et aussi à un coup de chance transformant une volée ratée en un amorti réussi.

*Après cela, Mlle Navratilova,* l'ex-Tchécoslovaque, ne pouvait plus perdre. Elle imposa sa fraîcheur athlétique et sa rage de vaincre au seul appétit coléreux de la petite.

**PIERRE GEORGES.**

RUGBY — CHALLENGE DU MANOIR

## Dax bat et égale Narbonne

**L'U.S. Dax a gagné, samedi 5 juin, la trente-sixième finale du Challenge *Du* Manoir en battant, au Parc des Princes de Paris, le R.C. Narbonne par 22 à 19. Chaque équipe a marqué trois essais. Les Landais, qui ont toujours mené à la marque, ont fait la différence grâce à un drop.**

**Cette victoire, la cinquième dans le challenge organisé par le Racing Club de France, après celles de 1957, 1959, 1969 et 1971, permet aux Dacquois d'égaler le palmarès de leurs adversaires, qui s'étaient imposés en 1968, 1973, 1974, 1978 et 1979.**

Ouf ! Le coup de sifflet de M. René Hourquet mettant un terme à la finale du Challenge Yves-du-Manoir *était aussi le point final de la saison* ovale. Il était temps, car le rugby par 30 °C n'est plus de saison. L'extrême fatigue qui s'est abattue sur les lignes avant de Dax et de Narbonne, après qu'elles eurent jeté leur gourme en première mi-temps, en fut l'*illustration*. Par cette moiteur tropicale, les gaillards d'avant ressemblèrent peu à peu à des pin*gouins transportés à l'Equateur.*

La qualité du jeu en souffrit. Toutefois, cela contribua à atténuer la *pugnacité* des deux *équipes* qui avaient pénétré sur la pelouse du Parc des Princes avec un lourd contentieux : à l'issue du match retour des poules de dix du championnat, le 20 décembre, sept joueurs avaient été suspendus, deux Dac*quois et cinq Narbonnais, ces der*niers voyant de surcroît leur équipe encaisser un cuisant 47-0. Quelques vilains coups de godasse étaient donc inévitables, le « méchant » Ros étant la cible favorite des Landais et le cueilleur de touches Pendanx la victime désignée des Audois. L'arbitre, cependant, fut assez vigilant pour que la partie ne dégénérât pas en règlement de comptes. Le baromètre fit le reste. Un reste qui, finalement, devait laisser un bon souvenir aux huit mille spectateurs disséminés dans les gradins.

A peine le coup d'envoi donné, les Narbonnais furent sur le point de *réaliser un exploit. Etrange quinze* qui traîne comme un boulet une réputation de « desperados » depuis sa funeste finale contre Bagnères en 1979 (10-0). Etrange compagnie qui venait de congédier son entraîneur, Laurent Cabrol, comme elle *l'avait déjà fait il y a deux saisons* avec son prédécesseur, Gérard Sutra. Les Languedociens sont cyclothymiques, euphoriques puis incompréhensiblement déprimés.

Euphoriques, ils le furent donc au coup d'envoi donné par les Dac*quois. Un regroupement s'opéra* au point de chute du ballon. L'ouvreur Mathias récupérait le cuir, perçait la première ligne de défense, servait le centre Codorniou qui tenait sa place malgré un deuil cruel. L'ailier Estève prenait le dernier relais, débordait les ultimes défenseurs landais et aplatissait en coin. Essai re*fusé toutefois : le juge de touche* avait vu le trois-quarts aile mettre un pied dehors.

On *ne* jouait que depuis une minute, mais la déprime s'empara alors des Narbonnais. Une déprime avec son lot de mauvais coups et de balourdises. Dax allait faire empirer cette situation. Les Landais raflèrent tous les ballons en touche, ne cédèrent rien dans les regroupements et s'installèrent dans le camp narbonnais. Manifestement, ils voulaient *tirer un feu d'artifice pour le* dernier match de leur capitaine Bertrand Vinçonneau et pour faire oublier leur élimination par Perpignan en quarts de finale du championnat. Pour cela, ils ne disposaient pas de pétards mouillés.

Après cinq minutes de jeu, les Narbonnais concédèrent une touche à dix mètres de leur ligne de but : le deuxième ligne Bayon attrapa la balle à deux mains et la transmit à Vinçonneau qui fonça à l'essai : 4-0. *La seconde mi-temps commençait* lorsque les demis dacquois, brouillant le jeu sur la ligne des 22 mètres narbonnaise, servirent Sallefranque qui transperça la défense languedocienne pour le deuxième essai transformé par Lescarboura : 10-3. Soixante-six minutes s'étaient écoulées lorsque l'ouvreur landais fit un « up and under », long coup de pied *en cloche, ballon chapardé par* Begu et transmis à Coyola pour l'essai transformé encore par Lescarboura : 16-9. L'ouvreur et l'arrière rouge et blanc passèrent encore respectivement un drop et une pénalité dans les minutes qui suivirent : 22-9.

Les Narbonnais semblaient alors jouer sous tranquillisants. Ils avaient certes eu un joli instant de lucidité à la soixante-cinquième minute. L'ouvreur Mathias était parti de ses 22 mètres pour lancer le centre Boisset qui avait croisé avec l'ailier Fumey fusant à l'intérieur, évitant le placage adverse, pour servir l'autre *centre Codorniou. Une passe en clo*che à Estève avait assuré l'essai transformé par Mathias. Toutefois, ils ne se dépêtrèrent pas de la camisole de force dacquoise avant les cinq dernières minutes. Mais cinq minutes d'euphorie complète. A la soixante-seizième minute, les trois-quarts Bouisset et Codorniou donnèrent le branle au mouvement loin dans le camp landais. Malquier passait par là : l'ancien troisième ligne international réalisa le plus beau mouvement de la partie, une course terrible de Springboks écrasant toutes les défenses. Très discret jusqu'alors, Fumey arriva opportu*nément en bout de sprint pour mar*quer l'essai : 22-13. On jouait depuis quatre-vingt et une minutes lorsque les Narbonnais décidèrent de relancer à la main une pénalité à quinze mètres de la ligne dacquoise. Bouisset fusa comme un obus pour aplatir *le sixième* essai de la partie aussitôt transformé par Mathias : 22-19.

Dax avait gagné. Narbonne s'était beaucoup fait pardonner. Et le rugby n'y avait rien perdu.

**ALAIN GIRAUDO.**

## CYCLISME

### Deuxième victoire d'Hinault dans le « Giro »

*Bernard Hinault a remporté, dimanche 6 juin, le Tour d'Italie, qu'il avait déjà gagné en 1980, égalant ainsi la performance d'un autre Français, Jacques Anquetil, vainqueur de l'épreuve à deux reprises, en 1960 et en 1964.*

*Cette victoire permet au routier breton de convoiter à nouveau l'objectif qu'il n'avait pu atteindre il y a deux ans : réussir le doublé « Giro »-Tour de France au cours de la même saison, comme le firent par le passé Coppi, Anquetil et Merckx. Elle confirme par ailleurs la supériorité de l'ancien champion du monde sur un effectif relativement pauvre. Confronté à une opposition inconsistante essentiellement formée de l'Italien Contini, du Suédois Prim et du vétéran belge Lucien van Impe, Hinault a imposé sa loi dans l'étape de montagne de Monte-Campione, après avoir été mis en difficulté la veille par Contini, incapable de produir un effort décisif deux jours de suite. De son côté, le champion français à souffert de la faiblesse de son équipe, constituée de coureurs valeureux mais pour la plupart inexpérimentés.*

*On attendait beacoup de l'étape Cuneo-Pinerollo, qui empruntait, samedi 5 juin, les cols français de La Madeleine, de Vars et de l'Izoard. Elle a donné lier à une course négative conclue sur un sprint de Saronni. La preuve est faite une fois de plus que l'accumulation des obstacles de montagne ne garantit pas obligatoirement la qualité du spectacle.*

*Dans le Tour de France, la tâche de Bernard Hinault sera sans doute moins simple. — J.A.*

## Les résultats

**Athlétisme**

**RECORD DE FRANCE**

Pour la cinquième fois, la Cannoise Isabelle Accambray a battu le record de France du lancer du disque, le 5 juin à Reims, en réussissant 55,04 mètres.

**Automobilisme**

**GRAND PRIX DE DETROIT DE FORMULE I**

1. Watson (McLaren), 1 h 58 min. 41 sec. ; 2. Cheever (Talbot-Ligier), à 15 sec. ; 3. Pironi (Ferrari), à 26 sec. ; 4. Rosberg (Williams), à 1 min. 11 sec. ; 5. Daly (Williams), à 1 min. 23 sec. ; 6. Laffite (*Talbot-Ligier*), à un tour.

**CHAMPIONNAT *DU MONDE* DES CONDUCTEURS**

1. Watson (G.-B.), 26 points ; 2. Pi*roni* (Fr.), 20 ; 3. Prost (Fr.), 18 ; 4. Rosberg (Fin.), 17 ; 5. Patrese (It.), 13 ; 6. Lauda (Aut.), 12, etc.

**Escrime**

**CHAMPIONNAT DE FRANCE A L'ÉPÉE**

.. Philippe Riboud (Lyon) a remporté son cinquième titre national à l'épée, le 5 juin à Toulouse, en dominant en finale Michel Salesse (V.G.A. Saint-Maur) par 10 touches à 8. Par équipes, le Racing-Club de France a battu le Masque de fer de Lyon par 8 victoires à 5.





une semaine avec *Le Monde*

# LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

## Petite Grèce

par PHILIPPE LAMOUR

CETTE région, elle semble, à première vue, avoir un périmètre logique. Ses quatre départements littoraux sont inscrits entre des limites naturelles : la mer, le Rhône, la frontière pyrénéenne ; et le faîte des Cévennes qui, à 30 kilomètres à vol d'oiseau de la Méditerranée, constitue une ligne de partage dont les eaux occidentales s'écoulent vers Bordeaux.

Seul le département de la Lozère est une pièce rapportée, détachée de la marquetterie du Massif Central. Il fallait bien le rattacher à une des régions qui l'avoisinent. C'est le Languedoc qui en a bénéficié, avec satisfaction, car c'est un beau pays peuplé par des gens courageux et profondément sympathiques.

Cependant, comme l'Europe, la région a ses problèmes nord-sud et est-ouest.

La grande majorité de la population est concentrée au pied des garrigues, dans ce couloir littoral qui vit passer l'armée d'Annibal avant que l'empereur Domitius Eanobarbus y traçât la route qui porte son nom et qui, depuis, est doublée par l'autoroute A-9.

C'est sur cette étroite bande de terre que se concentre, en quasi totalité, l'activité économique régionale.

L'est de la région, dont la densité démographique entre Sète et Beaucaire est plus de trois fois supérieure à la moyenne régionale, est tourné vers le Rhône et la Provence ; tandis que l'ouest, moins développé, regarde volontiers vers Toulouse. Quant au Roussillon, il est et demeure résolument, exclusivement, catalan.

C'est cependant une des régions françaises les plus cohérentes, non seulement par sa consistance géographique, mais aussi par son histoire, par ses échanges commerciaux et humains et aussi par la langue.

Son union relativement tardive avec le royaume de France fut le fruit amer d'une frustration. Celle d'une victoire patiemment et durement acquise contre cette croisade absurde et cruelle qui détruisit la première expression occidentale d'une renaissance culturelle. Après huit siècles, la blessure n'est pas encore tout à fait cicatrisée, ni l'amertume effacée.

La vie économique demeure le prolongement de l'antique société fondée sur l'agriculture familiale, l'artisanat et le goût du service, qui était, depuis toujours, le cadre de la civilisation méditerranéenne. En concentrant les hommes et les usines sur les bassins houillers de l'axe septentrional, entre Pittsburgh et l'Oural, la révolution industrielle du dix-neuvième siècle l'a, en quelques années, détrônée au profit d'une civilisation « hercynienne ».

### La civilisation du vin

Le Languedoc-Roussillon s'est maintenu dans sa tradition séculaire, ce qui, d'ailleurs, lui évite aujourd'hui les inconvénients de la dégradation de ce premier essor industriel, celui de l'industrie lourde. Il ne subit pas les conséquences de la décadence de la métallurgie, ni de la construction navale, ni du textile, ni demain peut-être de l'industrie automobile. Pas de Longwy en perspective. Qui s'en plaindrait ?

Les doigts des deux mains sont encore trop nombreux pour dénombrer les entreprises privées occupant plus de cinq cents salariés. Les autres se répartissent entre une multiplicité de petites entreprises plus artisanales qu'industrielles réparties sur l'ensemble du territoire. Si la moitié d'entre elles créait un nouvel emploi, il n'y aurait plus de chômeurs ; mais si chacune d'elles congédiait un salarié, le chiffre des chômeurs doublerait.

L'analyse de l'économie languedocienne, effectuée selon les méthodes scientifiques à la mode, aboutit ordinairement à la conclusion que cette économie est morte ; mais s'il en est ainsi, elle est morte depuis un demi-siècle ; et c'est, apparemment, une morte qui se porte bien.

Sans doute est-ce parce que ces petites entreprises, dont un grand nombre disparaissent pour renaître sous une forme nouvelle avec une mobilité amibienne, sont accoutumées à confondre assez étroitement leurs affaires professionnelles avec leurs affaires personnelles. Un compte en banque au rouge n'empêche pas les sentiments et ne coupe pas l'appétit.

Les Languedociens sont indépendants, individualistes, bien dans leur peau. Ils ne sont pas obsédés par l'argent. On gagne ce qui est nécessaire pour vivre, sans faste mais avec aisance et, chez soi, sans fiévreux désir d'aller voir plus loin si on y est mieux. Certains n'ont jamais été jusqu'à Marseille, et beaucoup ignorent Paris et n'en sont pas autrement troublés.

On dit que l'agriculture est dominée par la viticulture. C'est vrai, mais pas nécessairement par les viticulteurs. Le nombre de ceux-ci, qui vivent exclusivement de la vigne, est relativement restreint. Seule la production des vins d'origine ne peut faire vivre une petite exploitation. Il faut récolter plus de 1 000 hectolitres de vins de table pour parvenir, au cours actuel, à une recette de l'ordre de 150 000 francs comportant en contrepartie une dépense presque égale ; ce qui n'est pas le Pérou.

Or les statistiques publiées par l'administration des contributions indirectes révèlent que, pour toute la France, et non seulement pour le Midi, le nombre de déclarations de récolte de plus de 1 000 hectolitres dépasse à peine 15 000 sur un nombre total de plus de 800 000.

Dans le Languedoc, il y a plus de viticulteurs que de vignerons. Les coopératives groupent la plus grande partie des propriétaires dont l'agriculture n'est pas l'occupation principale ; sur 280 000 coopérateurs, 80 000 seulement relèvent de la Sécurité sociale agricole.

De ce fait, la viticulture est un problème social, autant, sinon davantage, qu'un problème économique ; c'est donc aussi un problème politique. Et c'est pourquoi, avec ses prolongements à l'amont et à l'aval, elle domine largement la vie de la région.

Quant à l'activité culturelle, elle bénéficie de la chance que représente l'usage pratique des deux langues françaises. Certes, la langue d'oc comporte de nombreuses et profondes variantes, parfois même d'un village à l'autre. Mais n'en est-il pas également ainsi pour la langue d'oïl, défigurée par les patois et l'argot ? On ne parle le français comme on l'écrit qu'en Touraine et à Liège, en Belgique. Il en est d'ailleurs de même pour l'italien et l'allemand qu'on ne parle correctement qu'à Florence et à Hanovre.

Le grand mérite du Félibrige est d'avoir fixé une langue littéraire que, dans la vie quotidienne, on n'entend guère utilisée qu'à Salon et à Arles mais que tout le monde lit et comprend de Limoges à Nice. Et c'est, après tout, dans cette autre langue nationale qu'est la langue d'oc que s'est exprimé le plus grand poète français, Frédéric Mistral. Le Languedoc est un pays à double culture qui doit s'exprimer également dans ses deux langues.

C'est un pays attractif, assimilateur, civilisateur comme le fut jadis la Grèce. Loin de récuser cette vocation par un repli frileux et méfiant, il doit s'ouvrir à tous ceux qui peuvent, à la fois, lui demander et lui apporter beaucoup.

C'est un pays qui sait se faire aimer aussi bien par ceux qui en sont originaires que par ceux qui l'ont rejoint.

Il y a deux sortes d'amour : l'amour filial, qui est le produit déterminé du destin ; mais aussi l'amour conjugal, qui résulte d'un choix. Il n'est pas le moins profond ni le moins fructueux.

## Des hommes neufs pour une gauche de tradition

VILLE « blanche » dans un environnement dominé par les socialistes et les communistes, Montpellier reconduira-t-elle, en mars 1983, la municipalité à direction socialiste qu'elle avait élue il y a cinq ans ? A l'époque, le courant national en faveur de la gauche, l'évolution sociologique de la ville et les mécontentements provoqués par dix-huit ans de règne de M. François Delmas avaient eu raison d'une gestion qui faisait des Montpelliérains les administrés les moins imposés de France.

M. Delmas n'a cessé de préparer sa revanche, notamment en battant son vainqueur, M. Georges Frêche, aux élections législatives de mars 1978, grâce aux voix de Français de Côte-d'Ivoire, étrangement nombreux à avoir choisi de voter dans la première circonscription de l'Hérault. Cette défaite avait sonné, pour M. Frêche, l'heure des difficultés. Contesté au sein de son conseil municipal et peu apprécié des notables socialistes, le jeune professeur d'histoire, qui, avant les élections législatives, se voyait volontiers ministre d'un éventuel gouvernement de gauche, devait alors faire face à l'hostilité ouverte de deux de ses adjoints socialistes.

Conflit de personnes, désaccord sur les méthodes ? Certes, mais aussi inimitié à l'égard d'un homme dont l'ascension imprévue et rapide venait troubler les plans de l'establishment socialiste.

### Trêve dans les querelles intestines

Convertie au mitterrandisme après le congrès d'Epinay, en 1971, la fédération socialiste de l'Hérault était demeurée, dans la tradition de la S.F.I.O., un ensemble de baronnies dirigées par des hommes comme M. Jean Bène, alors président du conseil général, ou MM. Raoul Bayou et Gilbert Sénès, députés, ce qui bloquait le nécessaire renouvellement du personnel politique. Les élections législatives de 1978 et l'élection européenne de 1979 vinrent sanctionner cette situation en mettant en évidence le déclin du P.S., non seulement dans l'Hérault mais aussi dans le Gard, face au P.C.F. et à la majorité d'alors, essentiellement U.D.F. dans cette région.

M. Delmas élu contre M. Frêche, Mme Myriam Barbera (P.C.) enlevant le siège de Sète, les communistes emportant les quatre sièges du Gard, tandis que M. Paul Alduy, ancien socialiste devenu U.D.F., conservait le siège de Perpignan et que la Lozère demeurait fidèle à la droite : le bilan n'était pas fameux pour les socialistes, qui ne maintenaient leurs positions que dans l'Aude.

Juin 1979 : le scrutin pour la désignation des représentants français à l'Assemblée européenne fait du P.C.F., au terme d'une vigoureuse campagne contre l'élargissement du Marché commun, le premier parti de la région (29,35 % des suffrages exprimés). Cette situation permettra aux communistes languedociens, après un net recul au premier tour de l'élection présidentielle (M. Marchais obtient 20,28 % des voix dans la région), de mieux résister qu'ailleurs au raz de marée socialiste des élections législatives, tout en perdant deux circonscriptions sur quatre dans le Gard et une sur deux dans l'Hérault.

La victoire du printemps 1981 a contribué à stabiliser la situation au parti socialiste en renforçant, en premier lieu, la position des mitterrandistes. Hommage a été rendu au sérieux et à la cohésion de la fédération de l'Aude par le choix de M. Raymond Courrière comme secrétaire d'Etat aux rapatriés. La désignation de Mme Georgina Dufoix, conseiller municipal de Nîmes, comme secrétaire d'Etat à la famille a pourvu les socialistes gardois d'un chef de file potentiel, qui s'est affirmé en remportant, le 23 mai dernier, une élection cantonale partielle difficile.

La remise en ordre de la fédération du Gard s'est traduite aussi par le choix de M. Georges Benedetti, en mars dernier, comme président du conseil général, en remplacement de M. Gilbert Baumet, qui avait la préférence de certains élus socialistes, mais auquel il était reproché, entre autres choses, d'avoir pris position en faveur de M. Michel Rocard comme candidat du P.S. à l'élection présidentielle, en décembre 1979. Mitterrandistes, rocardiens : les débats, dans cette région, portent parfois sur la stratégie et la doctrine socialistes, mais ils recouvrent souvent des rivalités de personnes ou de clans.

PATRICK JARREAU.

(Suite en page 25.)

## Une journée en Occitanie

SIX heures trente : le soleil n'est pas encore levé sur les vignes qui s'étendent à perte de vue autour de Pézenas, dans les plaines de l'Hérault, mais Jean Huillet, trente-huit ans, moustache à la Tartare et salopette rayée, est déjà sur son tracteur d'où fusent des jeysers de soufre. Quand l'oïdium menace, les vignerons se lèvent tôt.

Enfant de mai 68, surnommé Mao dans son village, militant occitaniste, Jean Huillet est aussi l'un des porte-parole des comités d'action viticoles, ces commandos de la nuit qui vident les cuves des pinardiers félons. Si une formule pouvait le résumer ce serait : « *viticulture et occitanie même combat* ». « *Je ne suis ni nationaliste ni séparatiste*, explique-t-il, *mais autonomiste. En construisant l'Europe verte, Paris nous a oubliés, nous les vignerons du Midi. Eh bien ! nous avons été nous entendre directement avec les camarades italiens, visiter les viticulteurs allemands et nous sommes déjà en contact avec les Espagnols. Cette Europe que les nations n'ont pu faire, les régions peuvent la réaliser. Quant à l'irrigation du Languedoc et à l'aménagement touristique de la côte, ils auraient été menés tout autrement si nous avions été maîtres de nos affaires, croyez-moi.* »

Huit heures : dans les ruelles étroites de Montpellier, de Béziers, ou de Narbonne les préposés des postes commencent leur tournée. Dans ces vieux quartiers, les appellations d'autrefois en langue d'oc doublent partout les noms français. Les municipalités ont fait ce geste qui ne coûtait pas cher, et après avoir renâclé, les P.T.T. ont finalement admis que les adresses soient rédigées en occitan. C'est l'occitanisme banalisé, certains disent même récupéré. Mais le bon vouloir des édiles a ses limites vite atteintes. Ainsi...

Huit heures trente : l'école maternelle occitane de Béziers — la « calendreta » — accueille ses dix-huit bambins. Jeux, chansons, sorties, tout se passe en deux langues, français et occitan. Les enfants sont vifs, à l'aise, heureux. Les parents, ravis. Mais ils payent tout, y compris le salaire de l'enseignante, car la municipalité a refusé de subventionner une « école libre ». Et on ne compte que deux « calendreta » en Languedoc.

Neuf heures : une classe primaire à Couffoulens, village de l'Aude perché à quelques kilomètres de Carcassonne. « *Las campanas* » *c'est quoi ? — Les campagnards*, hasarde une écolière — *Mais non « les cloches* », corrige Claude Marti, chanteur occitan et maître d'école. Avec seize autres instituteurs de l'Aude — et la bénédiction des autorités scolaires, — il tente depuis quelques mois une expérience d'enseignement bilingue. Un conseiller pédagogique, Maurice Bernat, passe chaque semaine. « *J'ai eu cent soixante-dix-huit demandes*, dit ce dernier, *mais je suis tout seul. Or c'est passionnant et les enfants mordent dans l'occitan avec enthousiasme. Ils déchiffrent le monde qui les entoure où tout parle encore « patois ». Le rapprochement des deux langues est une gymnastique hautement profitable. C'est aussi une excellente préparation à l'espagnol et à l'italien.* » Mais quand ces enfants arriveront au collège devront-ils oublier l'occitan ? A ce niveau il n'y a pas grand-chose encore.

### Des points pour le bac

Dix heures : c'est dans ces classes de seconde, de première et de terminale — et dans ces classes seulement — que nous retrouvons quelques heures de langue oc dispensées par une poignée de professeurs volontaires. L'épreuve facultative d'occitan peut donner quelques points à l'oral du bac. Rien que pour l'Hérault deux mille candidats en ont profité l'an dernier. Dès la rentrée prochaine les plus mordus pourront préparer une licence d'occitan dans les faculté de Montpellier et d'Aix-en-Provence.

Onze heures : c'est jour de marché à Lézignan, gros bourg de l'Aude, serré autour de son église fortifiée. Sur la place stationne le discobibliobus occitan qui prête microsillons et ouvrages en langue d'oc à ceux qui le désirent. Financé par le conseil général, ce véhicule dessert chaque mois quarante localités dans lesquelles il a déjà recruté six cents abonnés.

Midi : à la mairie de Béziers, Marie Rouanet, chanteuse « oc » et conseillère municipale, célèbre un mariage en occitan à la demande des familles. Cette pratique, courante à l'église, fait une timide entrée à l'hôtel de ville. Et elle a valu à la conseillère municipale les remontrances d'un procureur sourcillieux.

Midi trente : « *Escotatz Radio-Narbona, la radio del pais* ». « *Ici Radio-Narbonne, radio locale, indépendante et bilingue qui émet en modulation de fréquence sur 101 mégahertz.* » A cet instant, Jean-Claude et Marie Julès, lui professeur d'anglais, elle insturice, entament avec une bande de copains leurs sept heures d'émission. Ils ont installé, eux-mêmes, une antenne de 15 mètres sur le toit de leur villa, logé l'émetteur dans les combles et sacrifié deux pièces pour le studio. Leurs économies y sont passées, leurs loisirs aussi, mais ils travaillent maintenant comme des « pros ». Variétés, jeux, bulletins d'information, reportages, dialogues avec les auditeurs se succèdent, mi en occitan mi en français jusqu'à l'heure du souper. Pas de militantisme : « *Il faut sortir l'occitan de son ghetto*, dit Jean-Claude, *en faire sur les ondes un langage spontané, comme dans la rue.* » Radio-Narbonne peut atteindre soixante mille Languedociens.

Quatorze heures : dans son petit bureau de Béziers, René Zerby, trente-quatre ans, gérant de la société d'édition musicale Ventadorn, se débat avec une comptabilité difficile. Depuis treize ans cette maison fondée par une vingtaine de chanteurs et musiciens « oc » tient le coup. Son catalogue compte 85 titres : des variétés surtout, mais aussi, depuis peu, un opéra et du classique. Ventadorn écoule 40 000 microsillons et 5 000 cassettes par an. La revendication d'antan accompagnée d'instruments folklorique a fait place à des thèmes universels soigneusement harmonisés. « *Nous sommes devenus majeurs* », constate René Zerby.

C'est l'heure où le docteur Max Rouquette, soixante-treize ans, dans la pénombre fraîche de son appartement du vieux Montpellier, corrige les épreuves de la revue trimestrielle *Oc*. Six cents exemplaires seulement, mais une littérature de qualité. Signe des temps, l'œuvre maîtresse du docteur Rouquette, un recueil de nouvelles intitulé *Verts Paradis*, a été traduite et publiée en français. Finis les ostracismes réciproques. « *Et nos jeunes auteurs sont légion* », ajoute le directeur d'*Oc*.

C'est l'heure aussi où dans un hameau pyrénéen Jean Flechet et une équipe de cinéastes occitans reprennent le tournage de *Lorsalhier*, long métrage consacré aux montreurs d'ours d'autrefois et au déracinement.

Dix-huit heures : les derniers « clients » quittent la salle de lecture du Centre international de documentation occitane logé fort à l'étroit dans un local municipal, à Béziers. Sur 100 mètres carrés François Pic, vingt-sept ans, et une poignée d'archivistes ont méticuleusement engrangé en huit ans 17 000 livres, 8 000 brochures, des milliers de périodiques, de disques, de photos, d'affiches et de manuscrits occitans. Cette « bibliothèque nationale de l'occitanie », financée par la ville, le département de l'Hérault, la région et plusieurs ministères, s'enrichit chaque jour par une sorte de dépôt légal spontané, des dons et des achats. Elle va se transporter prochainement dans des locaux dix fois plus vastes. Six mille personnes la consultent chaque année, et certains chercheurs viennent de l'autre bout du monde.

Dix-neuf heures : Jean-Pierre Laval, trente-trois ans, rédacteur d'un quotidien local, achève son papier du jour. Mais son esprit est ailleurs. Il songe à Région 83, le mouvement qu'il a lancé récemment à Narbonne avec quelques audacieux. Objectif : réunir enfin les multiples chapelles qui divisent les occitanistes, oublier les échecs des candidatures aux présidentielles de 1974 et 1981, et présenter enfin une liste « oc » aux élections régionales de 1983. Faute de projet cohérent et crédible, la politique a toujours été le point faible des occitanistes. Depuis le 10 mai, leurs idées ont été récupérées par la gauche. Réussiront-ils cette fois à se « singulariser » vraiment en Languedoc-Roussillon, et à se ranger en bon ordre sur une seule liste ?

Vingt et une heures : sur la scène d'une maison des jeunes, Claude Marti, soutenu par trois musiciens, entame son tour de chant. Il se produit ainsi quatre-vingts fois par an, Marie Rouanet soixante fois. Les chanteurs et les groupes « oc » se multiplient, comme les troupes de théâtre. « *Nous sommes tous les colporteurs de la culture occitane* », dit Marti.

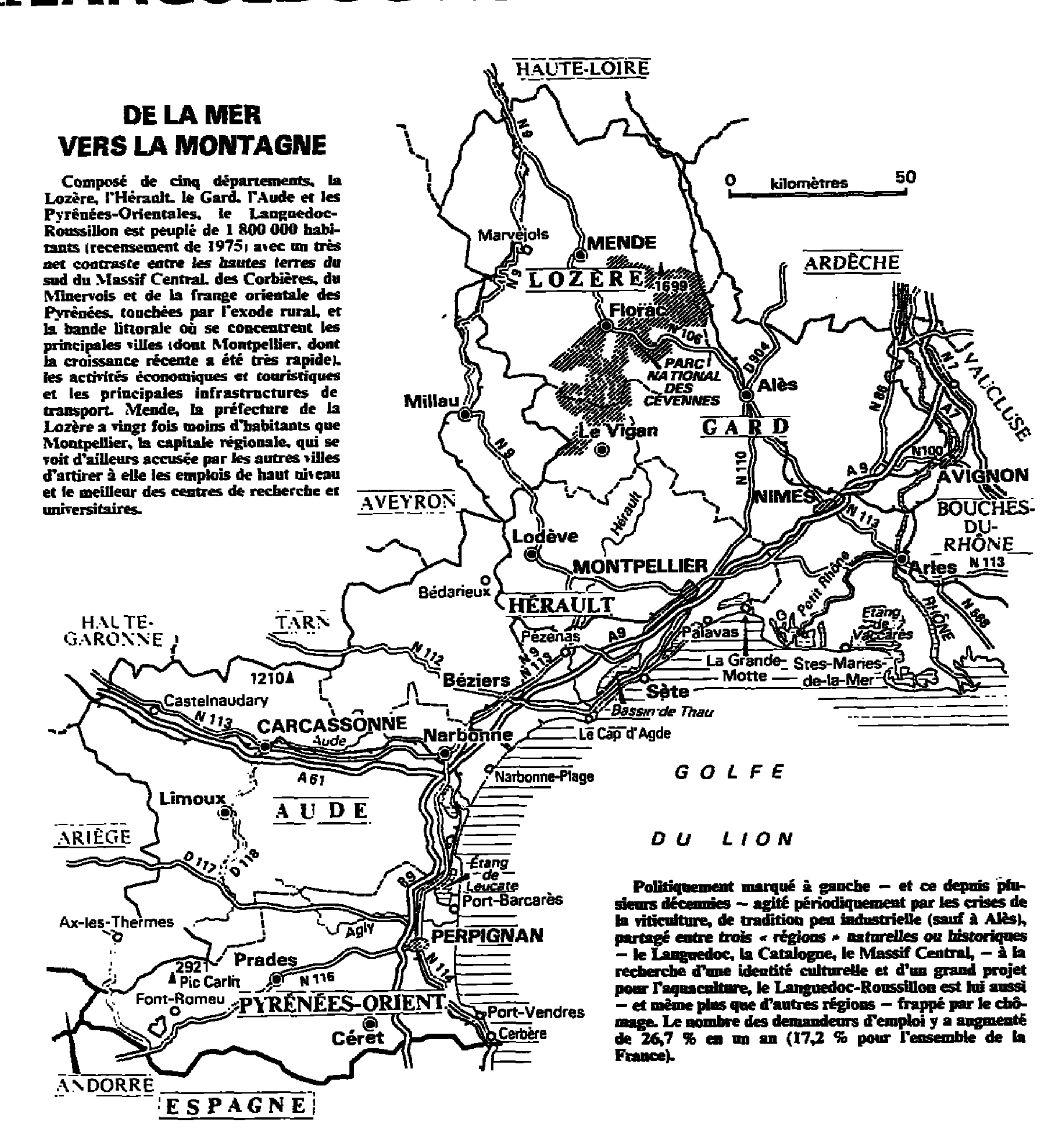
Ainsi jour après jour, par petites touches prudentes, les occitanistes font-ils leur chemin en Languedoc, retrouvant leur passé et rêvant de demain.

MARC AMBROISE-RENDU.

# LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

## DE LA MER VERS LA MONTAGNE

**Composé de cinq départements, la Lozère, l'Hérault, le Gard, l'Aude et les Pyrénées-Orientales, le Languedoc-Roussillon est peuplé de 1 800 000 habitants (recensement de 1975) avec un très net contraste entre *les hautes terres du* sud du Massif Central, des Corbières, du Minervois et de la frange orientale des Pyrénées, touchées par l'exode rural, et la bande littorale où se concentrent les principales villes (dont Montpellier, dont la croissance récente a été très rapide), les activités économiques et touristiques et les principales infrastructures de transport. Mende, la préfecture de la Lozère a vingt fois moins d'habitants que Montpellier, la capitale régionale, qui se voit d'ailleurs accusée par les autres villes d'attirer à elle les emplois de haut niveau et le meilleur des centres de recherche et universitaires.**




**Politiquement marqué à gauche — et ce depuis plusieurs décennies — agité périodiquement par les crises de la viticulture, de tradition peu industrielle (sauf à Alès), partagé entre trois *« régions » naturelles ou historiques* — le Languedoc, la Catalogne, le Massif Central, — à la recherche d'une identité culturelle et d'un grand projet pour l'aquaculture, le Languedoc-Roussillon est lui aussi — et même plus que d'autres régions — frappé par le chômage. Le nombre des demandeurs d'emploi y a augmenté de 26,7 % en un an (17,2 % pour l'ensemble de la France).**

LES HOMMES

## Ensemble dans la différence

NIMES jette un œil vers Marseille, et Perpignan vers Toulouse. La rive droite du Rhône entend les cloches d'Avignon ; le Lauragais celles de Toulouse. Sans doute, en sens inverse, le Millavois, le Saint-Affricain et une partie de la Montagne Noire albigeoise verseraient vers le golfe du Lion. Mais ces zones n'appartiennent pas à la région administrative du Languedoc-Roussillon.

Pourtant, de plus en plus, les gens de cette région écartelée, tendent à se trouver. Sans trop savoir encore ni pourquoi ni comment, ils savent qu'ils forment un embryon de communauté. C'est que les temps ont changé. Les cloisonnements sont moins marqués, même si la solitude des hautes vallées défie les siècles.

Modestine, la mule de Stevenson, n'est plus utile (quoique peut-être recommandée) pour pénétrer *au cœur des Cévennes*. Des routes en bon état se faufilent dans les vallées, courent sur les crêtes. A l'image de ce pays, plus ouvert mais toujours rude, le Cévenol qui a su se battre pour sa liberté d'expression est resté réservé dans ses souvenirs camisards.

Plus bas, sur les coteaux ou dans *la plaine, l'exubérance* méridionale est tempérée par un zest de rigueur cathare avec, peut-être, une pointe plus acide dans le Minervois ou autour des hauts lieux de la croisade albigeoise : Carcassonne, Béziers, Quéribus, Peyrepertuse.

### La trêve de Dieu

Dans les Pyrénées-Orientales, qui représentent le type même du département maritime et montagnard, le Catalan se sent dans un pays à part, dans une région en *modèle réduit, mais complète*, du sable imprégné de sel à l'herbe des hauts plateaux cerdans, de la vigne aux cultures maraîchères, au pied du Canigou, *immense* jardin de primeurs

Le Catalan est épris de liberté et de paix. Il a gardé dans la mémoire collective le souvenir des « corts de Perpinyà » et celui des assemblées conciliaires qui, à Toulouges, aux portes de Perpignan, instituèrent pour la première fois, *dans la première moitié* du onzième siècle, la trêve de Dieu.

### Paix et liberté

Cette institution apparaît comme une des premières tentatives pour faire régner la paix par un acte négocié et accepté. Elle permet d'entrevoir, à travers les siècles, le courant de pensée qui, bien plus tard, donnera naissance *à la Société des nations* et à l'Organisation des nations unies. Elle contient des principes sur le respect de la personne humaine qui s'inscriront dans la Déclaration des droit de l'homme.

Les « corts » de Catalogne portaient dans leurs convocations une formule qui commençait ainsi : *« Afin de traiter de l'utilité commune de cette terre... »*. Elles constituent dans l'histoire le premier en date des *Parlements européens*.

Sur ces bases, jouons aux devinettes : quelle différence y a-t-il entre un Cévenol, silencieux comme un huguenot, austère et savant comme un psaume ; un Languedocien, farouche comme un cathare, rogue et sourcilleux envers tout gouvernement central, et un Catalan, mystique *comme un pénitent noir au matin* du vendredi saint ou gai et acide comme une note de prime dans la *cobla* ?

Il n'y en a pas !... ou si peu. Tous sont attachés par le poids de leur histoire à une même douceur de vivre dans le respect des libertés.

ROGER BÉCRIAUX.







MINORITAIRES ENCERCLÉS

# L'opposition : rien à perdre, tout à gagner

DEUX députés sur seize, trois sénateurs sur onze, deux présidents de conseils généraux sur cinq, une douzaine de conseillers régionaux sur quarante-quatre : l'opposition en Languedoc-Roussillon n'est pas absente mais... qu'elle est minoritaire ! *« Nous sommes en terre de mission »* : la phrase vient comme un leitmotiv ponctuer les propos des responsables de l'U.D.F. et du R.P.R. Elle traduit un état d'esprit : n'ayant rien — ou pas grand-chose — à perdre, tout est à gagner dans ces terres rouges ou roses de tradition.

Si la situation n'est pas facile, l'opposition ne la juge pas pour autant désespérée. D'une part, elle dispose de quelques bastions dont la solidité est éprouvée. D'autre part, elle semble bien décidée à se battre sans complexe en partant à l'assaut des fiefs, même les plus modestes, de la gauche.

## Conserver l'acquis

Conserver l'acquis : c'est l'objectif en Lozère, par exemple. Le plus petit, le plus pauvre et le moins peuplé des cinq départements est dominé à ce point par l'U.D.F. que le R.P.R. ne dispose d'aucun élu au conseil général, bien qu'il ait tenté d'y faire son entrée en mars dernier en présentant deux candidats. Si l'unité de l'opposition est susceptible de souffrir de rivalités pour la succession de M. Pierre Couderc (P.R.), ancien député, à la mairie de Mende, en revanche elle devrait être efficace pour reprendre à l'union de la gauche celle de Saint-Chély-d'Apcher.

Conserver l'acquis : c'est également l'objectif dans les Pyrénées-Orientales. Le jeu politique en Catalogne est particulier. Plus affaire de personnes que de partis : les hommes s'y imposent et imposent une vision catalane de leur action. Ainsi M. Paul Alduy, qui a rompu avec le P.S. en 1976, s'est, après vingt-cinq ans de mandat législatif, vu battre aux législatives de 1981 par la candidate socialiste. Battu aux cantonales de 1976, il a pris sa revanche en mars dernier. Ce succès a été cependant quelque peu obscurci par l'échec des candidats « alduistes » dans d'autres cantons de Perpignan. Vice-président du Mouvement démocrate socialiste (composante de l'U.D.F.), M. Alduy peut se vanter d'être le premier employeur de son département (plus de deux mille employés de mairie). Acceptera-t-il de « politiser » sa liste autant que le souhaite le R.P.R. ? M. François Benedetti évalue à 18 % de l'électorat le poids du R.P.R. dont il a la responsabilité départementale. *« Cela devrait se traduire*, estime-t-il, *par la présence de sept à huit candidats R.P.R. sur la liste Alduy. »* Pour lui, *« le problème est d'avoir des élus »*, seul moyen à ses yeux de *« clarifier »* — *« donc en politisant »* — la vie publique locale.

Est-elle si confuse, cette politique catalane ? Bien sûr, les députés sont de gauche (un P.C. et un P.S.) ; bien sûr, M. Mitterrand y a recueilli plus de 56 % des voix le 10 mai 1981. Mais le conseil général est présidé par un ancien socialiste, actuellement « en congé » du M.R.G., élu à la tête de l'assemblée départementale en mars dernier, M. Guy Malé. Successeur, voire dauphin de M. Léon-Jean Grégory, sénateur non inscrit, il considère que les qualités de gestionnaire font, plus que l'étiquette politique, les succès aux scrutins locaux. Et, ajoute-t-il : *« Le métier de conseiller général s'apprend sur le tas, pas dans un parti politique ! »*

Cette conception est bien proche de celle de M. Hubert Mouly. D'opposition dans la mesure où il n'appartient pas à l'union de la gauche, le maire de Narbonne, en place depuis onze ans, entend rester fidèle à l'engagement qu'il avait pris lors de son élection : ne pas faire de politique. Réélu conseiller général en mars avec quelque 61 % des voix au premier tour, avec le soutien de l'opposition, il place avant toute autre considération le souci d'administrer et de gérer au mieux sa ville. L'opposition dans l'Aude pesait 36,33 % (score de M. Giscard d'Estaing le 10 mai). Pèserait-elle plus lourd aujourd'hui ? Avec un gain de trois sièges en mars dernier (dont deux dès le premier tour), le R.P.R. se place en position d'offensive. Ancien député, M. Jean-Pierre Cassabel, qui dans sa ville de Castelnaudary vient de reprendre au P.S. le canton que celui-ci lui avait ravi en 1976, estime que *« les socialistes ont joué l'asphyxie du département pour faire gueuler contre le pouvoir central »*. Encouragé par l'élection d'un conseiller général R.P.R. à Carcassonne à la fois sur le sortant communiste et sur le maire socialiste, M. Cassabel espère que la tactique d'union avec l'U.D.F. permettre de porter quelques coups à la mainmise socialiste.

## L'heure de la revanche

Que les villes importantes soient moins sous l'emprise des appareils des partis de gauche que les petites communes rurales permet à l'opposition, certes dans l'Aude mais aussi dans l'Hérault, de penser à la revanche de 1977. Les résultats des cantonales confortent cette espérance à Béziers où, d'une part, R.P.R. et U.D.F. se sont trouvés une « tête de liste » avec M. Georges Fontès, proche du R.P.R., premier grand maître adjoint du Grand-Orient de France, nouvel élu au conseil général, et, d'autre part, dont le maire et député communiste, M. Paul Balmigère, s'est fait battre dans son canton d'Agde par le candidat R.P.R.

Espoir également à Montpellier. M. François Delmas (P.R.), ancien secrétaire d'État de M. Barre, explique sa défaite municipale de 1977 après dix-huit ans de mandat par le *« ras-le-bol de quelqu'un qu'on a trop vu »* et par *« l'accumulation des petits mécontentements provoqués par les grands travaux »* d'urbanisme. Quitte à décevoir de plus jeunes que lui, M. Delmas a décidé de mener en première ligne la bataille municipale. La relève devra attendre, que ce soit M. Willy Di Miglio (P.R.) ou M. Jean-Jacques Pons (C.D.S.) ou M. Bernard Serrou (R.P.R.), tous trois conseillers généraux. *« Catalyseur et caution »*, selon l'expression de M. Jacques Blanc, M. Delmas devra faire preuve de beaucoup de diplomatie pour ménager les susceptibilités et les ambitions, et prendre en compte les contributions des uns et des autres au futur programme municipal.

Autre bataille en perspective : Nîmes. L'opposition s'est cassé les dents jusqu'à présent pour faire perdre la mairie à M. Émile Jourdan (P.C.), en place depuis 1965. Elle n'a qu'un seul élu sur la ville chef-lieu avec M. Antoine Castelnau (C.D.S.). Dirigeant d'une fabrique de brandade de morue, M. Castelnau est prêt à prendre la tête de la liste de l'opposition. Le R.P.R. départemental, dont les dirigeants travaillent pour nombre d'entre eux à la chambre de commerce, n'y serait pas hostile. Autrement dit, M. Castelnau souhaite, et de beaucoup, que les affaires se règlent entre « Nîmois ». Assurant que la population nîmoise *« préfère s'identifier plutôt aux êtres qu'à des personnalités »*, il dénonce par avance tout ce qui pourrait apparaître comme un parachutage.

## Nouvelle vocation

M. Pierre Andrieu, secrétaire départemental du R.P.R., défend le choix fait dans le passé de M. Jean-Claude Servan-Schreiber. Mais il reconnaît qu'aujourd'hui *« priorité doit être donnée à la notion d'équipe »*. Du côté U.D.F. comme du côté R.P.R., on veut oublier le plus rapidement possible la récente « bavure » de la partielle de Nîmes-V où les deux partis étaient présents au premier tour.

La vision unitaire qu'ont le R.P.R. et l'U.D.F. sur le terrain répond à une nécessité. Dès lors que les deux formations sont dans l'opposition, elles sont plus enclines à présenter un front uni, d'autant que l'électeur semble y être sensible. Voilà pour la tactique immédiate, celle qui présidera pour la préparation des municipales. Les difficultés seront pour un peu plus tard : quand il s'agira des régionales. M. Cassabel prône des listes séparées dès lors qu'il s'agirait d'un scrutin proportionnel. M. Jacques Blanc souhaite conduire une liste d'union.

Question stratégie, l'opposition considère que les erreurs de la majorité, les déceptions qui ne vont pas manquer d'augmenter chez les viticulteurs et les producteurs de fruits et légumes, les divisions entre socialistes, et entre socialistes et communistes, ne peuvent que la favoriser.

*« L'opposition commence à naître »*, observe M. Jean Poudevigne, conseiller général U.D.F. du Gard et ancien député. L'un de ses collègues, M. Paul Gache, président départemental de l'U.D.F., reconnaît volontiers que le travail commencé depuis le 10 mai est *« une œuvre de longue haleine »*. Les deux formations de l'opposition enregistrent de nouvelles adhésions, constatent un regain de militantisme, voient apparaître de nouvelles vocations. Reste à convaincre : *« Dans le Midi, la gauche est conservatrice et les modérés sont les éléments de progrès »*, répète, confiant, M. Delmas.

ANNE CHAUSSEBOURG.

# Des hommes neufs pour une gauche de tradition

*(Suite de la page 23.)*

Dans le Gard, la ligne de clivage passe plutôt entre les tenants de la vieille machine socialiste et les partisans du renouveau. Ceux-ci devront-ils, pour s'affirmer, rompre l'alliance traditionnelle avec le P.C.F. à Nîmes et présenter une liste socialiste au premier tour des élections municipales ? La situation, marquée par la progression de la droite aux élections cantonales de mars dernier, incite à la prudence, que le P.C.F., soucieux de conserver une mairie qu'il détient depuis dix-huit ans, ne cesse de recommander. Le maire, M. Émile Jourdan, a d'ailleurs saisi l'occasion de l'élection cantonale partielle, rendue nécessaire par le décès de son premier adjoint, Robert Jonis, pour se déclarer prêt à conduire de nouveau une liste d'union de la gauche en mars 1983.

Dans l'Hérault, le congrès de Valence, marqué par le vote d'une motion commune à tous les courants du P.S., en octobre 1981, a, par la force des choses, mis un point d'orgue aux querelles intestines. M. Frêche ayant repris à M. Delmas, en juin, le siège de la première circonscription, se consacre à la gestion de la ville et à son mandat législatif. M. Gérard Saumade, élu président du conseil général en mars 1979, et M. Jean-Pierre Vignau, revenu au conseil régional après son élection au conseil général la même année, se partagent la responsabilité du département. Il reste que, lorsque M. Frêche se prépare à quitter Montpellier pour un voyage à l'étranger, il annonce au conseil municipal, impromptu, que l'intérim sera assuré par son premier adjoint. Celui-ci, M. Vignau, n'assiste pas à la séance et ne paraît pas à l'hôtel de ville pendant l'absence du maire. Simples séquelles ? On laisse dire, du côté de M. Vignau, qu'il ferait sûrement un meilleur candidat que M. Frêche en mars prochain, mais qu'il se refuse à provoquer un nouvel affrontement pour le contrôle de la mairie.

## Le quota féminin du P.S.

Le report des élections régionales crée une difficulté à M. Vignau, qui aurait pu profiter de la bataille des municipales pour tenter de s'imposer comme candidat à la présidence de la région en composant une liste offrant des emplois aux insatisfaits et correspondant aux équilibres souhaités par les responsables départementaux. Dès lors que le conseil régional va demeurer composé des parlementaires et des représentants départementaux et municipaux, les mêmes causes, produisant les mêmes effets, risquent de reproduire la situation qui avait entraîné le maintien à la présidence, en avril dernier, de M. Edgar Tailhades, sénateur du Gard, âgé de soixante-dix-huit ans. Entre M. Vignau, qui bénéficie de l'appui de M. Sénès, son beau-père, et M. Gérard Delfau, élu sénateur en septembre 1980 à la faveur d'une rivalité de courants, et qui compte sur son influence à la direction du P.S., dont il est l'un des secrétaires nationaux, la rivalité bat son plein. M. Delfau vient d'ailleurs d'être désigné comme délégué régional du P.S.

La clarification ne progresse guère plus dans les Pyrénées-Orientales, où Mme Renée Soum, élue député en juin 1981, après avoir été désignée comme candidate au titre du quota féminin imposé par le P.S., a fort à faire pour s'imposer à côté de MM. Michel Jomain et Pierre Estève. Depuis la mort de Gaston Pams, en février 1981, et la maladie de M. Léon-Jean Grégory, qui a quitté la présidence du conseil général en mars dernier, M. Alduy reste, à la mairie de Perpignan, le dernier représentant du triumvirat qui avait longtemps régné sur le département. Le P.S. devrait, pour s'assurer la prééminence sur les « P.O. », prendre cette mairie l'an prochain, ce qui paraît difficile, M. Alduy demeurant au point de rencontre des divers cercles du pouvoir catalan.

Restent la Lozère et l'Aude, où la situation est nette : le P.S. règne ici, la droite là. Forte fédération, structurée en milieu rural, l'Aude a, depuis 1978, un « patron » en la personne de M. Robert Capdeville, qui avait renoncé, en 1978, à solliciter le renouvellement de son mandat de député pour se consacrer à la présidence du conseil général. Ici, pas de recul à l'élection européenne, en dépit d'une campagne du P.C.F. aussi vigoureuse que dans les autres départements : le parti s'est mobilisé, les électeurs sont restés fidèles. Les socialistes audois manquent rarement l'occasion de faire remarquer à leurs camarades héraultais ou gardois qu'ils gagneraient à s'inspirer de leur exemple.

La victoire de 1981 a eu un autre effet majeur au sein de la gauche languedocienne. Le parti communiste, qui, depuis 1978, se montrait particulièrement violent dans sa polémique contre le P.S., a rejoint celui-ci dans l'union. Il a obtenu un poste de vice-président au conseil régional et il fait campagne pour la reconduction des équipes municipales élues en 1977, en insistant sur le danger que représente la droite. Il s'agit, pour les communistes, de préserver les positions qu'ils avaient conquises au fil des années à Nîmes, Alès, Béziers et Sète notamment.

## Attitude unitaire

Le P.C.F. connaît lui aussi un problème de renouvellement de ses personnalités dirigeantes. Le retrait de M. Roger Roucaute, lors des élections législatives de 1978, s'était soldé par un recul, Mme Adrienne Horvath conservant cependant la circonscription au P.C.F. Pour éviter tout risque aux élections municipales, M. Roucaute sera candidat à sa propre succession à Alès, de même que M. Jourdan à Nîmes, M. Paul Balmigère à Béziers et M. Gilbert Martelli à Sète. Déjà en 1981 M. André Tourné avait été maintenu dans la deuxième circonscription des Pyrénées-Orientales et l'avait emporté, tandis que deux « espoirs » du parti, Mme Barbera dans l'Hérault et M. Bernard Deschamps dans le Gard, devaient céder leur circonscription à leur rival socialiste.

La deuxième difficulté pour le P.C.F. provient du fait que sa progression dans la région s'était faite en opposition aux socialistes. Les communistes avaient su intégrer à leur politique la défense de l'identité régionale et celle de la viticulture, menacée au sein du Marché commun. Le ralliement de M. Emmanuel Maffre-Baugé, candidat en 1979 sur la liste communiste à l'élection européenne, avait été l'un des succès marquants de cette orientation, de même que la décision du gouvernement, en 1981, de poursuivre l'exploitation du gisement houiller de Ladrecht, dans le Gard, au terme d'une bataille portée à bout de bras par le P.C.F. et la C.G.T. L'attitude unitaire adoptée par les communistes après le 10 mai assure aux socialistes un répit, mais n'efface pas le fait que, dans cette région comme dans toutes celles où le P.S. domine traditionnellement, il n'y a d'espoir de développement pour le P.C.F., qu'au détriment de ceux dont il est aujourd'hui l'allié.

PATRICK JARREAU.

VOIX DU PAYS

## Le possible développement

*ICI, ceux qui ont lutté pour vivre au pays ont un grand espoir. Celui de voir enfin se concrétiser les énormes possibilités de développement de notre région. L'élargissement du Marché commun à l'Espagne la condamnait à perdre vignes et usines pour devenir, selon l'élégante formule giscardienne, le « bronze-cul » de l'Europe. Elle a choisi un gouvernement qui fait de la reconquête du marché national et de l'emploi ses priorités. Elle a choisi la décentralisation tant attendue.*

*L'essentiel est, à nos yeux, que tous les intéressés s'emparent de ces possibilités.*

*L'action populaire qu'appelle la politique nouvelle peut ainsi obtenir le développement régional en maints domaines. D'abord l'axe agricole, qui peut devenir créateur d'emplois, car nous ne produisons ni trop de légumes ni trop de fruits ou de vin. Et ce dernier est infiniment supérieur à la bibine italienne. Le charbon cévenol, les futurs surrégénérateurs de Marcoule, le solaire catalan, peuvent compenser notre déficit régional et contribuer à l'effort pour l'indépendance énergétique nationale.*

*La façade maritime ainsi qu'une bonne desserte ferroviaire et fluviale confirment les possibilités de développement. Sète doit notamment être classée port national et avoir vocation industrielle. La recherche scientifique basée sur l'université de Montpellier, la création scientifique sous toutes ses formes, l'enseignement et la formation professionnelle, l'information, sont ancrés chez nous sur de solides réalités. Elles fondent les propositions que nous avons formulées fin 1981 pour contribuer à l'élaboration du plan régional.*

*On le voit, en Languedoc-Roussillon ce n'est pas la volonté d'entreprendre qui manque. Cependant, ceux qui ont noyé nos mines, cassé nos usines, condamné la vigne, accumulent les obstacles aux changements. Un grand affrontement a lieu. Dans la nouvelle situation politique, les mineurs de l'Ardèche ont pu gagner. L'action pour le développement est engagée tous azimuts. Les ouvrières de Bella à Perpignan, ceux de Carnaud à Béziers, les mineurs de bauxite, les ouvriers des chimiques du bassin de Thau, les viticulteurs, les créateurs, et tant d'autres, interviennent pour construire la région nouvelle.*

*Nés ici, le* « Travailler et décider au pays », *le* « Viure ! » *que criaient cinquante mille Occitans et Catalans au printemps 1980 prennent chair aujourd'hui.*

MYRIAM BARBERA,

*membre du comité central du parti communiste français, secrétaire du comité régional.*

# LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

## Le rugby à XIII contre XV

DIMANCHE 23 MAI. Soudain, des coups de klaxon violent le silence d'une fin d'après-midi. Ils n'en finissent plus. Un long cortège de voitures éclabousse la rue de rouge et de jaune ou plutôt de sang et or, les célèbres couleurs du XIII catalan qui vient de remporter à Toulouse son énième titre de champion de France. C'est de bonne guerre. Les supporters se font un plaisir, sur le chemin du retour, de venir narguer les villes rivales : Carcassonne et Lézignan, dont les équipes sont « tombées » sur le chemin du championnat.

Le rugby, ici, c'est bien plus qu'un jeu. C'est une question d'honneur, une raison de vivre, une cause qui autorise tous les excès. L'existence de milliers de personnes dans l'Aude s'organise autour de ce sport, qui a *la particularité d'être double* : d'un côté, le XV, de l'autre, le XIII. Voilà pourquoi l'Aude est coupée en deux depuis près de cinquante ans. *Ses habitants se déterminent selon* leur préférence : ils sont quinzistes ou treizistes. Entre ces deux camps, quand le courant ne passe pas, ou s'il passe, c'est *pour faire des étincelles*.

Le partage est curieux : l'est et l'ouest du département sont quinzistes. Cela correspond à la zone d'influence du Racing Club narbonnais, d'une part, et du Rugby olympique casteinaudarien, d'autre part. Au milieu, le XIII domine. Il a ses équipes-locomotives : l'A.S. Carcassonne, le F.C. Lézignan et le S.C. Limoux. Carcassonne représente toutefois une particularité, puisque ce fief *treiziste* est à présent mené par les exploits d'une équipe quinziste, l'U.S. Carcassonne, dont les supporters sont de plus en plus nombreux. Si, ailleurs, chacun campe plus ou moins sur ses positions, il en va tout autrement dans le chef-lieu audois, où, constamment, les adversaires sont face à face. Entre quinzistes et treizistes, des haines s'accumulent au pied de la cité. Au mieux, on s'ignore ou on se méprise. Mais parfois, au hasard d'une rencontre dans un bistrot neutre, le ton monte très vite, le pastis aidant, et il arrive que pleuvent les coups de poing.

C'est d'ailleurs pour éviter ce genre de désagréments que la plupart des cafetiers arborent leur étiquette *rugbistique. Ils se coupent* ainsi définitivement d'une partie de la population, mais ils sauvent leurs meubles. Chaque Carcassonnais a tout intérêt à ne pas aller se désaltérer à l'aveuglette. Tel commerçant a perdu sa clientèle pour avoir été vu plusieurs fois dans un bistrot ennemi. *Tel autre a vu ses ambitions* politiques ruinées simplement parce qu'il avait affiché ses préférences rugbistiques. Ce n'était pas celles de la *majorité*.

Les élus sont tenus plus que tout autre d'être prudents. Jusqu'à ces dernières années, pour mener une carrière politique à Carcassonne, il fallait être socialiste et treiziste. Les maires successifs ne manquaient pas un seul match de l'A.S.C. XIII. Avec les progrès de plus en plus nets de l'équipe quinziste, l'affaire se complique. Les élus sont bien embêtés. Et si le XV devenait majoritaire ? Aucun d'eux n'a encore trouvé la recette pour faire admettre le principe de la double appartenance. Par la force des choses, le *XIII étant le rugby du pouvoir local*, l'équipe à XV est devenue un pilier de l'opposition. Si bien que, en simplifiant à peine, les treizistes passent *pour être à gauche et les quinzistes* sont rejetés à droite. Ce sentiment est renforcé au niveau départemental par le fait que les municipalités *où domine le XV sont soit de droite* (Castelnaudary, Quillan), soit soutenues par la droite (Narbonne). Enfin, ne prétend-on pas à Carcassonne *que le président de* l'U.S.C. XV, M. Jacques Talmier, a récemment démissionné de son poste pour tenter de conquérir la municipalité en 1983 ?

La guerre des rugbys est entretenue bien sûr par les supporters, et les journalistes locaux ont intérêt à bien peser chaque mot de leurs comptes rendus. Pour une phrase seulement, tel journal, aussitôt catalogué quinziste, perdra beaucoup de ses lecteurs treizistes, et vice versa. La surveillance des journalistes tourne à l'obsession chez certains supporters. Pour des articles qui lui avaient déplu, l'amicale des supporters de l'U.S. Carcassonne XV a décidé dernièrement d'interdire l'accès du stade carcassonnais à deux journalistes de *Midi Olympique*. *Comme dans les westerns, les portraits* des deux journalistes devaient être affichés à l'entrée du stade.

Quand arrive l'époque des rencontres capitales, la fièvre monte jusque dans le plus lointain village des Corbières. En milieu rural, surtout dans le monde vigneron, on vibre pour le jeu à XIII. *Terra d'Oc*, mensuel occitaniste, qui se veut aussi l'organe des comités d'action viticoles, chante à longueur d'articles les louanges de *ce rugby hérétique*, né dans les années 30 d'une sécession de plusieurs équipes qui claquèrent la porte de la Fédération française de rugby. Rugby de résistance, baptisé « cathare » par certains, le jeu à XIII symbolise à merveille la lutte des viticulteurs du Midi pour « travailler et vivre au pays ».

BERNARD REVEL.

## Tambourin, jeu de terroir

LE tambourin est, en Languedoc héraultais, avec les joutes, plus connues de l'extérieur, le sport du terroir. Son aire d'activité ne dépasse la vallée de l'Hérault que pour aller établir une tête de pont sur l'Orb à hauteur de Béziers.

La Fédération française du jeu de la balle au tambourin a son siège à Montpellier.

« *Le jeu du tambourin*, nous a dit le docteur Rouquette, écrivain de langues française et occitane, *se confond avec celui de la longue paume. Son origine se perd dans la nuit des temps. Au chant VIII de* l'Odyssée *Homère chante la partie de paume jouée par Nausicaa et ses compagnes non loin d'Ulysse endormi. Les Grecs jouaient à la « phaeninda » dont les règles étaient celles qui régissent le tambourin du vingtième siècle. Par les Romains, le jeu gagna la Gaule. Le Moyen Age en fit un de ses divertissements favoris. Délaissé ensuite par les rois, la noblesse et la bourgeoisie, le peuple d'oc l'accueillit et le transforma.* »

*Le tambourin est un sport collectif.* Sur un terrain de 80 mètres de long sur 20 de large, divisé en deux en son milieu, par une ligne appelée « basse », il oppose deux équipes de cinq joueurs. Chacun d'eux tient à la main un tambourin, tendu de peau, dont ils se servent à la manière d'une raquette de tennis. Comme au tennis, la balle est bonne à la volée et au premier bond. Les jeux se font en 60 points, comptés de 15 en 15. Pourquoi ce compte curieux ? Aucune réponse satisfaisante n'a été donnée encore à cette question. Les parties se disputent en 10, 13, 16 ou 19 jeux selon l'âge ou la catégorie. Si deux équipes arrivent à égalité à 9-9, 12-12, 15-15 ou 18-18, il y a match nul.

Le service — ou la mise en jeu — est assuré par un batteur à l'aide d'un tambourin prolongé d'un manche d'environ 1 mètre de long. En général, les échanges sont longs et variés.

La saison s'étend de mai à septembre. L'an dernier, Cournonsec, village proche de Montpellier, a dominé ses adversaires, enlevant le championnat national devant Balaruc-les-Bains et Vendémian, la coupe aux dépens de Balaruc et le premier tournoi féminin. Un beau triplé ! L'hiver se déroulent des tournois en salle par équipes de trois.

Le tambourin est formé d'un cercle en micocoulier tendu de peau de chèvre ou de porc. Les Italiens préféraient la peau de cheval refendue. Aujourd'hui, la membrane est en matière plastique, une sorte de nylon fabriqué en Allemagne et traité en Italie, mais elle est toujours appelée « peau ».

C'est, par excellence, la passion des villages. Les grands terrains sont à Pézenas, en plein centre ; à Balaruc-les-Bains, entre le bleu du *ciel et le bleu de l'étang de Thau* ; à Gignac, encastré dans les maisons de pierre, ou à Counonsec, serti de hauts cyprès, fiers et mélancoliques.

*Les grands joueurs sont aussi* des ruraux. Léopold Bellas est l'ancien dont les jeunes cherchent à suivre les traces. Louis Ganivenq, de Balaruc ; Régis Bousquet, de Pézenas ; Claude Barral, de Gignac, ou, parmi les espoirs, Christian Mirabel, de Cournonsec, sont ce que sont ou furent Platini au football, Imbernon *au rugby ou Monclar et Chucat au* basket. Hélian Coste, de Vendémian, un joueur ayant déjà une longue carrière, demeure le meilleur batteur de l'équipe nationale.

Sous des formes différentes, le jeu du tambourin est pratiqué à l'étranger. Pour favoriser le développement, la représentation, la défense et la publicité des « *sports de ballon et de balle, dits jeux de paume* », plusieurs fédérations nationales ont fondé la Confédération internationale des jeux de paume. Cette confédération réunit les fédérations royale belge de balle pelote paume, néerlandaise de balle pelote paume, Italiana Palla Tamburello, Italiana Pallone Elastico (ou balle au poing), et les françaises du jeu de paume, du jeu de balle au tambourin, de longue paume (*qui se pratique avec une raquette allongée*), de ballon au poing (qui se joue en Hollande, en Belgique et en Italie) et de balle à la main. Son siège est à Rome. Sa langue officielle est le français.

R. B.



DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

## Grande brouille sur les radios libres

PRÈS de trente radios libres dans le département, *dont une vingtaine groupées autour de Perpignan*, les Pyrénées-Orientales n'ont pas échappé à la vague déferlante de la F.M.

Dans cette grande mêlée ouverte, il faut maintenant jouer des coudes pour glisser sa fréquence entre les autres.

Aussi l'anniversaire du 10 mai était bien loin d'être unitaire et il était même question parfois d'en découdre sur les ondes.

On a, en effet, pu entendre ce qui pourrait ressembler à des règlements de comptes. Les deux plus anciennes radios (Rose et Stéréo-68), *associées dans l'anniversaire de leur ancienneté se* décernant des satisfecit, tandis que cinq autres radios, ayant *formé pour l'occasion un réseau*, diffusaient un programme unique non seulement de musiques, mais aussi de reproches et d'évocations de coups bas...

Mais il y a un an où en était-on ? Curieusement, la seule radio libre que l'on entendait bien, et qui disposait d'un assez large auditoire, était une station *locale* espagnole Radio-Olot. Les programmes, mais aussi la musique actuelle, avaient séduit les auditeurs *de ce côté des Pyrénées*, qui suivaient régulièrement des émissions comme « Pilar a mitjanit » où l'on parlait trois langues : le castillan, le catalan et le français.

Devant ce succès, Radio-Olot programmait un hit-parade français, qui était assuré par les deux fondateurs de Stéréo-66. Parmi eux, un des pionniers de la radio dans le département, Yvon Fabre, un acharné qui émettait déjà et était saisi en 1978 sous le nom de Radio-66. Dans les galeries marchandes comme chez les coiffeurs Stéréo-66 est certainement *la radio libre la plus écoutée*. Un émetteur de 2 kW, bien au-dessus des normes, pour faire entendre, très loin dans le département, de la musique, des dédicaces, des jeux avec les auditeurs... Depuis quelques mois, la station avait la collaboration d'un ancien animateur de Radio-Andorre, Arty Parrerra, victime de la fermeture de la station il y a un an. Une sorte de caution « professionnelle » qui n'était pas sans flatter l'amour-propre des fondateurs de Stéréo-66. Et puis le 31 mai dernier, c'est l'hémorragie : toute l'équipe d'animation *ou presque passe dans le* maquis et disparaît de l'antenne. Ce n'était pas la première saignée, déjà plusieurs animateurs avaient quitté Stéréo-66 pour créer le plus souvent leur propre radio (Radio-Plus, Radio-Cristal, Radio-Pacific...).

Dans la préhistoire des radios libres, Radio-Rose émettait aussi au temps du cache-cache avec le brouillage. Depuis, elle s'est « calée » sur un auditoire qui ne demande que de la musique variée presque vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Le premier été socialiste voyait naître rapidement des radios projetées de longue date. Animée par des militants de l'I.P.C. (Independantistes dels Paisos Catalan), Radio-Arrels (« racines » en catalan) a pour objectif délibéré de catalaniser les ondes : musiques et informations culturelles sont en catalan.

Un auditoire déjà ciblé, tout comme celui de Radio-Trabucayre ouverte aux associations et aux syndicats. Cette dernière expérience animée par l'union départementale C.F.D.T. a été interrompue il y a quelques mois, mais Gérard Suarez n'a pas *dit pour autant son dernier mot*.

Au cœur de l'hiver, comme les amandiers, c'est la grande floraison. Fréquence-Verte, dont l'émetteur occupe une position de choix dans la plaine, a choisi de faire participer à la réalisation des émissions un éventail très large de personnes qui tentent de définir, avec semble-t-il un certain succès, les bases d'une radio « temps libre ». Radio-Castillet-Service, dont les antennes sont ouvertes du lundi au vendredi aux heures des bureaux de la mairie, ou presque, a pour président de l'association loi de 1901, Paul Alduy, le maire de Perpignan. Musique et informations municipales sur cette radio service, « jouet d'un adjoint », selon le maire de Perpignan, qui ne se désintéresse pourtant pas lui non plus de ce moyen de communication.

### Que veut R.L.I. ?

Radio-Libre-Internationale a dès sa naissance proposé une grille de programme bien structurée. C'est peut-être la radio la plus ambitieuse. Avec des capitaux privés, cette radio, dont les studios sont au cœur de la ville, ne manque pas de projets. Un des actionnaires qui a travaillé dans la diffusion de presse à Barcelone, et s'attribue rapidement le titre de collaborateur de Pierre Lazareff, a cependant la qualité de disposer de la double nationalité française et espagnole. En *créant un émetteur en Espagne* R.L.I. serait dans la situation des radios périphériques et augmenterait sa puissance et par là son *audience*. Les capitaux privés investis ne le sont pas en pure innocence.

Enfin, la dernière-née à Perpignan est Radio du fond de la ville, animée par un groupe de libertaires. Curieusement, c'est peut-être, au niveau de la radio, ce qui est le plus élaboré. les cassettes sont mixées et travaillées avant d'être diffusées à l'antenne, évitant ainsi les blancs et les bafouillages.

Dans le département, des radios émettent un peu partout (Céret, Ille-sur-Têt, Thuir, Bourg-Madame, Rivesaltes...).

Font-Romeu dispose de deux stations : Pyrénées-Radio-2000 et Font-Romeu-Pyrénées catalanes qui consacre l'après-midi *du mardi à l'évocation d'un métier de la montagne*. Sur la côte, Radio-Barcarès-Méditerranée *vient de naître avec un émetteur puissant et le soutien de la municipalité*. Un « Goliath » des vacances et des stations nouvelles que l'on entend jusqu'à Perpignan. L'émetteur est à quelques kilomètres d'une radio « garde champêtre », qui, depuis deux mois, émet pour le village de Saintes-Maries-de-la-Mer et ses environs immédiats dans un rayon de 10 kilomètres. Les associations, les clubs sportifs la font marcher, et au lieu de sortir *les chaises sur la place on écoute* maintenant Radio-Azur.

De cette trantaine de radios, lesquelles resteront lorsque, à la *fin de l'année, Radio-France*, disposant des installations de FR 3 — radio, créera une radio locale de service public ? La maquette *préparée par le quotidien l'Indépendant* aura sans doute aussi déjà vu le jour. Il y aura encore du remue-ménage sur la modulation de fréquence cet été, la commission Holleaux ne devant se prononcer pour les Pyrénées-Orientales que vers le mois d'août.

JEAN-CLAUDE MARRE.

### REPÈRES

**89,6 Station du Sud. 90 Perpignan F.M. 90,9 Radio-Bombas. 91,5 Radio-Castillet-Service. 92,1 France-Inter. 92,6 Radio-Barcarès-Méditerranée. 93,5 Stéréo-66. 94,1 Radio du fond de la ville. 94,7 Radio-Rose. 95,5 Fréquence-Verte. 97,2 France-Musique. 99,2 Radio-Cristal. 99,8 France-Culture. 100,4 Radio-2. 100,5 Radio-Libre-Internationale. 101 Radio Trabucayre. 101,5 Radio-Pacific. 102 Radio-Arrels. 102,5 Evangile-66. 102,9 Radio-Azur. 103 Radio-Perpignan. 104 Eldoradio. 104,8 Radio-Plus. 105 Radio-RAF.**

## « Le Monde » et les régions

Sous le titre « Une semaine avec », *le Monde* a publié onze suppléments régionaux :

NORD-PAS-DE-CALAIS (mai 1976)
AQUITAINE (novembre 1976)
FRANCHE-COMTE (avril 1977)
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (novembre 1977)
ALSACE (juin 1978)
RHONE-ALPES (janvier 1979)
LIMOUSIN (juin 1979)
PAYS DE LA LOIRE (décembre 1979)
BOURGOGNE (juin 1980)
POITOU-CHARENTES (décembre 1980)
HAUTE-NORMANDIE (novembre 1981).

هكذا من الأمل

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 |

| ANNONCES ENCADRÉES | Le mm/col.* | Le mm/col. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



## emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

IMPORTANTE ENTREPRISE CHIMIQUE située en

**BELGIQUE**

DANS LE SUD LUXEMBOURG recherche pour son service DÉVELOPPEMENT ET EXPLOITATION

### JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

DOMINANTE GÉNIE CHIMIQUE

La technicité des installations et la contrainte du service continu exigent en plus des compétences techniques :

- grande disponibilité,
- sens de l'organisation,
- aptitude au commandement,
- capacité de travail en équipe,
- esprit de synthèse et de décision,
- fort potentiel d'évolution.

Une expérience industrielle de 3 à 5 ans, ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise seraient très appréciées.

La fonction exige d'habiter dans la région ou d'être prêt à s'y installer.

Faire offre manuscrite avec C.V. à RÉGIE PRESSE, s/N° T 033.926 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---



### Responsables de zone Moyen-Orient / Asie-Pacifique — 250.000 F

Les Parfums GIVENCHY S.A. (160 millions de chiffre d'affaires en 1981, dont 70% à l'export), recherchent deux Responsables de Zone Export, l'un pour le Moyen-Orient, l'autre pour l'Asie et le Pacifique. Basés au siège à Paris et placés sous l'autorité du Directeur Export de la Société, ils auront la responsabilité du secteur géographique qui leur sera confié : définition des objectifs commerciaux en liaison avec la Direction, développement actif des ventes, établissement des budgets, organisation de l'animation promotionnelle, contrôle de la distribution... Cette activité nécessite principalement un rapport commercial personnel suivi et direct auprès des agents et des clients. Ces postes conviennent à des cadres commerciaux confirmés, dotés d'une formation commerciale supérieure (ou équivalent), ayant acquis une solide expérience de la vente à l'export de produits de luxe et possédant une connaissance approfondie du secteur géographique correspondant. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Des déplacements nombreux et réguliers sont à prévoir (plus de 50% du temps). La rémunération annuelle sera liée à l'expérience des candidats et pourra atteindre 250.000 francs. Ecrire à Christine CHABAUD sous la Réf. A/2233M pour le Moyen-Orient et A/2234M pour l'Asie-Pacifique.

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---

### Export : responsable zone Afrique basé Paris

Nous sommes une très importante entreprise française produits grand public.
Notre expérience dans l'implantation sur des marchés étrangers est largement prouvée à travers des formules variées propres à l'entreprise ou en association avec des partenaires locaux.
Nous recherchons l'un des trois chefs de zone de notre structure. Directement en prise avec le directeur export, il a sous ses ordres trois cadres confirmés responsables de secteurs géographiques définis.
En relation permanente avec la structure marketing du siège, sa mission essentielle est le développement des ventes en quantité et rentabilité.
Homme d'organisation, de promotion, de suivi de gestion de nos organisations en Afrique, vous pouvez prouver une expérience réussie de plusieurs années dans des responsabilités export.
Diplômé d'études supérieures commerciales, bon négociateur, au tempérament opérationnel, vous êtes à l'aise dans les structures développées d'une grande société. Très mobile, vous passerez environ 100 jours par an sur votre zone.
Jacqueline Join-Dieterle vous remercie de lui écrire sous réf. 6562M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

**Bernard Julhiet Psycom**
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES

---

ENTREPRISE INDONÉSIENNE DE TRAVAUX PUBLICS DONT LE SIÈGE SE TROUVE A JAKARTA (INDONÉSIE)

cherche

### EXPERT EN CONSTRUCTION DE BARRAGES

Pour la durée du chantier de construction d'un barrage à SULAWESI.

Grâce à son expérience il sera le CONSEILLER TECHNIQUE des techniciens indonésiens de cette entreprise pour l'étude du projet, l'organisation du chantier, la réalisation des travaux, le respect du budget et la tenue du programme.

Cette mission passionnante à accomplir dans un pays plein de charme requiert une haute compétence technique alliée à une grande diplomatie.

Ingénieur de formation GRANDES ÉCOLES (Centrale, Ponts, T.P. ou A.M.).

Le candidat devra justifier d'au moins une dizaine d'années d'expérience dans les techniques de construction et d'organisation de chantier de barrage.

La vocation internationale de cet emploi implique une parfaite maîtrise de la langue anglaise et une grande disponibilité pour s'expatrier environ trois ans en INDONÉSIE.

Le candidat sélectionné devra être libre très rapidement.

Merci d'adresser votre candidature, prétentions, curriculum vitae et photo récente à COMINDO S.A. - 9, rue Royale, 75008 PARIS.
Il sera répondu rapidement à toutes les candidatures.

---

### A 30 ANS LES RESPONSABILITES D'UN MANAGER AUTONOME

Une présence dans 34 pays, 15.000 personnes, une croissance de 30 %, la gestion de plus de mille exploitations, c'est le groupe SODEXHO l'un des leaders mondiaux de son activité.

En Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud, nous vous proposons de superviser plusieurs exploitations : poste de direction des services de gestion hôtellière (restauration, hébergement, maintenance, loisirs...) que nous assurons sur les grands chantiers de TP ou les sites pétroliers. Vous bénéficierez des avantages liés à l'expatriation.

Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école ou université), vous avez une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un poste opérationnel. Vous parlez anglais et/ou espagnol, et savez que les qualités humaines sont encore plus importantes que les connaissances techniques.

Vous avez l'esprit pionnier, êtes ambitieux et efficace, d'une grande mobilité géographique : vous saurez saisir les opportunités de carrières exceptionnelles qu'offre notre groupe.

*Merci d'adresser votre candidature sous réf. : 8263 au service recrutement international.*

3, av. Newton
78390 Bois d'Arcy
France
SODEXHO

---

SOCIETE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
Filiale d'un grand établissement public - recherche pour :

- Séjours résidentiels outre-mer

ou

- Résidence en France avec missions à l'étranger

### INGENIEURS GRANDES ECOLES
**(Option informatique)**

début d'expérience en informatique de gestion
(référence 9825/A)

### INGENIEURS INFORMATICIENS
**(Ecoles d'ingénieurs)**

expérience confirmée sur :
- IBM 43XX (OS-VS1 / CICS / DL1)
- BURROUGHS B 19XX (DMS2 / GEMCOS)
- HP 3000 (IMAGE 3000)
- CII-HB DPS7 (G. COS / TDS / IDS2)

(référence 9825/B)

Adresser curriculum vitae, prétentions et disponibilité sous référence correspondante à :





**SINORG RECRUTEMENT**
7 RUE ROYALE 75008 PARIS

---

IMPORT-EXPORT
Cherche collaborateur pour trouver et s'occuper de nouveaux produits et marchés. Rémunération par commission exclusivement. Tél. : 874-76-40.

---

**URGENT**
IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour CHANTIER EN AFRIQUE
**INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS**
responsable de matériel TP Ce poste exige plusieurs années d'expérience dans matériel TF et gestion de parc engins.

Ecr. avec CV à Sté IOTA 1, rue Tour de l'Ile Case Postale 344 1211 GENÈVE 11.

---

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
**296-15-01**

---

**A.M.C.M. S.A.**
Atelier Mécanique Construction Moules S.A.
CH - 2114 FLEURIER

Entreprise dynamique dans le domaine du moulage par injection recherche cadres :

- Responsable du département injection
- Responsable de la construction des moules

Plusieurs années d'expérience sont indispensables.
Nous offrons une activité intéressante, indépendante et bien rémunérée.

Faire offre écrite ou téléphoner à M. Leroy : 6038 61.31.31.

---

### THOMSON-CSF

*recherche pour la construction d'une usine clé en main à l'étranger :*

### directeur de site

*pour assurer la direction générale d'un chantier de 400 expatriés, coordonner les travaux qui représentent 500 MF annuels, gérer le contrat.*

### adjoint au directeur de site

*pour assurer la planification d'ensemble du chantier, assister le directeur de site dans la coordination des opérations techniques, gérer les moyens communs du chantier, contrôler la conformité des réalisations aux exigences du contrat (délais et performances).*
*Ces postes conviendraient à des hommes ayant l'expérience de la construction de complexes industriels. Le Directeur de Site aura acquis cette expérience pour partie en expatriation. Pour les 2 postes la pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance des activités des secteurs électronique et électromécanique serait appréciée. A la rémunération France s'ajoutent les avantages liés à l'expatriation.*

*Si l'une de ces offres vous intéresse nous vous invitons à prendre contact en écrivant sous référence 82.28-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP qui examineront confidentiellement votre candidature.*

**EUREQUIP**
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
15 av. d'Eylau 75116 Paris

PARIS — LONDRES — HOUSTON

membre de Syntec



## emplois régionaux

### Jeune ingénieur production/entretien — Nord

GERLAND

Pour maintenir dans nos fabrications l'innovation et l'avance technologique qui nous ont permis d'être aujourd'hui aux premières places sur nos marchés, il nous faut renforcer la structure de l'usine et créer ce poste.
C'est ainsi que, collaborateur immédiat du Directeur, vous prenez en charge les trois ateliers de production et celui d'entretien, au total 75 personnes.
Vous êtes responsable de la qualité des produits, de l'organisation et de la gestion de la production, vous établissez le plan de charge à court et moyen terme de l'entretien, vous organisez les essais demandés par le labo, les achats... Vous jouez aussi un rôle primordial dans l'animation et la formation du personnel et être attentif à la situation sociale.
Cette mission est celle d'un jeune ingénieur AM, IDN, ECL... en début de carrière, bon spécialiste en électro-mécanique et ayant déjà vécu l'expérience du commandement en atelier. Nous appartenons à un groupe important et diversifié facilitant par la suite les évolutions de carrière.
Merci d'adresser votre dossier sous référence IP610M à SEFOP.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

---



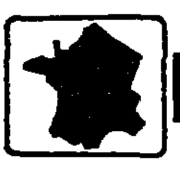
**THOMSON-BRANDT**
GGP

### Ingénieur électronicien moyens de réglages / contrôle
**ESE, INPG,...**

Premier constructeur européen d'électronique Grand Public (T.V. AUDIO, VIDEO) nous recherchons pour l'une de nos usines (1000 pers) située région Centre, le CHEF DE SERVICE MOYENS DE REGLAGES / CONTROLE.
Leader d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens supérieurs, il est le maître d'œuvre de tous les équipements réglages / contrôle de l'usine.
Objectif prioritaire : améliorer la qualité des produits et la productivité. Interface avec les B.E., il participe en outre à la conception des nouveaux produits pour en automatiser la fabrication.
L'éventail de ses responsabilités l'entraîne à nouer de nombreux contacts avec les différentes unités européennes du Groupe (anglais indispensable).
Nous désirons confier ce poste à un ingénieur électronicien confirmé (4 à 5 ans d'expérience minimum). Opérationnel pour animer, coordonner, diriger, c'est avant tout un novateur soucieux de faire appliquer le fruit de ses analyses.
Cette situation peut déboucher, à terme, vers des perspectives intéressantes de carrière, en France ou à l'Etranger.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 82229 à

**Selecom** 225, rue du Fbg Saint Honoré - 75008 PARIS - Tél : 755.89.36.

SOURCES



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## VOTRE AVENIR NOUS INTERESSE

*Nous sommes des leaders et nous désirons continuer notre expansion avec des hommes et des femmes décidés à réussir, possédant une forte valeur potentielle et prêts à se donner à fond dans notre métier qui est dur mais passionnant.*

***Profil du poste.*** *23 ans minimum.*
*Formation commerciale supérieure: ESC, SCIENCES PO ou niveau universitaire équivalent. IUT. Ingénieur avec quelques années d'expérience commerciale ou autodidacte de niveau équivalent.*

*Vous aurez les moyens de réussir mais vous devez être:*
- *enthousiaste et combatif,*
- *commerçant, doué pour les contacts humains,*
- *responsable, apte à diriger et à animer du personnel,*
- *gestionnaire consciencieux, disponible et travailleur.*

*Nous recherchons immédiatement pour débuter en qualité de* ***RESPONSABLE COMMERCIAL*** *dans nos magasins de* ***BORDEAUX.***

***10 CANDIDATS DE VALEUR***

*qui, après avoir fait leurs preuves durant deux années dans cette fonction, pourront accéder suivant leurs résultats, à des postes de plus en plus importants.*

*Nous sommes une grande chaîne d'hypermarchés française et* ***notre avenir est lié, comme l'est actuellement notre réussite, à la valeur de nos collaborateurs.***
*Formation complémentaire assurée.*

*Salaire de départ en rapport avec compétences, ou 1re expérience professionnelle réussie, et évoluant avec les résultats.*

*Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à:*

***TÉLÉFORMATION***
*B.P. 101,*
*59016 LILLE CEDEX.*
*Discrétion et réponse assurées.*

---



## Directeur du Personnel
**210 000 F/an +**

De formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, vous justifiez d'une expérience convaincante de responsable du personnel, acquise pour partie en usine. Vous avez une bonne pratique du droit du travail, parlez l'anglais. Dans ce cas, vous pouvez devenir, rapidement, le successeur de notre Directeur du Personnel.

Nous sommes, à 2 heures de Paris, une entreprise à taille humaine (400 personnes dont 50 cadres), filiale d'un important groupe chimique multinational, leader sur plusieurs segments du marché.

Rattaché au Directeur Général, vous définirez avec lui une politique de *personnel imaginative, que vous mettrez en œuvre en assistant la hiérarchie,* assurant les relations avec les partenaires sociaux ainsi qu'en suivant et contrôlant la gestion et l'administration du personnel (gestion informatique par système intégré ; animation d'une équipe de 4 personnes).

Merci d'adresser rapidement votre candidature ou de téléphoner sous référence 82610 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche

**centor**
**13 bis, rue Henri Monnier**
**75009 PARIS**
**Tél : 285.15.53**

---

Filiale d'un important groupe industriel français, nous fabriquons des systèmes de revêtements spécifiques à l'industrie et au bâtiment, nous recherchons pour la région Nord-Pas-de-Calais

## Ingénieur de vente, chimiste
### technicien confirmé et excellent vendeur

très autonome, aimant le terrain et la négociation mais sachant aussi préparer et organiser son action.

*Missions :*
- reprendre et développer la clientèle existante (le C.A. actuel de 2 millions de Francs peut facilement tripler en 2 ans),
- rechercher de nouveaux marchés,
- participer au lancement des produits nouveaux,
- être à « l'écoute des clients » pour faire remonter l'information.

Pour réussir dans cette fonction, il est nécessaire d'avoir une expérience de quelques années dans un service d'assistance technique à la vente ou dans la vente de produits industriels. Connaissance de l'anglais appréciée. Rémunération : fixe important et intéressement. Voiture personnelle. Formation aux produits assurée tant à l'usine qu'au siège.

Résidence souhaitée : région Lille ou Valenciennes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73614/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Membre de SYNTEC

**sélé CEGOS**

---



groupe cic

## Personnel et banque en Alsace

Vous avez, à juste titre, déduit que le poste est à pourvoir au Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine. Et vous connaissez la position prédominante que nous occupons dans cette région. Nous ne tenons pas pour autant à ce que vous soyez issue(e) du secteur bancaire. Nous vous demandons, en revanche, obliga*toirement une expérience de la fonction Personnel,* acquise au cours d'une carrière d'une dizaine d'années, pas beaucoup plus.

Expérience nécessaire en effet pour devenir l'adjoint de notre Directeur du Personnel. Il entend vous associer de très près à ses responsabilités ; plus particulièrement en ce qui concerne la gestion des ressources humaines, les relations sociales et l'animation de la fonction Personnel, tant au siège que dans nos *succursales et agences. C'est avec vous - et selon votre profil particulier - qu'il veut définir le contour exact* de vos attributions. Mais vous voyez déjà bien quel type d'expérience peut nous intéresser le plus. Nous pensons par ailleurs que la nature du poste requiert des candidats une formation supérieure.

Les consultants de Sirca, qui nous aident pour ce recrutement, vous donneront en vous recevant un complément utile d'information sur le contexte dans lequel ce poste est à prendre. Précisez-leur, sous référence 822 736M les raisons de votre candidature.



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

*MEMBRE DE SYNTEC*

---



## directeur commercial adjoint
### chargé de l'Administration des Ventes
**région ANGERS 49 — 170.000 +**

**Entreprise (450 p.) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits en aluminium, alliage de zinc, plastique, destinés au BATIMENT SECOND ŒUVRE** recherche un Directeur Commercial Adjoint.

Dépendant du Directeur Commercial et en relation étroite avec les Services Informatique, Production, Méthodes et Recherche :
- il gérera le carnet de commandes jusqu'aux expéditions
- il établira et suivra le tableau de bord commercial
- il entretiendra les relations avec les clients, les fournisseurs, les transporteurs et dans une certaine mesure avec les représentants,
- il collaborera à l'élaboration de la politique commerciale de l'entreprise et dirigera le personnel de son service (25 p.).

Ce poste conviendrait à un candidat expérimenté, connaissant de préférence le milieu professionnel concerné et ayant l'habitude et le goût du travail en équipe.

Adressez votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous référence 82434-M à Danielle DERREY.

**ouest recrutement** Le Tertre au Jau - Route de Cantenay Epinard 49000 Angers qui le traitera confidentiellement.

---

## INFORMATIS
**Recherche pour ses agences de TOULOUSE-NANTES**
## COMMERCIAUX
ayant expér. de la vente des services informatiques SSCI ou Constructeurs. Réelle possib. de promotion pour éléments de valeur. 26, r. Daubenton, 5e. 337-99-22.

---

**Cabinet de Révision Comptable et Conseil de Gestion** recherche
**RÉVISEURS QUALIFIÉS** et confirmés (2 à 5 ans d'expérience).
Postes évolutifs pour candidats préparant Expertise Comptable.
*Bonnes conditions d'emploi.*
Déplacements France et étranger.
Postes à pourvoir au plus tard en septembre.
Sérieuses références exigées.
Adresser C.V. détaillé + photo + prétentions à
CONTINENTALE D'AUDIT S.A.
370, av. du Prado,
13008 MARSEILLE.

---

**GROUPE D'ÉLECTRONIQUE INTERNATIONAL** recherche pour faire face à *son développement* pour « L'EXPORT »

## 8 INGÉNIEURS
de *« gros calibre »*, niveau 3A, 3S ayant une grande expérience en logiciel système temps réel appliquée à la
**TÉLÉPHONIE TEMPORELLE.**
Il est prévu de fréquents déplacements en Amérique du Sud, Moyen-Orient, Afrique du Nord, pays de l'Est, etc.
**LES SALAIRES SERONT ÉLEVÉS, 250.000 F + pour LES ÉLÉMENTS COMPÉTENTS**

## 15 INGÉNIEURS
*3 an d'expérience en logiciel* temps réel.
Formation téléphonie assurée.
Lieu de travail : NANTES.
Ecr. s/ réf. 33358 à DEB'S, 140, r. de Courcelles, Paris-17e.

---

ENTREPRISE TRAVAUX SOUTERRAINS recherche pour chantier FRANCE SUD-EST
## JEUNE INGÉNIEUR
MÊME DÉBUTANT
## CONDUCTEUR DE TRAVAUX
CONFIRMÉ
Adr. C.V. S/réf. 11535 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS cedex 02 qui trans.

---

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC A AMIENS** *recherche :*
## JEUNE INGÉNIEUR
expérience industrielle, 1 à 3 ans pour contacts industriels et études techniques et financières de projets d'innovations.
## ANVAR PICARDIE
Maison de l'Innovation,
18, rue Cormont,
80000 AMIENS.
Téléph. 16 (22) 91-84-67.

---

*Pet. Société Sud-Ouest rech. :* Ingénieur chimiste : format. chimie indust. Environ 35 ans, sens responsab., devant diriger fabrication et contrôle. Rémunération 150.000 F an, expér. : 5 ans indust. chimique. Ecr. Havas Bergerac 24100/2730.

---

## *LA RÉUSSITE EXISTE nous l'avons rencontrée*
1976 : Première unité BRIOCHE DORÉE / 1982 : 60
***Une société entreprenante, qui pour réussir s'en donne les moyens par une structure solide***

### recherche DES DIRECTEURS DE RÉGION Réf. : 1001 P.A.
***basés en province rattachés au Directeur-général FRANCE***

*Vous serez responsable du développement de votre région : Encadrement, Gestion, Résultats.*

*Votre formation supérieure et votre expérience antérieure d'animation d'une équipe, vous permettent d'accéder à 30 ans minimum, à ce poste de RESPONSABLE.*

***Rémunération : 160/180.000 F/an***

### DES SUPERVISEURS Réf. : 1002 P.A.
***basés en région vous serez le lien direct entre des responsables d'unités et la direction régionale, le garant de la prestation.***

*Homme de terrain, 28 ans minimum, gestionnaire, vous savez motiver une équipe de vente et vous bénéficiez d'une expérience commerciale réussie dans un secteur économique proche (distribution alimentaire, etc.)*

***Rémunération : 90/130.000 F/an***

***Vous serez reçu à Paris, Lyon, Rennes, Nancy, Marseille ou Bordeaux***

Merci d'adresser C.V. + Photo en précisant la Réf. et la ville choisie à :
**SOCIÉTÉ LA BRIOCHE DORÉE** - *Département recrutement* 105 A, avenue de Crimée - 35100 RENNES

---

## RÉGION ALSACE
### Nous sommes un important groupe du secteur tertiaire

*Vous possédez un diplôme d'études supérieures (informatique-gestion) et vous désirez mettre en pratique vos connaissances en réalisant des applications qui concernent toutes les techniques récentes liées à l'utilisation de l'ordinateur.*

Envoyez-nous votre C.V. sous nº 8488 *le Monde* Pub., service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

## Message à des jeunes Ingénieurs
# X - MINES - PONTS - CENTRALE

Les succès de votre première expérience professionnelle vous en ont convaincu :

Vous souhaitez faire une

## carrière plus dynamique

au sein d'un grand groupe privé.

Vous désirez animer une équipe, sur le terrain pour commencer.

Vous aimez vivre en province.

*Alors, prenez des responsabilités dans l'une de nos 15 unités établies dans des*

## métropoles régionales

Vous y développerez votre goût d'entreprendre dans le cadre d'une gestion très décentralisée.

Nous vous remercions d'exprimer vos motivations sous référence M/116/K à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur les postes avant de vous recevoir.

**mcp** CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

---

**SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT RÉGIONALE**
*(Centre de la France)*
recherche
## UN DIRECTEUR
### pour sa division hydraulique

*Il sera chargé de la mise en œuvre de projets d'assainissement agricole, d'irrigation, de construction de barrages et de centrales hydroélectriques.*
A la fois sur le plan technique (Direction du bureau d'études et des chantiers) et sur le plan financier et administratif.
Une expérience profess. d'une dizaine d'années est indispens.
*La rémunération de base est de 170.000 F par an, mais pourrait être revue en fonction de l'expérience du candidat.*

Envoyer C.V. et photo à
SOMIVAL, 46, bd Pasteur, 63000 CLERMONT-FERRAND.

---

**Société de transport national et international (400 personnes) solidement implantée dans la Région Rhône-Alpes/Auvergne recherche un**

## directeur financier
**SAINT ETIENNE**

Responsable, devant le PDG, et après période d'adaptation au secteur d'activité, de la supervision des services comptables, du contrôle de gestion de la gestion de la trésorerie, des relations avec les banques et de l'ensemble des problèmes financiers.

**Ce poste exige :**
- Une formation Etudes Supérieures (Ecole Supérieure de Commerce).
- Une expérience - minimum 5 ans - acquise à un poste similaire.
- De solides connaissances en informatique.

Envoyer vos candidatures sous référence 830-M à :
**L.T.M. CONSULTANTS**
63, avenue de Villiers
75017 Paris

---

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION
(C.A. environ 1200 millions, 2000 personnes avec ses filiales)
recherche

## CHEF SERVICE COMPTABILITE
(60 PERSONNES)

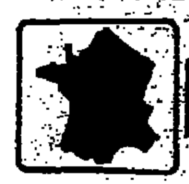
Il prendra la responsabilité des problèmes comptables, des comptes d'exploitation et bilans, comptes clients et fournisseurs, déclarations fiscales, gestion courante de la trésorerie, consolidation du bilan.

Priorité sera donnée à un comptable de haut niveau (D.E.C.S., Expert Comptable) ayant 5 à 10 ans d'expérience de la fonction acquise si possible à la fois dans le secteur de la distribution et en cabinet d'expertise, ayant également une bonne connaissance générale de l'informatique lui permettant de dialoguer avec le service spécialisé de l'entreprise.

Ecrire avec C.V. manuscrite, photo et prétentions à la Direction du Personnel à HUET et LANOE S.A. B.P. 1827 - 37018 TOURS CEDEX.



هكذا من الأصل



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Patron d'une unité de production

**Ingénieur Arts et Métiers ou similaire, 35-40 ans :**

- désireux de trouver un poste de direction autonome à larges responsabilités,
- souhaitant le cadre de vie d'une agréable petite ville du centre de la France avec un salaire de 270 000 F,

**vous avez assumé des responsabilités dans une unité de production :**

La direction d'un groupe industriel important recrute le Directeur d'une de ses unités de production (250 personnes). Véritable patron de son unité, dépendant directement de la Direction Générale Holding, il sera responsable de la production et des coûts dans le cadre du budget annuel qu'il aura établi et fait approuvé en collaboration avec les différents services holding.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 82.06.7M, à :

Jean-Pierre TRICARD SELECTION
37/39 avenue de Clichy – 75017 Paris

SOURCES

JPTS
**Jean Pierre Tricard Sélection**



## Développement commercial portuaire — 220.000 F

**Côte Atlantique** - Un important établissement public, à caractère industriel et commercial, recherche le responsable de son service Développement Commercial. Rattaché au Directeur du Développement, il assurera, dans une grande autonomie, la gestion d'un service englobant une dizaine de personnes, avec pour tâches principales l'élaboration d'études économiques théoriques, l'entretien et le développement de la clientèle, les relations avec la Presse et les organismes extérieurs, etc... Ce poste, basé dans une importante ville portuaire, ne peut convenir qu'à un homme de terrain, véritable spécialiste du transport maritime, âgé de 35 ans au moins, autodidacte ou diplômé, et pouvant impérativement justifier d'une expérience professionnelle de dix années minimum, acquise au sein (service commercial, bureau de cotations, ou d'affrètement...) d'une entreprise maritime : Marine Marchande, Port Autonome, Compagnie de navigation, Bureau de Transit, etc... La réussite à ce poste implique une certaine disponibilité, un sens aigû de la négociation et des qualités de contacts prononcées. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle brute de départ, de l'ordre de 220.000 francs, tiendra compte de la valeur et de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à G. MINS. Réf. A/1158M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



## Directeur des ventes — Rhône-alpes

**Futur directeur commercial - Fournitures industrielles** - Cette moyenne entreprise du secteur mécanique est filiale d'un groupe leader sur son marché. Elle est spécialisée dans la production et la vente aux industriels de produits techniques, soit directement pour les fabrications sur devis, soit par l'intermédiaire d'un réseau de distributeurs. Elle recherche pour poursuivre son expansion un Directeur des Ventes. Reportant au Directeur Général, il prendra en charge dans un premier temps la responsabilité de l'accroissement du chiffre d'affaires sur la France, développera, structurera et dynamisera un réseau de représentants exclusifs, négociera avec les gros clients, organisera l'administration des ventes, sélectionnera les nouveaux revendeurs. Progressivement, sa réussite devra lui permettre de définir les stratégies marketing à moyen et long termes, et d'accéder en deux ans aux fonctions de Directeur Commercial. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans au moins, de formation supérieure technique de préférence et possédant une expérience de la vente de 5 ans minimum (dont 2/3 ans à un poste d'animation d'équipe commerciale). Elle aura été acquise dans le secteur des produits techniques destinés aux industries et couvrira idéalement tant la vente sur devis, que la vente par un réseau de distributeurs. La rémunération sera fonction de l'acquis et du potentiel du candidat retenu. Elle sera de l'ordre de 200.000 francs par an. Ecrire à D. DE VERNEUIL. Réf. A/3645M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE**
**Tél. (7) 893.90.63**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



**Société Européenne de Propulsion Bordeaux**

## Des missiles aux matériaux industriels

Créée en 1969, la Société Européenne de propulsion est aujourd'hui leader dans le domaine civil et militaire, et développe sans cesse des technologies très avancées.

Dans l'optique du remplacement des produits métalliques par des matériaux plus performants, ses chercheurs mettent au point de nouveaux **MATERIAUX COMPOSITES**, s'ouvrant à des industries les plus variées : **AERONAUTIQUE, AUTOMOBILE, OFF-SHORE,...**

Pour renforcer ses équipes SEP recherche deux

# Ingénieurs confirmés

### Ingénieur production
### 220 000 F +

C'est un poste important puisqu'il s'agit de diriger l'exécution des **FABRICATIONS COMPOSITES** diverses destinées à la propultion et à l'aéronautique. L'effectif compte 130 personnes réparties en 4 ateliers, chacun ayant un responsable. Les moyens sont conséquents (valeur 60 MF) et variés (fabrication de caoutchoucs, bobinage, drapage, presses autoclaves).

Il travaillera en étroite relation avec le patron du département, créateur de ces activités; des Ingénieurs spécialisés et des services Méthodes et Ordonnancement.

Ce poste est destiné à un Ingénieur mécanicien ou chimiste pouvant justifier d'une expérience de 5 à 10 ans d'industrie, dont une partie aura été consacrée à la production avec encadrement d'ateliers importants (animation, conditions de travail, sécurité). Son aptitude a assimiler des techniques nouvelles et variées appliquées à des fabrications diverses (prototypes, répétitives, petites séries) comme sa connaissance des machines et outillages doivent lui permettre d'évoluer vers des responsabilités plus élargies. (Réf. LM/2478).

### Ingénieur plans et spécifications
### 180 000 F

Intégré à notre Bureau d'Etudes, il aura la responsabilité de la tenue des liasses de Plans définissant nos matériels (gestion de leur évolution, mise à jour). Il s'agit d'un travail de gestionnaire, ouvert au dialogue avec les Ingénieurs d'Etudes, nos architectes.

Ce poste est destiné à un Ingénieur ou Cadre Technique, pouvant justifier d'une expérience d'environ 10 années en Bureau d'Etudes et disposant des qualités requises pour gérer un tel ensemble. (Réf. LM/2479).

*******

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous la référence choisie à **OCS** - notre Conseil, qui vous assure la confidentialité de votre candidature.

MEDIA PA



Conseil en recrutement
1, rue Guillaume Brochon
B.P. 37 - 33024 BORDEAUX CEDEX





## Ingénieur méthodes et organisation — 160.000 F

La filiale d'un puissant groupe industriel français, spécialisée dans la fabrication et la distribution d'articles d'entretien, crée, pour son usine située dans le Doubs (effectif 100 personnes environ), un poste d'Ingénieur Méthodes et Organisation. Rattaché au Directeur de l'usine, il prendra en charge l'étude et le suivi des différents projets de modernisation inscrits dans un plan d'investissements sur plusieurs années. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé (type Arts & Métiers), disposant déjà d'une première expérience industrielle en production (grande série) et motivé par les problèmes d'organisation et d'automatisation. La pratique d'une langue étrangère est nécessaire. La rémunération, qui pourra atteindre 160.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Il existe, à terme, de réelles possibilités d'évolution, soit dans la filiale, soit dans le groupe. Ecrire à J.A DENNINGER. Réf. A/2224M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

## Jeune ingénieur électronicien, votre avenir dans la commande numérique...

Un **grand groupe français** très réputé vous offre au départ un poste dans son

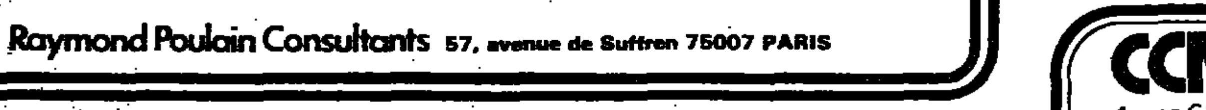
### Bureau d'études hard

Si vous connaissez déjà les **microprocesseurs** et les **périphériques**, votre progression n'en sera que plus rapide au sein d'une équipe d'une quinzaine d'ingénieurs dotée de gros moyens et en contact direct avec la production.

Voici l'occasion de vous faire une référence de première valeur et de développer votre carrière dans notre groupe qui offre de multiple possibilités. Lieu de travail : ville de province agréable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. BEM/LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

MEDIA PA



**Raymond Poulain Consultants** 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

## Secrétaire général holding
### région Orléans

Groupe industriel important regroupant 4 unités de production (1000 personnes) recrute pour étoffer l'équipe Direction Holding, un Secrétaire Général expérimenté, de formation juridique, qui aura plus particulièrement à charge :

- la mise en place des procédures,
- l'administration du personnel,
- le suivi des problèmes sociaux et juridiques,
- l'ensemble des questions administratives.

Il sera directement rattaché au Président Directeur Général.

Nous recherchons un homme d'expérience, 40-55 ans, ayant de solides notions financières, juridiques et de gestion de personnel, désireux d'apporter sa collaboration à la mise en place de la société holding.

La rémunération, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 300 000 F/an.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 82.06.6M à :

Jean-Pierre TRICARD SELECTION
37/39 avenue de Clichy – 75017 Paris

SOURCES

JPTS
**Jean Pierre Tricard Sélection**

## Région Grenoble

Le Chef d'un établissement industriel, de 1300 personnes, recherche un

### ADJOINT

Agé de 30 à 35 ans. Diplômé d'études supérieures (Sciences PO - DROIT ou équivalent), il a une première expérience de la gestion du personnel en milieu industriel et plus particulièrement de l'évaluation des postes et du recrutement.
Homme de contact, organisé, méthodique, il possède de grandes qualités d'analyse et de synthèse.
Rattaché directement au chef du personnel, il l'assistera notamment dans les domaines suivants : droit social, information, recrutement, gestion des carrières, relations avec les partenaires sociaux.
Dans un premier temps, des études ponctuelles lui seront confiées dans ces différents domaines.

Adresser CV, prétentions et photo s/référence 8329/L à CONTESSE Publicité 74, rue Béchevelin 69363 LYON CEDEX 07, qui transmettra.

## CLEMESSY

Dans le cadre de son développement Clemessy S.A. recherche pour MULHOUSE

**LE RESPONSABLE DE SON ACTIVITÉ CONTROLE ET RÉGULATION**
(marché français)

rompu au métier d'entrepreneur
à l'animation d'une équipe jeune et dynamique,
aux négociations commerciales.

Sa mission consistera à assurer dans le cadre d'une gestion décentralisée, à forte autonomie d'action.
Le management et le développement de l'activité, en liaison étroite avec l'ensemble des unités territoriales de la société.
Nous garantissons une discrétion absolue aux candidatures que nous vous demandons de nous adresser avec C.V. détaillé photo et prétentions à CLEMESSY S.A. service Emploi.
18, r. de Thann, B.P.18, 68057 MULHOUSE CEDEX.



## CCMC

*1250 Collaborateurs*
*3 centres de traitement*

*Avec un CA progressant régulièrement de 30% par an depuis 1962, nous sommes devenus l'une des premières Sociétés de prestation de services et de traitement informatique.*

*Notre développement prend aujourd'hui une dimension internationale*

*Pour mieux contrôler et organiser notre gestion, notre Direction Générale cherche à renforcer son service Audit en intégrant un*

### AUDIT INTERNE
### «Chef de mission»

**Homme d'ouverture et de responsabilité :**

- il veillera à la bonne application dans la Société de la politique prévisionnelle et budgétaire définie par la Direction Générale.
- il proposera et aidera à mettre en œuvre les solutions permettant d'optimiser la gestion et les procédures.

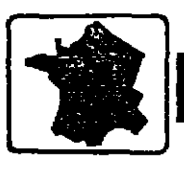
Ce poste requiert des compétences techniques sanctionnées par un Diplôme type ESC. MAITRISE DE GESTION plus DECS; il nécessite une expérience de 3 à 4 ans dans un Cabinet Comptable utilisant les normes anglo-saxonnes ou dans un Groupe International

Poste à pourvoir près de LYON
Déplacements à prévoir.

*Merci d'adresser votre candidature avec prétentions sous réf. 5881 au Service Recrutement Carrières - BP 6129 - 45061 ORLEANS CEDEX.*



HAVAS CONTACT



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



SPIE-BATIGNOLLES
*important Groupe du Bâtiment et des Travaux Publics recherche pour sa Direction Régionale de* **Nevers**, *un*

## Ingénieur d'affaires

*Il s'intégrera au département équipements spécialisés pour développer l'activité d'Entreprise Générale, principalement dans le domaine des micro-centrales hydrauliques et de l'économie d'énergie.*
*Il sera responsable de la gestion et de la réalisation des affaires en particulier la supervision des chantiers.*
*Le poste conviendrait à un ingénieur généraliste ayant des connaissances en électricité, mécanique, génie civil et une expérience de 3 à 5 ans. Il effectuera des déplacements courts mais fréquents.*

*Envoyer C.V., sous réf. 706 à Direction du Personnel 202 quai de Clichy 92111 Clichy Cédex.*

média-system

---

## S.O.F.R.E.L.

Sté de fabrications et de réalisations électroniques recherche

### CADRES COMMERCIAUX H.F.
### pour ses agences, de Paris, Toulouse et Lyon.

Les candidats auront 30 a. min., une formation électronique de base. Renforcée d'une expérience commerciale réussie dans la négociation d'affaires d'ingénierie électronique.

La mission sera de développer les ventes des produits de télétransmission appliquée à la gestion de processus industriels (eaux, chaufferie...). La clientèle à visiter étant : les D.D.A., D.D.E., collectivités locales, bureaux d'études.

Les territoires étant d'au minimum 10 départements autour de la base de départ, des déplacements fréquents sont à prévoir.

Adresser C.V. et prétentions à SOFREL,
*Le Plessis, 35230 Vern-sur-Seiche.*

---

**UNE DES PRINCIPALES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DU LITTORAL MEDITERRANEEN**
**+ de 5.000 personnes collaborent à la réalisation d'un C.A. de 2 milliards dont plus de 70 % à l'export**
recherche

## INGENIEURS DEBUTANTS GRANDES ECOLES
### X - MINES - PONT - CENTRALE - etc.

Elle est un des premiers constructeurs français d'ensembles industriels de mécanique mécano-soudée et de chaudronnerie de très grande dimension.

Outre son activité traditionnelle de construction navale, elle connaît une forte expansion dans le secteur des matériels offshore, mais aussi dans des secteurs divers de biens d'équipements industriels :
- thermique, chaudières et turbines H.P. ;
- installations spéciales pour le nucléaire ;
- usines d'incinération de déchets industriels et urbains ;
- escaliers mecaniques de grand débit.

Elle propose à des jeunes ingénieurs une carrière évolutive et variée à travers :
- soit ses services d'études et de conception ;
- soit l'animation de grands services de fabrication et de montage ;
- soit des postes de négociation ou de gestion de très haut niveau.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence 806 M à



**BAILLY CONSEIL**
**40, avenue Hoche**
**75008 PARIS**

deb's

---




Centre d'Enseignement et de Recherche Appliqués au Management

***POUR FAIRE FACE AU DEVELOPPEMENT DE SES NOUVEAUX PROGRAMMES***
***LE CERAM RECRUTE DES***

## *PROFESSEURS ET ASSISTANTS-PROFESSEURS EN MANAGEMENT, MARKETING ET FINANCE*

Les candidats doivent faire la preuve :
- d'un potentiel élevé dans le domaine de la recherche appliquée, de l'enseignement et du *conseil aux entreprises* ;
- de fortes capacités d'autonomie, de dynamisme, d'initiative ;
- d'une aptitude au travail en équipe *et à la gestion par projet* :

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Ecrire au CERAM - Sophia Antipolis - BP 20 - 06561 Valbonne Cedex
Le CERAM est un établissement du complexe Scientifique de Valbonne-Sophia Antipolis

---

## Laboratoires Wellcome

**IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DE REPUTATION INTERNATIONALE** recherche pour sa

### DIVISION DIAGNOSTICS
### 1 TECHNICO-COMMERCIAL
**Secteur : Ouest/France**

- Ayant une formation BT-BTS - analyses biologiques ou équivalent, et technicien confirmé de laboratoire d'analyses médicales.
- Les responsabilités porteront sur la promotion et *la vente de notre gamme de réactifs.*

Une préférence sera donnée aux candidats pouvant justifier d'une expérience de la vente dans ce domaine.
- Stage de formation assuré - véhicule fourni - nombreux avantages sociaux (possibilité d'avenir pour candidat de valeur).

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : Direction du Personnel
**LABORATOIRES WELLCOME S.A.**
159, rue Nationale 75640 PARIS CEDEX 13

---

## *Chef de production*




***1978 : 80 000 poulets/jour***
***1982 : 270 000 poulets/jour***

Animateur des structures de notre unité d'abattage de volailles, notre Chef de Production se chargera plus spécifiquement :
- du contrôle qualité,
- de l'application des méthodes,
- de la gestion des effectifs - 350 personnes.

Pour occuper ce poste opérationnel et dynamique, nous recherchons un cadre de 30 à 40 ans, compétent dans la gestion des méthodes de production et à la personnalité affirmée qui lui permettront d'assurer pleinement sa fonction. Disposant de ses propres budgets d'exploitation, il *rendra compte à la Direction Générale dont il est le proche* collaborateur.

La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et à la formation. Poste basé à BRIEC de l'ODET - Finistère.

*Adresser votre candidature à* **CAPFOR BRETAGNE** S.A. - 13, Boulevard de Kerguelen - 29000 QUIMPER - Tél. : (98) 95.14.30 - Sous ref. CP. 2128.

MEDIA PA

**CAPFOR**
NANTES - PARIS - LYON - BREST - QUIMPER - LORIENT - MONTLUÇON - NIORT

---

## *Contrôleur de gestion*
### *Littoral Atlantique*

**ORGANISME BANCAIRE** à forme Mutuelle recherche **JEUNE CADRE formation I.T.B.**

Ayant déjà une expérience pratique en Contrôle Gestion, Élaboration et Suivi Budget Prévisionnel, Analyse des Ecarts, capable de gérer une Trésorerie à court et moyen termes.

Ecrire avec C.V. détaillé + photo et prétentions sous réf. 546 à M. FRANCESE, CAPFOR S.A. - 11 Bd G. Guist'hau - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.

MEDIA PA

**CAPFOR**
NANTES - PARIS - LYON - BREST - QUIMPER - MONTLUÇON - NIORT

---

**LA ROCHE SUR YON-VENDEE**
**SEPRO**
constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques.

Numéro un français dans sa spécialité
recrute
pour son secteur ROBOTIQUE

## INGENIEUR D'AFFAIRES ELECTRO-MECANICIEN
### AM, INSA ou équivalent

Débutant ou quelques années d'expérience.

Après une période de formation assurée par nos soins, il sera chargé :
- d'analyser les besoins des clients,
- de présenter les devis,
- de participer directement à la mise en service des équipements,
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste essentiellement technique comporte *de nombreux contacts en clientèle* et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à
*SEPRO* - DIRECTION DU PERSONNEL
87X - 85002 LA ROCHE SUR YON Cédex

---

## LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche un ingénieur sur contrat pour participer à la directin des études et à la surveillance de la réalisation d'opérations importantes d'infrastructure et d'équipements industriels.

Profil recherché :
- Diplômé ingénieur E.T.P. ou équivalent :
- Expérience en génie civil et équipements d'immeubles industriels :
- Age : de 30 à 40 ans.

La rémun. mens. nette proposée est de 7.000 à 7.600 F.

Ecr. en envoyant C.V. et photo à Monsieur le Chef de la Section du Personnel, direction des constructions et armes navales, B.P. n° 10, 50115 CHERBOURG NAVAL.

---

SOCIETE INTERNATIONALE DE CONSTRUCTION D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
recherche pour

**LYON**

## UN INGENIEUR-ELECTRONICIEN CONFIRME

RESPONSABLE d'essais et de mise en service d'ensembles de vitesse variable et d'automatismes, dont il connait les domaines d'application.

*Capable* d'ANIMER une équipe dynamique de techniciens après-vente.

Des connaissances en régulation, automates programmables et commandes numériques seraient appréciées.

Adresser CV, photo et prétentions sous ref. 8340/L à CONTESSE Publicité 74, rue Bechevelin 69363 Lyon Cedex 07, q.tr.

---

RECHERCHONS

## TECHNICIEN DE HAUT NIVEAU

ayant déjà acquis connaissance et expérience sur

- Les asservissements de précision en vitesse et position avec force inertie mécanique (rotative d'imprimerie) ;
- Les lignes d'arbres électriques à commande sectionnelle ;
- Electronique de cerveaux mécaniques, électronique de puissance (chargeurs de fréquence, convertisseurs, etc.).
- Devra piloter une équipe de techniciens de laboratoire et de service après-vente.
- Langue anglaise exigée.
- Salaire proposé + de 250 000 F.

*Ecrire avec C.V. et photo à*
CONTROLE ET AUTOMATION
rue Auguste-Rodin, B.P. 63-29
45063 ORLÉANS CEDEX

---

**La banque de l'économie sociale**
recherche
**pour son agence de ROUEN**

## un GRADÉ de BANQUE
### CLASSE III ou IV

**responsable des services opérations bancaires (compensation, portefeuille, service caisse).**

*Ce poste requiert :*
- bonne connaissance de la comptabilité et des opérations bancaires
- ouverture aux techniques informatiques.

Formation minimum demandée :
B.P. ou I.T.B. en cours.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prét. à N. 2153 - PUBLICITES RÉUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

STE D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
appartenant à groupe international
recherche pour usine 100 Kms Nord de Paris

## CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

**INGENIEUR A. et M.**
**ou formation électromécanique.**

- 10 ans expérience dans industrie automobile ou grandes séries ;
- relevant du Directeur de l'Etablissement, il sera responsable de la gestion des investissements, des automatisations, de l'étude et de la réalisation des travaux neufs, du service des Méthodes et de la maintenance des équipements ;
- il devra faire évoluer les méthodes de travail avec l'objectif d'amélioration de la productivité.

Possibilité de logement.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à N. 1960 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RÉPARTITION *PHARMACEUTIQUE DE ROUEN***
recherche

## Jeune Ingénieur *Informaticien*
(H. ou F.) chef de projet

Pour concevoir et coordonner le développement d'applications sur mini et micro-ordinateurs diffusés à plusieurs centaines d'exemplaires dans notre clientèle.

Adresser C.V. détaillé à
Directeur Informatique CERP ROUEN
39-41, rue des Augustins
76000 ROUEN

---

**Nous prions les lecteurs répondant aux « *ANNONCES DOMICILIÉES* » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.**

---

# OFFRES D'EMPLOIS

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, matériaux de construction, PARIS,**
C.A. du Groupe : 150 millions de F,
200 personnes, recherche son

## DIRECTEUR GÉNÉRAL

**Véritable manager, il assurera :**
- la politique commerciale, la coordination et la gestion financière *des sociétés du Groupe.*

**Profil recherché :**
- une formation supérieure (HEC, Sup. de Co...)
- *une expérience minimum de 10 ans dans* des fonctions de responsabilité commerciale et de gestion
- une aisance et un goût des contacts
- *des qualités d'animateur*
- une certaine connaissance des problèmes informatiques.

Adresser C.V. et prétentions sous référ. **2.566 M** à **PUBLIPANEL**, 20, rue Richer - 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra. Discrétion assurée.

---

## CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche

## un(e) Chargé(ée) d'Etudes Marketing

*pour assurer la mise en oeuvre, la réalisation des* études et le suivi des dossiers sous-traités auprès des cabinets.
Le suivi technique et les suggestions feront partie de sa mission.
Formation supérieure scientifique (économie - statistiques) complétée par la connaissance des études psychosociologiques et des techniques d'études de marché acquise en plusieurs années dans un cabinet d'étude.

Adr. CV, phot., sal. et prét. sous réf. **5585** à **CNCA**
**Recrutement Carrières 75710 Paris Brune**

---

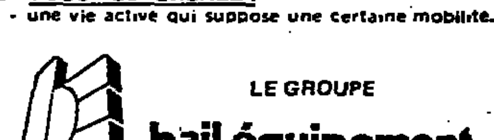
**ENTREPRISE TRAVAUX SOUTERRAINS**
Siège Paris-16e - recherche

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES

40 ans environ.
Le candidat doit être spécialiste de travaux souterrains et avoir une bonne connaissance des mines et du génie civil. Il doit obligatoirement avoir fait l'essentiel de sa carrière en entreprise de travaux publics.
Grande autonomie et grande liberté d'action.
Déplacements fréquents.
*Adr. C.V. et prét. s/réf. 11533 à PIERRE LICHAU* S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transm.

---

- **VOUS ETES JEUNE ET VOUS AVEZ :**
  - une bonne formation de base commerciale et financière (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP de CO, Sciences PO, etc...)
  - le goût du contact humain et de la negociation avec les P.M.E.
  - une capacite de synthèse rapide susceptible d'appuyer votre dynamisme commercial.
- **VOUS RECHERCHEZ :**
  - une vie active qui suppose une certaine mobilite.



LE GROUPE
**bail équipement**

UNE DES TROIS PREMIERES SOCIETES DE CREDIT BAIL MOBILIER
recherche

## attachés de direction

aptes, après formation au sein d'une equipe dynamique, à negocier des contrats de credit bail en aidant les P.M.E. à resoudre leurs problèmes d'equipement et de financement de voitures.

**Résidence : grande ville de province.**

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel - BP. 35
22, Place Vendôme - 75021 Paris Cedex 01.

---

**L'une des plus importantes entreprises nationales**
recherche

**POUR SES SERVICES PARISIENS ET SES CENTRES RÉGIONAUX IMPLANTÉS DANS LES GRANDES VILLES DE PROVINCE**

## DOCTEURS EN DROIT ET DIPLOMÉS DE SCIENCES POLITIQUES

## INGÉNIEURS ÉLECTRO-TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS ET INFORMATICIENS
(TOUTES CATÉGORIES D'ÉCOLES)

**Libérés des obligations militaires, âge maximum 30 ans.**
***Disponibles sous 3 mois.***

Envoyer C.V., photo + prétentions sous n° 227.765 à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**La Direction Générale d'une chaine de magasins indépendante et en forte expansion (produits diversifiés - 15 unités + - 400 personnes) implantée en Bretagne, Normandie, Ile de France et Champagne, siège à Paris, étoffe ses structures commerciales en créant deux postes :**

# chef de groupe

Accédant à un large degré d'autonomie après intégration, chef d'orchestre d'une partition commerciale originale axée sur l'opportunité et la promotion, il organise le développement des ventes, coordonne les actions promotionnelles, fixe les objectifs et contrôle les résultats, supervise l'approvisionnement et la tenue des magasins.

Intervenant dans le choix et la promotion des hommes, il veille à la mise en application d'une politique rigoureuse de gestion du personnel auprès des responsables d'unités qu'il encadre, assure la formation, l'animation et le suivi des équipes en place. Il rend compte à la Direction Générale et Administrative à Paris.

Ce poste de liaison, d'animation et de contrôle, implique mobilité et engagement personnel et convient à un cadre commercial de 40 ans environ.

Issu du terrain ou diplômé d'une école commerciale, il a dans chaque cas accédé à un niveau de responsabilités régionales dans les secteurs de la grande distribution ou des réseaux de vente de produits grande consommation / biens d'équipement.

Rémunération : fixe + intéressement aux résultats + frais. Réf. A 7/582.

# adjoint chef de groupe

Avec un niveau de responsabilité reflet du Chef de Groupe, et sur sa délégation, il tient un rôle complémentaire et exécutif au niveau de l'animation des équipes de vente, de la coordination, du contrôle et de l'inspection des ventes sur le plan **quantitatif** (état des stocks - réapprovisionnement des magasins - rotation des marchandises) et **qualitatif** (suivi des promotions - méthodes de vente - analyse des résultats).

Ce poste qui requiert mobilité et goût du terrain convient à un jeune commercial attiré par l'inspection des ventes et pouvant justifier d'une première expérience réussie de 3 à 5 ans dans le secteur de la grande distribution, la vente de biens d'équipement ou de produits grande consommation.

Il rend compte avec son Chef de Groupe à la Direction Générale et Administrative à Paris.

Rémunération : fixe + intéressement + frais. Réf. A 8/582

*Si l'un de ces postes vous intéresse, merci d'écrire aux consultants d'OGIVES sous la référence choisie, en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente.*

**OGIVES** département conseil en recrutement - 12, rue de Chazelles 75017 Paris

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



---

**CNEH**

# Ingénieurs et scientifiques

Le Centre National de l'Equipement Hospitalier a pour vocation l'étude de matériels et équipements médico-techniques de technologie avancée, en vue d'homologation décernée par le Ministère de la Santé, il recrute : des **INGENIEURS** Electroniciens diplômés d'une grande école d'ingénieurs, ou universitaires (doctorat de 3e cycle), ayant une spécialisation dans les domaines suivants : médecine nucléaire, protection contre les rayonnements, génie bio-médical, biochimie, biologie et capables de conduire, en liaison avec les constructeurs et le corps médical, des études impliquant des essais et des expérimentations en milieu hospitalier.

Lieu de travail : Saint-Quentin-en-Yvelines.

Pour ces postes quelques déplacements de brève durée sont à prévoir.

Marie-Louise GUIOMAR étudiera en toute discrétion votre dossier de candidature s/réf. 22055/M. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE Cedex.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

---

PARIS

## Jeune Cadre Export pour

# Gestion des ventes

Société industrielle française, de renommée mondiale, nettement leader sur notre marché, nous faisons 85 % de notre C.A. à l'exportation.

Pour assister l'un de nos directeurs de zone, nous recherchons un jeune cadre ayant une expérience de 2 ans environ de l'exportation de produits industriels, sur le plan administration-gestion : suivi de l'exécution des contrats, politique de prix...

Etroitement associé à l'activité de son directeur il sera en rapport avec nos clients, nos usines, nos agents...

Ces fonctions, qui impliquent une parfaite connaissance de l'anglais, s'adressent à un diplômé d'études supérieures - spécialisation commerce extérieur appréciée - sachant allier rigueur et activité et maîtriser intelligemment un ensemble de problèmes variés, d'une certaine complexité.

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo, sous référence 71622/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

---

**SLIGOS**

## Division Moyens de Paiement

# De l'informatique à la monétique

SLIGOS assiste l'ensemble des professions de la banque et de la distribution dans l'élaboration et la mise en place des expériences de paiement électronique (cartes magnétiques et à mémoire, terminaux point de vente, autorisation en temps réel, systèmes d'autorisations multicartes, mise en place de « home banking », ingéniérie de cartes de paiement à l'exportation). L'expérience acquise depuis 12 ans lui a permis, non seulement de devenir le leader européen incontesté dans ces domaines, mais aussi d'acquérir une réelle maîtrise dans les techniques les plus avancées, tant informatiques que de télécommunications. Pour faire face au développement rapide de cette activité, SLIGOS est amenée à renforcer ses équipes et à rechercher

**pour concevoir et développer des systèmes originaux faisant appel à des techniques avancées**

**Des Ingénieurs grandes écoles**

(X, Télécom, Centrale, Mines, Ponts...) désireux d'assumer rapidement des responsabilités dans le cadre de projets importants.

**Missions :**

- La définition globale des nouveaux systèmes en liaison avec de nombreux intervenants, leur expérimentation et leur mise en place,
- ainsi que la définition des mécanismes qui devront en assurer l'utilisation, la sécurité et la logistique.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs ayant acquis une expérience de 2 à 7 ans chez un constructeur, un utilisateur ou une SSCI, dans l'un des domaines suivants : applications bancaires sur gros systèmes - réseaux - mini et micro-informatique.

La connaissance de l'anglais sera appréciée. Une formation aux techniques spécifiques de l'activité sera assurée.

Lieu de travail : PUTEAUX.

Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre man., C.V., photo et rémunération souhaitée s/réf. 73613/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

PUBLIVAL

---

# INGENIEURS

**débuter dans l'informatique** dans un premier temps, nous vous proposons de vous former aux méthodes d'une informatique évoluée (MERISE, PAC, MEMOSCOPE...).

Dans un second temps, vous deviendrez les Chefs de Projets d'applications de gestion industrielle et technique.

Le caractère de l'entreprise permet ensuite des évolutions de carrière en C.A.O., méthodes, réalisation...

Merci d'adresser votre candidature sous référence 74264 à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais Royal - 75001 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

---

**Promodès**
**Caen**

# un ingénieur mini-micro tenté par les réseaux

Groupe de la distribution (CA 17 000 MF), nous prenons résolument le virage de l'informatique car c'est la clé de notre rentabilité. Nous disposons déjà d'un parc de matériels disséminés sur l'hexagone : HB 61 et 64, DPS 7, QUESTAR, MICRAL... Il faut les relier par des réseaux : connecter les terminaux MSI aux MINIS 6, mettre en place une architecture DSA : et ce n'est qu'un début.

**Vous êtes ingénieur ESE, ENST... ou équivalent et avez appris en deux à trois ans, sur une plate-forme de développement minis/micros, à manier l'oscillo et le fer à souder avant d'aborder les protocoles de transmissions. Vous souhaitez aujourd'hui compléter votre formation aux télécoms pour devenir un spécialiste réseau sur main-frame.**

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4168 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



**Bankers Trust Company**

L'une des dix premières banques américaines.
Nous cherchons

# un analyste confirmé sur PDP, 140 000 F +,

## responsable informatique de la succursale parisienne

Nos traitements sont réalisés en temps réel sur PDP 11/70 à travers un réseau qui relie les capitales européennes à Londres. Votre mission est double : assurer la bonne marche du quotidien, réaliser avec les utilisateurs les extensions du système qui seront programmés en BASIC Plus II à Londres ou par vous-même.

**Après votre maitrise, vous avez acquis en 4 à 5 ans une solide pratique sur PDP ou materiel équivalent, de préférence en milieu bancaire sinon sur des applications financières. Votre anglais « fluent » va vous permettre de tirer le meilleur parti de votre stage à Londres puis vous prenez en main notre informatique en France. De larges perspectives d'evolution à l'étranger dans l'informatique du groupe vous sont offertes.**

Notre consultante, Mme S. HOFFMANN, vous remercie de lui écrire (réf. 4169 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON · LILLE · NANTES · BRUXELLES · LONDRES

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

SAINT-GOBAIN RECHERCHE

# Jeune ingénieur

Le projet sur lequel vous serez amené à travailler concerne la mise au point de nouveaux procédés d'élaboration du verre et notamment de fours-pilotes. Il s'agit pour nous, dans ce domaine comme ailleurs, d'innover et de préparer notre avenir industriel proche. Toutes vos connaissances en thermique, électricité, mécanique des fluides, matériaux, régulation seront utilisées et enrichies : vous vous situez au plus haut niveau technique.

En même temps, vous dirigez et animez l'équipe de techniciens chargés de la construction et des essais, suivez les travaux des sous-traitants et coordonnez l'ensemble du projet.

C'est une mission à la fois de recherche et de réalisation.

Le poste est à pourvoir à Aubervilliers. Merci d'adresser votre dossier à SEFOP s/réf. J1613M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

*MEMBRE DE SYNTEC*

SOURCES

PA

## Planification et contrôle de gestion — Paris

**usinor** Premier sidérurgiste français, ce groupe industriel (effectif de 30.000 personnes) cherche à renforcer sa direction planification et contrôle de gestion, qui a autorité fonctionnelle sur les divisions du groupe, en recrutant un cadre de haut potentiel. Sous l'autorité du Directeur et au sein d'une équipe en relation avec les autres directions, divisions et établissements, il sera plus particulièrement chargé d'élaborer et d'adapter des procédures (plans-budgets-contrôle de gestion), de coordonner les travaux de planification, de suivre la réalisation des budgets dont il effectuera les synthèses et d'émettre toute proposition susceptible d'accroître l'efficacité du système d'information. Ce poste évolutif conviendrait à un cadre diplômé d'études supérieures, âgé d'au moins 27 ans, et possédant une expérience d'au moins 3 années dans des fonctions financières en milieu industriel. Les connaissances informatiques peuvent être considérées comme un atout supplémentaire. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2225M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
*8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30*

Amsterdam · Bruxelles · Francfort · Lille · Londres · Lyon · Madrid · Milan · Nantes · Paris · Strasbourg




## Assistant chef de produit — Paris

***Produits de grande consommation - Secteur des collectivités*** - L'une des filiales d'un puissant groupe industriel français spécialisée dans la production et la distribution d'articles d'entretien, développe considérablement son département collectivités et crée un poste d'assistant chef de produit. Intégré à une petite équipe marketing, il devra assumer, à terme, la fonction complète d'un chef de produit sur l'ensemble de la gamme des produits collectivités existant et à créer. Ce poste s'adresse à un candidat (ou une candidate) diplômé de l'enseignement commercial supérieur, débutant et motivé par la fonction marketing dans une structure légère, au sein d'un groupe offrant de réelles possibilités d'évolution. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2230M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

***PA Conseiller de Direction S.A.***
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam · Bruxelles · Francfort · Lille · Londres · Lyon · Madrid · Milan · Nantes · Paris · Strasbourg

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA VENTE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE DE LABORATOIRE
recherche

## UN INGÉNIEUR CHEF DE VENTE EXPORTATION (ACTIF ET MOTIVÉ)

- Formation supérieure de biochimie ou de biologie.
- Expérience dans la vente d'instrumentation scientifique de laboratoire à l'exportation.

**FONCTIONS :**
- **Direction et animation d'une équipe de 10 personnes ;**
- **Mise en place d'une organisation commerciale et administrative efficace ;**
- **Négociations des relations clients fournisseurs ;**
- **Coordination de l'activité avec les autres départements de la Société.**
- **Salaire intéressant (et prime de vente proportionnelle aux résultats).**

**CE POSTE PEUT ÉVOLUER VERS UN POSTE DE DIRECTION COMMERCIALE**
**Discrétion assurée.**

Envoyer curriculum vitae, prétentions et photo sous nº T 033.924 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## LE CENTRE DE FORMATION SAPIAS INFORMATIQUE
forme
## DE FUTURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS

qui, à l'issue d'une formation privée très complète (COBOL, BASIC, TELETRAITEMENT) d'une durée de quatre mois, *pourront se voir confier au vu des résultats obtenus* un poste au sein de notre SOCIÉTÉ ou d'autres ENTREPRISES BAC + 2 minimum.
Adr. C.V. lettre manuscr., photo et disponib. au respons. CENTRE DE FORMATION SAPIAS INFORMATIQUE
121, rue de Tocqueville, 75017 PARIS

deb's

## le facteur humain dans la fiabilité des systèmes

*Une grande entreprise du secteur nucléaire constitue une cellule de recherche et d'études du facteur humain dans la fiabilité des systèmes. Elle recherche*

## ingénieurs généralistes
## psychologues, psychosociologues
## ergonomes

*Dans chacune des disciplines une formation complémentaire est souhaitable (Sciences Physiques, Biologie, Sciences Humaines).*

*Le programme de travail de l'équipe doit permettre la prise en compte du facteur humain dans des domaines tels que : • Etudes probabilistes du risque. • Conception ergonomique des salles de commande. • Amélioration de la forme des procédures. • Définition des programmes de formation.*

*Une formation au fonctionnement des installations nucléaires est prévue. Déplacements prévisibles sur les sites et à l'étranger. Anglais souhaitable.*

*Ecrire sous réf. 82.30-M aux Consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de la recherche*



**EUREQUIP**
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
*15, av. d'Eylau - 75116 Paris*

PARIS LONDRES HOUSTON

membre de Syntec

## Un analyste concepteur chef de projet

*Nous sommes chargés de recruter pour un important laboratoire pharmaceutique proche banlieue Nord-Est*

**UN ANALYSTE CONCEPTEUR CHEF DE PROJET**

29 ans minimum, 150 à 190.000Frs

**ROLE :** en relation avec les utilisateurs depuis la pré-étude jusqu'à la mise en place finale du projet dans les services concernés.

**PROFIL :** • formation supérieure, de préférence ingénieur (ayant suivi si possible une option informatique en dernière année). • connaissance de la gestion de production impérative, si possible en chimie • expérience de la réalisation (programmation 1/2 ans, analyste organique 2/3 ans), langages PL1, COBOL, des grands systèmes I.B.M., de leurs logiciels MVS, TSO/SPF, CICS, DL1 • Progiciels de type COPICS serait appreciée.

Adresser CV et prétentions s/réf. 8206 D ou téléphoner pour rendez-vous à : **CIB INFORMATIQUE**
CIB 10 Bd Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : 265.91.40
*Discrétion assurée.*

## GROUPE BANCAIRE
*recherche*
## ATTACHE DE CLIENTELES
**pour son agence de Saint-Maur (94)**

- maîtrise de gestion des entreprises ou équivalent.
- attaché à la Direction de l'Agence, il est chargé d'un secteur dans lequel il aura la responsabilité du developpement des activites du Groupe, auprés de clientèles *"privées" et "entreprises"*.

Poste autonome et évolutif à l'interieur d'une unité décentralisee, demandant dynamisme, *initiatives, goût des contacts et de la négociation.*

Adresser C.V. + photo s/réf. 8702 à :
*PIERRE LICHAU S.A. - BP 220 75063 PARIS* cédex 02 qui transmettra.

Bureau d'Etudes
## FRANCIS LEFEBVRE
NEUILLY-SABLONS
recherche
## FISCALISTE CONSULTANT
**EXPERIMENTE**

- De formation Supérieure pour seconder Chef de Service
- Ayant de bonnes connaissances en comptabilité et Anglais courant.

Perspectives de carrière intéressantes pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite et photo au : 3, Villa Emile Bergerat 92522 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

J.R.P.

**RATP**

## Jeunes Ingénieurs travaux neufs
**X, Centrale, Mines ou Ponts...**

Si vous souhaitez prendre part à la renommée de la RATP en France et à l'étranger, sachez saisir l'opportunité d'y vivre une aventure riche d'expérience humaine et d'exploits techniques.

Vous pourrez au service des études : participer à la conception de nouveaux ouvrages, puis ensuite dans le service de la réalisation :
- organiser les travaux.
- préparer et gérer les marchés.
- contrôler le suivi des travaux.

Vous approfondirez vos connaissances techniques, développerez votre sens de l'organisation, du contact humain au sein de l'équipe et à l'égard des entreprises ou administrations auxquelles la RATP s'adresse. *C'est une carrière évolutive, aux responsabilités* importantes que nous vous proposons. Des missions à l'étranger, de courte ou de longue durée, sont à prévoir.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à RATP, Direction du Personnel, 53 ter, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

média-system

RATP RATP RATP RATP RATP

**RATP**

## Jeunes Ingénieurs
**électroniciens, électromécaniciens, mécaniciens ENSTA, ESIEA, ESME, ENSEM, ESTACA, ENSI...**

## Développer un grand service public

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs dynamiques et enthousiastes. Vous aurez, grâce à vos compétences et votre formation adaptée, la possibilité de débuter une carrière évolutive dans les services d'exploitation, d'entretien des installations fixes et du *matériel roulant (ferré ou routier).*

Votre aptitude à l'encadrement, le sens des décisions et des relations humaines concourront à développer notre entreprise.

Notre volonté est d'aller toujours plus loin dans la notion de service et nous nous soucions en permanence de l'amélioration et du progrès de nos techniques dans les domaines de l'alimentation en énergie, du pilotage automatique, des systèmes *électromécaniques, de l'entretien des voies...*

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à la Direction du Personnel, RATP, 53 ter, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

média-system

RATP RATP RATP RATP RATP

## chef de projet informatique
### pour conjuguer banque et international.

Une petite trentaine d'années, un diplôme d'ingénieur ou de Sup' de Co. et une expérience d'environ cinq ans sur gros système dans un environnement *DB/DC acquise en milieu bancaire, voilà ce que nous vous demandons pour* devenir chef de projet dans notre service informatique parisien.

***Nous sommes une banque d'affaires internationale en forte croissance : nous*** **repensons l'ensemble de nos applications ; venez concevoir avec les utilisateurs, nos systèmes de demain puis conduire leur réalisation. Vous aurez besoin de vous « débrouiller » en anglais, surtout si l'étranger vous tente.**

Notre consultante, Mme S. HOFFMANN, vous remercie de lui écrire (réf. 4171 LM) à « **Carrières de l'Informatique** ».

## ESSO CHIMIE — La Défense
### jeune ingénieur aujourd'hui
## chef de projet demain

Filiale du groupe EXXON, nous transférons nos applications de gestion sur un 4331 et vous proposons de prendre en charge l'analyse et la réalisation en COBOL d'applications portant sur la comptabilité, le marketing ou la distribution.

**Vous êtes ingénieur formé à bonne école, vous venez en 1 à 2 ans de faire vos premières armes en informatique et vous cherchez à consolider votre expérience dans un groupe industriel offrant de larges ouvertures de carrière.**

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4103 LM) à « **Carrières de l'Informatique** ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

*MEMBRE DE SYNTEC*

## GROUPE C. THERMIC
**1621, route d'Orléans, 45640 Sandillon.**

recherche pour régions
***NANTES, ROUEN, PARIS SUD, PONTOISE, MELUN,*** **ORLÉANS, LE HAVRE, NIMES.**

## T E C H N I C O - COMMERCIAUX

**Age minimum 19 ans, niveau : CAP, BEPC, BAC, expérience professionnelle de 1 à 3 ans. (assurances, vente aux particuliers etc...). Débutants acceptés – formation assurée, rémunération élevée pour éléments de valeur. Statuts V.R.P.** – *Voiture nécessaire.*

**Objectif**
***Les meilleurs deviendront chef des ventes d'un secteur.***

Tél. pour rendez-vous (38) 41-04-22.
**M. RICHARD ou se présenter le mardi 8 juin de 10 h à 17 h. NOVOTEL ORLÉANS LA SOURCE. En cas d'impossibilité** *adresser C.V. + photo pour étude de candidature.*

**Importante multinationale, spécialisée en composants électroniques, recherche**

## ingénieur des ventes
**(Paris sud)**

Formation ou connaissance de l'électronique ou de l'informatique appréciée.
**Salaire de base minimum 100.000F + commissions + voiture fournie.**

JOB CONSEIL — Ecrire avec CV + photo, ou tél. le mercredi 9 Juin au 266.36.81 30, rue d'Astorg 75008 Paris.




*Eurequip Société Française de Conseil intervient dans les pays industrialisés et dans les pays en voie de développement.*
*Sa mission : aider les hommes de l'entreprise à conduire son évolution, mobilise 180 consultants en équipes pluridisciplinaires.*

*EUREQUIP recherche :*

## ingénieurs grandes écoles : Mines, Centrale...
## ingénieurs informaticiens
## MBA
**(ou équivalent français)**
## psychologues, psychosociologues
**(disposant d'un Doctorat en Sciences Humaines ou d'une formation de base en Sciences Physiques, Biologiques ou Economiques)**

*Par une approche globale de l'Entreprise et des Hommes, ces consultants interviendront sur des problèmes tels que : développement des ressources humaines, stratégie, organisation, accès à la maîtrise industrielle, urbanisme, conception et insertion des systèmes d'information dans l'entreprise.*

*Les candidats retenus seront âgés d'au moins 28 ans, avec 2 à 5 ans d'expérience professionnelle, la maîtrise d'une deuxième langue (anglais ou espagnol) et une réelle disponibilité pour travailler à l'étranger.*

*Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous réf. 82.23-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP - BP 30 - 92420 Vaucresson, qui examineront confidentiellement votre candidature.*

PARIS LONDRES HOUSTON

membre de Syntec

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES**

pour l'une de ses principales usines située dans le Sud-Ouest de la France,

**JEUNE INGÉNIEUR**

# ÉLECTRICITÉ-RÉGULATION

Diplômé d'une grande école, électricité-électrotechnique, et ayant de fortes connaissances en électronique

● il aura la responsabilité du maintien en bon fonctionnement des installations électricité et régulation de l'usine,

tout en contribuant à la détermination des travaux neufs à exécuter et à leur réalisation ;

● il établira le budget des travaux électricité et régulation et assurera le suivi des coûts.

Ce poste, formateur et évolutif, et qui exige des qualités humaines aussi bien que techniques, s'adresse particulièrement à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience.

Adresser dossier et candidature précisant la rémunération souhaitée, sous référence A2, à C.F.A. (DPRS) B. P. 133, 92200 NEUILLY.

---

Vous avez au moins 2 à 3 ans d'expérience en informatique, dans la mise en place de systèmes conversationnels avec bases de données, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (INSA, A.M., ENSI, ou MIAGE...), une importante société d'INGENIERIE basée à SURESNES vous offre un poste d'

# INGENIEUR D'ETUDES

Vous serez appelé à participer à des développements intéressants dans une petite équipe sur matériel DEC de haut de gamme (VAX 780). En liaison avec les utilisateurs, vous prendrez en charge l'évolution de certaines applications, fonctionnant en temps réel avec base de données (DBMS), vous effectuerez l'analyse fonctionnelle de nouvelles applications.

La connaissance des systèmes D.E.C. serait un atout supplémentaire.

Bonne maîtrise de l'anglais exigée.

Salaire proposé en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo) sous réf. D05 à notre Conseil qui traitera chaque dossier en toute confidentialité.

**SMCI** 116 bis, avenue Albert 1er 92500 RUEIL-MALMAISON

---

# CHEF DU PERSONNEL 180.000 +

Nous sommes une société de distribution de produits électroniques, filiale d'un grand groupe français et récemment implantés à Saint-Quentin en Yvelines. Nous représentons aujourd'hui 500 personnes (750 en '83) dont 300 appartenant à la fonction commerciale, et 200 M de C.A. pour 82.

Nous recherchons un homme désirant avoir un rôle très opérationnel englobant tous les aspects de la gestion des ressources humaines.

Outre la gestion quotidienne, sa préoccupation prioritaire sera de mettre en place stratégies et outils nécessaires pour accompagner le développement rapide de la société (gestion des emplois et des carrières, politique de rémunération, formation).

Nous sommes particulièrement sensibles à des candidats jeunes, ayant acquis à la suite d'études supérieures (Droit, Sciences Po...), une première expérience solide de la fonction, de préférence dans une société de distribution.

Pour un premier contact, écrire sous réf. 179M à Catherine ROZES.

plein emploi
10 rue du Mail
75002 PARIS

---

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL CHIMIQUE**
plus de 1000 personnes
situé à Asnières-Gennevilliers

recherche

# un(e) adjoint(e) au chef du service administratif du personnel

VOUS AVEZ :
— environ 35 ans,
— le niveau BTS ou DUT si possible,
— des connaissances en comptabilité,
— une expérience de l'administration et de la gestion du personnel (travaux comptables, paye informatisée, bilan social...)
— le sens du commandement est demandé (équipe de 6 personnes).

NOUS VOUS OFFRONS :
— une rémunération intéressante (minimum 100.000/an).

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à No 37.398 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---



## Direction du personnel 250.000 F

Notre client est la filiale française (400 personnes, 2 établissements) d'un des grands groupes mondiaux de la construction électrique. Elle prévoit, dans le cadre d'une nouvelle stratégie de développement, une forte croissance de ses effectifs dans les trois à cinq ans à venir. Elle recherche un Responsable de Personnel apte à créer véritablement la fonction Direction du Personnel dans l'entreprise. Rattaché au Directeur Administratif et Financier, et en liaison fonctionnelle avec la Direction du Personnel du Groupe, il devra élaborer et mettre en œuvre une véritable politique de gestion du personnel : recrutement, promotion, formation, rémunération... tout en assurant une administration du personnel efficace. Il sera également chargé des relations sociales et des contacts avec les organismes socio-professionnels. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, de formation supérieure, ayant acquis, dans l'industrie, une expérience assez complète de la fonction. Il sera rompu aux méthodes de sélection du personnel. La pratique de l'anglais est souhaitée. Le poste est à pourvoir dans la grande banlieue Nord de la région parisienne. La rémunération annuelle, fonction du niveau de compétence du candidat, pourra atteindre 250.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2229M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---





## Directeur du personnel et des relations humaines 230.000 F

Un important groupe américain, réputé pour la qualité de ses services, recherche le Directeur du Personnel et des Relations Humaines de sa filiale française (près de 300 personnes). Basé dans la banlieue Nord de Paris, et placé sous l'autorité immédiate du Directeur Général de cette société, il sera responsable de l'ensemble des problèmes liés à la politique du personnel et à une gestion dynamique des ressources humaines dans une entité en forte expansion : analyse des fonctions et établissement des fiches de description de postes, structure des rémunérations, détermination des conditions d'emploi, recrutement, formation, relations avec les partenaires sociaux (Comité d'Entreprise, syndicats...). Ce poste ne peut convenir qu'à un véritable professionnel des Relations Humaines, âgé de 30 ans minimum, parlant couramment l'anglais, et doté d'une solide formation supérieure (ou pouvant justifier d'une expérience équivalente). Le candidat retenu aura déjà occupé des fonctions similaires au sein d'une entreprise du secteur secondaire ou tertiaire, et devra posséder, notamment, une réelle connaissance des différents problèmes liés à la formation et aux négociations syndicales. La rémunération annuelle globale, comprenant une voiture de fonction, sera de l'ordre de 230.000 francs. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/2235M

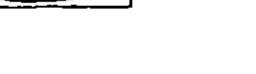
*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---





## Responsable développement technique Paris

«Connectique» - Cette filiale d'un très puissant groupe industriel français recherche pour la banlieue sud-ouest de Paris, le responsable du développement de ses nouveaux produits dans le domaine de la «connectique». Dépendant de la Direction Technique et dans le cadre de la politique produits de la société, il assurera une large responsabilité comprenant les problèmes de conception, spécifications techniques, études, maquettes, prototypes, dossiers d'industrialisation, pré-séries, qualification industrielle et homologation, suivi de la qualité, recherche de nouvelles technologies, relations avec le marketing et les ventes... Il dirigera une équipe de 5 ingénieurs ou techniciens et un petit atelier de maquettes. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé âgé d'au moins 30 ans, possédant une solide expérience du développement des produits d'interconnexion utilisés dans les secteurs de l'électronique, de l'industrie basse tension ou des télécommunications. Cette expérience aura pu être acquise soit en études, soit en production, la connaissance des procédés de fabrication et des outillages étant appréciée. De fréquents mais courts déplacements sont à prévoir en province (usines) et à l'étranger. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2227M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---



## Adjoint chef comptable 120.000 F

Un important établissement financier de dimension nationale et en expansion constante recherche, pour son siège situé à Paris, l'Adjoint de son Chef Comptable. Il sera chargé de seconder ce dernier dans l'ensemble des problèmes comptables, fiscaux et réglementaires concernant la société et ses filiales, ainsi que dans l'animation et l'organisation du service composé d'une quinzaine de personnes et fortement informatisé. Ce poste conviendrait à un candidat (ou une candidate) âgé d'au moins 26 ans, d'un niveau d'études supérieur (ESC, DECS...), disposant d'une solide expérience comptable et fiscale dans une grande entreprise, familiarisé avec l'utilisation de l'informatique et, si possible, ayant déjà dirigé une équipe. La rémunération, qui pourra atteindre 120.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2231M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---



## Directeur de département «systèmes automatisés» 250.000 F

**Paris** - Une importante société d'ingénierie informatique, dont les activités initialement centrées sur la réalisation de logiciels de base sont maintenant étendues à différents domaines d'applications relevant des techniques de pointe, recherche un Directeur de Département. Son rôle est polyvalent : responsabilité du développement commercial, des études, de l'animation de son équipe. Créneaux d'intervention de son département : systèmes automatisés environnement spatial et aéronautique ; bancs de contrôle, de tests et d'essais ; simulation. Ce poste est destiné à un ingénieur grande école ou équivalent, possédant une bonne expérience de l'informatique temps réel, homme de contact, tout aussi à l'aise dans les activités techniques que dans les responsabilités de gestionnaire ; il sera fortement motivé par la négociation commerciale. Le niveau de rémunération, de l'ordre de 250.000 francs annuel, tiendra compte de l'expérience du candidat retenu. Le poste est basé à Paris. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Réf. B/5768M

*Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---



## Directeur commercial 240.000 F

**Vente directe** - Un groupe de sociétés, réputé dans son secteur et spécialisé dans la vente directe de produits détergents lessiviels et entretien du corps, recherche son Directeur Commercial. Basé dans la proche banlieue nord de Paris, il sera placé sous l'autorité immédiate du Président-Directeur Général et dans un contexte de Direction par objectifs, sera chargé d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques commerciale, de marketing et de distribution, nécessaires au développement des ventes sur le territoire national. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 33 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (type HEC, ESSEC, ESC...), parlant couramment l'anglais, ayant exercé des responsabilités commerciales dans la distribution de biens de grande consommation, et pouvant démontrer ses aptitudes à dynamiser un réseau commercial étendu. Une première approche des produits concernés et de la vente directe serait très appréciée. La rémunération annuelle fixe sera de l'ordre de 200.000 francs et sera assortie d'un bonus qui pourra atteindre 3 mois de salaire. Une voiture de fonction sera fournie. Ecrire à J. M. JACLOT. Réf. A/2226M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---



## Responsable des ventes 200.000 F

**Fournitures de bureaux** - Un groupe international spécialisé dans la fabrication et la diffusion d'une large gamme de fournitures diverses pour machines à écrire, systèmes de traitement de texte et ordinateurs, recherche le responsable des ventes de sa filiale française en voie de constitution. Basé à Paris et placé sous l'autorité du Directeur Général de la société mère située en Angleterre, il aura pour mission principale d'assurer le développement des ventes auprès d'une clientèle de distributeurs et d'O.E.M. Il aura également à élaborer et à appliquer la politique marketing la mieux adaptée à la conquête du marché français. Il sera, enfin, chargé de mettre en place les structures et les hommes nécessaires au développement de la filiale française. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une solide formation commerciale et pouvant justifier à la fois d'une expérience réussie de la vente sur ces types de marchés (Distributeurs et/ou O.E.M.) et d'aptitudes réelles au Management. Le contexte international implique une pratique courante de l'anglais. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 200.000 francs et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J. M. JACLOT. Réf. A/2228M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---



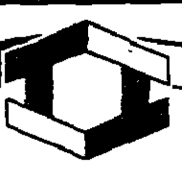
## Ingénieur commercial Paris

Le groupe international D.S.M. spécialisé dans la chimie lourde dérivée du gaz naturel et du pétrole, développe progressivement une chimie plus élaborée dans des domaines comme les tensio-actifs, les résines ou les produits chimiques fins destinés aux industries les plus diverses (cosmétique, pharmacie, peinture, etc...). Dans le cadre de ce développement, la filiale française souhaite intégrer un ingénieur commercial qui sera chargé de vendre certains de ces produits sur le territoire national. Rendant compte à la Direction des Ventes France, doté d'une grande autonomie, il travaillera en liaison avec la Direction Marketing du groupe et les services techniques concernés. Ce poste s'adresse à un ingénieur chimiste ayant des aptitudes commerciales et l'expérience de la vente industrielle. Cependant, dans le cadre de cette recherche, les candidatures d'ingénieurs chimistes débutants seront examinées. La pratique orale courante de l'anglais ou de l'allemand est impérative. La rémunération, fonction de l'expérience acquise, saura motiver un candidat de valeur. Une voiture est fournie. Ecrire en précisant salaire actuel à Christiane ROUSSEL. Réf. A/2232M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



## THOMSON - BRANDT

*Le développement très rapide des activités de notre branche nous a amené à créer de nouvelles équipes travaillant sur des concepts nouveaux. Afin de les étoffer, nous recherchons des*

# INGENIEURS

## *DE FORMATION GRANDE ÉCOLE*

*Ils ont nécessairement des connaissances dans le domaine de l'électronique et dans le suivi d'un produit : de sa conception à son industrialisation.*

*Suivant leurs compétences et affinités, ils seront orientés vers des responsabilités dans le domaine de l'électronique, de la micromécanique ou de la mécanique de vol au sein d'une équipe de direction de programme.*

*La connaissance de l'anglais est nécessaire. Quelques déplacements sont à prévoir.*

*Merci d'écrire à Monsieur PERRIN, Service du Personnel, THOMSON BRANDT, 52, Champs-Elysées.*

HAVAS CONTACT

## SOPAD Nestlé

recherche pour une usine de province un

## INGÉNIEUR DE FABRICATION

– Disponible actuellement ou dans les prochains mois, il assistera les chefs de production locaux et aura en charge diverses études relatives aux produits et aux procédés, avant d'exercer des responsabilités hiérarchiques.

– Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR, INA, ENSIA... ou à un INGÉNIEUR CHIMISTE ENSCP, INSA, HEI... intéressé par l'industrie agro-alimentaire, débutant ou possédant 1 à 2 années d'expérience.

Ecrire avec C.V. détaillé à SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 COURBEVOIE CEDEX.

# *Maître à bord*

Décider. Prendre des risques... Et les assumer. Vous dépasser chaque jour. Vous réaliser et vous épanouir, être *en un mot réellement maître à bord, vous* aimeriez.

*Dès votre premier emploi, avec votre* **diplôme d'études supérieures,** c'est possible.

*Importante société* française d'hypermarchés, nous sommes prêts à vous confier la **responsabilité d'un rayon, que vous managerez en « patron ».** Vous déciderez de vos prix, de vos promotions, sélectionnerez vos produits.

Vous fixerez vos objectifs... et la route à suivre pour les atteindre. Vous recruterez, formerez et motiverez votre équipe...

Ces tâches multiples, variées, exigeront de vous beaucoup de dynamisme, de volonté, d'enthousiasme... et de travail. Mais **être maître à bord ne signifie pas naviguer en solitaire.** *L'appui d'un encadrement disponible, d'une* **formation complète** et de techniques de gestion très perfectionnées vous aidera à maintenir le cap !

Que diriez-vous de tenter ce challenge, et de prouver vos qualités de navigateur ? Pour davantage de renseignements sur ces postes, à pourvoir en **Banlieue Parisienne** et en **Normandie**, adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M 1961 à




(réponse et discrétion assurées)

## UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour LEVER INDUSTRIEL, *société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de détergents, un*

# INGENIEUR DE PRODUCTION

### PRODUITS CHIMIQUES

Sous l'autorité du Directeur d'usine, le titulaire du poste est chargé de l'ensemble des services de production. Il est directement responsable des domaines suivants : matières premières, production, *coûts de production, respect des standards, plannings de fabrication* et de livraison. Il dirige un département de 50 personnes et a des contacts étroits avec le chef du laboratoire et le responsable entretien.

Nous souhaitons rencontrer des candidats expérimentés - 3 à 5 ans minimum - de formation ingénieur (chimiste de préférence).
Anglais nécessaire.
Perspectives de carrière aux dimensions d'un Groupe international.
Le poste est basé à BOBIGNY (Banlieue Est de Paris)



Adresser C.V., photo et prétentions à UNILEVER-FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08 sous la réf. XX/82.

# MERLIN GERIN

14.000 personnes - 4 milliards de chiffre d'affaires en 1981 dont 43% à l'exportation - Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements haute et basse tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique.

La progression de notre C.A. - nous dépasserons les 5 milliards en 82 - témoigne du dynamisme de nos forces de vente en France et dans le monde entier. Pour renforcer ces équipes, nous recherchons des

# INGENIEURS COMMERCIAUX
## AYANT LE GOUT DU CHALLENGE

*Ingénieurs diplômés en électrotechnique, électronique, mécanique, ils ont une première expérience de la négociation acquise en entreprise ou dans le domaine de l'ingénierie.*

Plusieurs types de postes sont actuellement offerts :

### INGENIEURS D'AFFAIRES EXPORT

Ils sont responsables du pilotage de projets depuis la négociation technique, commerciale, contractuelle, *jusqu'à la mise en route sur site.*

Postes à Paris et Grenoble.

### INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX EXPORT

Pour une ligne de produits, ils sont responsables du développement des ventes et de leur suivi, d'actions d'information et de promotion auprès de la clientèle et de la force de vente.

Postes à Grenoble.

### INGENIEURS COMMERCIAUX FRANCE

Ils sont responsables du développement de l'implantation de MERLIN GERIN auprès d'un secteur de clientèle soit pour les produits électrotechniques, soit pour les produits d'automatique.

Postes à Paris

Quelques postes spécifiques :

### RESPONSABLE DE ZONE AFRIQUE

*A la direction de l'étranger, il est responsable des implantations de MERLIN GERIN dans ces territoires,* participe à la définition de la stratégie de développement commercial avec l'ensemble des départements, en assure la réalisation.

Poste à Grenoble.

### GERANTS DE PRODUITS

Pour une ligne de produits, ils définissent la stratégie commerciale par secteur de marché et les moyens à mettre en œuvre, participent à l'élaboration du cahier des charges des produits futurs.

Postes à Grenoble et Rouen.

### INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Rattaché au responsable de zone Moyen-Orient, il sera l'interface entre MERLIN GERIN et les bureaux de liaison sur le terrain. Pays concernés IRAK, ARABIE, EGYPTE, PAKISTAN.

Poste basé à Grenoble.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référ. MTM 184
en précisant le type de poste choisi à :
MERLIN GERIN 38050 GRENOBLE CEDEX.

MG

**SITUATION VACANT**

Islamic Centre for Technical and Vocational Training and Research (ICTVTR), Dacca, invites applications from the nationals of the Member States of the Organisation of the Islamic Conference (OIC), for the posts of (A) Senior Research Fellow (P-2), Research Fellow (P-3) and Research Associate (P-4) *for research in Manpower and* Labour, Vocational and Technical Educational Needs, and Development and Transfer of Technology ; (B) Principal Lecturer (P-1), Senior Lecturer/Senior Instructor (P-2), and Lecturer/Instructor (P-3) for conducting Technician Certificate and Higher Diploma Courses of study and training in the fields of Mechanical, Chemical, Electrical and Electronic Technologies and related *Trades and for* conducting Certificate, Diploma and Degree Courses in Instructor/Technical Teacher Training ; (C) Arabic-English-Arabic Translator-cum-Interpreter (P-3) ; and (D) Librarian-cum-Documentation Officer (P-4).

The salary scales of the posts are as follows :

P-1 US$ 1951-45×10-2401 per month
P-2 US$ 1734-45×10-2184 per month
P-3 US$ 1518-45×10-1968 per month
P-4 US$ 1301-45×10-1751 per month

*Attractive house rent,* conveyance, medical, family and children's educational allowances are also admissible.

Only the persons having relevant academic qualifications, training and experiences and high level of achievements should apply in plain paper indicating the post applied for and giving the candidate's curriculum vitae. The appointment will be subject to producing "No Objection Certificate" from the applicant's Government. Those who applied earlier through their respective Governments for similar posts need not apply.

Applications should rearch the Director, ICTVTR, Road nº 66, House nº NW(B)18, Gulshan Model Town, Dacca-12, Bangladesh, by 31 July 1982.

Agence de publicité médico-pharmaceutique rech. Secrétaire confirmée sténodact. Poste à pourvoir immédiat. *Envoyer C.V. à M.* Laurent 64, rue Fondary, 75013 Paris.

## INFIRMIÈRE

EXPÉRIMENTÉE D.E.
célibataire recherchée pour internat garçons.
Ecrire avec C.V. Collège Libre de Juilly à Juilly 77230 Dammartin en Goële.

Entreprise de Bâtiment
Très proche banlieue
NORD-EST
recherche

## COMPTABLE PRINCIPAL

B.T.S. + 5 ans minimum d'expérience entreprise.
Envoyer C.V. et prétentions s/nº 38.990M,
BLEU PUBLICITÉ,
17, rue du Docteur-Lebel,
94307 Vincennes Cedex.

# FRANCE CABLES ET RADIO

Nous sommes un important groupe de Sociétés d'Ingénierie

## en *TÉLÉCOMMUNICATIONS* et INFORMATIQUE

Pour faire face à la nécessité de développer de façon importante nos services de *RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATION PAR SATELLITES,* nous recherchons plusieurs Collaborateurs Spécialistes des Stations Terriennes :

- **JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**
  ayant 2 années d'expérience acquise dans une société spécialisée dans les systèmes de transmissions.
- **TECHNICIENS SUPÉRIEURS ÉLECTRONIQUE CONFIRMÉS ATP ÉLECTRONICIENS**
  ayant de 5 à 10 *années d'activité dans le domaine*
  - des transmissions par satellites, ou
  - des transmissions numériques, ou
  - de la commutation électronique.

Ils seront chargés de l'installation et de la mise en service d'équipements de transmissions.

- **TECHNICIENS EXPÉRIMENTÉS**
  ayant 3 années d'expérience dans la mise en place d'équipements électroniques et électrotechniques.

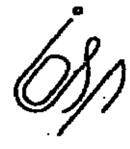
Mobilité requise pour tous déplacements en France et/ou à l'étranger.

Adresser votre candidature avec curriculum vitae et photo à **FRANCE CABLES ET RADIO. Direction du Personnel, 73,** *rue de Richelieu,* **75002 PARIS.**

## *L'ORGANISATION ?*

*Nous en avons une conception à la fois traditionnelle dans notre rigueur d'approche mais aussi résolument progressiste dans les prolongements vers l'informatique ou la bureautique qui naissent de nos interventions.*

## *QUI SOMMES NOUS ?*



IOSP, filiale "Informatique et Organisation" du Groupe Compagnie Générale des Eaux.

Le développement rapide de nos prestations tant internes au Groupe qu'externes, nous conduit à rechercher des :

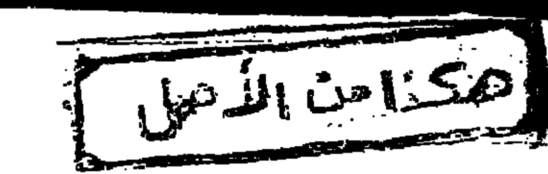
# ingénieurs en organisation confirmés

*Le profil requis* est celui de candidats de formation Grande Ecole (Scientifique ou de Gestion), ayant une expérience au moins de 5 années acquise au sein d'un Cabinet d'Organisation.

Les projets qui vous seront confiés sont de haut niveau.

Si vous souhaitez lier votre *développement* de carrière à notre propre courbe de progression, Ecrivez sans tarder sous référence 12.09/OC/464 à notre Conseil, ADEQUATION 62/64 avenue E. Zola, 75015 Paris.

Adequation






Société d'étude et de développement de matériels faisant appel aux techniques les plus avancées dans les domaines nucléaire et spatial et dans celui des systèmes automatisés, la SODERN offre à de JEUNES INGENIEURS la possibilité de participer au renforcement de sa capacité d'innovation.

La SODERN recherche pour ses Services d'Études :

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

GRANDE ÉCOLE

- Pour la conception de matériels embarqués sur satellites;
- Pour le développement de matériels informatiques et de logiciels sur microprocesseurs;
- Pour la mise en œuvre de composants optoélectroniques intégrés dans des équipements spatiaux.

Adresser C.V. manuscrit, photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL-BRÉVANNES.

## Demain, nos systèmes informatiques : CAO, communication électronique...

Gérer le présent est souvent intéressant ; préparer l'avenir, toujours passionnant. Un des grands de l'électronique mondiale et disposant des moyens informatiques parmi les plus avancés et les plus puissants existant en France, nous entendons rester dans l'élite. Une petite équipe, à Paris, définit une politique et fait des prévisions à long terme. En particulier pour les systèmes de CAO et de communication électronique ; aucune nouveauté dans les domaines des réseaux, de la messagerie électronique, de la télématique, de la bureautique, etc.. ne nous laisse indifférents.

Ingénieur de formation de base électronique ou informatique, vous êtes devenu(e), après au moins cinq ans d'expérience, très averti(e) des problèmes de transmission et de communication. Quand on vous parle d'intelligence artificielle, vous savez aussi ce qu'il en est. Vous êtes capable de vous situer au niveau des ensembles : un esprit système donc, mais pas un esprit systématique car, au contraire vous êtes très ouvert(e) au dialogue avec les utilisateurs. Vous êtes préoccupé(e) de coller de près à l'évolution technique.

Notre équipe technique doit se renforcer car le challenge devant nous est de taille. Un poste est plus orienté CAO, un autre vers la communication électronique. Dans l'un et l'autre, nous construisons notre informatique de demain. Les consultants de Sirca nous aident dans ce renforcement ; ils traiteront confidentiellement la candidature que vous leur adresserez sous référence 822 735 M.



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

## BASEZ VOTRE AVENIR SUR NOTRE EXPERIENCE

*Des études aux installations clés en mains sur des milliers de réalisations à travers le monde.*

Développer les techniques de pointe et gérer les grands contrats d'entreprises électriques :
– contrôle-commande des centrales, transport et dispatching d'énergie, automatisation des infrastructures, informatisation et conduite de procédés.

## JEUNES INGENIEURS

**Systèmes – Développement – Affaires – Chantier – Production**
**Responsables de filiale ou d'agence**

4 500 ingénieurs et techniciens vous attendent en France ou dans nos implantations à l'étranger.

Pour prendre votre avenir en mains, et maîtriser avec nous les techniques de pointe à travers le monde, contactez la
DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES
13, rue Antonin Raynaud – 92309 Levallois Perret
ou téléphonez au : (1) 758.13.13 - poste 4119

SOURCES

**CGEE ALSTHOM**
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

SOCIETE INDUSTRIELLE
(biens d'équipements)
C.A. 1,6 milliard
recherche

## auditeur comptable

**Rattaché au Siège parisien de la Société**

**Mission** :
- auditer les comptes d'une trentaine d'établissements et filiales en France et à l'Etranger (75 % du temps)
- élaborer les bilans fiscaux étrangers
- participer à l'amélioration de la définition et à la mise en œuvre des procédures comptables de la société

**Profil** :
- formation niveau expertise comptable
- expérience de plusieurs années des aspects comptables et fiscaux de la fonction comptable acquise dans une société industrielle
- apte aux relations à tous niveaux
- anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
N. 2161 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

## NOUS VOUS PROPOSONS UN AVENIR AUJOURD'HUI.

La SPI - SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE,
filiale de PECHINEY UGINE KUHLMANN
est, dans le domaine en pleine évolution des sociétés de service et de conseil en informatique, une référence de premier ordre.
Notre centre de traitement, exceptionnel par sa taille (équipé IBM - 3081 et 3033), l'importance de son réseau (plus de 1000 terminaux et 10.000 telex), la variété de ses applications (Télégestion) constitue un environnement à peu près unique.
La SPI, c'est aussi 280 collaborateurs compétents, dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs. Fidèles à leur entreprise, ils vous proposent de les rejoindre aujourd'hui pour participer à leur succès de demain.

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

**X, CENTRALE, MINES, SUPELEC, INP Grenoble - Toulouse**

quelle qu'ait été votre formation en Grande Ecole, vous avez une place chez nous.
A l'issue d'une période de formation personnalisée, nous vous confierons très rapidement des responsabilités (réalisation, conception, développement) accompagnées de perspectives vous permettant d'envisager une carrière à votre dimension.




Nous sommes ouverts aux idées neuves, nous aimons l'ambition et savons apprécier la compétence : pour bâtir notre avenir et garantir notre succès, nous comptons sur vous.

Faites-nous part de vos aspirations et motivations, en adressant votre candidature à François LARROQUE
SPI - 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

*PECHINEY UGINE KUHLMANN*

**telesystemes centres**
recherche pour son département D 66 un

## INGENIEUR SYSTEME

De formation ingénieur ou équivalent, il a si possible une expérience sur HB 66.
Il sera chargé du suivi et de l'optimisation du système d'exploitation, de l'assistance aux utilisateurs et à l'exploitation (base de données, réseaux).

Poste à pourvoir très rapidement à MEUDON.

Adressez lettre manuscrite, CV. photo et prétentions à
Monsieur LAPEGUE - TELESYSTEMES CENTRES
2, rue Mansart - 92190 Meudon - Tél : 534 75 66.




Dessein

nt

**DATA 100 S.A.**, société du Groupe Northern Telecom, 2[e] constructeur de matériel de communication d'Amérique du Nord, dispose en France d'une gamme complète de systèmes informatiques répartie, dont 650 sont déjà installés chez plus de 300 clients.
**DATA 100 S.A.** recherche :

## UN RESPONSABLE LOGISTIQUE

Il aura une formation de gestionnaire (type ISG).
Il sera parfaitement bilingue anglais. Il aura acquis une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion :
– des achats, – des stocks, – des transports nationaux et internationaux.
Il sera en contact permanent avec les clients, le siège européen en Angleterre, les transitaires.
Rattaché au Responsable de l'Administration des Ventes, il travaillera en collaboration avec les divers services internes (technique, commercial, financier).

Adresser dossier de candidature à :
DATA 100 S.A. Service du Personnel
R.N. 186 - La Boursidière - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON



**Cii Honeywell Bull**
recherche pour son
SERVICE QUALIFICATION COMPOSANTS :

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ils auront la responsabilité de la qualification et du suivi qualité des circuits intégrés VLSI utilisés pour la conception des matériels de la compagnie
Ces postes impliquent de nombreux contacts avec les unités d'études, de production et les fournisseurs.
Les candidats recherchés sont des débutants diplômés d'une école d'ingénieurs en électronique.
Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne.
Adresser lettre manuscrite, CV. photo et prétentions en précisant la référence 318 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS




**Première entreprise européenne spécialisée dans le matériel de protection du personnel contre les accidents électriques** (de la basse à la très haute tension), leader sur le marché français, 50% du C.A. export.

Nous avons fondé notre expansion et notre notoriété sur une exigence constante d'innovation et de fiabilité. Nous recherchons notre



# Responsable de bureau d'études

Rattaché à la Direction générale, vous serez le centre nerveux technique de notre entreprise. Vous participerez rapidement au Comité de Direction, à l'élaboration du programme technique et prendrez en charge la totalité des études jusqu'au lancement en fabrication.

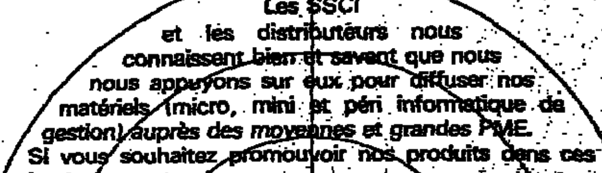
Vous devrez faire preuve d'une technicité polyvalente (fonderie, plastiques, électricité, électronique...) mais également avoir une constante préoccupation du prix de revient, être ouvert à la concertation avec les services intéressés (Direction industrielle, marketing, commerciale, export) et être le véritable animateur de votre service.

Ce poste offre une réelle opportunité pour un ingénieur généraliste **Centrale de Lyon, Arts et Métiers,** qui, ayant acquis une bonne expérience de bureau d'études et éventuellement de production, **souhaite élargir son champ d'action et s'impliquer dans la réussite d'une entreprise dynamique.**

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. BEC/LM à notre Conseil qui vous garantit la plus totale discrétion.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS



Les SSCI et les distributeurs nous connaissent bien et savent que nous nous appuyons sur eux pour diffuser nos matériels (micro, mini et péri informatique de gestion) auprès des moyennes et grandes PME.
Si vous souhaitez promouvoir nos produits dans ces circuits en tant qu'

# Ingénieur d'affaires

Vous pourrez utilement mettre à profit votre formation supérieure suivie de quelques années d'expérience commerciale dans l'informatique de gestion, pour développer une activité passionnante et rémunératrice.

Nous vous offrirons le choix entre deux régions :

**Paris ou Lille**




Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 59206 M.

# Chef des Ventes "Distribution"

Notre société, filiale d'un groupe américain, porte un nom de réputation mondiale, fabrique et commercialise des biens d'équipement pour le bâtiment.

Dans le cadre du développement de son service commercial, elle recherche un Chef des Ventes spécifiquement chargé de la grande distribution de ses produits auprès de concessionnaires et certains clients directs importants.

Dépendant du Directeur Commercial, le candidat animera et contrôlera une force de vente de 15 cadres, participera à l'élaboration du plan marketing et le mettra en oeuvre. Enfin, il proposera toutes modifications utiles du système de distribution et des conditions de gestion.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune candidat diplômé d'une école commerciale, très entreprenant, ayant acquis une première expérience de la distribution par concessionnaires exclusifs, capable de s'intégrer rapidement à une équipe soudée et dynamique.

- Larges possibilités d'évolution en fonction des performances -

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence 206181 à ORION 35, rue du Rocher 75008 PARIS. Réponse et discrétion assurées.




**Groupe International du Secteur Para-Pétrolier**
(CA + 3 Milliards de F.F.)
recherche pour son Siège à Paris,

# Chef du service trésorerie internationale

**Le poste :**
Au sein de la Direction Financière chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, vous dirigerez le service TRESORERIE et assurerez à ce titre, avec une équipe de 7 personnes, la gestion informatisée au jour le jour de la Trésorerie francs et devises (Encaissements, décaissements, budgets, prévisions, ...), les relations avec les organismes financiers, bancaires et douaniers, et la gestion du risque de change.

**Votre profil :**
Agé au minimum de 30 ans, vous pouvez faire état d'une expérience financière orientée sur la trésorerie internationale, acquise au sein de la Direction Financière d'une grande Entreprise ou dans une importante Banque d'Affaires.
Votre anglais est opérationnel, vous êtes, si possible, diplômé d'Etudes Supérieures, mais nous attacherons surtout du prix à votre expérience dans la fonction Trésorerie Internationale.

Adressez C.V., photo et prétentions, sous réf. 2992, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

**GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS - plusieurs usines en France et à l'étranger**

Nous poursuivons, au sein de la compétition internationale, une politique volontariste de développement : notre **Chiffre d'Affaires a été multiplié par 2 en 5 ans.** Notre expansion nécessite le recrutement de plusieurs

# Ingénieurs production

## confirmés et débutants FORT POTENTIEL

**(Mines, Centrale, Ponts et Chaussées, Arts et Métiers)**

**NOUS EXIGEONS :**
. le goût d'entreprendre,
. la force de persévérer,
. le courage de diriger,
. une disponibilité et une mobilité totales,
. la connaissance de l'anglais (Unité aux USA).

**NOUS VOUS OFFRONS EN CONTREPARTIE :**
. une evolution technique permanente favorisée par de gros investissements (automatismes, économies d'énergie),
. des responsabilités très rapides sans condition d'âge ni d'ancienneté,
. une rémunération très supérieure à la moyenne,
des opportunités de Direction d'Etablissement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence CDI/LM à notre conseil qui garantit la plus totale discrétion.

MEDIA PA




**SOCIÉTÉ EN TRÈS FORTE EXPANSION**
**(350 Millions de Francs de C.A.)**
Filiale d'un grand constructeur informatique américain
*(plus 1 Milliard Dollars de C.A.)*
*recrute*

# SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Forte expérience comptabilité française et US + anglais courant indispensables.

Poste ouvert tant sur le plan de la rémunération que des responsabilités.

*Pour plus de renseignements adressez votre carte de visite sous réf. 40417 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra*

**UNICREDIT**
**GROUPE CREDIT AGRICOLE**
recherche

# ORGANISATEUR BANCAIRE

**de bon niveau**
**(classe VI ou VII)**

**PROFIL SOUHAITE :**
- maitrise des relations avec l'informatique pour la conception et le suivi opérationnel de systèmes de gestion automatisés
- sens de l'organisation et de la mise en œuvre des procédures et méthodes
- connaissance approfondie des techniques bancaires notamment des services aux Grandes Entreprises
- niveau d'études supérieures
- *éventuellement expérience de l'audit bancaire.*

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **5586 à CNCA Recrutement Carrières 75710 PARIS BRUNE**

Société MORS recherche pour sa Division Aéronautique BRION-LEROUX

# UN INGENIEUR D'AFFAIRE FRANCE

*Formation électronicien*

Anglais indispensable.
Pour prospection, négociation et suivi d'affaires auprès des avionneurs, motoristes et équipementiers français.

# UN INGENIEUR D'AFFAIRE EXPORT

*Formation électronicien*

Anglais indispensable, Allemand souhaité.
Pour prospection, négociation et suivi d'affaires auprès des avionneurs, motoristes et équipementiers étrangers.

*Envoyer C.V. et prétentions à*
BRION-LEROUX
2 & 4, rue Isaac Newton
93155 LE BLANC-MESNIL

amp

# Plus de 300 ingénieurs de haut niveau ont rejoint la division des engins tactiques

*AU COURS DE CES 3 DERNIERES ANNEES*

*Ces jeunes gens sont un témoignage de notre capacité à maitriser les techniques de pointe les plus avancées.*

*Le succès de nos activités nous conduit à poursuivre le développement de notre savoir-faire en faisant appel aux*

## INGENIEURS DE NOS GRANDES ECOLES NATIONALES ELECTRONICIENS ET AERONAUTICIENS

*DEBUTANTS OU EXPERIENCE RECENTE*

Les candidats retenus devront dans le cadre de nos principales Directions Etudes, Essais et Unités de développement et d'application de matériels prototypes :
– Participer à la mise au point de nouveaux systèmes industriels
– Concevoir et réaliser des équipements d'avant garde dans des domaines très variés
– Préparer et exécuter des essais sur avant projets et projets nouveaux.

Connaissance de la langue anglaise appréciée.
Libérés des obligations militaires.

*Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 82 061*
*CABINET CAPIC*
*18, rue Volney 75002 PARIS.*




*1ère ENTREPRISE AERONAUTIQUE EXPORTATRICE D'EUROPE*

*LE GROUPE DES ACTIVITES MEDICALES DE THOMSON CSF offre à un*

# INGENIEUR

*DE HAUT NIVEAU*
*(ENSEEIHT, ESE ou équivalent)*
*l'opportunité de prendre en charge l'étude et le développement de nouveaux matériels utilisés en télévision numérique médicale.*

*Cet ingénieur, ayant de préférence quelques années d'expérience, devra être capable non seulement de diriger une équipe mais de se familiariser très rapidement avec les techniques très particulières et très avancées utilisées en imagerie numérique.*

*Une compétence dans le domaine vidéo sera très appréciée.*

*Merci d'adresser votre C.V., photo et prét. sous nº 37452 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra Discrétion assurée.*

**Société industrielle leader sur son marché recherche un jeune**

# CHEF DE ZONE

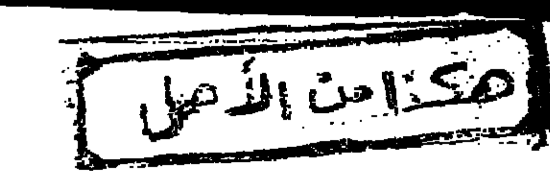
appelé à devenir

# DIRECTEUR COMMERCIAL

- **Sa mission :**
  Animer une clientèle existante et prospecter de nouveaux marchés dans le secteur des collectivités, circuits cinémas et théâtres.
  Basé à Paris, des déplacements en France sont à prévoir pour plus de 50 % du temps.
- **Il faut :**
  Un diplôme d'une école (HEC, Sup. de Co. ou équivalent) et une expérience réussie de la vente.
- **Il est offert :**
  Un produit compétitif et des perspectives intéressantes de carrière.

Anglais indispensable.
Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo à M. J. FUCHS, 8, rue des Ecoles 75005 Paris.





UN GROUPE DE SOCIETES DE PRESTATIONS DE SERVICES SOLIDE ET DEVANT ENCORE PROGRESSER AU COURS DES PROCHAINES ANNEES, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE DIVERSIFICATIONS EN COURS,

recherche son

# DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Dépendant du Directeur Général, il aura l'entière responsabilité des services comptables, crédit-control, généraux et les relations avec les banques.

Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, disposant d'une réelle expérience d'un poste similaire en entreprise.

De bonnes connaissances de l'informatique et une bonne pratique du contrôle budgétaire sont nécessaires.

Le poste est situé à Paris.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + date de disponibilité + rémunération actuelle ss No 37650, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

# Directeur général

## Industrie du meuble

Société industrielle française de sièges haut de gamme, leader dans sa branche, affiliée à une société allemande, recherche son **DIRECTEUR GENERAL.**

Il dirigera l'ensemble des activités industrielles, commerciales et administratives de la société en France.

La fonction exige un **manager d'envergure** ayant **une solide expérience de la direction d'une société industrielle,** acquise de préférence dans l'**industrie du meuble.**

Habitué aux méthodes modernes de gestion, il dirigera la société et ses hommes dans un esprit d'efficacité et de rentabilité.

Sa stratégie sera l'adaptation permanente de la société et de ses produits à l'évolution du marché.

**Une bonne connaissance de la langue allemande serait utile pour le dialogue avec la maison mère.**

Pour prendre contact, veuillez vous adresser sous réf. 2231 à M. Herterich :

Deutsch-französische Unternehmensberatung
Klaus W. Herterich

44, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. 563.49.24

interconseil

MEDIA PA

# Elargir et valoriser une première expérience de la fonction personnel...

C'est ce que vous propose le **Groupe POMPES GUINARD, 1er constructeur français de pompes,** en vous offrant à **COURBEVOIE (300 personnes)** le poste de

## Chef du service des affaires sociales (siège)

Après une **formation juridique ou école de commerce, option personnel,** vous avez pris un premier contact avec la fonction Personnel. Vous avez su convaincre et fait la preuve de votre capacité d'écoute : nous vous proposons de valoriser cet acquis en prenant en charge progressivement la gestion du personnel de notre siège social.

**Votre mission :**

- la gestion prévisionnelle du personnel,
- le recrutement (siège et agence),
- le bilan social,
- la politique salariale,
- la préparation et la participation au C.E.,
- l'administration du personnel.

La réussite dans ce poste pourra vous amener à des responsabilités plus étendues au sein du **Groupe POMPES GUINARD.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 532/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants **57, avenue de Suffren 75007 PARIS**

MEDIA PA

# POUR NOTRE DIRECTION DU PERSONNEL

## UN BRAS DROIT

Dans notre entreprise, c'est la qualité qui compte. La qualité des hommes : leur volonté d'avancer, leur compétence.

Notre responsable du personnel recherche son adjoint : un professionnel de la fonction, ayant 3 à 5 ans d'expérience. Avec la hiérarchie, il recherche les moyens du développement des hommes : l'évaluation des performances, la formation, l'information, la gestion des hommes, leur évolution dans l'entreprise.

L'entreprise ? purement commerciale, elle est la filiale très autonome de l'un des premiers groupes Français, une expansion régulière, très dynamique, une diversification permanente, une équipe très jeune et volontaire (nos directeurs ont 30 ans).

Dimension européenne, enrichissante pour un généraliste de la fonction personnel : 60 de nos commerciaux sont Anglais, Belges, Hollandais, Allemands, Italiens, Autrichiens et Suisses.

Intéressant, non ?
Contactez notre conseil à COPERS, Philippe Gombeaud, (CV + photo + rémunération actuelle), 1 rue Moncey 75009 Paris.

COPERS



COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications et consacrant 7 % de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement avancés

recrute pour son département systèmes d'information, un

# CHEF DU SERVICE TRAITEMENT DES DONNEES

Matériels : — deux IBM [illegible] sous DOS/VSE
— un IBM [illegible] sous OS/MVS

Le titulaire du poste aura pour missions :
— fournir un service de traitement de l'information et assurer une disponibilité et qualité de services pour tous les utilisateurs
— proposer la [illegible] à long terme (3 à 5 ans) de la Compagnie en matière de matériels et logiciels de base.

Le candidat devra :
— avoir une expérience de 5 ans dans la fonction
— posséder des qualités d'encadrement (60 personnes) et d'organisation.

La rémunération proposée tiendra compte de l'expérience du candidat.

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée au Service du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15.

CONTESSE

# IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recrute, pour sa **Division de ventes Bureautique**

## UN JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL

intéressé par les techniques d'organisation, l'informatique et la vente

Après quelques années passées dans un groupe de spécialistes produits (chargés de l'assistance technique aux ventes), il pourra rejoindre les forces de vente en tant qu'**Ingénieur Technico-Commercial.**

**Formation :** HEC/ESSEC/ESCP, option informatique.
ou École Supérieure d'Ingénieurs, option informatique
ou équivalent.

**Anglais indispensable.**

2 à 3 années d'expérience de vente de systèmes bureautiques ou dans un Service Informatique seraient très appréciées.

Déplacements fréquents en France

*Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 40141 M à :*
*BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX*

# Des postes évolutifs pour jeunes ESC, Sciences Eco...

## Fonction Commerciale

La **Banque Populaire Région Sud de Paris (BICS)** offre à de **Jeunes Diplômés** issus d'une Ecole de Commerce (option Gestion Financière) ou possédant une maitrise de Sciences Economiques (mention Economie d'Entreprises), la perspective d'une carrière bancaire.

Après une période de formation rémunérée de 18 mois, ces jeunes débutants seront intégrés à son équipe d'**ATTACHES COMMERCIAUX.**

Ils seront chargés de la prospection du marché des particuliers et des entreprises. A moyen terme, les meilleurs éléments pourront se voir confier des responsabilités dans le réseau des agences.

Des postes sont à pourvoir à **PARIS** et en **REGION PARISIENNE,** pour le 1er Septembre 1982.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à

Banque Populaire

**BICS.**
Direction du Personnel
55, Avenue Aristide Briand
92120 MONTROUGE

MEDIA PA

PAPETERIES SIBILLE-STENAY
recherche pr. ses services Administratifs et Financiers

## SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO CONFIRMÉE

Minimum 5 ans d'expérience professionnelle.
Connaissances en droit des Stés appréciées
Restaurant d'entreprise

Candidature à adresser : Service des rel. Sociales 86 rue Pasteur 94400 VITRY-sur-SEINE.

Nous recherchons un

## DESSINATEUR de B D

même non encore édité pour un personnage de BD réaliste. Envoyez photocopies de spécimens représentatifs de votre graphisme + références à PUBL. NUIT et JOUR 3, rue des Graviers 92200 Neuilly nº 17804 qui transm.

THOMSON-BRANDT

# Ingénieur électronicien contrôle-qualité.

Le service Contrôle-Qualité (35 personnes) de notre Departement RADIO - ELECTRONIQUE - ACOUSTIQUE (produits HiFi, Radio, Vidéo), situe en banlieue Nord, teste nos differents produits par rapport aux normes de qualité et d'adaptabilité du marché.

L'expansion de ce service nous incite à créer un poste d'ADJOINT AU RESPONSABLE CONTROLE QUALITE

Votre mission porte sur deux axes essentiels :
– au plan technique, bien sûr : superviser l'analyse des appareils, assurer la gestion de la qualite.
– au plan social egalement : vous serez l'interlocuteur du personnel et responsable de sa gestion (embauches, formations, promotions).

Pour mener à bien cette mission, vous bénéficiez d'une experience de deux a trois ans minimum, idealement dans un service Qualité, où vous avez assume des responsabilites d'encadrement. Votre sens relationnel et votre ascendant naturel primeront pour ce poste, très évolutif, destiné à une personnalite dotee d'un fort potentiel de developpement. Anglais courant indispensable.

Votre candidature (lettre manuscrite, C.V. detaillé, photo et prétentions) est à adresser, sous reference 8228 a

Selecom 225 rue du Fbg Saint Honoré - 75008 PARIS–755.89.36

# CADRE RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

SOCIETE DE DISTRIBUTION DE PRODUITS TECHNIQUES, MULTI-SUCCURSALES, 800 PERSONNES, recherche

## cadre confirmé

35 - 40 ans

Formation supérieure, 5 à 10 ans d'expérience gestion personnel pour résidence métropole Nord avec nombreux déplacements de courte durée.

Susceptible de prendre à court terme la responsabilité des relations humaines et de participer au Comité de Direction.

La rémunération annuelle, déterminée en fonction de la compétence et de l'expérience, ne sera pas inférieure à 180.000 F.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 37420 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

# Le «truc» à ne pas manquer : directeur de projet «Avenir»

Vous aimeriez «bosser» chez l'afficheur qui tient ses promesses. Vous vous souvenez de l'affiche «J'enlève le haut...» etc? OK ? Cette fois, il s'agit d'un projet très, très différent. Lui aussi devrait faire «tilt» dans le monde de la Pub. Evidemment trop tôt pour vous en dire davantage ! Vous en serez le réalisateur de A à Z, depuis le contact avec les fournisseurs jusqu'aux calculs prévisionnels de rentabilité en passant par les essais, les protos, les tests, la mise en place, l'animation des équipes de terrain. En prise directe avec l'état major de la société, vous devrez coller des affiches, la nuit s'il le faut.

Vous avez bien compris que c'est le «truc à ne pas manquer», le «challenge» qui, dans une carrière, permet de brûler des étapes et vous fait entrer dans une «boîte» par la grande porte. Mais il y faut de la transpiration, apprendre plus vite que tout le monde, se polariser sur le projet au point d'en oublier les week-ends et de sacrifier les soirées. Réfléchir à Paris avant de foncer en province pour y retrouver les réservés et les enthousiastes, les prudents et les baroudeurs. Acheter, vendre, négocier, décider, risquer. Du culot et de l'honnêteté, de l'imagination et de la rigueur.. De la chance.

Vous n'avez pas fait des études supérieures de commerce pour vous ennuyer dans un bureau. Depuis votre entrée dans la vie professionnelle, il y a 5-6 ans, vous vous êtes fait confier des responsabilités pour lesquelles vous étiez «encore un peu jeune» mais vous menez votre affaire plus vite que vos petits camarades de promo. Vous aimez l'argent et la réussite. Donc, pas de problème, la suite dépend de vous. Ecrivez une première lettre précise (et pas banale) aux conseils de Sirca, sous la référence 826 734 M.



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE SG2

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

**System-Assist**

qui occupe la première place en France dans le domaine des prestations d'assistance système pour les utilisateurs de matériels IBM et compatibles. recherche des

## Ingénieurs Spécialistes Architecture et Exploitation Réseau IBM

pour prendre en charge plusieurs missions, dont des études de moyens de secours de réseaux abordant des problèmes d'exploitation de système et de transfert de données.

Expérience réelle exigée:

**ACF/VTAM, ACF/NCP**

Si vous êtes décidé à prendre la responsabilité complète de projets avec une grande autonomie d'action, rejoignez l'équipe **SYSTEM-ASSIST**.

Déplacements possibles en France et à l'étranger.

Réelles possibilités d'évolution.

*Connaissance de la langue anglaise souhaitée.*

Envoyer CV et prétentions, sous référence FP2/SG2
12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

---

MOTOROLA SEMICONDUCTEURS S.A.
recherche
pour ses bureaux commerciaux

## ASSISTANT (E) DE DIRECTION ADMINISTRATIVE

bilingue anglais
*ayant expérience*
en informatique
et gestion commerciale.
*Disponible très rapidement.*

S'adresser : M. FLEURY
*ou Mme REBIFFE.*
MOTOROLA SEMICONDUCTEURS S.A.
*15, avenue de Ségur,*
75007 PARIS.
Tél. : (1) 556-91-01.

---

Part-Time English-French Translator
For Agricultural research institute 16 TH English Mother *Tongue Only previous* expérience and good typing essential Write à nº 40718M. BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES cedex : Who will forward.

---

Sté distribution en pleine expansion pr siège Paris 17e

## COMPTABLE - RÉF. 1
## RESPONSAB. COMPT. FOURNISS — RÉF. 2

Ces deux postes nécessitent d'avoir le DECS OU BTS comptable. *Une bonne connaissance* en informatique et 2 ans min. expérience. Horaires individualisés. *Ecrire en précisant la référence* du poste nº 06197 AMEP-PA 37, r. Gal Foy 75008 — Paris.

---

## CONSTRUCTEUR DE ROBOTS INDUSTRIELS

### 1) INGÉNIEUR COMMERCIAL
### 2) INGÉNIEUR SUPPORT AVANT - APRÈS VENTES

**LA SOCIÉTÉ :**

Basée aux U.S.A. et en R.F.A., construit une nouvelle gamme de robots industriels de technologie particulièrement avancée. *Crée une société de commercialisation* à Paris, couvrant les marchés français, belge, espagnol et italien.

**RECHERCHE :**

1) Un ingénieur commercial susceptible d'évoluer vers la direction de la société *française à fin 1983.*
Qualités exigées : forte personnalité, 5 ans minimum d'expérience commerciale ou technico-commerciale dans une spécialité connexe, sens des responsabilités et de l'organisation de son travail, *langues appréciées.*

2) Un ingénieur support avant-après ventes.
Devra assister les actions commerciales par l'étude des applications et proposer des solutions robotiques.
D'autre part, conseillera nos clients sur les meilleures méthodes pour l'utilisation efficace et rentable des robots.
Allemand exigé. Anglais apprécié.

Pour ces deux positions, une forte motivation est exigée.
En contrepartie, la société offre la possibilité de carrières exceptionnelles dans une spécialité appe*lée à des développements considérables dans les années à venir.*

Envoyer curriculum vitae et prétentions à **CETAL**
*90, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS*
(Eventuellement sous double enveloppe avec mention « Ne pas transmettre si Société X. »)

**Discrétion totale assurée.**

---

Une importante Société de Service Informatique à Paris développe ses activités dans tous les domaines touchant à la **Gestion de la Trésorerie des Entreprises.** *Elle recherche un*

## Spécialiste Trésorerie

**Nous proposons :**
— *l'utilisation des techniques informatiques les plus avancées,*
— de réelles responsabilités techniques et commerciales,
— *de larges perspectives de développement,*
— une rémunération motivante,
— *une ambiance jeune et sympathique.*

**Nous apprécierons :**
— quelques années d'expérience en Trésorerie,
— la pratique de la Trésorerie Internationale,
— la participation à un projet d'informatisation,
— un excellent contact humain,
— une aptitude à la négociation commerciale.

Adressez vos candidatures (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, et rémunération souhaitée) à : *Mme J. HATCHADOURIAN, 27, route des Gardes,* 92190 MEUDON, qui nous transmettra.

---

## jeune juriste

**PARIS 180.000 F**

Recherché par un important Groupe français (plus de 20 milliards de CA) aux activités diversifiées et largement tournées vers l'étranger.

*Il devra effectuer un travail très varié* au sein de l'équipe juridique restreinte de la holding : conseil aux filiales, *contentieux, contrats, droit des sociétés,* droit international, etc...

Ce poste convient à un Juriste, généraliste diplômé d'enseignement supérieur et ayant acquis une expérience de 4 à 7 ans soit au sein d'un Groupe, soit en cabinet d'avocats ou de conseillers juridiques.

*Rémunération pouvant atteindre* 180.000 F si c'est pleinement justifié.

*Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous* réf. 6435-M à I.C.A., 3, Rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

---

## DARTY

## RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE

Au sein des services centraux du Groupe, le département AUDIT INTERNE, rattaché au *Secrétaire Général,* a pour fonction d'effectuer dans les sociétés filiales des missions périodiques d'audit opérationnel et d'évaluation du contrôle interne, ainsi que de révision comptable. La structure actuelle de l'équipe est de 6 personnes. Le responsable actuel vient d'être promu.
Nous cherchons son remplaçant.

Ce cadre devra être diplômé d'une grande école de gestion, études éventuellement complétées par un diplôme d'expertise comptable. Il aura acquis une expérience d'environ 5 ans de préférence en cabinet. *La connaissance des méthodes d'audit anglo-saxonnes* est souhaitable. Des compétences en informatique seraient très *appréciées, de même que la pratique de l'espagnol et de l'anglais.* Les déplacements à envisager nécessitent une grande disponibilité.

Ecrire : GROUPE DARTY - Direction des Relations Sociales, Tour Rosny II - 93118 ROSNY SOUS BOIS CEDEX.

---

## BANQUE INTERNATIONALE (16e)

recherche en vue du développement
de ses opérations

## DEUX COLLABORATEURS (TRICES)

De formation supérieure, ayant quelques années d'expérience bancaire dans le domaine international.

Ces deux cadres devront avoir une large ouverture d'esprit.

Capables de faire preuve d'initiative, ils devront également être en mesure de s'intégrer aisément dans une petite équipe.

De bonnes connaissances juridiques de base sont nécessaires pour le premier poste.

*L'autre réclame une excellente maîtrise des opérations internationales.*
Il est également souhaitable d'être un bon vendeur (vendeuse) (conception, montage, syndication, placement).

Pour ces deux postes une excellente pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite, photo, prétentions, sous nº 033.906 M à *RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.*

---

## Régie Publicité

*recherche*

pour le magazine **ECHAPPEMENT**
(C.E.S.P. juillet 82 - O.J.D. 81-134507 ex)
**Un 2e Chef de Publicité**

Il devra assurer le développement et la vente de ce support *auprès du marché potentiel « Grand Public ».*

Les candidats devront justifier :
— *d'une expérience similaire sur un mensuel ;*
— de 5 années minimum d'expérience professionnelle ;
— d'une connaissance générale du marché publicitaire et des agences de publicité.

Envoyer C.V. complet + lettre manuscrite accompagnés *d'une photo récente et de vos prétentions à*

**PROFIL 18/30**
*Service du Personnel*
7, rue de Lille, 75007 PARIS.

---

## STÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - CA 200 MF

**ACTIVITE INTERNATIONALE IMPORT-EXPORT,**
recherche pour sa
**DIVISION AUTONOME MECANIQUE GENERALE**

## futur responsable administratif

***chargé dans un premier temps de l'Administration des ventes***

- 35 ans minimum. Formation Administrative, Comptable, Commerciale ou Technique. Expérience effective et opérationnelle de l'administration commerciale (Import-France - Export), si possible en PME industrielle ou en unité décentralisée. Anglais usuel. Pratique des procédures et organismes du commerce extérieur.
- Son rôle premier, sous l'autorité directe du DG de la Division, consiste à prendre en charge l'administration de l'activité commerciale, de la commande au règlement final : procédures administratives et comptables liées à la gestion des commandes clients et fournisseurs, suivi auprès des agents et sous-traitants, contacts permanents Banques, Assurances et Siège.
- Compte tenu du développement de la *Division,* il étendra progressivement son action à la gestion des stocks et aux services généraux puis à la totalité des services administratifs.
- Poste basé à EVRY (91).

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 87-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées)

**guillon sélection**
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

---

## GROUPE MULTINATIONAL

recherche
pour ses bureaux parisiens,

## acheteur confirmé

secteur
Quincaillerie/Outillage/
Matériaux/Sanitaires

Connaissances export
et anglais indispensables
Position cadre - Avantages sociaux

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous No 37.310 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

**Secteur tertiaire (Ouest de Paris)**
**Filiale d'un groupe français de dimension mondiale, nous sommes leader dans notre activité.**

Pour lancer notre nouveau plan informatique qui va mettre en oeuvre les moyens les plus évolués *(informatique répartie, mini-ordinateurs, réseaux de télétraitement, base de données), nous* renforçons nos équipes de développement.

Nous recherchons:

## Administrateur de données

Votre mission, participer à la conception du système d'information de l'entreprise, élaborer la structuration *logique puis physique* des données, mettre en oeuvre un SGBD, assurer la maintenance et cohérence du système. Votre profil: diplômé de l'enseignement supérieur. Expérience réussie dans une fonction analogue. Connaissance appréciée d'un SGBD aux normes CODASYL.

## Concepteur de réseau

Votre mission: assurer la conception puis la mise en oeuvre et le suivi d'un réseau de mini-micro-ordinateurs pour des applications impératives de gestion. Votre profil: diplômé de l'enseignement supérieur. Expérience des problèmes de télé-réseaux, télématique. Connaissance appréciée des réseaux DIGITAL.

## Informaticien confirmé

Votre mission, prendre en charge les problèmes de méthode et l'organisation des relations avec les utilisateurs. Votre profil diplômé de l'enseignement supérieur. Généraliste de l'informatique de gestion, *homme de dialogue et de synthèse.*

*Envoyer photo, C.V. et prétentions à Media System, 104 rue Réaumur 75002 Paris,* sous référence 7323, qui transmettra. (mention sur envoi)

média-system

---

*IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE recherche pour son CENTRE INFORMATIQUE PARIS 5ème*

## *UN ANALYSTE INFORMATIQUE DE GESTION*

*Formation Ingénieur Grandes Ecoles ou Etudes Supérieures.*
*Niveau Maîtrise + formation spécialisée type I.A.E.*
*Connaissance de l'anglais appréciée, 2 à 5 ans d'expérience.*
*Poste à pourvoir de suite.*
*Envoyer C.V. manuscrit à No 37823 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.*

---

*Filiale d'une entreprise multinationale dont le secteur d'activité est le loisir et la* culture, notre client assure la gestion des sociétés du groupe. Il recherche un

## Responsable comptabilité générale

## Paris 140 000 F

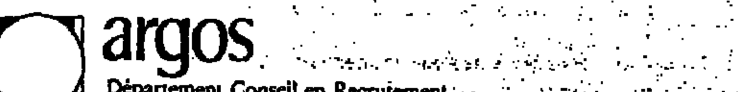
Sous les ordres du Chef Comptable, il sera responsable de la comptabilité générale de trois sociétés :
- leur apportera les éléments nécessaires à l'établissement des bilans trimestriels et fiscaux,
- fournira mensuellement les comptes d'exploitation,
- assurera le contrôle des comptabilités auxiliaires,
- dirigera et animera une équipe de 7 personnes, qu'il formera à l'utilisation du nouveau système informatique mis en place depuis peu.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de niveau DECS. Son expérience dans un service comptabilité d'une multinationale l'a familiarisé avec les techniques de reporting. Il a utilisé l'informatique comme outil de gestion et *a dirigé une équipe.*

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle *traite confidentiellement sous la référence 5024/LM.*

**argos**
Département Conseil en Recrutement
135, Avenue de Wagram
75017 PARIS Tél. : (1) 227.96.49.

MEDIAPA



## Jeune psychologue, débutez dans la fonction personnel

Si vous êtes attiré par un poste très formateur : C'est l'opportunité qui vous est proposée par l'une des filiales commerciales (600 personnes) d'un grand Groupe Industriel français.

Après une période de formation, nous vous confierons un large éventail de responsabilités, aux plans relationnel et administratif : gestion administrative du Personnel, gestion des embauches et recrutements ETAM et AM, études sur les qualifications...

A terme, vos premiers succès et votre désir d'engagement vous permettront d'élargir le champ de vos responsabilités au sein de notre Groupe.

Ce poste est à pourvoir en proche Banlieue Nord.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 82 230 à

**Selecom** 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

## la grande exportation

demande une approche approfondie des financements possibles (DREE, COFACE), ainsi qu'une attention particulière dans la rédaction des contrats et documents contractuels d'engineering *clés en main* pour des montants de plusieurs centaines de millions de francs.

Assurer cette responsabilité et des taches annexes d'administration du commercial au sein de la filiale française (sise à RUEIL - 92) d'une des premières sociétés d'engineering cimentier sur le plan mondial est un challenge susceptible d'intéresser un jeune diplômé de grande école (HEC, ESSEC, ESCP....), ayant une formation juridique complémentaire et quelques années d'expérience de financements et de rédaction de contrats à la grande exportation et parlant couramment l'anglais (une deuxième langue : allemand ou espagnol, est souhaitée).

Les candidats intéressés adresseront une lettre manuscrite, leur C.V. et photo en indiquant la rémunération souhaitée sous réf. RC 7801/76 au

**Cabinet Alain H. PREMANT**
50, avenue du Général de Gaulle - 92130 Issy les Moulineaux

## SAFT Groupe C.G.E.

**DIVISION PRODUITS**

LEADER DANS LE DOMAINE DE L'ECLAIRAGE DE SECURITE, cette division qui a pour vocation de développer et fabriquer des produits électroniques professionnels de grande diffusion associant des accumulateurs, crée le poste de

## CHEF DE MARCHÉ EXPORT

pour mettre en œuvre la politique commerciale en assurant l'interface entre le marketing et les réseaux export et analyser les possibilités de développement des marchés.

De formation supérieure, vous avez pour tenir ce poste une expérience d'environ 5 ans en marketing de produits industriels ou en ventes à l'exportation.

Vous parlez couramment anglais.

Adressez votre candidature sous référence M 12-20 à SAFT, Direction des Ressources Humaines 119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS.

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE
A VOCATION ELECTRONIQUE, recherche

## adjoint au responsable du service rédaction-traduction

INGENIEUR DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE, il aura à diriger et développer un service spécialisé dans la rédaction et la traduction de notices techniques, et pourra se voir confier la responsabilité du service dans un délai d'un an.

Une expérience de 7 à 8 ans lui est demandée dans une activité similaire, pendant laquelle il aura acquis de solides connaissances dans les domaines suivants :
- conception de documentations et notices techniques (réalisation, normes, etc)
- relations avec certaines activités complémentaires (bureau de dessin, composition de textes, etc)
- contacts commerciaux et prospection
- anglais technique courant.

Lieu de travail : PROCHE BANLIEUE SUD-OUEST

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 37901 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.




**Premier réassureur français**

## Adjoint au directeur
### Allemagne, Pays-Bas, Autriche

Nous renforçons la structure du département commercial chargé des affaires avec ces pays et nous recherchons un cadre expérimenté en assurance directe ou en réassurance pour lui confier des responsabilités à la fois techniques et commerciales.

Il participe à la définition de la politique commerciale vis-à-vis de ces pays dont il étudie les marchés. Il négocie et gère les traités et entretient des relations avec les sociétés d'assurances cédantes. Il anime et coordonne l'activité interne du département (une dizaine de personnes) et assure les liaisons avec les autres départements.

Ce poste nécessite une très bonne pratique de la langue allemande et, de préférence, une connaissance du marché allemand de l'assurance. Basé à Paris, il impliquera, à terme, des déplacements de courte durée à l'étranger.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous réf. 4551 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



**Bernard Julhiet Psycom**
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

Important fabricant de matériel de chauffage : convecteurs électriques, chauffe-eau électrique recherche pour son
**SERVICE TECHNIQUE**

## Ingénieur débutant

**Mines DOUAI, ENSAIS, INSA, ENSI ou équivalent**

pour programmation sur ordinateur, assistance clientèle, formation et information du personnel et de la clientèle.

Adresser lettre man., C.V., photo et prétentions s/référence 659 à

**publival** 27 route des Gardes 92190 MEUDON



## SAXBY

Département «AUTOMATISMES»
recherche

## INGENIEURS
Grandes Ecoles

pour leur confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.
**Une expérience de quelques années est indispensable dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.**
Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience des candidats.
Postes d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à SAXBY, 40 rue de l'Orillon 75526 Paris Cédex 11.

média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ EXTÉRIEURE
recherche pour la région parisienne

## TROIS COLLABORATRICES OU COLLABORATEURS

Qui devront, dans un premier temps :
- Prendre contact et conclure des contrats de location dans un secteur géographique donné.

Dans un deuxième temps :
- Après résultats, prendre en charge une succursale au niveau départemental.

**Nous vous assurons :**
- Un stage de formation :
- Une rémunération motivante : fixe + prime, intéressement.

**Nous vous demandons :**
- Débutant : niveau D.U.T. ou D.E.U.G. :
- Autodidacte : 5 ans d'expérience de négociation commerciale, désireux de réussir et de progresser ;
- Posséder un véhicule (indemnités kilométriques).

Envoyer C.V., photo et prétentions à Sté DAUPHIN, Département Banlieue, 15, rue de Milan, Paris (9e).

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL PUBLIC
PARIS
recherche

## INFORMATICIEN

Diplômé grande école ou université.

Conception et développement de logiciels dans le domaine des arts graphiques dans un environnement de télétraitement. Analyse et programmation système (connaissance assembleur IBM 370 souhaitée).

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous no T 033.922 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**BANQUE PARIS**
*recherche*

## UN CONTRÔLEUR DE GESTION

- *Diplômé Grande Ecole*
- *Expérience 3-4 ans.*

*Envoyez CV, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 1, Place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 30498.*

HAVAS CONTACT

## ingénieurs
### LOGICIEL

Nous vous proposons plusieurs orientations :
- Vers le contrôle industriel, si votre expérience et vos connaissances en mini et temps réel sont confirmées.
- Vers le télétexte avec une bonne connaissance de la micro-programmation.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest au sein d'une importante société spécialiste des communications.

Adresser votre C.V. détaillé à INFORELEC chargé de votre recrutement -15, rue du Fbg Montmartre - 75009 PARIS

emp

**CIT Alcatel**

## DÉPARTEMENT TRANSMISSION

recherche pour REGION D'ORSAY (91)

• ACTIVITE RESEAUX DE TRANSMISSION

## RESPONSABLE LABORATOIRE D'ETUDES

Il coordonnera une équipe d'environ 20 personnes chargée de différents projets au niveau étude et conception de matériels dans le domaine des réseaux de transmission.

Les projets nécessitent la mise en œuvre de microprocesseurs et des technologies haute fréquence, haut debit.

Il devra également assurer une coordination technique avec le service développement prototypes et éventuellement avec la fabrication.

35 ans minimum de formation supérieure en électronique, il aura environ 10 ans d'expérience dans un service études avec si possible responsabilité d'encadrement. Réf. SE/CA

• ACTIVITE TECHNOLOGIE COMPOSANT

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il sera chargé des études et essais techniques de caractérisation et de qualification d'éléments (petits moteurs connectiques enfichables, etc.) entrant dans des équipements électroniques de très haute fiabilité.

De formation supérieure, il aura si possible des connaissances en mécanique et en physique. réf. TE/CH

• ACTIVITE SOUS-MARINE
3è fournisseur mondial de systèmes de liaisons téléphoniques sous-marines

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il participera à la pose et à la mise en service des liaisons téléphoniques sous-marines.

Outre des connaissances en logique et informatique il devra être disponible pour effectuer des déplacements de quelques mois en France ou à l'étranger (durée globale annuelle de l'ordre de 100 jours). réf. SMR

Adresser C.V. et prétentions à CIT ALCATEL
Service Recrutement Cadres - 10bis, rue Louis-Lormand
B.P. 22 - 78320 LE MESNIL SAINT DENIS
en précisant la référence du poste choisi.

## consultants marketing management

Nous souhaitons renforcer notre équipe et recherchons la collaboration d'

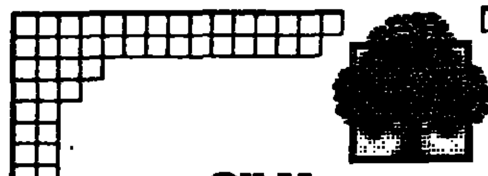
## INGENIEURS

**DIPLOMES GRANDES ECOLES, DOUBLE FORMATION SOUHAITABLE (MBA, INSEAD, ISA...)**
**ET/OU EXPERIENCE 2/3 ANS DANS L'INDUSTRIE (MARKETING, GESTION, DISTRIBUTION).**

Ces collaborateurs devront progressivement prendre en charge des interventions de haut niveau en milieu industriel dans un cadre international.

*Anglais et/ou Allemand courant indispensable.*

Une présentation des activités de notre Société vous sera donnée à réception de votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, adressée sous référence 6435 M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.




## Cii Honeywell Bull

recrute pour
son Centre de Recherches des

## SPECIALISTES EN LOGICIEL

pour participer au développement de projets avancés en matière de génie logiciel et en particulier à ses projets de compilateur et d'environnement liés au langage ADA.
Les candidats auront une formation supérieure (Grande Ecole, Doctorat de 3eme cycle, M. Sc, Ph. D).
Une expérience dans les domaines suivants : langages, compilateurs, logiciels de base, systèmes temps réel, méthodes et outils de développement, sera particulièrement appréciée.
Lieu de travail : Louveciennes (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 427 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## Organisateur confirmé

**Nous sommes** une Compagnie d'Assurances de dimension européenne, orientée principalement vers les risques industriels.

**Votre profil** : une solide formation orientée de préférence vers l'organisation administrative et/ou l'informatique de gestion, une bonne pratique de l'analyse fonctionnelle.

**Votre mission** : participer au sein d'équipes à l'élaboration et au suivi de projets transactionnels importants, aider l'ensemble des départements à *améliorer leur efficacité. Vous serez rattaché à notre service Méthodes/Organisation.*

**Allianz** Assurances — vous prie d'adresser CV et prétentions à M. Marchez Allianz - BP 24 - 75761 Paris Cedex 16

---

**Importante Banque Internationale**
recherche pour son

## Département Formation UN CADRE classe V,VI

Le candidat retenu, de formation supérieure, sera un praticien *confirmé* des opérations bancaires.
*Il sera chargé de l'élaboration de supports* pédagogiques et de l'animation de séminaires en France et à l'Etranger.
Il pourra, s'il le souhaite, prendre à terme la direction du département formation d'une filiale *étrangère.*
Après une expérience réussie dans le métier de formateur, un retour promotionnel vers l'exploitation constitue une étape normale de carrière.

Adresser lettre + C.V. sous référence 4864/JN à M. CHASSERY - 110, rue du Colonel Fabien 92160 ANTONY

---

**IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE**
**GROUPE INDUSTRIEL EUROPEEN**
**15.000 personnes, recherche pour son *Siège Social* à PARIS**

## AUDITEUR INTERNE

Au sein d'une nouvelle équipe, il sera chargé d'effectuer des missions d'Audit comptable et opérationnelles tant en France qu'à l'étranger (environ 40% du temps)

Le poste conviendrait à un diplômé ESSEC, Sup de Co, ou équi*valent avec DECS de préférence* ayant quelques années d'expérience de cabinet d'audit ou d'auditeur interne d'un groupe.

Anglais nécessaire et espagnol souhaité.

Adresser lettre manus*crite avec C.V., photo* et prétentions à ORION, 35 rue du Rocher 75008 PARIS *sous référence* 4153 à Claude LAMY.




---

## THOMSON-CSF

**DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES**
Centre de BORDEAUX-PESSAC

## INGENIEURS ELECTRONICIENS
### GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU COURTE EXPERIENCE (2 ANS).

Pour participer au DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES AVIONIQUES dans le domaine des HYPERFREQUENCES ET DES RADARS AEROPORTES.

Pour ces postes, il est offert :
- une formation à des techniques évoluées
- des conditions de travail particulièrement favorables dans une unité en plein développement.

Adresser C.V. avec photo et prétentions au Service du Personnel - B.P. 94 - 33607 PESSAC.

---

**DEPARTEMENT EXPORTATION EUROPE**
*Société leader secteur* **PETROCHIMIE**
recherche

## INGENIEUR

**(Etudes Supérieures Physiques, Chimie, Mécanique ou équivalence)**

Ayant 3 à 5 ans expérience en milieu industriel (Technico-Commercial, *Fabrication ou Recherche Appliquée), pour assumer* :
**RESPONSABILITE DEVELOPPEMENT APPLICATION — PROMOTION ET GESTION VENTES D'UN PRODUIT MATIERE PLASTIQUE**, en liaison avec les Agents locaux du secteur **TOUTE EUROPE DE L'OUEST** (sauf Royaume Uni, Allemagne, Italie).

*Poste exigeant : effective aptitude à la gestion, dynamisme* commercial, ingéniosité, aisance sociale et autonomie.

*Langue indispensable* : anglais courant
Nombreux déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en mentionnant dernier salaire à Madame DENQUIN - CLE MARKETING CARRIERES 41, bld des Capucines 75002 PARIS

---

## Honeywell

recherche pour *PARIS* et *LYON*

## jeunes ingénieurs technico-commerciaux

pour promotion et vente de systèmes et services dans le domaine du conditionnement d'air, économies d'énergie et maintenance des bâtiments du tertiaire.

Anglais souhaité.

*Adresser CV et prétentions sous référence ARB à la Direction du Personnel*
*4, Avenue Ampère 78390 BOIS D'ARCY.*

COFAP

---

**Secteur tertiaire**
**(Ouest de Paris)**
**Filiale d'un groupe français de dimension mondiale, nous sommes leader dans notre activité.**

*Pour lancer notre nouveau plan informatique qui va mettre en œuvre les moyens les plus évolués (informatique répartie, mini-ordinateurs, réseaux de télétraitement, base de données), nous renforçons nos équipes de développement. Nous recherchons:*

## Chefs de projets
## Analystes
## Analystes programmeurs

*Nous demandons:*
*• une formation supérieure • au moins 2 ans d'expérience dans la fonction • la pratique du COBOL • l'expérience d'applications inter-actives.*
*Seraient appréciées: • une connaissance des mini-ordinateurs DIGITAL (VAX - PDP) • une expérience de bases de données • une pratique des problèmes de réseaux.*

*Envoyer C.V. photo et prétentions à Media System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 7326 (mention sur envoi).*

média-system

---

B.R.D.C.
cherche COUVREUR OQ3
Téléphone : 358-23-31
après 18 heures.

---

## BANQUE PRIVÉE PARIS (8e)
recherche
## UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF

35 à 45 ans
ayant parfaite connaissance :
- *de la Comptabilité et réglementation bancaires,*
- des problèmes informatiques.
- du droit fiscal et social,

pour coordonner les services de la Comptabilité, du Personnel et de l'Administration générale.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. à nº 1180, DELORME 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS, qui transmettra.

---

MINISTÈRE des RELATIONS EXTÉRIEURES
recrute
## 2 INGÉNIEURS INFORMATICIENS

débutants ou ayant qq. années expérience pour poursuivre informatisation du Service des Communications (télédistribution, *bases de données, micro-ordinateurs, etc.) et créer* un réseau moderne de communications *international* au sein d'une petite équipe informaticiens.

Transmettre C.V., photo et prétentions à M. EVAIN, Ministère des Relations extérieures, Service des Communications, *37, quai d'Orsay, 75007 Paris.*

---

LABORATOIRE DE RECHERCHE SPACIALE
## C.N.R.S.
recherche

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

- Diplômé grande école (ESE, SUP-AERO, EN-*SEINT, ENREA, INSA...* ou diplôme équivalent).
- *Dégagé des O.M. Pour* conception de systèmes électroniques : étude, mise au point et recette de prototypes ; connaissance des circuits électroniques analogiques, digitaux et des systèmes à microprocesseurs, indispensable.
- Expérience des techniques spatiales souhaitée.

Envoyer curriculum vitae à
## C.N.R.S AÉRONOMIE
B.P. 3 - 91370 VERRIÈRES-LE-BUISSON.

---

CLINIQUE CHIRURGICALE de SARTROUVILLE
20 Av. Maurice Berteaux
15' Gare St-Lazare rech.

## INFIRMIÈRES D.E.
Service JOUR
## INFIRMIERS-RES D.E.
Serv. NUIT. Salaire 6.200 F après période d'essai
## INFIRMIER-RES D.E. BLOC OPÉRATOIRE
Salaire 6450 F après période d'essai. Reprise 50 % *année d'ancienneté*
Tél. pour RV 914-21-27.

---

## QUARTZ HIFI
leader de la Hifi-Vidéo
recherche
PARIS

## DIRECTEUR DE MAGASIN

Agé d'une trentaine d'années, il dirigera une unité de 6 personnes (plus de 10 millions de C.A.) une expérience sérieuse de la distribution est exigée.

Curriculum vitae et prétentions *8, rue des Bas Rogers* 92800 - PUTEAUX

---

Sté de Crédit Bail
en plein développement
située à
PARIS DANS LE 9e
recherche
d'urgence pour son service
GESTION DES CONTRATS

## UN (E) ASSISTANT (E)

Formation I.U.T. gestion ou *B.T.S. d'agent Administ.*
Envoyer C.V., photo, prétentions sous nº 033947 M *RÉGIE-PRESSE*
85 bis, rue Réaumur - Paris 2e

---

## IMPORTANT DISTRIBUTEUR NATIONAL PAPIER
*IMPRESSION ECRITURE*

*recherche*

*pour son siège Parisien*

## CHEF DE VENTES PROVINCE

Poste exigeant connaissance du papier.
Déplacements fréquents et sérieuses références commerciales.
Nous offrons : *Responsabilités* et rémunération en conséquence.

Adr. C.V., photo et prétentions à nº 40453 M. BLEU 17 rue Lebel 94307 Vincennes cédex

---

## SYSECA TEMPS REEL
(nouvelle dénomination de la Sté ECA AUTOMATION)
SSCI en forte expansion.
(570 personnes)
recherche

## INGÉNIEURS

2 ans et +, connaissant :
- Techniques filtr. numérique.
- Systèmes temps réel.
- Radars.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. ss réf. 1911 à SYSECA TEMPS REEL *Service du personnel*, 315, Bureaux de la colline, 92213 Saint-Cloud Cedex.

---

Ministère de la Défense
Centre d'Essais en Vol rech.
## INGÉNIEUR ANALYSTE-PROGRAMMEUR
pour gestion du personnel
## INGÉNIEURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS
pour calculs scientifiques
Adr. C.V. au chef du personnel Centre d'Essais en Vol, *Base d'Essais de Brétigny* 91220 BRÉTIGNY-S/ORGE.

---

## HOPITAL SEMI-PUBLIC
500 salariés
proche banlieue Ouest Paris
*recrute*
## CHEFS SERVICES COMPTABLES
(D.E.C.S. ou EXPERTISE)
150/180.000
Écrire C.R.D. BP 30-97
54013 NANCY CEDEX
*ou appeler le* (8) 335-42-63 pour détails

---

## ÉTABLISSEMENT FINANCIER
RECHERCHE pour son SERVICE TITRES
## GESTIONNAIRE
POSSÉDANT CLIENTÈLE
*Ecrire* ETS JÉGU
48, fg St-Denis, Paris (10e).

---

Centre d'Informations Financières recherche
CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. ou F.)
- Débutants ou expérimentés
- sens de la négociation
- excellente présentation
- formation assurée

Tél. pr R. V. Mme ARLHAC 553-20-00

---

CONSORTIUM EUROPÉEN
recherche
## HOTESSE STANDARD.
dactylo - Anglais
*Références exigées.*
## COMPTABLE II HME
expérimenté
Écrire ou téléphoner pr r.-vs. 51, r. du Temple, Paris-4e. Tél. : 277-92-92 +.

---

*Une importante société de* presse et de communication (Paris) recherche pour un de ses journaux, périodique « Grand Public » et à fort tirage, un candidat de premier plan pour prendre en charge la :

## DIRECTION ARTISTIQUE

Responsable de la politique artistique du journal et de ses *produits* complémentaires et capable d'imaginer et de proposer de nouvelles créations graphiques, il dirigera et organisera le travail des maquettistes, iconographes et photographes. Il assurera la gestion admi*nistrative et technique* du service artistique ainsi que les relations avec la fabrication.

Adressez votre C.V. et salaire actuel *(réf. : 122)* à :
ESPACE ET COMMUNICATION
35, RUE BALLU, 75009 PARIS
qui transmettra

---

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALISÉE

recherche

## UN CADRE

- Ingénieur ou titulaire d'une maîtrise de sciences.
- Débutant ou ayant un à deux ans d'expérience pour participer au développement de la fonction documentaliste à l'intérieur d'une Direction de Recherches.
- Bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais *souhaitées.*
- Expérience ou formation en documentation appréciée.

— Possibilité d'être affecté ultérieurement dans un service technique.

— Lieu de travail : BANLIEUE NORD.

Envoyer lettre avec curriculum vitae et photographie à :
**RÉGIE PRESSE** sous nº 227.806 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

Premier groupe français d'études de marché, nous sommes amenés à mettre en place et utiliser les nouvelles possibilités offertes par les technologies de pointe: télématique, bureautique, temps réel, micro-ordinateur, et recherchons

## ingénieur organisation
### MIAGE....

*Il est nécessaire d'avoir une première expérience d'un ou deux ans en* organisation et/ou en analyse, la connaissance du matériel I.B.M. ainsi que l'habitude des contacts *directs avec l'utilisateur final.*

Dans un premier temps, il prendra en charge certaines applications existantes et à terme leur développement.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions.

A.C. NIELSEN COMPANY, Direction des Ressources Humaines, M. Louis LEBRUN, 28, boulevard de Grenelle, 75015 PARIS.




HAVAS CONTACT

---

## UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour la Société FRALIB
(Royco, Lipton, l'Eléphant), un

## RESPONSABLE CLIENTS NATIONAUX

**Le poste :**
Au sein de la Direction des Ventes, le titulaire du poste assure le développement des ventes auprès des centrales et groupements d'achats nationaux, interprète les objectifs marketing de la société en fonction des besoins de ces grands clients et leur propose des actions personnalisées.

**Le profil :**
- Formation Ecole de Commerce
- Expérience indispensable de la grande distribution de 4 à 5 ans
- Connaissance souhaitée du secteur des produits alimentaires.

Le poste est basé dans la proche banlieue ouest de Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions (référence XIX/82) au Département Central du Personnel
*UNILEVER FRANCE SERVICE*
8, Avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.

---

**distribution**

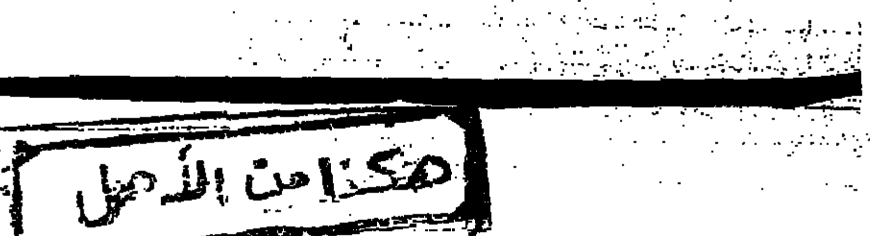
## JEUNE RESPONSABLE DE L'EXPANSION

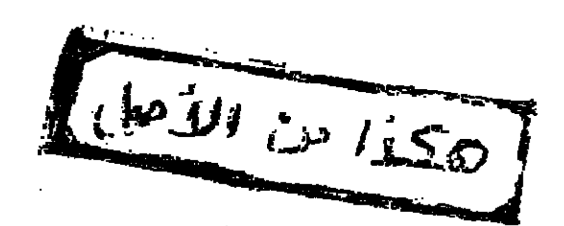
La filiale (1,7 milliard de C.A.) d'un des premiers Groupes français de la distribution conduit une politique active de développement de ses grandes surfaces de vente, en ouvrant chaque année 4/5 supermarchés d'une superficie supérieure à 800 m2. Pour bien maîtriser ce développement, il est créé un poste *de jeune responsable de l'expansion des grandes surfaces en région parisienne.*
Il a pour mission principale de négocier, après avoir étudié les implantations économiquement possibles, l'achat des terrains ou constructions, de participer au dépôt du permis de construire et de s'assurer du suivi des dossiers, en liaison avec les autres services concernés de l'Entreprise.
*Nous souhaitons* rencontrer un diplômé de l'enseignement économique supérieur ayant des connaissances particulières dans domaine juridique. Il a acquis, de préférence, une première expérience (2 ans) dans le domaine des négociations foncières *et*/ou immobilières. C'est à la fois un homme de rigueur (partie juridique) et un homme de contact (négociations avec Administrations, *mairies, promoteurs, notaires...).*
Le secteur économique, la taille et le dynamisme de l'Entreprise permettent une évolution de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4040 X à
**EGOR** S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system







# OFFRES D'EMPLOIS

L'ÉTUDIANT
pour renforcer
son équipe de rédaction
recherche deux
**DOCUMENTALISTES**
- Formation supérieure, niveau maîtrise ;
- quelques années d'expérience pour l'une des deux.

Ces postes à pourvoir immédiatement requièrent :
- assurance dans l'analyse et la synthèse ;
- ordre, méthode, rigueur, sens du contact ;
- aisance dans la communication ;
- bonne stabilité personnelle.

Lieu de travail :
Mº BONNE-NOUVELLE.
Les candidatures seront reçues par SCRIBE, 4, avenue Hoche, 75008 PARIS.

---

VILLE DE SAINT-DENIS (93)
recherche

**UN INGÉNIEUR DIVISIONNAIRE**

pour service sécurité et installation chauffage et électricité.

Salaire brut : 5.558 F.
+ prime de technicité.

Env. candidature et C.V. à :
M. LE MAIRE
2, place Victor-Hugo.

---

URSSAF DE PARIS
SÉCURITÉ SOCIALE
recherche

**AGENTS DE CONTROLE DES EMPLOYEURS**

Peuvent être candidats :
- Les personnes âgées de 24 ans minimum au 1er septembre 1982 et pour ceux du sexe masculin dégagés des obligations militaires ;
- titulaires d'une licence en droit, B.P. comptabilité ou diplôme École Supérieure de Commerce.

Les candidats retenus seront présentés aux épreuves d'admission à la formation.
La formation est assurée en stage résidentiel rémunéré (6 mois).
Salaire annuel brut de début : 66.438 F.
Déroulement de carrière jusqu'à : 141.468 F.
Possibilité d'avenir en fonction des compétences.
Adresser candidature et curriculum vitae détaillé avant le 14 juin 1982.
URSSAF DE PARIS
s/Direction du personnel
Pièce 1420
3, rue Franklin
B.P. 430
93518 MONTREUIL CEDEX

---

La ville d'Ozoir-la-Ferrière (77330) (15.000 habitants) 28 km de Paris.
RECRUTE à compter du 1er septembre 1982, pour remplir les fonctions de directrice de sa crèche à domicile, une PUÉRICULTRICE DIPLOMÉE D'ÉTAT.
Expérience souhaitée.
Adresser d'urgence candidature et curriculum vitae, à :
Hôtel de Ville
77330 OZOIR-LA-FERRIÈRE

---

Laborat. de Recherche universitaire à CACHAN (94) recherche pour son Centre de Calcul un

**Ingénieur Mécanicien-Informaticien**

(cat. 3A) ayt bases sol. de la dom. des calculs de structures. Env. C.V. av. le 21-06-1982 au L.M.T./E.N.S.E.T., 61, av. Présid.-Wilson, 94230 Cachan.

---

U.R.S.S.A.F. de PARIS
SÉCURITÉ SOCIALE
recherche

**UN CADRE**

pour études relatives aux possibilités offertes par la bureautique dans les domaines intéressant l'organisme.
Formation en organisation du travail concrétisée par un diplôme officiel (niveau ingénieur) et expérience professionnelle exigées.
- Horaire hebdomadaire : 39 heures.
- Avantages sociaux.
- Salaire annuel brut de début : 116.962 F.
- Déroulement de carrière jusqu'à 163.747 F.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé devront être adressées à la :
DIVISION DU PERSONNEL
3, rue Franklin
B.P. 430
93518 MONTREUIL

---

**ANIMER, VOUS SAVEZ ?**

P.M.E. Ouest Paris
recherche

**RESPONSABLE**

**Vente au public carrelage et sanitaire**

- 5 ans d'expérience.
- Intéressement
- Magasin ouvert le dimanche

Env. lettre manuscrite avec C.V. et rémunération actuelle. Écrire sous le nº 033944 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

Agence de Publicité
Champs-Élysées
recherche

**RESPONSABLE SERVICE COMPTABLE**

D.E.C.S. complet
5 ans d'expérience.
Poste évolutif.
Ecr. à DUSART ROSSE & ASSOCIÉS.
22 bis, rue des Volontaires,
75015 PARIS.
C.V. détaillé et prétentions.

---

**ERIN**

recherche pour
développement de logiciel
informatique industrielle
(mini et micro-ordinateurs)

**Des Ingénieurs**

- Grandes Écoles
  Option informatique, Automatique, Électronique.
- Universitaires.

Débutants à 3 ans d'expér.

**Des Analystes-Programmeurs**

Niveau DUT informatique.

Ecr. avec C.V. s/réf. 9744, à AXIAL Pub., 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra, ou téléphone : (3) 058-24-75.

## secrétaires

SOCIÉTÉ, PARIS-17e
recherche

**SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO**

Titulaire BAC. Bonne culture générale, expérience professionnelle. Capable de rédiger la correspondance des dossiers de stages de formation professionnelle qu'elle aura à gérer.
Base de salaire :
4.800 F mensuels.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo s/nº 37460,
Contesse Publicité,
20, av. de l'Opéra.
75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

---

BANQUE PRIVÉE
recherche
A partir de juillet

**BONNE SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS/FRANÇAIS**

Expérience exigée 3 ans
(Connaissances bancaires appréciées).
Salaire selon compétences.

Tél. : 723-90-19 (p. 287).

## enseignement

**APPRENDRE L'AMÉRICAIN**
à
**L'AMERICAN CENTER**
261, bd Raspail, 75014 PARIS.
**633-67-28**

Session intensive du 28 juin au 9 juillet pour :
gens pressés
lycéens en mal d'anglais
touristes.

Méthode orale, cours dans la journée et le soir.
Début des inscriptions le 7 juin.

Également session du 13 au 24 septembre. Inscriptions à partir du 1er septembre.

## formation professionnelle

**PROGRAMMEUR de GESTION**

Vous possédez un niveau de formation BAC minimum, nous vous proposons une solide formation (624 heures, dont 50 % de pratique) au métier de PROGRAMMEUR de GESTION. Coût du stage : 24.696 Francs TTC pour les candidatures individuelles.
Durée : du 4 Octobre 82 au 28 Janvier 83. Admission sur tests. Pour plus d information, téléphoner à Michel TREVES au 341.66.66

**sofragem-ordiser**
Departement Formation
6, place du Colonel Bourgoin
75012 PARIS

## représentation offres

**CONSORTIUM EUROPÉEN**

Pour suivre et développer
Parc existant
recherche sur PARIS
et RÉGION PARISIENNE

**VENDEURS**

ARTS GRAPHIQUES
Expérience vente matériels
OFFSET ou PÉRIPHÉRIQUES exigée.
Salaire important.

**TECHNICO-CCIAUX**

pour périphériques
et consommables.
Techniciens Offset, photo ou D.U.T. acceptés.
Tempérament « Vendeur » indispensable.

Tél : 277-92-92 + poste 73 ou écrire avec C.V. détaillé : 51, rue du Temple, PARIS-4e.

## propositions diverses

L'État offre
de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et tous, avec ou sans diplômes.

Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS.

---

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe).

Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon 75429 PARIS Cedex 09.




# DEMANDES D'EMPLOIS

**MESSAGE PEU BANAL A UN CHEF D'ENTREPRISE**

Monsieur,
je ne suis plus un jeune loup aux dents longues, mais ai la maturité de mes 50 ans tout neufs.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de PMI/PME depuis 20 ans, je suis très opérationnel et imaginatif aux plans finances-trésorerie, gestion, informatique, personnel, juridique, achats, exportation.

De plus, je n'ai pas hésité à me recycler régulièrement pour rester dans le vent.

Je suis heureux en ménage et mes enfants travaillent bien.

Bref, je suis un homme bien dans sa peau qui veut mettre son dynamisme équilibré au service de votre société et participer à l'accroissement de son bénéfice, condition du développement de votre entreprise à Paris ou en Province.

Si vous croyez, monsieur, à la longévité d'une collaboration, votre carte de visite adressée sous nº 2.746 me permettra de vous contacter *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES.
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

**DIRECTEUR GÉNÉRAL** 36 ANS

Gestionnaire, financier, expérience comptabilité, diplômé, mobile, 15 ans d'expérience internationale, anglais courant.

**JE CHERCHE MON PRÉSIDENT**

pour former avec lui une équipe dynamique

Ecrire sous nº T 033.953 M, à
REGIE-PRESSE,
85 bis rue Réaumur, 75002 Paris.

---

Responsabilités et longue expérience, exportation vente matériels, homme de terrain et d'initiatives rompu aux négociations commerciales, grande disponibilité, sérieuses références moralité. Etudie toutes propositions pour l'Afrique du Nord et francophone.
Possibilité résidence à l'étranger. Ecr. s/nº 8.495 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

Cadre administratif en propriété industrielle. 20 ans d'expérience. Dépôts et procédures brevet français et étrangers. Brevets européens. P.C.T. Gestion annuités. Recherche poste stable dans Cabinet ou Industrie.
Ecr. s/nº 2761 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

J.F. 29 ans, cadre B.T.S. Secrét. de direction, bil. anglais, 8 ans exp. cciale et adm., apte prendre en charge service, ch. poste début septembre.
M. C. Laurent, 236, rue de la Convention, 75015. Téléphoner après-midi : 531-63-62.

---

CHIMISTE – J.H. anglais, 27 ans, thèse de chimie organique, 3 ans expér. en France, étudie toutes propositions production, développement, technico-commercial, etc.
Ecr. Régie-Presse, nº 8200M, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---

Lycéenne suisse âgée 17 a., ch. TRAV. AU PAIR pour mois de juil.-août à Paris. Susanne Zago Via Favre, 9-6830 Chiasso (S) T. 091/44-85 77/23-65-91.

---

**RELATIONS HUMAINES ORGANISATION FORMATION**

Cadre, 37 ans, 15 ans expér. Etudierai toutes propositions. Ecr. s/nº 8.484 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

H., 49 ans, form. sup., 12 ans exp. adultes marginaux cherche poste à responsabilités région Paris, grande expérience M. audio-visuels et animat. groupe. Libre 1er septembre. Ecr. s/nº 2.760 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

H., 37 ans, licencié en droit, 16 ans expérience administrat. et finance ch. situation stable. Ecr. s/nº 2.753 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

**CHEF COMPTABLE (H.)**

34 ans, célibataire, 3 ans expérience hôtel 200 employés à Dakar, cherche situation équivalente à l'étranger avec ambition adjoint de direction. Libre 1-10-82. Très sérieuses réf. professionnelles. Ecr. sous nº 8.478 *le Monde* Pub., services annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

---

J.F. traductrice diplômée trilingue anglais, espagnol. Licence lettres, dactylographie. Etudierait toutes propositions. Téléphone : 331-77-54.

---

J.H. 27 ans, exp. éducation nat., maîtrise, DEA anglais, ch. empl. imméd. Paris, rég. Paris. Etud. toutes proposit. 32, rue Jean-Jaurès, 93140 Bondy.

---

H. 43, a., ch. poste comptable 2 ds sté située à la Défense. Téléphone : 778-38-58.

---

Directeur export, E.S.C., 34 ans, 4 ans exp., ch. entreprise fort potent., prod. cour. ou luxe, Paris ou banl. sud.
Ecrire sous le nº T 033950 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

Médecin, 32 ans, A.I.H.R.S. + expérience médecine générale + expér. journalisme ch. poste presse médicale ou générale.
Ecrire sous le nº T 033.792 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

ENSEIGNANT (vente, distribution, commerce) rech. poste pour rentrée 82, 5 ans d'expérience, M. MICHEL, 39, boul. du Gal-Vanier, 14000 CAEN.

---

Animateur 24 ans, avec exp. 1 an, ch. poste stable avec jeunes délinquants ou cas sociaux, étudie toutes propositions de ce genre, très motivé. Écrire M. MIGNOT, Ville Radio Coëtlogon, 22210 Plemet ou tél. au 16 (96) 25-91-52.

---

Jeune allemande, 20 ans, ch. place au pair à Paris dans famille française ou franco-allemande avec enfants de moins de 8 ans, à partir d'août 82.
Écrire : Mme CARADEC,
31 bis, rue Linné, 75005 Paris.

---

CADRE TECHNICIEN
GÉNIE CIVIL, 30 ans, exp. FRANCE AFRIQUE. Conducteur travaux - bureau études, prix, négociations marchés, cost contrôle. Bil. anglais. Etudie ttes propos. Contacter M. CORNU, 15, rue Blanchard, 92260 FONTENAY. Tél. 702-83-52 après 20 h.

---

CONDUCTEUR DE TRAVAUX ÉLECTRICITÉ
35 ans, recherche poste à responsabilités pour emploi
FRANCE ou ÉTRANGER.
7 ans d'exp. de l'encadrement.
Tél. : (16-35) 60-34-43.

---

J.F., début., licence + format. gestion de personnel ch. poste ASSISTANTE DANS D.R.H.
Ecrire sous le nº T 033.827 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

**RELATIONS PUBLIQUES BANQUE ET PRESSE**

Jeune femme française, 30 ans expérience, relations publiques, conseil gestion, trilingue anglais, espagnol, arabe. Libre de suite, recherche emploi.
Ecr. s/nº 2.787 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## information divers

**TROUVER UN EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM M, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

## capitaux propositions commerciales

40 ans
**P.-D.G.** depuis 1968
Formation ingénieur polyva., économie et gestion — anglais, arabe, relations finance, export. Afrique et Moyen-Orient. Étudierait toute proposition, reprise ou participation P.M.E. ou P.M.I.
Ecr. s/nº 8.447 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

Lot complet d'actions (100 %) d'un

**CASINO DE JEUX**

Roulette, baccara, etc., ouest-européen, à forte fréquentation internationale pleine concession d'état jusqu'à l'an 2000. Libre de dettes, avec hôtel-restaurant excellent, à vendre globalement ou en plusieurs parts dans un bref délai pour raisons d'âge. Le montant du prix de rachat doit être investi en France. Pour information :
Wittkamper et Greveler.
conseillers fiscaux
Ippstr. 9 D-4358 Haltern. R.F.A.

## travail à domicile

Je frappe thèses (Sciences humaines, médecine, droit), mémoires, manuscrits, rapports sur machine électronique, travail rapide soigné, 535-28-85.

## occasions

MIEUX QUE DES
**SOLDES**
20.000 m²
**MOQUETTES**
PRIX D'USINE
Les plus grandes marques en pure laine et synthétique
MOQUETTE DE LA REINE
109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 603-02-30 +

# L'immobilier

## appartements vente

### 1er arrdt

**FORUM**
Except., 80 m², 6e ét., asc., imm. style, rén. : 267-04-78.

### 3e arrdt

MARAIS ARCHIVES
Bel imm. XVIIe rénové, liv. + 2 chbres, cuis., bains en duplex. Téléphone : 272-40-19.

---

**MARAIS** Immeuble XVIIe petit 4 pces, w.-c., poutres. 545.000 F. 577-96-85.

### 4e arrdt

**ILE-SAINT-LOUIS**
dans bel imm. Pptaire vd. refait neuf, 2 p., cuis., s. de bains, w.-c., 45 m². Tél. 500-54-00.

---

MARAIS SAINT-PAUL
A AMENAGER, gd liv., 3 chbres en dupl., 4 m. s/plafond + jard. priv. 272-40-19.

### 5e arrdt

**JARDIN PLANTES**
Constr. GD LUXE en cours
**LE POLIVEAU**
du 2 au 5 P. et DUPLEX lundi et mardi de 14 à 19 h
1 et 3 RUE POLIVEAU.

---

Broca St-Médard. 354-42-70
**4 P. SUR VERDURE.**

---

**LUXEMBOURG** gd studio tt cft calme, 375.000 F.
Téléphone : 325-97-16.

### 6e arrdt

St-Sulpice 354 95 10 luxe
**90 m² SUR PARC**

---

MONTPARNASSE Pierre de t. 5 pièces + service. A rénover. ST-PLACIDE IMM. 222-18-49.

---

**ODÉON CARACTÈRE**
3 p., 80 m², asc. 354-95-10.

---

**JACOB SEINE 7 PCES**
170 m² verdure. 354-42-70.

### 7e arrdt

PRÈS PALAIS D'ORSAY
Entre cour et gd jardin, gd 6 pces en duplex, inondé soleil, tr. beaux volumes. 325-10-56.

### 9e arrdt

Grand studio tout cft. cuis. équipée, 3e ét., px exceptionnel vue urgence. Tél. : 526-00-35.

### 10e arrdt

BONNE NOUVELLE, p. de taille, b. séj., bns, w.-c., cuis., 6 ét., asc., 235.000 F. 233-25-82.

### 11e arrdt

LEDRU-ROLLIN
Gd ATELIER, 250 m², 4 m. s/plafond, verrière neuve, mezzanine, 40 m², beau s/sol, 120 m². Tél. : 272-40-19.

---

Imm. moderne, standing. Vrai 5 pces, s. de bns, s. d'eau, 2 w.-c., cuis., 7 grds placards, vue dégagée. Sur beau jardin, calme, soleil, 2 boxes, prix bradé. Cause départ. Urgent. Téléphone : 372-55-69.

### 12e arrdt

PRÈS ORÉE BOIS VINCENNES et R.E.R. à SAINT-MAURICE direct, dans rénovation totale, studios et duplex. Px exceptionnels à partir de
**105.000 F.**
vendus tout équipés. Plact net d'impôts 5 ans. 723-41-00.

### 15e arrdt

OLIVIER-DE-SERRE
Bel immeuble, 4e étage, 2 pces, 38 m², bon plan. 320.000 F
Tél. : 828-90-50

---

**(XVe) PLACEMENT 2 P.**
tt cft., imm. pierre de taille. URGENT. Tél. 586-02-85

---

52, av. Motte-Picquet
Beau 5-6 p., 126 m² + chbre, lundi, mardi de 14 à 19 h.

---

PASTEUR, 4 Pièces, 2 sanit., 95 m² + balcons. 6e étage. Récent. Parking. 920.000. F.
Téléphone : 622-22-56.

---

Mº CONVENTION. Séj. + 2 chbres, 70 m², balcon. 8e ét. sur jardin, récent. Parking 790.000 F. 622-22-56.

---

**PORTE VERSAILLES**
étage élevé, asc., sol. 2/3 pièces, CONFORTABLE et SPACIEUX. Px 695.000 F.
Tél. : 325-63-94.

### 16e arrdt

Studette rue Spontini
grand confort, prix : 95.000 F.
Téléphone : 524-40-72.

---

PORTE DAUPHINE
Imm. récent, 7e étage, asc., grd studio, cuis., bains, 45 m². 500.000 F. Tél. 562-05-55.

---

Hameau M. ANGE.
Tél. : 605-10-08
VERDURE. CALME. SOLEIL
bel récep. + chbres. box.
**1.450.000 F.**

---

BD LANNES, 6e ÉTAGE. ASCENSEUR, VUE EXCEPT. balcon, 3 pces, cft. 1.100.000 F. Possib. service. Téléphone : 577-96-85.

### 17e arrdt

**VILLIERS** 82, boulevard des Batignolles.
Bel imm. 2 P., grde cuis./salle à manger. TT CONFT. SOLEIL, CALME. 440.000 F. Mardi 14 à 17 h., ESCALIER 2, 6e ét. gauche. ASC. ou 503-17-92.

---

**45, AV. VILLIERS**
Mº MALESHERBES
RÉHABILITATION PRESTIGE
anciens ateliers artistes
restructurés en
DUPLEX AVEC LOGGIAS
**DE 2-4 ET 5 PIÈCES**
+ quelques STUDIOS
Luxueuses prestations. Visite lundi et mardi 12 à 18 heures.

---

PLAINE MONCEAU
Très urgent
250 m², 4e étage
STE AUBRY - 501-88-89

---

**890.000 F.**
Mº VILLIERS, plein sud, 1er étage dégagé, 125 m², imm. tt cft. Téléphone : 327-00-99.

---

PEREIRE, dans petite maison, séj. + 2 chbres, 68 m² + jard. privé s/jardins. 550.000 F. Mardi, 15 à 18 h. PARIEL, 130, RUE TOCQUEVILLE.

---

AV. NIEL 4 pces, impeccable, 4.500 F. REPRISE JUSTIFIÉE. 30.000 F. « FAC » 337-69-59.

### 18e arrdt

**320.000 av. 70.000 F.**
Bel imm. parfait état, bon standg, liv. dble + chbre, s. d'eau, cuis. complètement équipée, w.-c., soleil, 54 m². Voir pptaire, mardi, mercredi, 14 h. 30, à 19 h., 50 bis, rue MARX-DORMOY.

### 19e arrdt

**BUTTES CHAUMONT**
Dans très bel immeuble ravalé 2/3 pces, 60 m², séjour dble, chbre, cuis., s. de bns, w.-c, dressing. Px 300.000 F.

2 pces, 50 m² + balcon, séjour, grde chbre, petite chbre, cuis., w.-c., placard, dressing.
Prix : 250.000 F.

Téléphone : 973-70-86.

### 92 Hauts-de-Seine

CLICHY PRÈS Mº 2/3 pces, cuisine, bains, tt cft vrai bijoux, frais nuls. 215.000 F
IMMO 112. – 805-84-39.

---

BOULOGNE bel appt 110 m² avec terrasse, 35 m², 6e ét., imm. récent. Prix 900.000 F. GARBI — 567-22-88.

---

Neuilly près Mº, beau séj. + chambre, 60 m², 4e ét. s/rue et jardin, récent. 660.000 F. Tél. 622-22-56.

### 94 Val-de-Marne

NOGENT-s-MARNE, RER, bois 100 m., splendide 3 pièces, 85 m² - balcon - cave. 620.000 F - Tél. : 873-16-17.

### Province

**06000 en BAIE de CANNES**
A VENDRE APPARTEMENT
en pleine propriété
Prix : 333.000 F.
**FERINEL**
Tél : (1) 225-70-20.

---

**VENEZ VIVRE AUX DEUX-ALPES**

Qualité du ski,
diversité des loisirs.
PRINTEMPS, ÉTÉ, HIVER.
Résidences Les Séracs.
Au cœur de la station,
face au domaine skiable.
**STUDIOS, 2 PIÈCES DE 26 à 40 m²**
Prêt complémentaire consenti par le promoteur jusqu'à 25 % du montant total, durée 5 ans, taux 13 %.

Document sur demande :
S.C.I. LES SERACS,
LE MONTEIL.
43700 Brives-Charensac
(71) 09-69-98
ou 38520 LES-DEUX-ALPES
(76) 80-57-07
Ouvert tous les jours.

---

Haute-Savoie, PRAZ-DE-LYS, station été-hiver près des Gets. Studio à partir de 150.000 F, location assurée. Rens. ERIGE B.P. 18, GAILLARD 74240. Tél. : (50) 38-52-89.

## appartements achats

Recherche 1 à 3 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-23-55 même le soir.

## constructions neuves

**JARDIN DES PLANTES**
GRAND LUXE façade P. de T.
**LE POLIVEAU DU 2 AU 5 PIÈCES**
quelques DUPLEX TERRASSES.
Vue panoramique.
Livrés entièrement équipés.
Tissu mural, moquettes et faïences au goût acquéreur.
LIVRAISON FIN 1982.

Depuis 13.500 F le m².
CRÉDIT POSSIBLE 80 %.

Vis. de l'appartement témoin lundi, mardi, jeudi vendredi et samedi de 14 h à 19 h.
**1 ET 3, R. POLIVEAU.**

Renseignements : 267-37-37

## locations non meublées demandes

### Paris

**EMBASSY-SERVICE**
8, av. de Messine
75008 PARIS
rech. pour client, etrangère et Diplomates, APPARTS HOTELS PARTIC. et VILLAS PARIS ou Ouest Résident. **562-78-99**

---

**PROPRIÉTAIRES**
Pour louer rapidement, SANS AGENCE et SANS FRAIS, vos appts vides et meublés à PARIS et banlieue. Tél. au 274-26-45.

---

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour un de ses Présidents. Maison ou appt standing, meublé (living, 3 chbres minim.) pour juillet et août. Proche banlieue Ouest. Téléphon. urgent Mme JOORY : 776-44-30 heures de bureau.

---

Pour notre client, recherchons CHAMBRES, STUDIOS, 2-3-4 pièces (sans frais)
**254-52-30**

### Région parisienne

Pour Stés européennes, cherc. villas, pavill. pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

## locations meublées demandes

### Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris, rech. du STUDIO au 5 PIÈCES. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 281-10-20.

### Région parisienne

**PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS**
VOS APPARTEMENTS
PARIS - BANLIEUE
SOUS 48 heures
CLIENTS SELECTIONNES
LOYER GARANTIE
**TEL. 359-64-00**

---

**PARTICULIERS**
Louez sans frais d'agence
**CHBRES STUDIOS**
2, 3, 4, 5 PIECES
Loc. à partir de 600 F
**TEL. 359-64-00**

## bureaux

*Locations*

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.M.
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
**355-17-50.**

---

**EMBASSY-SERVICE**
rech. pour IMPLANTATIONS FILIALES Stés ÉTRANGÈRES bureaux achat ou location. Quartier affaires. 562-62-14.

---

**Créat. d'entreprises**
SECRÉTARIAT. TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.
**ACTE S.A. 261-80-88. +.**

## fonds de commerce

Vends régions Bx, mais. bourg. 10 p. + dép. 12 p. bon état sur 5 ha parc et terrain, le tout clôturé. Conviendrait pour industriel, hôtellerie etc...
Prix 250 000 F.
Tél. soir (16) 56-27-29-75.

---

A vendre à CHEVREUSE
plein centre ville.
Magasin prêt-à-porter
et lingerie
Affaire à développer.
Façade : 8 mètres
Téléphone : 052-67-17
Après 19 h : 052-63-12.

## hôtels particuliers

**NEUILLY près bois**
Charmant hôtel particulier 8 pièces, 2 bains. Garage, jardin calme, soleil.
SOGEVIN. Tél. : 293-36-82.

## pavillons

**LA VARENNE**
MAISON 4 PIECES
+ garage + dépendances (1 p., cuis. douche), jardin 500 m². Prix : 635.000 F.
Lundi, mardi 14-18 heures.
13 bis, AVENUE DU CLOS.

## villas

SAINTE-MAXIME
vue féér. s/golfe, St-Tropez, villa 6 p. + studio, meublés, jard. 1.550 m², 2 000.000 F.
(1) 590-86-06 ou
(94) 96-06-44.

## maisons de campagne

PART. vds ALLEMAGNE en pce, 04 VILLA, 80 m² hab + sous-sol + gar + maison Ter. 9.000 m². Poss Constr. Nouvelle. 16 (42) 45-03-44 ap. 20 h.

## fermettes

A LOUER
**TOURAINE**
Vallée de l'Indre, proximité forêt de CHINON, dans île de 17 ha non habitée et non inondable, belle fermette restaurée : cuisine, salle de séjour, 3 chambres, salle de bains, w.-c., chauffage central et maison de gardien attenante : cuisine, salle de séjour, 1 chbre, salle de bains, w.-c., chauffage central. Dépend. écurie, garage. Autorisation de pêche sur 1 km sur parcours privé, possibilité avoir des chevaux. Cour jardin, prairie le tout sur environ 15.000 m.
Loyer 5.000 F par mois.
Libre de suite.
Écrire Me Ch. Giot notaire.
37190 AZAY-LE-RIDEAU.

---

Région Montmirail (51), part. vend 2 terrains à bâtir, non viabilisés, 2.000 m² chacun (40 F/m² à débattre) et ferme restaurée (séjours 60 m² avec grande cheminée, 4 ch., cuis., s. de bains, w.-c., poutres apparentes, chff. air pulsé, grenier aménageable) + belle grange 150 m², le tout sur terrain 1.780 m². Prix : 400.000 F. Tél. : 005-02-13. Agences s'abstenir, ou écrire s/nº 6314, *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

## propriétés

75 s. constr. maison ancienne habitable + dep. 8 km V.O. Cannes vue panor. Calme. Tél. : (93) 70-61-30.

---

**LE VÉSINET**
Situation exceptionnelle
S/pelouse, propriété Mansart, récept. 55 m², 7 ch., 3 bains, confort, jardin 2.250 m².
AGENCE DE LA TERRASSE
LE VÉSINET - 976-05-90

---

**LUBERON**
Dans hameau entre GORDES et ROUSSILLON, mais. av. jdin + ruine à rest. Catal. autres offres sur demande. Agence Garcin, 13210 St-Rémy-de-Provence. Tél. : (90) 92-01-68.

---

30 km de VERDUN
Particulier vend
BELLE MAISON DE MAITRE dans village Meuse (pêche), 8 Pces, 2 nivx, cheminées, cuis. été, garage, cour, jardin clos 800 m² env., tt conft, peut convenir profess. libérale ou retraité. Prix : 350.000 F. Téléphone : (8) 223-41-43.

---

**VAUCRESSON**
Part. vend ppt récente, parfait état. Décoration raffinée, très gd liv. + 4 chbres, 3 s. de bns, salle jeux, log. gardien, s/1.100 m² environ. JARDIN A L'ANGLAISE. Samedi, dimanche de 14 h 30 à 17 h 30. 21 ALLÉE DE St-CUCUFA.

---

**RAMBOUILLET CENTRE**
Calme, sur 1.800 m², parc arborisé, superbe propriété, caractère, 10 pces principales + 3 s. de bns. Prix 2.000.000 F. Téléphone : 483-02-53.

---

**BOIS-LE-ROI**
SUR SEINE
Superbe ppté anglo-normande 310 m², construite s/terrain 2.700 m². 2 LIV., 5 CHBRES, 2 bains, sous-sol. Prix total : 1.700.000 F. Samedi, dimanche, 14 h à 19 h.
« LES MERLETTES »
QUAI OLIVIER-METRA.

## châteaux

AFFAIRE EXCEPTIONNELLE
Votre résidence dans le CHATEAU D'AUTEUIL (Oise).
A PARTIR DE 2.500 F LE m².
Parc privé 3 ha, tennis, forêt.
Charme, équitation
65 km de Paris-Nord
12 km de Beauvais.
Gare S.N.C.F. à 3 km.
DU STUDIO AUX 6 PIÈCES
Rens. tél. (16-1) 776-21-40 ou (16-1) 052-53-99.

## terrains

**TERRAIN 21 h.**
à lotir 15 km Bordeaux, eau, électricité, tout-à-l'égoût.

**TERRAIN 8 700 m²**
sur grand boulevard
construit sur 11 300 m²
ex-usine.
Ecr. K 20407 ag Havas
33075 BORDEAUX-Cedex.

---

**CHATELET 25' RER**
terrain 3.360 m² avec P.C. 30 appts pptaire. 271-23-30.

## viagers

Libre pres bd Magenta. 3 P., tt cft, imm. pierre 5e étage, 150.000 F + 1 500
Homme 70 ans.
Cruz, 8, rue La Boétie.
Tél. : 266-19-00.

---

**MONTPARNASSE**
3/4 P. 78 m² occupé 2 têtes 330.000 cpt. 2.000 F mens.
O.P.L.F. : 527-09-78.

---

17e Pereire, 2 P. occupé femme 79 ans. 60.000 F + 500 F. Cruz, 8, rue La Boétie. Tél. : 266-19-00.

## automobiles

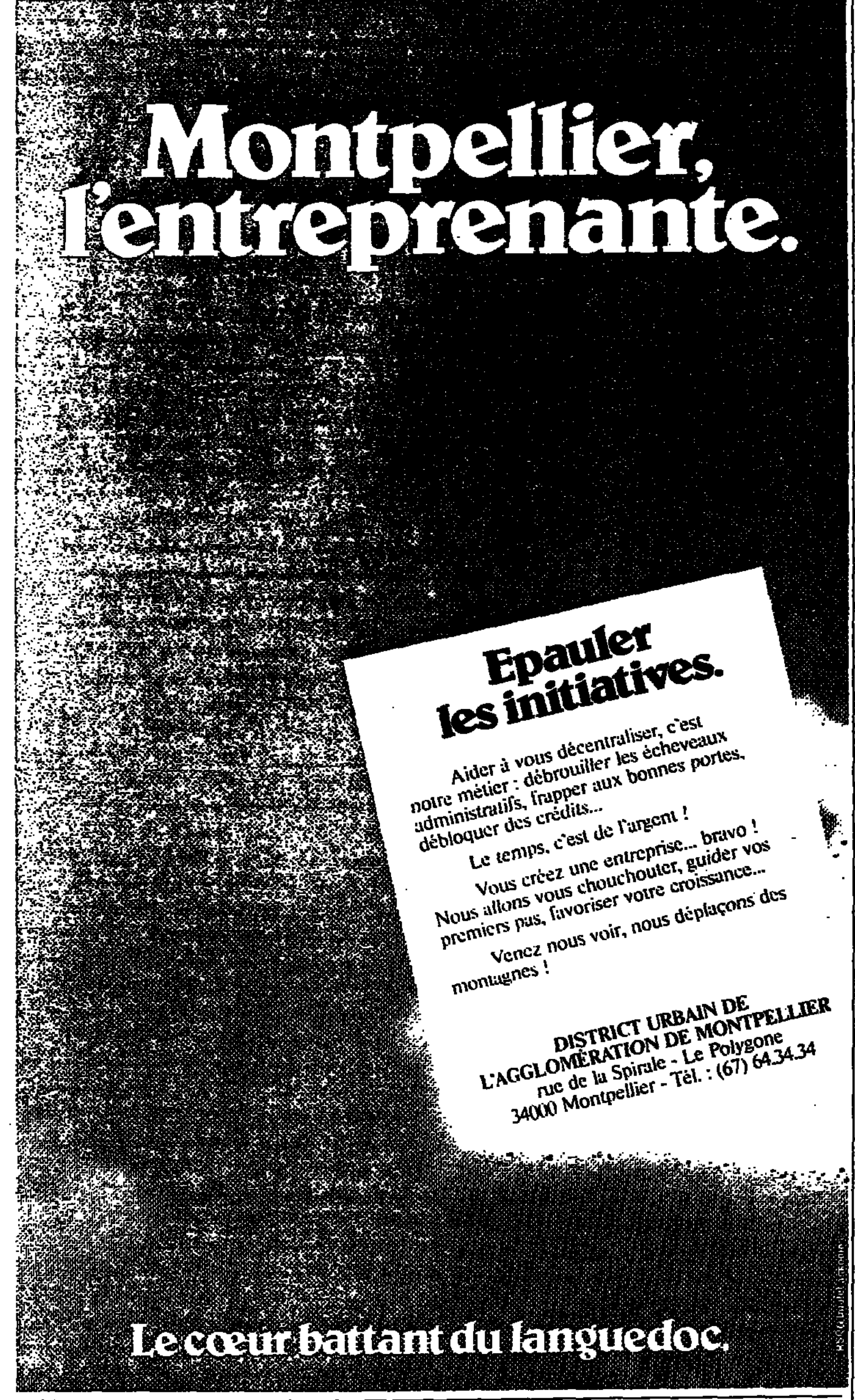
### ventes

#### de 8 à 11 C.V.

**VEND CAMPING-CAR**
C 35 essence, 9 CV, équipé Holiday-Car, 1976 2 places, surélevé (2,30 m inter.), 57.000 km, excell. état 52.000 F tél. (6) 010-35-78. après 19 heures.

#### de 12 à 16 C.V.

604 STI cuir.
modèle 81, 36.000 km
732-30-30










# économie

## SOCIAL

### L'AIDE A L'ENFANCE

## « Gérer le présent pour préparer l'avenir »

Rouen. — L'ANPASE (Association nationale des personnels de l'aide sociale à l'enfance) a tenu ses journées d'étude et de perfectionnement, du 2 au 4 juin, à Rouen autour des thèmes : « Aide ?... », « Solidarité ? » (1). Cette association, qui fête cette année son vingtième anniversaire, regroupe à la fois des éducateurs, des assistants sociaux, des assistantes maternelles, des psychologues, etc. exerçant auprès d'enfants et de familles en difficulté. L'ANPASE s'interroge sur les incidences réelles que le « 10 mai » et l'émergence dans le langage quotidien de termes comme « *changement* », « *concertation* », « *décentralisation* », ont pu produire sur l'exercice de leur profession, marquée par des valeurs morales plus ou moins traditionnelles. « *Ne risquons-nous pas un certain dysfonctionnement entre les habitudes d'aide des professionnels d'aujourd'hui — car ils traitent de cas individuels — et les nouvelles formes d'aide communautaire comme peut le faire penser un esprit de solidarité ?* », a demandé d'entrée de jeu M. Chapellier, président de l'association, ajoutant : « *Nous nous posons de nombreuses questions sur l'évolution que l'idée de solidarité va entraîner dans nos relations avec les quatre pôles essentiels qui supportent et les actions et les aides sociales : l'Etat, les collectivités locales, les structures d'aide et le milieu professionnel, les usagers, dans le contexte de la décentralisation.* » Et les enjeux sont d'importance car l'ASE (Aide sociale à l'enfance), qui agit soit sous forme d'aide financière (par les allocations mensuelles), soit par la présence de travailleurs sociaux au sein des familles, soit par le placement des enfants en établissement ou dans des familles d'accueil, intervient chaque année auprès d'environ cinq cent mille enfants pour un budget approchant 9 milliards de francs. D'autant que le chômage exacerbe des situations marginales et conduit les familles à demander de l'aide là où en d'autres temps elles auraient fait face. « *On voit de plus en plus de familles*, dira un éducateur, *qui vont de ville en ville, où elles épuisent tous les secours qu'elles peuvent en attendre et repartent un peu plus dégradées.* »

C'est donc sur fond de crise que M. Jean-Pierre Rosenczveig, représentant Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargée de la famille, a incité les participants « *à gérer le présent pour préparer l'avenir, car les familles et les enfants en crise dans les quartiers ne peuvent attendre* », et a exposé les quatre objectifs que le ministère s'est fixés pour l'ASE. Il s'agit « *de mieux inscrire l'aide sociale à l'enfance dans la vie locale ; de reconnaître les usagers de l'aide sociale à l'enfance dans leurs droits pour sortir d'un processus d'assistance et de charité ; adapter le dispositif d'accueil de l'aide sociale à l'enfance grâce à une gamme complète de possibilités d'hébergement ; et de créer les conditions d'une politique départementale de protection de l'enfance par le biais de la décentralisation* ».

Pour terminer M. Rosenczveig a souligné : « *Rien ne se fera sans la mobilisation des travailleurs sociaux et de tous les personnels de l'action sociale.* » Il a pris pour exemple les réunions qui se déroulent actuellement « *pour préparer l'été* » et éviter que ne se reproduisent les grandes explosions de violence qui ont eu lieu l'an dernier dans certaines régions. « *Il y a des clignotants qui signalent le danger. A nous de les repérer et d'y répondre plus tôt et autrement* », a-t-il conclu.

CHRISTIANE GROSLIER.

(1) ANPASE, maison départementale de l'enfance, 93, rue d'Esquermes, 59000 Lille.

## SIDÉRURGIE

## Le rythme de réduction des capacités de production est très insuffisant estime la commission européenne

De notre correspondant.

**Bruxelles (Communautés européennes). — Les efforts entrepris dans la C.E.E. pour moderniser la sidérurgie européenne sont très insuffisants. Au rythme actuel de réduction des capacités, l'appareil de production sera largement excédentaire en 1985. Tel est le ton alarmiste du projet de communication aux Dix que la Commission de Bruxelles doit adopter dans les prochains jours. Les réflexions de Bruxelles interviennent quelques semaines avant que le gouvernement n'arrête son plan de restructuration de la sidérurgie nationale. Les ministres de l'industrie de la Communauté doivent pour leur part se pencher, le 8 juin à Luxembourg, sur la situation du marché de l'acier.**

Les auteurs du rapport sur les objectifs 1985 dans le secteur sidérurgique sont catégoriques : les excédents de capacité seront plus élevés cette année-là qu'en 1980 et atteindront 55 millions de tonnes pour la production d'acier et 45 millions de tonnes pour celle de produits finis, *chiffres insoutenables pour la viabilité économique du secteur et qui ne peuvent être compensés par des mesures de contrôle du marché*. Cette évolution prévisible, compte tenu des données actuelles, est à mettre, poursuit la Commission, à la charge des gouvernements nationaux : « *Le retour à un équilibre structurel dépend pour une large part de l'attitude des pouvoirs publics (...). Leur responsabilité est largement engagée puisqu'elle opère directement dans le cadre des aides octroyées à l'industrie sidérurgique* », alors qu'elles « *affectent les ajustements nécessaires en maintenant artificiellement les excédents de capacité* ».

Aussi la Commission estime-t-elle que les Etats membres doivent accélérer de façon impérative le rythme de diminution des capacités, d'autant plus que le code des aides élaboré par les Dix, rappelle Bruxelles, interdit l'octroi de subventions au-delà de 1985 et que le contingentement obligatoire de la production au titre de l'article 58 de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) ne peut se prolonger indéfiniment (il doit être en principe reconduit jusqu'à juin 1983). Faute d'efforts vigoureux et soutenus, conclut la Commission, sur ce point, les entreprises les moins compétitives se trouveront à brève échéance « *dans une situation économique et sociale intenable* ».

Estimant que « *produire social représentera un poids insupportable pour les budgets publics et pour l'économie en général* », la Commission plaide pour la recherche d'une compétitivité de la sidérurgie européenne qui tienne compte « *des références réalistes en matière de coûts et de prix* ». Elle relève implicitement à ce sujet que les prix pratiqués par les entreprises de la C.E.E. sont artificiellement élevés en raison du contingentement de la production. Dans ces conditions, poursuit Bruxelles, il faut se rapprocher des niveaux établis par les concurrents les plus performants. La Commission ne dit pas expressément que les sidérurgistes des Dix doivent s'aligner sur les performances de leurs concurrents japonais, mais le rapport note un peu plus loin : « *Il est reconnu que les coûts de production communautaires sont largement supérieurs à ceux du Japon mais sont en-dessous des coûts nord-américains.* » Il indique aussi que « *le degré de modernisation des équipements pour rencontrer la demande actuelle et prévisible en sélectionnant les installations les plus performantes [de la C.E.E.] s'approche remarquablement de celui des Japonais et dépasse largement celui des sidérurgistes nord-américains* ».

Le projet de recommandations ne se prononce pas sur le coût social qu'implique la détermination d'un objectif proche du modèle japonais. Il se limite à rappeler que, de 1973 à 1980, la sidérurgie communautaire a *perdu deux cent cinquante mille* postes de travail. Mais un calcul rapide, se basant sur le nombre d'installations qu'il faudrait fermer, permet d'avancer qu'environ deux cent mille emplois supplémentaires devront être supprimés d'ici à 1985.

MARCEL SCOTTO.





## SOCIAL

### LA RÉFORME DES CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE

# Le C.N.P.F. menace de « faire démissionner » ses administrateurs

**Pour protester contre la diminution de sa représentation dans les futurs conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale, le C.N.P.F. a menacé de « faire démissionner » ses quelque trois mille trois cents représentants.**

Dans une note, datée du 3 juin, rendue publique le 6 juin, le C.N.P.F. se livre à une critique dévère du projet de réformes des œuvres de sécurité sociale — qui devrait être soumis au conseil des ministres du 9 juin — notamment à propos de la part qui lui sera faite dans les futurs conseils d'administration. Rappelant tout d'abord que le système actuel *« rend obligatoire l'accord entre employeurs et syndicats »* en leur assurant une part égale des sièges, le C.N.P.F. s'indigne du *« rôle de figuration que l'on veut donner aux administrateurs patronaux ; les entreprises paient des cotisations quatre fois plus importantes que les salariés, et l'on voudrait qu'elles acceptent trois fois moins de sièges? Au nom de quelle logique?*, interroge-t-il.

Après avoir rappeler l'importance du budget de cette institution — 510 milliards de francs de prestations et de cotisations, le C.N.P.F. *« met en garde solennellement l'opinion et les pouvoirs publics » : « La Sécurité sociale risque d'aller à l'abîme,* affirme-t-il, car la réforme proposée par le gouvernement *« va ôter les derniers freins à l'accélération des dépenses alors que la Sécurité sociale court au déficit. » « Nous n'assisterons pas impuissants au naufrage de la Sécurité sociale »,* conclut le C.N.P.F. *« cela sera un drame pour l'économie et pour les Français ».*

A la veille de la rencontre du 8 juin entre le patronat et les organisations syndicales pour étudier le problème du financement de l'assurance chômage, le C.N.P.F. lance un autre cri d'alarme. Soulignant l'ampleur du dérapage financier de l'assurance chômage, le C.N.P.F. estime dans le dernier numéro de sa publication mensuelle *Notes et documents*, le déficit pour 1983 à 37 milliards de francs, soit plus du tiers des dépenses d'indemnisations prévues pour la même année.

Rappellant qu'en 1959, à l'origine de la création du régime d'assurance chômage, l'Etat et les partenaires sociaux s'étaient entendus sur un partage égal des charges entre l'assurance chômage (UNEDIC) et l'aide publique, le C.N.P.F. remarque que la part assurée par les entreprises n'a n'a cessé de croître depuis. Elle atteignait 55,5 % en 1980 contre 27,6 % seulement assurée par l'Etat (les 16,8 % restant étant à la charge des salariés.

Ajoutant que le coût de l'indemnisation du chômage a été multiplié par 39 de 1970 à 1981, le C.N.P.F. invoque l'aggravation du chômage et l'amélioration des prestations sociales comme causes premières de l'alourdissement des charges. Il estime ainsi que les entreprises ne peuvent pas supporter de charges nouvelles sauf à multiplier le nombre des faillites et à accroître le chômage, et qu'une augmentation de la cotisation des salariés déjà lourde (0,84 % de la masse salariale) risque de freiner la consommation courante qui elle, donne des signes d'essoufflement. *« L'Etat doit donc prendre ses responsabilités »*, conclut *Notes et documents.*

### LE CONGRÈS DE LA MÉTALLURGIE C.G.C.

# « Nous sommes décidés à demander la démission de Mme Questiaux » *affirme M. Marchelli*

De notre envoyé spécial

Reims. — Solidarité, rigueur, austérité, il en a été longuement question au trente-deuxième congrès de la Fédération de la métallurgie C.G.C. qui s'est achevé le 5 juin. Si, parmi les 260 délégués, quelques cadres ont estimé qu'effort et rigueur seraient nécessaires pour permettre à l'économie française de reconquérir sa compétitivité, d'autres, reflétant un sentiment plus dominant, se sont inquiétés d'une solidarité dont l'encadrement ferait, une fois encore, les frais. *« Le personnel d'encadrement n'a-t-il pas été floué par ses propres dirigeants?* a lancé un délégué de Haute-Normandie. *On demandait le départ de M. Barre. On l'a eu. Maintenant on récolte... »*

Avant d'être confortablement réélu président de la Fédération, avec 92,6 % des suffrages exprimés, M. Paul Marchelli a dressé le 4 juin un très vigoureux réquisitoire contre le gouvernement et sa politique. Les premiers applaudissements ont crépité lorsque, à la moitié de son discours, M. Marchelli a dénoncé les *« rêveries »* de Mme Questiaux, ses idées *« saugrenues et dangereuses »*, en affirmant : *« Nous sommes bien décidés à demander sa démission. »* Le délégué général de la C.G.C. a poursuivi : *« C'est d'un grand dessein économique et industriel dont nous avons besoin, c'est aussi la reconnaissance officielle d'une hiérarchie de valeurs incitatrice à l'effort, à la responsabilité et à l'initiative que nous exigeons. S'il y a des sacrifices à faire, tous les Français doivent y participer, et pas seulement l'encadrement. Le gouvernement n'obtiendra rien de nous, sinon notre ferme hostilité, s'il continue à manipuler sa mécanique égalitariste à notre détriment. »*

Tout en avertissant la majorité que, si elle poursuit les mêmes orientations, *« nous lui ferons la guerre et elle perdra le pouvoir aussi vite qu'elle l'a gagné »*, M. Marchelli, sensible à certaines interventions de militants, a critiqué aussi le patronat, dénonçant le *« manque de courage à investir »* et le *« refus du risque »* de nombreux employeurs. — M.N.

### AU GRAND JURY R.T.L. - « LE MONDE »

# « Une politique d'austérité témoignerait d'un échec de la gauche »

## *déclare M. Henri Krasucki*

*« Une politique d'austérité, revenir au « barrisme », serait inacceptable pour les travailleurs et cela témoignerait d'un échec de la gauche »*, a affirmé M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T., le 6 juin au « Grand jury R.T.L.-le Monde ». *« Rigueur, effort, solidarité, ce sont des mots qui n'ont rien de rébarbatif. Au contraire ! Le problème, c'est de savoir de quelle rigueur il s'agit. Est-ce se serrer la ceinture ou bien est-ce faire, de façon cohérente, une politique de progrès? Cela n'a pas la même signification ni les mêmes conséquences. (...) Mais il serait absurde pour un gouvernement de gauche de faire une politique d'austérité qui aurait le même résultat et qui serait même pire qu'avant, avec les conséquences sociales que l'on connaît. »* M. Krasucki *« ne pense pas que le gouvernement nous propose cette austérité ».*

A propos des conflits Citroën et Talbot, le futur secrétaire général de la C.G.T. a estimé qu'il règnait dans ces entreprises *« un régime féodal » : « Il ne faut donc pas s'étonner qu'aujourd'hui le système ait explosé. Les travailleurs ont dit : ça suffit! Et nous nous sommes trouvés parmi eux. (...) Ce qui est nouveau, c'est que le gouvernement actuel ne les admet plus.*

(Les agissements des « nervis »( *et et ne les protège plus. Il agit correctement. Je dois le dire, et je m'en félicite. La police ne sert plus,* (les agissements des nervis) *Quant à la présence de piquets de grève, elle est traditionnelle et constante dans le mouvement ouvrier. Ce n'est pas une présence violente. »*

### « Aucune autosatisfaction »

Evoquant le 41[e] congrès de la C.G.T., du 13 au 18 juin à Lille, M. Krasucki a assuré que *« nous allons consacrer le temps qu'il faut pour examiner la situation de notre organisation. Nous allons le faire sans esprit d'autoflagellation. En effet, la C.G.T. s'est beaucoup battue et a beaucoup fait pour défendre les intérêts des travailleurs, mais nous ne ferons preuve d'aucune complaisance, d'aucune autosatisfaction. »* Tout en confirmant son intention de rencontrer la C.F.D.T., il a estimé que lors de son congrès de Metz cette centrale avait confirmé *« une orientation vers une certaine austérité de gauche. Ce n'est pas notre position. C'est une façon de tirer le gouvernement dans une direction qui, selon nous, n'est pas la bonne. (...) L'issue n'est pas dans l'austérité, dans une solidarité limitée aux seuls problèmes des salaires. l'issue, c'est une politique nouvelle économique, sociale, de développement industriel, de développement de l'emploi — mais l'emploi ne se développera que si l'industrie se développe elle-même, — c'est une politique de réduction des inégalités, d'accroissement de la justice et des libertés pour les travailleurs. Il y a donc une différence entre nos positions. »* M. Krasucki a également assuré qu'*« on ne résoudra pas les problèmes de la sécurité sociale et de l'assurance-chômage en disant : les fonctionnaires doivent payer ».*

### LA C.G.T. PROTESTE CONTRE L'ÉMISSION « DROIT DE RÉPONSE » CONSACRÉE AUX SYNDICATS

Le bureau confédéral de la C.G.T. proteste, dans une lettre adressée au P.-D.G. de TF 1, contre l'émission « Droit de réponse » du samedi 5 juin, qui avait pour titre *« Des syndicats, pour quoi faire? »* Il estime que cette émission a constitué *« une véritable agression contre les travailleurs et leurs organisations syndicales »*, en donnant notamment la parole (le jour anniversaire du meurtre de Pierre Maître, militant cégétiste tué à Reims en 1977 par des membres de la C.F.T.) à M. Auguste Blanc, secrétaire général de la Confédération des syndicats libres (C.S.L., ex-C.F.T.

*« TF 1*, poursuit le bureau confédéral de la C.G.T., *a couvert une opération antisyndicale, dont les auteurs ont voulu, de toute évidence, donner une image du syndicalisme français de nature à entraîner le doute, la confusion, le découragement. Des interlocuteurs honnêtes ont pu être amenés à donner une caution involontaire à cette provocation, dont seuls la droite et le grand patronat pourront tirer bénéfice. »*

**[Par cette dernière phrase, le bureau confédéral de la C.G.T. désavoue implicitement le militant cégétiste qui a participé, samedi soir, à l'émission de Michel Polac. Tous les syndicats ouvriers étaient, en effet, représentés dans ce « Droit de réponse » et plusieurs militants — dont celui de la C.G.T. — ont, du reste, protesté, à l'antenne, contre la présence de M. Auguste Blanc. Chacun a, en touts cas, pu s'exprimer.]**

### Un sondage Ifres

### UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS SONT PARTISANS DE L'AUSTÉRITÉ

La politique économique du gouvernement est *« plutôt un succès »* pour 15 % des Français, mais *« plutôt un échec »* pour 40 % révèle un sondage effectué par l'IFRES entre le 2 et le 4 juin pour le *Journal du Dimanche.*

Trente-sept pour cent des personnes interrogées ont répondu que la politique du gouvernement n'était ni un succès, ni un échec.

A la question : *« Le gouvernement doit-il, selon vous, choisir une politique d'austérité »*, 58 % des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative, 33 % par la négative.

Les questions suivantes portaient d'une certaine façon sur la forme que pourrait prendre une politique d'austérité. Le sondage révèle ainsi que 76 % des Français sont partisans du blocage des prix (22 % sont contre), que 74 % accepteraient un blocage des salaires *« si les prix étaient eux-mêmes bloqués »* (21 % disent refuser).

A la question : *« Etes-vous prêt à faire des sacrifices sur votre pouvoir d'achat? »*, 51 % répondent par l'affirmative, 46 % disent non. De même à la question : *« A partir de quel revenu mensuel par famille le pouvoir d'achat pourrait-il selon vous être réduit au nom de la solidarité »*. 6 % seulement de réponses situent le seuil en dessous de 7 000 F, 41 % entre 7 000 F et 12 000 F, 28 % de 12 000 F à 15 000 F.

Interrogés sur la riorité que le gouvernement doit donner au chômage ou à l'inflation, 76 % de personnes interrogées ont répondu *« le chômage ».*

Enfin, 64 % des personnes interrogées estiment que *« tout le monde doit s'y mettre »*, alors que 32 % jugent *« qu'il faut faire payer les plus favorisés ».*

# LOGEMENT

SELON LES AGENTS IMMOBILIERS

## Le marché donne des signes de redressement

« *Expectative inquiète* ». Ces deux mots expriment bien l'état d'esprit des agents immobiliers. « *La crise a été grave* », a déclaré M. Michel Fagot, directeur du groupe « conjoncture » de la Fédération nationale des agents immobiliers (F.N.A.I.M.). Cependant, « *56 % de nos adhérents pensent que nous nous dirigeons vers une solution positive* ».

Après un premier trimestre qui représente « *la période la plus maussade que la « pierre » ait traversée* », un « *nouveau frémissement* » s'est manifesté dès les premiers jours d'avril. Ce sont les appartements anciens et récents qui font l'objet de cette reprise des transactions, et les spécialistes n'hésitent pas à dire que ce secteur va prendre dans les mois à venir « *une part très importante du marché* » : 60 % des agents immobiliers interrogés ont constaté une baisse de 10 % des prix. La période semble favorable pour acheter.

La demande demeure forte, mais des freins existent, et notamment « *la réticence pour les vendeurs particuliers, qui ont été intoxiqués par l'augmentation exagérée des prix, à diminuer leurs prétentions, alors qu'ils assistent à une accélération générale et importante des prix de la vie quotidienne* ».

Le marché des appartements neufs, en revanche, reste très déprimé et 90 % des villes sont touchées, la Côte d'Azur n'étant pas épargnée. Par rapport au premier trimestre 1981, on constate encore une chute du nombre des ventes ; depuis septembre 1981 on a vendu, en moyenne, soixante appartements neufs par mois, à Paris, et si l'on inclut l'Ile-de-France, 1 000 ventes par mois, soit une diminution de 30 % du nombre des transactions. Le stock à Paris est en légère hausse (2 000 appartements contre 1 600 en 1980), ce qui représente trente mois de vente, ainsi qu'en Ile-de-France (24 000 contre 18 000), soit vingt-trois mois de ventes. On constate également un ralentissement de la hausse des prix, qui est d'environ 1 % par mois.

Les prix cependant restent trop élevés, les rares acheteurs s'étant dirigés vers des opérations dont le coût se situe entre 10 000 et 18 000 francs le mètre carré. Dans la petite couronne parisienne, on vend entre 8 000 et 13 000 francs le mètre carré.

En fait, dit M. Fagot, « *le neuf souffre d'une insuffisance de produits et de prix trop élevés par rapport à la solvabilité actuelle de la clientèle* ». Ce qui accroît, bien sûr, l'attrait pour les appartements anciens ou récents dans le centre. Le phénomène le plus marquant semble bien l'écart accru de la courbe du pouvoir d'achat et de celle des prix, alors que le désir d'accéder à la propriété reste grand.

*Quant au marché locatif, il reste* le plus perturbé. Les professionnels attribuent cette perturbation aux remous provoqués par la loi Quilliot sur les rapports entre bailleurs et locataires (1). La demande de logements locatifs reste d'autant plus forte que de nombreux ménages doivent renoncer à l'accession à la propriété, tandis que l'offre est en constante diminution, 17 % des propriétaires bailleurs ayant tendance à retirer leurs appartements du marché locatif. Quant à la tendance des propriétaires bailleurs à mettre leurs biens en vente, elle est le fait de 15 % d'entre eux, surtout dans la tranche d'âge de trente-cinq à quarante-cinq ans.

Il faut sans aucun doute attendre la mise en place de la loi et son fonctionnement pour savoir si cette asphyxie, due en grande partie aux comportements, est temporaire ou durable.

(1) *Ce projet de loi pourrait être définitivement adopté le 10 juin*, les représentants des deux Assemblées au sein de la commission mixte paritaire étant parvenus dans la nuit du 3 au 4 juin à un compromis. Il porte notamment sur l'application des accords collectifs aux immeubles de plus de six logements (au lieu de cinquante comme le demandait le Sénat) et sur le délai de vacances au-delà duquel la liberté des loyers sera accordée (dix-huit mois au lieu d'un an demandé par le Sénat et deux ans par l'Assemblée nationale).

# BANQUES

UN PETIT QUI N'A PLUS PEUR DU GROS

## « L'autre » Crédit agricole veut pouvoir distribuer des prêts à taux bonifiés

**Le Crédit mutuel agricole et rural (CMAR) sort de l'ombre. A sa prochaine assemblée générale, « l'autre » Crédit agricole demandera que, dans le cadre de la réforme bancaire, il puisse distribuer lui aussi des crédits à taux bonifiés.**

L'autre Crédit agricole ? Dans les années 20, les caisses rurales qui avaient vu le jour depuis 1894 furent invitées, pour bénéficier des aides de l'État, à se situer par rapport à un organisme central qui deviendra la Caisse nationale de crédit agricole en 1927. Le plus grand nombre accepta cette tutelle ; d'autres, plus précisément celles inspirées alors par les catholiques, refusèrent, estimant que ce rapprochement nuirait à leur indépendance. Le groupe Crédit agricole a prospéré et pris un envol définitif à partir de 1960, puisqu'il devint le seul canal par lequel les aides de l'État, sous forme de bonifications d'intérêts, pouvaient être distribuées. Ce monopole a servi sa puissance.

Les caisses du Crédit mutuel agricole et rural, qui ne relèvent donc pas de la Caisse nationale, se sont regroupées en 1946 en une Fédération centrale du Crédit agricole mutuel et ont pris le contrôle d'une banque inscrite, la Banque française de l'agriculture, afin de disposer elles aussi d'une banque centrale. Entre 1960 et 1975, « l'autre » Crédit agricole, encore appelé Crédit « libre » par opposition avec le Crédit « officiel » (la C.N.C.A. est un établissement public), a végété : « *A part deux ou trois régions, nous avons à peine suivi l'inflation.* » A partir de 1975, il y a comme un « *frémissement* », explique le secrétaire général de la Fédération centrale, M. Paul Beaulier. Le besoin d'une concurrence commence à se faire sentir chez les agriculteurs, et un certain ras-le-bol du monopole se manifeste, notamment chez les opposants au syndicalisme officiel.

En dépit de la réglementation européenne, le crédit « libre » n'a pas obtenu la possibilité de financer les plans de développement, le monopole, cette fois encore, étant donné au crédit « officiel ». L'équipe dirigeante laisse faire, tenant surtout à rester dans l'ombre.

### Le droit de choisir

Puis arrivent un nouveau président, M. Elie Jonnart (de l'Entraide rurale à Lille), élu en 1979, et un nouveau secrétaire général, en 1980, qui entendent faire sortir le crédit « libre » de sa marginalité. Pas question pour eux, affirment-ils, de vouloir concurrencer le Crédit agricole. D'ailleurs, ils ne le pourraient pas (1). Mais ils militent pour que les agriculteurs puissent avoir le droit de choisir leur établissement bancaire. Pour cela, il faut donc que les établissements disposent ensemble des aides que l'État apporte à l'agriculture par le biais du crédit. Sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, le crédit « libre » est à peine entendu. Depuis le 10 mai, il a pris espoir, car le gouvernement réfléchit précisément à une banalisation du Crédit agricole. Elle se traduisait par la mise à disposition des bonifications d'intérêts soit à l'ensemble des banques, soit à celles des banques qui ont une spécificité en agriculture. Cette seconde solution, celle de la concurrence limitée, qui convient parfaitement au crédit « libre », est aussi celle à laquelle pense M. Delors. D'ailleurs, ont expliqué les responsables de la Fédération, « *notre raisonnement est partout compris* » par les dirigeants actuels. Il est bien reçu, sauf peut-être chez le ministre de l'agriculture, qui, « *devant se concilier les agriculteurs, cherche du même coup à faire plaisir au Crédit agricole* ».

Dans ce domaine, l'ambiguïté reste totale. Nombre de paysans sont favorables à un régime de concurrence pour ne plus être contraint de passer devant un guichet unique, mais « *leurs dirigeants ne sont pas libres de parler*, estime M. Paul Beaulier, *ils sont trop prisonniers de la structure qu'ils ont contribué à mettre en place* ». Ainsi la F.N.S.E.A. ne va pas « *se mouiller* » dans ce débat, tandis que le nouveau président du C.N.J.A. serait considéré sur ce point comme plus souple que son prédécesseur. Sans se mouiller, la F.N.S.E.A. a quand même délégué son secrétaire général adjoint, M. Louis Lauga, pour faire un exposé lors de l'assemblée du Crédit mutuel agricole et rural, le 9 juin.

JACQUES GRALL.

(1) Le CMAR est surtout implanté dans le Nord, en Picardie, en Normandie, dans le Centre-Est, le Sud-Est et l'Ouest atlantique. Il dispose de 464 agences servant 200 000 déposants. Le bilan du groupe atteint les 10 milliards et le montant des dépôts s'élève à 4 milliards contre, pour le Crédit agricole, respectivement 562 milliards et 402 milliards.

## LES BANQUES DANOISES BOYCOTTERAIENT LES CRÉDITS EN ECU

De notre correspondante

Copenhague. – Dans son dernier numéro, le périodique de langue danoise *Ef-Avisen*, diffusé par le bureau d'information de la commission européenne à Copenhague, a publié, en première page, un article qui a soulevé aussitôt d'assez vives polémiques. Son auteur, qui signe seulement par trois initiales, s'y étonne de ce que les milieux d'affaires danois – principalement les industriels et les agriculteurs – *qui ont pourtant* tellement de difficultés pour trouver des moyens de financement acceptables, aient boudé complètement jusqu'ici les emprunts en ECU. Il laisse clairement entendre que, en réalité, les banques danoises les boycottent systématiquement parce que les crédits traditionnels leur rapportent davantage.

Les porte-parole des trois grandes banques du royaume se sont défendus vigoureusement contre ces accusations, en arguant que jamais personne ne les avait priés de chercher à contracter des emprunts en ECU ; mais que, si jamais ce cas se présentait, ils seraient tout à fait prêts à s'exécuter et qu'une telle opération ne leur rapporterait pas moins qu'un emprunt traditionnel. Ils ont ajouté qu'une telle opération serait d'ailleurs très compliquée à cause des facturations qu'elle exige, ce qui ne peut donc rendre les emprunts en ECU populaires. Enfin, compte tenu des inconvénients des emprunts en ECU, les représentants des banques ne voient pas pourquoi ils les conseilleraient à leurs clients de préférence aux crédits traditionnels. – C.O.

# P.T.T.

LA RÉUNION DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT A EVRY

## Les postiers s'inquiètent de l'amputation de leur budget et des lenteurs de la déconcentration des pouvoirs au sein de leur administration

**Réforme des services postaux, déconcentration, prélèvements budgétaires, limitation des investissements, nouveaux rapports sociaux dans l'entreprise..., les sujets de discussion ne manquaient pas pour les trois cents délégués à l'Assemblée générale de l'Amicale des chefs d'établissement des postes et télécommunications réunis du 3 au 5 juin à Evry. Sujets de discussion mais aussi d'inquiétude devant les lenteurs et les atermoiements qui semblent présider à la mise en place du « changement » dans une administration dont les pesanteurs ne s'expliquent pas seulement par l'importance des effectifs (quatre cent cinquante mille agents).**

**Les dix-huit mille chefs d'établissement des P.T.T. (patrons du bureaux de poste, de centres téléphoniques ou financiers, de services territoriaux ou nationaux), sans vouloir apparaître comme « réactionnaires » face à une évolution qu'une bonne partie d'entre eux appellent d'ailleurs de leurs vœux, souhaitent en effet ne pas être les victimes de ses ratées.**

Un exemple cité à Evry : Les horaires de travail hebdomadaires ont été réduits de quarante et une à trente-neuf heures au début de l'année. Parallèlement, des postes nouveaux ont été créés, mais compte tenu des délais de recrutement et de formation, ils ne pourront être pourvus que de manière très étalée (vraisemblablement sur une année). Or, les nouvelles directives gouvernementales s'opposant à l'embauche de contractuels et d'auxiliaires, des conflits ne pouvaient manquer d'éclater à la base pendant cette période intermédiaire, conflit qui ont mis aux premières lignes les chefs d'établissement et, accessoirement, dégradé l'image des P.T.T. car, comme devait le rappeler M. Jacques Démoulin, président général de l'Amicale, *« l'établissement est le lieu privilégié où se joue le service public »*.

Sur le terrain la position de l'encadrement est d'autant plus inconfortable que sa marge de manœuvre vis-à-vis de ses interlocuteurs syndicaux est très réduite, pour ne pas dire nulle. Sait-on que, pour un remboursement de vingt-huit francs à un titulaire de compte chèque un chef de centre financier — eût-il mille ou mille deux cents agents sous ses ordres — doit demander l'autorisation à Paris ? C'est dire que quand il négocie avec son personnel une modification des conditions de travail, le chef d'établissement se retrouve vite dans une situation périlleuse...

Les chefs d'établissement revendiquent donc une plus grande liberté. Le 10 mai a fait naître beaucoup d'espoirs dans les rangs de l'Amicale, qui attendait une véritable déconcentration des pouvoirs au sein de l'administration. Un an plus tard, ses membres s'interrogent sur la lenteur et le contenu des réformes de structure préparées. M. Bernard Loing, directeur du cabinet du ministre des P.T.T., a tenté de les rassurer : « *Nous voulons redonner et renforcer les responsabilités, principalement au niveau des chefs d'établissement* », a dit le représentant de M. Louis Mexandeau, vivement applaudi par ailleurs lorsqu'il promit de « dégraisser » les services administratifs. Pour le reste, M. Loing a surtout appelé son auditoire à l'effort afin de faire repartir le grand service public des P.T.T. sur des bases nouvelles : nécessité d'établir un dialogue « *direct et permanent* » avec le personnel et les usagers, de remobiliser, de *« concerner »* les agents à travers une *« réappropriation »* du travail n'excluant pas des objectifs de productivité, de maintenir une gestion « *claire et volontaire* » et de chercher les moyens « *de sans cesse mieux remplir le service public* ».

Cet effort, les conditions économiques actuelles vont le rendre encore plus contraignant, M. Loing ne l'a pas caché : « *Nous sommes,* a-t-il dit *dans des circonstances budgétaires pas toujours faciles, dans une période de négociations dures.* » Après que ses bénéfices eurent été amputés de 3,2 millions de francs au profit du budget général par une décision de l'automne dernier, l'administration des P.T.T. vient de voir geler 2 milliards de francs prévus au titre de ses investissements pour l'année. Deux décisions dont les chefs d'établissement ont souligné le caractère néfaste puisqu'elles devraient se traduire soit par un ralentissement des investissements lourdement préjudiciable (notamment pour le poste engagé dans un plan d'automatisation du tri), soit par un recours accru au marché financier pénalisant à terme une administration déjà lourdement endettée pour financer l'équipement téléphonique du pays. Là encore, M. Loing s'est voulu rassurant. « *Nous gardons à l'esprit le fait que le budget d'investissement de la poste doit permettre le rattrapage et la mise à niveau du réseau des bureaux de poste* », a-t-il promis.

La poste, une grande malade ? Plutôt convalescente si l'on en croit son nouveau directeur général, M. Jacques Daucet. A M. Claude Branchu, président de l'Association Poste de l'amicale, qui trouvait que, malgré les améliorations en matière d'investissement et de fonctionnement, *« la situation de départ est telle que l'effort laisse subsister des pénuries »*, M. Daucet a rappelé son gros souci actuel : l'intégration massive du personnel appelé au service cette année, les quinze mille emplois nouveaux ajoutés au remplacement des départs à la retraite et aux mouvements internes aboutissant, dans la seule région parisienne, à soixante-dix mille changements de poste dans l'année. « *On ne peut pas injecter tout ce personnel sans difficulté* », a conclu M. Daucet. Quant aux difficultés financières, il les a abordées avec un certain fatalisme : *« La conjoncture est difficile,* a-t-il reconnu. *Nous sommes des fonctionnaires, donc solidaires des décisions gouvernementales ; nous devons tenir compte d'objectifs qui nous dépassent largement.* » Au moins a-t-il pu assurer à ses interlocuteurs qu'ils seraient « *associés à la nouvelle politique* » et qu'ils auraient à appliquer la « *décentralisation* » dont ils devaient toutefois dès maintenant mesurer les risques comme .es avantages. *« Ne vous attendez plus à ce que la direction centrale vous tienne la main comme par le passé. »*

JAMES SARAZIN.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou Dép. − | | Rep. + ou Dép. − | | Rep. + ou Dép. − | |
| $ E.-U. .. | 6,1890 | 6,1930 | + 50 | + 100 | + 130 | + 210 | + 310 | + 470 |
| $ can. ... | 4,9250 | 4,9310 | − 95 | − 40 | − 135 | − 50 | − 210 | − 60 |
| Yen (100) | 2,5160 | 2,5195 | + 175 | + 205 | + 365 | + 420 | +1085 | +1180 |
| D.M. ..... | 2,5980 | 2,6020 | + 145 | + 175 | + 305 | + 355 | + 890 | + 980 |
| Florin ... | 2,3443 | 2,3480 | − 125 | + 45 | + 275 | + 325 | + 795 | + 885 |
| F.B. (100) | 13,7530 | 13,7780 | + 35 | + 165 | − 140 | − 105 | − 600 | − 80 |
| F.S. ..... | 3,0295 | 3,0345 | + 305 | + 350 | + 600 | + 655 | +1540 | +1665 |
| L. (1 000). | 4,6859 | 4,6920 | − 345 | − 275 | − 625 | − 555 | −1750 | −1565 |
| £ ......... | 11,0650 | 11,0795 | − 250 | + 345 | + 570 | + 740 | +1710 | +2050 |

## TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| D.M. ..... | 8 1/4 | 8 7/8 | 8 9/16 | 8 15/16 | 8 9/16 | 8 15/16 | 8 9/16 | 8 15/16 |
| $ E.-U. .. | 13 7/8 | 14 3/8 | 14 3/8 | 14 3/4 | 14 1/2 | 14 7/8 | 14 5/8 | 15 |
| Florin ... | 8 1/8 | 8 3/4 | 8 1/8 | 9 1/4 | 8 1/4 | 9 3/8 | 8 3/4 | 9 3/4 |
| F.B. (100) | 14 1/2 | 15 3/4 | 15 7/8 | 17 1/4 | 16 1/4 | 17 3/16 | 16 1/8 | 17 1/16 |
| F.S. ..... | 2 3/8 | 2 7/8 | 2 3/16 | 3 9/16 | 3 7/8 | 4 1/8 | 5 1/16 | 5 7/16 |
| L. (1 000). | 19 3/4 | 24 1/4 | 23 1/4 | 25 | 23 1/4 | 25 5/8 | 22 3/4 | 24 |
| £ ......... | 12 7/8 | 13 5/8 | 12 3/4 | 13 3/8 | 12 3/4 | 13 1/4 | 12 9/16 | 13 3/16 |
| F. français | 44 3/4 | 55 1/4 | 34 3/4 | 36 3/4 | 30 3/4 | 32 3/4 | 23 3/4 | 25 3/4 |

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# PRESSE

## M. HECTOR DE GALARD directeur de la rédaction du « Nouvel Observateur »

L'organigramme du *« Nouvel Observateur »* vient d'être sensiblement modifié : si M. Jean Daniel demeure directeur, le nom de M. Claude Perdriel, en revanche, n'apparaît plus que comme président de la société éditrice.

M. Hector de Galard, rédacteur en chef, devient directeur de la rédaction. Il a pour adjoint M. Serge Lafaurie, jusqu'ici rédacteur en chef.

Enfin, la rédaction en chef comprend trois titulaires : Mme Josette Allia (qui était rédactrice en chef adjointe), MM. Pierre Bénichou et Albert Du Roy (qui avait quitté *l'Express* lors de la crise de mai 1981).

[Né le 30 mars 1921, à Paris, Hector de Galard est rédacteur diplomatique à *Combat* de 1947 à 1957, puis chef du service de politique étrangère de *France-Observateur* (1950-1959). Simultanément, il est rèracteur en cheu de *La Nef*.

Nommé directeur en chef de *France-Observateur* en 1959, Hector de Galard occupe les mêmes fonctions au *Nouvel Observateur* dont il devient, en novembre 1964, membre du comité de direction. Depuis décembre 1976, il est administrateur de la société éditrice du *Nouvel Observateur*.]

# CONJONCTURE

## M. Anicet Le Pors : les salaires ne sont pas cause d'inflation

M. Anicet Le Pors, ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a successivement visité, depuis vendredi 4 juin, Toulouse, Pau et Tarbes où il a été reçu par les maires de ces villes.

A Tarbes, le ministre a signé avec le maire communiste, M. Paul Chastellain, un contrat de solidarité portant sur soixante-douze emplois, au bénéfice du Centre d'action sociale municipal. Il a notamment déclaré à propos de la politique générale du gouvernement : « *Adaptation de la politique actuelle, oui ; changement de cap, non. Certains voudraient nous persuader aujourd'hui de la nécessité de l'austérité en fondant l'argument sur une thèse bien connue et rabâchée par la droite dans le passé : le prétendu cycle infernal des salaires et des prix. Or, je tiens à l'affirmer posément mais fortement, les salaires ne sont pas la cause de l'inflation. En effet, les salaires ne représentent que 36 % du produit intérieur brut de la France. Le coût salarial horaire est en France de 24 % inférieur à celui de la République fédérale d'Allemagne.*

» *D'autres ont prétendu expliquer nos difficultés actuelles par une hausse salariale excessive au cours du premier trimestre de cette année. Cette hausse a été de 4,8 %, mais dans ce chiffre 1,6 % tient à la réduction opérée de la durée du travail, ce qui a été d'ailleurs presque automatiquement compensé par des gains de productivité. Si l'on enlève donc ce 1,6 %, il reste 3,2 %, c'est-à-dire exactement la hausse observée des prix pendant le premier trimestre. On ne peut donc pas dire que les salaires aient provoqué la hausse des prix. Certes, on ne peut qu'être d'accord avec le premier ministre demandant que soient évitées les hausses nominales excessives de salaire, mais cela n'est pas contradictoire avec l'objectif de maintien d'ensemble du pouvoir d'achat.* »

# TRANSPORTS

## M. FITERMAN S'EFFORCE DE RASSURER LES ROUTIERS

M. Charles Fiterman, ministre des transports, s'est appliqué le 5 juin, à calmer les appréhensions des transporteurs routiers au sujet des réformes envisagées dans le projet de loi d'orientation des transports.

Prenant la parole, au Havre, devant *le congrès de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA),* le ministre a affirmé qu'il ne fallait pas encourager l'étatisation ou la bureaucratisation des transports ; au *contraire. « Tout le monde gagnerait,* a-t-il dit, *à renoncer à toute idée préconçue sur ma démarche et mes propositions. Il n'y aura pas d'un côté l'épopée du rail et de l'autre la guerre aux routiers.* »

Toutefois, le ministre a réclamé une réduction du temps de travail des conducteurs routiers. « *Ce secteur,* a-t-il dit, *ne peut pas rester à l'écart du mouvement qui traverse notre société et qui vise à améliorer les conditions de vie de chacun.* » Il a promis, à ce sujet, qu'il répondrait à un accord sur les conditions de travail par une nouvelle réévaluation de la tarification routière obligatoire.

## UNE PRÉCISION DE M. TOUBON (R.P.R.)

A la suite de la publication, dans *le Monde* du 5 juin, du compte rendu des travaux de l'Assemblée nationale du jeudi 3 juin, intitulé : Passe d'armes au Palais-Bourbon, nous avons reçu une lettre de M. Jacques Toubon, *député* R.P.R. de Paris, qui nous demande de compléter la relation de ses propos. Répondant à M. Belorgey (P.S.), qui l'avait qualifié de « *subversif* », M. Toubon avait déclaré : « *Je répondrai seulement que, sur le sujet très grave qu'est le dévergondage du droit de grève sous le couvert duquel certains militants politiques et syndicaux se livrent à des déprédations, à des occupations, à des blocus, M. Belorgey a fait l'intervention la plus snob qui puisse être ! Ce donneur de leçons à trois mille années-lumière de son sujet, nous a fourni une image exacte, parfaite et douloureuse de ce que sont les socialistes mondains !* »

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## CRÉDIT COOPÉRATIF

### CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF
### BANQUE FRANÇAISE DE CRÉDIT COOPÉRATIF

Les assemblées générales de la CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF et de la BANQUE FRANÇAISE DE CRÉDIT COOPÉRATIF se sont tenues sous la présidence de M. Jacques MOREAU, le 27 mai, à leur nouveau siège social, installé depuis le 24 mai 1982 *au Parc de la Défense, 33, rue des* Trois-Fontanot à NANTERRE (Hauts-de-Seine), où sont regroupés l'ensemble des services centraux du groupe.

Pour la première *fois,* l'assemblée *de la B.F.C.C.* a *été* organisée par sections, douze assemblées régionales ayant élu leurs délégués à l'assemblée générale.

Au cours de l'exercice 1981, les versements de crédits à *moyen* et long termes du Crédit coopératif ont atteint 2,068 milliards de francs (dont 970,6 millions de francs pour la seule Caisse centrale) soit une progression de 20 % par rapport à 1980. Le développement de l'activité de crédit s'est réalisé au profit des organismes de l'économie sociale dont la part dans les versements du groupe a atteint 74 %.

S'agissant des ressources, le groupe a enregistré une croissance particulièrement rapide des dépôts collectés par la B.F.C.C., en augmentation de 40 % par rapport à la fin de l'exercice 1980.

La Caisse centrale et la B.F.C.C. ont réalisé en 1981 un bénéfice avant impôt, *amortissements et provisions, respectivement* de 21,1 millions de francs et de 19,5 millions de francs. Leurs assemblées générales ordinaires ont décidé de distribuer 1 815 000 francs aux *sociétaires de la CAISSE CENTRALE* et *1 710 000* francs à ceux de la B.F.C.C.

Une assemblée générale extraordinaire a été prévue pour le 24 juin 1982 afin de mettre le statut de la B.F.C.C. en harmonie avec les dispositions de la loi du 17 mai 1982 portant création du statut de société coopérative de banque.

S'agissant de la Caisse centrale, une assemblée générale extraordinaire a adopté des modifications des statuts. Ceux-ci ont été mis en harmonie avec les dispositions du décret du *27 février* 1982 relatif à l'organisation de la Caisse, et prévoient notamment que désormais le président et le directeur général ne seront plus nommés *par décret, mais élus par le conseil d'administration,* leur nomination devant être agréée par les pouvoirs publics. Les nouveaux statuts prévoient d'autre part la possibilité pour la Caisse centrale de distribuer une ristourne coopérative.



## ELF-GABON

**Société anonyme au capital de 22,5 milliards de francs C.F.A.**
**Siège social : Port-Gentil (Gabon)**

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'ELF-Gabon s'est réunie le 3 juin 1982 à Paris-15e (7, rue Nélaton), sous la présidence de M. André Tarallo. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1981, qui *font apparaître* un *bénéfice de* 42 410 millions de F CFA et a fixé le dividende de cet exercice à 6 000 F CFA par action (soit 120 FF).

Un acompte de 2 400 F CFA par action (soit 48 FF) ayant été mis en paiement en décembre 1981, le complément de 3 600 F CFA (soit 72 FF), auquel s'ajoute un *crédit* d'impôt de 25,92 FF pour ceux qui en bénéficient, sera versé à partir du vendredi *18* juin 1982 aux guichets des établissements bancaires suivants (en contrepartie du coupon n° 25) :

Au GABON :

— Union gabonaise de Banque ;

*En FRANCE :*

— Crédit Lyonnais ;
— Banque Nationale de Paris ;
— Banque de Paris et des Pays-Bas ;
— Banque Vernes et Commerciale de Paris ;
— Crédit Commercial de France ;
— *Crédit* Industriel et Commercial ;
— Crédit du Nord ;
— *Société Générale.*

## EURAFRANCE

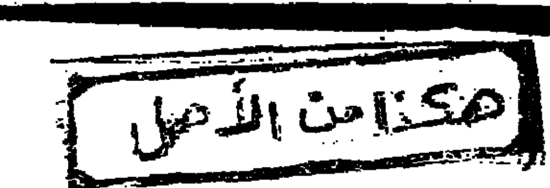
Le conseil d'administration, qui s'est tenu *sous* la présidence de M. Michel David-Weill, a pris connaissance des comptes consolidés d'*EURAFRANCE pour* l'année 1981.

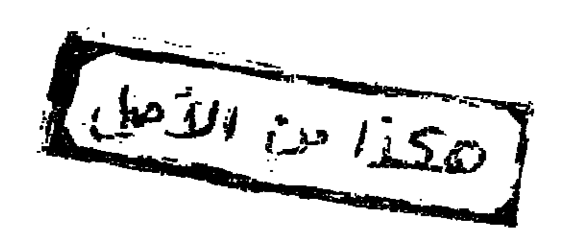
Le bénéfice net courant consolidé ressort à *273,9* millions de francs, soit 134,9 F par action, contre 244,2 millions de francs, soit 121,4 F par action pour l'année 1980, marquant ainsi une progression de 12,1 %.

Le conseil d'administration a nommé M. Jean Gandois censeur de la société.









# MARCHÉS FINANCIERS

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| ACTIF | Au 27-5-1982 |
|---|---|
| 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER | 284 062 |
| dont : | |
| Or | 194 581 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 16 620 |
| ECUS | 60 269 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 12 591 |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR | 5 606 |
| dont : | |
| Concours au Trésor public | 0 |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT | 157 573 |
| dont : | |
| Effets escomptés | 76 595 |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM | 55 583 |
| 5) DIVERS | 6 238 |
| Total | 508 465 |

| PASSIF | |
|---|---|
| 1) BILLETS EN CIRCULATION | 162 903 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS | 8 880 |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC | 8 131 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | 46 576 |
| dont : | |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 26 098 |
| 5) ECUS A LIVRER AU FECOM | 48 915 |
| 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR | 223 381 |
| 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE | 2 286 |
| 8) DIVERS | 8 411 |
| Total | 508 465 |

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

| Indices généraux de base 100 en 1949 | 28 mai | 4 juin |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à revenu variable | 844,8 | 835,8 |
| Valeurs étrangères | 1877,3 | 1867,0 |
| **Base 100 : 29 décembre 1972** | | |
| Valeurs franç. à revenu variable | 121,9 | 120,6 |
| Valeurs étrangères | 254,0 | 252,6 |
| **Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981) | 109,2 | 108,1 |
| Pétroles-Energie | 90,3 | 90,6 |
| Métallurgie | 98,0 | 95,5 |
| Chimie | 112,3 | 111,2 |
| Bâtim., mat. constr., trav. publics | 103,9 | 103,7 |
| Constructions mécaniques | 110,4 | 108,9 |
| Matériel électrique | 114,9 | 113,3 |
| Automobile et accessoires | 111,3 | 108,2 |
| Industr. de consom. non alim. | 125,3 | 121,1 |
| Agro-alimentaire | 116,8 | 115,1 |
| Distribution | 114,4 | 111,9 |
| Transports | 114,7 | 113,0 |
| Services | 114,3 | 111,3 |
| Assurances | 104,6 | 105,3 |
| Banques | 110,5 | 110,6 |
| Immobilier et foncier | 104,3 | 104,3 |
| Investissement et portefeuille | 108,2 | 108,1 |
| **Base 100 : 26 décembre 1980** | | |
| Valeurs françaises à revenu fixe | 94,1 | 94,8 |
| Emprunts d'Etat | 95,9 | 96,7 |
| Emprunts garantis et assimilés | 94,4 | 94,7 |
| Sociétés | 94,4 | 94,6 |
| **Base 100 : 31 décembre 1972** | | |
| Emprunts garantis et assimilés | 84,1 | 84,4 |
| Sociétés | 91,0 | 91,2 |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 108,0 | 107,2 |
| Produits de base | 93,5 | 93,6 |
| Construction | 104,2 | 104,5 |
| Biens d'équipement | 111,9 | 110,5 |
| Biens de consom. durables | 114,5 | 112,5 |
| Biens de consom. non durables | 124,8 | 121,8 |
| Biens de consom. alimentaires | 115,7 | 114,3 |
| Services | 109,1 | 108,6 |
| Sociétés financières | 109,7 | 109,5 |
| Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger | 98,7 | 98,3 |
| Valeurs industrielles | 107,4 | 106,4 |
| **BOURSES REGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1972** | | |
| Indice général | 105,0 | 102,8 |

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

S.E.V. — Le chiffre d'affaires consolidé du groupe S.E.V., réalisé sous les marques Cibié, Marchal et Paris-Rhône, s'est élevé, en 1981, à 2,8 millions de francs, en augmentation de 3,6 %, ce qui correspond à une baisse d'activité, en valeur réelle, de 6 %, due à la contraction de la production de véhicules.

Les efforts d'économie et d'adaptation ont permis de redresser l'exploitation, avec un bénéfice consolidé de 7,9 millions de francs contre une perte de 78,8 millions de francs en 1980. Mais, du fait des charges exceptionnelles dues aux départs de personnel et à la cessation des activités d'équipement domestique, le compte des pertes et profits pour 1981 est en déficit aggravé (94,6 millions de francs contre 77,5 millions de francs).

Au niveau de la holding S.E.V., la perte globale est de 116,8 millions de francs, en raison des provisions constituées sur les titres de participation.

Pour 1982, les résultats devraient redevenir bénéficiaires si le redressement de la conjoncture dans l'automobile se poursuit et si le niveau d'inflation reste raisonnable.

GROUPE GÉNÉRALE OCCIDENTALE. — Pour l'exercice 1981-1982, le chiffre d'affaires consolidé de la filiale américaine de distribution Grand Union est passé de 3,6 milliards de dollars à 4,13 milliards de dollars et le bénéfice net après impôts de 34,3 millions de dollars à 24,6 millions de dollars.

La baisse du bénéfice n'effectera pas les résultats consolidés de la Générale Occidentale, les autres opérations réalisées par le groupe permettant d'envisager des résultats « satisfaisants » en 1981-1982.

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

| | 3 juin | 4 juin |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 109,1 | — |
| Valeurs étrangères | 108,5 | — |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général | 107,5 | 107,2 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 3 juin ... 16 1/4 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 4 juin | 7 juin |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 243,90 | 245 |

# BOURSE DE PARIS — Comptant — 4 JUIN

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | 23 50 | 2 030 |
| 5 % | 34 10 | 1 699 |
| 3 % amort. 45-54 | 71 | 2 532 |
| 4 1/4 % 1963 | 98 70 | 3 214 |
| Emp. N. Eq. 6 % 67 | 107 | 0 086 |
| Emp. 7 % 1973 | 6500 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 96 60 | 0 313 |
| Emp. 9,80 % 78 | 78 05 | 8 807 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 128 30 | 5 563 |
| E.D.F. 14,5 % 80-92 | 93 90 | 0 250 |
| Ch. France 3 % | 217 50 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 101 20 | 7 119 |
| CNB Paribas | 101 30 | 7 119 |
| CNB Suez | 101 40 | 7 119 |
| CNI janv. 82 | 101 | 7 119 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Actibail (obl. conv.) | 165 50 | .... |
| Aciers Peugeot | 64 80 | 62 50 |
| Actibail | 130 80 | 132 |
| Agence Havas | 315 | 315 |
| A.G.F. (St Cent.) | 380 | 381 |
| A.G.P. Vie | 3020 | .... |
| Agr. Inc. Madag. | 45 | 45 |
| Air-Industrie | 12 | 12 50 d |
| Alfred Herlicq | 56 | 54 |
| Allobroge | 355 | 350 |
| Alsacienne Banque | .... | .... |
| André Roudière | 73 80 | 72 |
| Applic. Hydraul. | 248 | 238 |
| Arbel | 101 | 97 o |
| A. Thiery-Sigrand | 18 10 | 19 70 d |
| Artois | 289 80 | 278 20 |
| At. Ch. Loire | 35 20 | 36 50 |
| Aussedat-Rey | 23 | 23 10 |
| Bain C. Monaco | 91 | 94 60 |
| Banania | 381 20 | 392 |
| Banque Hervet | .... | .... |
| Banque Hypoth. Eur. | 259 | 258 |
| B.N.P. Intercontin. | 82 10 | 82 |
| Banque Worms | .... | .... |
| Bénédictine | 770 | 765 |
| Bernard-Moteurs | 38 | 35 o |
| Bon-Marché | 79 50 | 79 70 |
| Bone | 300 | .... |
| Bras. Glac. Int. | 488 | 456 |
| Bretagne (Fin.) | 80 | 81 |
| B. Scalb. Dup. | .... | .... |
| Cambodge | 142 | 142 |
| C.A.M.E. | 96 | 97 |
| Campenon Bern. | 244 30 | 240 |
| Caout. Padang | 192 50 | .... |
| Carbone-Lorraine | 39 | 39 50 |
| Carnaud S.A. | 46 10 | 45 |
| Caves Roquefort | 577 | 580 |
| C.E.G.Frig. | 114 | 122 |
| Cemen. Blanzy | 453 | 455 |
| Centrest (Ny) | 123 | 122 |
| Cerabati | 108 80 | 109 |
| C.F.F. Ferrailles | 148 80 | 148 10 |
| C.F.S. | 620 | 620 |
| C.G.I.B. | 8 | 7 30 o |
| C.G.Maritime | 18 20 | 13 o |
| C.G.V. | 102 | 99 |
| Chambon (M.) | 240 10 | 247 |
| Chambourcy (M.) | 920 | .... |
| Champex (Ny) | 121 10 | 125 |
| Chim. Gde Paroisse | 53 | 51 |
| C.I. Maritime | 301 | 303 |
| Ciments Vicat | 225 | .... |
| CIPEL | 94 20 | .... |
| Citram (B) | 122 | 122 |
| Clause | 303 | .... |
| Cl. MA (Fr.-Bail) | 320 | .... |
| CMM-Mar Madag. | 20 90 | 20 30 |
| Cochery | 80 70 | 80 70 |
| Cofradel (Ly) | 510 | 510 |
| Cogifi | 148 | 148 |
| Comindus | 329 50 | 320 |
| Comiphos | 152 90 | 153 90 |
| Comp. Lyon-Alem. | 149 | 152 |
| Concorde (La) | 269 | 263 |
| C.M.P. | 29 80 | 7 70 o |
| Conte S.A. (Li) | 24 90 | .... |
| Crédit (C.F.B.) | 173 | 174 |
| Créd. Gén. Ind. | 229 | 229 |
| Crédit Lyonnais | .... | .... |
| Crédit Univers. | 363 | 363 |
| Créditel | 87 30 | 87 30 |
| C. Sabl. Seine | 130 | 129 |
| Darblay S.A. | .... | .... |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| De Dietrich | 375 | 375 |
| Degremont | 101 10 | 97 |
| Delalande S.A. | 135 | 129 80 |
| Delmas-Vieljeux | 487 | 480 |
| Dév. Rég. P.d.C (Li) | 113 60 | 115 |
| Didot-Bottin | 299 | 299 |
| Dist. Indochine | 389 | .... |
| Drag. Trav. Pub. | 228 | 228 |
| Duc-Lamothe | 254 90 | 237 80 o |
| Dunlop | 5 30 | 5 10 |
| Eaux Bass. Vichy | 1165 | 1150 |
| Eaux Vittel | 590 | 609 |
| Ecco | 798 | 795 |
| Economats Centre | 550 | 560 |
| Electro-Banque | 152 | 152 |
| Electro-Financ. | 310 | 310 |
| Elf-Antargaz | 212 | .... |
| E.L.M. Leblanc | 315 | 327 50 d |
| Entrepôts Paris | 171 60 | 171 60 |
| Epargne (B) | 1401 | 1401 |
| Epargne de France | 302 | 302 |
| Epeda-BF | 733 | 731 |
| Escaut-Meuse | 212 50 | 216 |
| Europ. Accumul. | 50 | 49 |
| Eternit | 308 | 308 |
| Félix Potin | 1094 | 1080 |
| Ferm. Vichy (Ly) | 185 | 192 40 d |
| Files-Fourmies | 4 | 3 70 o |
| Finalens | 83 | 83 20 |
| FIPP | 119 | 110 10 |
| Fnac | 350 | 350 |
| Focep (Chât. eau) | 1515 | 1515 |
| Foncière (Cie) | 150 | 146 |
| Fonc. Agache-W. | 342 | 86 50 o |
| Fonc. Lyonnaise | 1160 | 1160 |
| Foncina | 105 | 105 |
| Forges Gueugnon | 14 20 | 12 80 |
| Forges Strasbourg | 148 | 147 |
| Fougerolle | 155 | 158 |
| France I.A.R.D. | 108 | 110 |
| France (La) | 520 | 515 |
| Frankel | 172 | .... |
| Fromageries Bel | 281 | 281 |
| From. P.-Renard | 248 60 | 238 60 |
| GAN | 671 | 669 |
| Gaumont | 408 | 424 d |
| Gaz et Eaux | 723 | 729 |
| Genvrain | 165 | .... |
| Gér. Arm. Hold. | 29 | 29 80 |
| Gerland (Ly) | 385 | 389 |
| Gévelot | 38 | 36 |
| Gr. Fin. Constr. | 130 10 | 130 50 |
| Gds Moul. Corbeil | 119 | 120 |
| Gds Moul. Paris | 281 | 279 |
| Goulet S.A. | 328 | 328 |
| Groupe Victoire | 261 | 270 |
| G. Transp. Ind. | 130 | 129 |
| Huard-U.C.F. | 58 | 58 20 |
| Hutchinson Mapa | 22 60 | 20 40 |
| Hydro-Energie | 47 50 | .... |
| Hydroc. St-Denis | 85 | 81 60 o |
| Immindo S.A. | 142 50 | 141 90 |
| Imminvest | 97 | 99 |
| Immobail | 168 50 | 169 90 |
| Immobanque | 236 50 | 238 |
| Immob. Marseille | 1180 | 1200 |
| Immofice | 252 | 255 |
| Imp. G.-Lang | 3 30 | 3 30 |
| Industrielle Cie | 341 | 354 50 d |
| Interbail | 185 50 | 185 50 |
| Jaeger | 95 10 | 97 50 |
| Jaz S.A. | 48 50 | 46 55 |
| Kinta S.A. | 316 80 | 315 |
| Lafitte-Bail | 174 70 | 177 50 |
| Lambert Frères | 46 70 | 45 10 |
| Lampes | 174 | .... |
| La Brosse-Dupont | 70 | .... |
| Lebon Cie | 356 | 348 50 |
| Lille-Bonnières | 280 80 | 280 |
| Locabail Immob. | 283 | 281 50 |
| Loca-Expansion | 128 | 127 |
| Locafinancière | 138 | 143 50 |
| Locatel | 391 80 | 395 |
| Lordex (Ny) | 109 | 109 |
| Louvre | 235 | 235 |
| Luchaire S.A. | 110 | 110 10 |
| Magasins Uniprix | 73 | 73 |
| Magnant S.A. | 50 | .... |
| Maritimes Part. | 110 | .... |
| Marocaine Cie | 25 | 24 |
| Marseille Créd. | .... | .... |
| Maurel et Prom. | 25 15 | 24 15 o |
| Métal Déployé | 328 | 321 |
| Mic | 266 | 260 |
| Mors | 224 | 224 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Nadella S.A. | 9 60 | 8 50 o |
| Naval Worms | 106 | 108 |
| Navig. (Nat. de) | 70 | .... |
| Nicolas | 390 | 390 |
| Nodet-Gougis | 158 | 157 |
| Occident. Part. | 29 45 | .... |
| OPB Paribas | 88 | .... |
| Optorg | 69 50 | 69 |
| Origny-Desvroise | 125 | 125 |
| Palais Nouveauté | 305 | 300 |
| Paris-Orléans | 92 | 92 |
| Part. Fin. Gest. Im. | 160 | 156 o |
| Pathé-Cinéma | 130 | .... |
| Pathé-Marconi | 40 | .... |
| Piles Wonder | 85 10 | 85 10 |
| Piper-Heidsieck | 252 10 | 250 |
| Porcher | 212 | 220 50 |
| Profils Tubes Est | 10 25 | 10 |
| Prouvost ex-Lain.R. | 29 | 29 |
| Providence S.A. | 309 | 310 |
| Publicis | 504 | 504 |
| Raff. Souf. R. | 177 | 175 20 |
| Ressorts Indust. | 134 50 | .... |
| Ricqlès-Zan | 113 | 110 |
| Ripolin | 84 50 | .... |
| Risla (La) | 10 80 | 9 90 o |
| Rochefortaise S.A. | 111 50 | 115 10 |
| Rochette-Cenpa | 24 90 | 23 30 o |
| Rosario (Fin.) | 97 | 97 50 |
| Rougier et Fils | 58 20 | 60 |
| Rousselot S.A. | 317 | 327 |
| Sacer | 40 30 | 38 70 |
| SAFAA | 30 30 | 29 o |
| Safic-Alcan | 185 | 180 |
| SAFT | 326 | 320 |
| Sainrapt et Brice | 143 | .... |
| Saint-Raphaël | 90 50 | 93 |
| Salins du Midi | 250 | 251 |
| Santa-Fé | 120 | 117 50 c |
| Satam | 78 15 | 76 20 |
| Savoisienne (M) | 80 65 | 77 40 |
| SCAC | 212 | 212 |
| SCDB (Cent. B.) | .... | .... |
| Sellier-Leblanc | 220 | 214 |
| Semelle Maubeuge | 129 | 130 |
| S.E.P. (M) | 80 | .... |
| Séquanaise Banq. | .... | .... |
| Serv. Equip. Véh. | 26 | 26 |
| Sicli | 75 10 | 75 10 |
| Sicotel | 146 | 145 |
| Sintra | 465 | 460 |
| Slavim | 103 | 102 |
| Siph (Plant. Hévéas) | 138 | .... |
| Siminco | 290 | 290 90 |
| SMAC Aciéroïd | 186 20 | 179 |
| Société Générale | .... | .... |
| Sofal financière | 332 | 332 |
| Soffo | 139 30 | 145 d |
| Soficomi | 240 | 236 |
| S.O.F.I.P. (M) | 91 | 91 |
| Sofragi | 420 | 419 |
| Sogepal | 269 80 | .... |
| Soudure Autog. | 123 40 | .... |
| Sovabail | 274 80 | 273 |
| S.P.E.G. | 143 50 | 145 |
| Speichim | 210 10 | 215 |
| S.P.I. | 151 | 151 40 |
| Spie Batignolles | 178 | 180 |
| Stemi | 273 | 282 |
| Synthélabo | 127 10 | 127 10 |
| Taittinger | 378 | 389 |
| Testut-Aequitas | 79 | 78 |
| Thann et Mulh. | 54 | 54 |
| Tissmétal | 39 50 | 38 |
| Tour Eiffel | 250 | 249 |
| Trailor S.A. | 149 | 149 |
| Ufimeg | 75 10 | 75 10 |
| Uliner S.M.D. | 87 | 86 |
| Ugimo | 126 | 130 |
| Unibail | 290 | 289 |
| Unidel | 93 | 89 30 |
| U.A.P. | 555 | 555 |
| Union Brasseries | 45 | 45 |
| Union Habit. | 180 | 184 |
| Un. Imm. France | 159 | 159 50 |
| Un. Ind. Crédit | 206 | 214 20 |
| Union Ind. Ouest | 305 | 310 |
| Unipol | 157 | 157 |
| Vincey Bourget (Ny) | 10 65 | .... |
| Virax | 44 30 | 49 |
| Waterman S.A. | 185 | 180 20 |
| Brass. du Maroc | 178 | .... |
| Brass. Ouest-Afr. | 21 | 20 80 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| **Étrangères** | | |
| A.E.G. | 125 | .... |
| Akzo | 77 | 71 |
| Alcan Alum. | 141 | .... |
| Algemeine Bank | 889 | 898 |
| Am. Petrofina | 450 | 450 |
| Arbed | 215 | .... |
| Asturienne Mines | 69 | .... |
| Bco Pop Español | 105 | 105 |
| B. N. Mexique | 11 50 | 11 50 |
| B. Régl. Internat. | 39600 | 39400 |
| Barlow Rand | 43 50 | 43 50 |
| Bell Canada | 122 | 125 |
| Blyvoor | 63 | .... |
| Bowater | 30 30 | 29 50 |
| British Petroleum | 44 70 | 44 90 |
| Br. Lambert | 200 10 | 207 |
| Caland Holdings | 87 | 86 60 |
| Canadian-Pacific | 166 | 161 |
| Cockerill-Ougre | 27 50 | 26 50 o |
| Cominco | 238 | 230 |
| Commerzbank | 472 | 460 |
| Courtaulds | 11 60 | 11 55 |
| Dart. and Kraft | 400 | 425 |
| De Beers (port.) | 30 | .... |
| Dow Chemical | 173 50 | 174 |
| Dresdner Bank | 492 | 492 |
| Femmes d'Auj. | 63 10 | .... |
| Finoutremer | 215 | .... |
| Finsider | 0 40 | .... |
| Foseco | 29 50 | .... |
| Gén. Belgique | .... | .... |
| Gevaert | 273 | .... |
| Glaxo | 95 | 97 |
| Goodyear | 177 90 | .... |
| Grace and Co | 291 | 295 |
| Grand Metropolitan | 31 | 31 60 |
| Gulf Oil Canada | 93 10 | 95 |
| Hartebeest | 314 | 314 |
| Honeywell Inc. | 556 | 530 |
| Hoogovens | 42 20 | .... |
| I. C. Industries | 231 | 230 |
| Int. Min. Chem | 234 | 235 |
| Johannesburg | 370 | .... |
| Kubota | 10 40 | 10 40 |
| Latonia | 180 10 | .... |
| Mannesmann | 500 | .... |
| Marks-Spencer | 23 80 | .... |
| Midland Bank Ltd | 44 10 | 44 10 |
| Minéral-Ressourc. | 40 20 | 40 85 |
| Nat. Nederlanden | 368 | 365 |
| Noranda | 96 | 95 |
| Olivetti | 12 | 12 |
| Pakhoed Holding | 119 | 115 |
| Petrofina Canada | 640 | .... |
| Pfizer Inc. | 417 | 429 |
| Phoenix Assuranc. | 34 | .... |
| Pirelli | 8 80 | .... |
| Procter Gamble | 679 | 652 |
| Ricoh Cy Ltd | 16 40 | 16 30 |
| Rolinco | 624 | 620 |
| Robeco | 632 | 637 |
| Shell fr. (port.) | 59 50 | .... |
| S.K.F. Aktiebolag | 165 10 | 164 |
| Sperry Rand | 191 | 189 |
| Steel Cy of Can. | 129 | .... |
| Stilfontein | 86 | .... |
| Sud. Allumettes | 149 80 | .... |
| Tenneco | 212 60 | .... |
| Thorn EMI | 56 | .... |
| Thyssen c. 1 000 | 280 | 282 |
| Vieille Montagne | 310 | 320 |
| Wagons-Lits | 231 | 240 |
| West Rand | 12 80 | 12 50 |
| **HORS-COTE — Compartiment spécial** | | |
| A.G.P.-R.D. | 710 | 710 |
| Entrepose | 180 | 181 80 |
| Métallurg. Minière | 162 50 | 162 50 |
| Novotel S.I.E.H. | 1085 | 1082 |
| Serakreek N.V. | 206 | 210 |
| Sicomur | 120 | 125 30 |
| Sofibus | 220 | .... |
| Rodamco | 380 | 385 |
| **Autres valeurs hors cote** | | |
| Alser | 136 | 132 |
| Cellulose du Pin | 24 10 | .... |
| Coparex | 365 | 365 |
| F.B.M. (Li) | 70 | 29 o |
| Iena Industries | 13 | .... |
| La Mure | 71 | 80 |
| M.M.B. | 139 | 140 |
| Océanic | 45 | .... |
| Petrofigaz | 335 | 335 |
| Pronuptia | 156 | .... |
| Ratier For. G.S.P. | 7 50 | .... |
| Sabl. Morillon Corv. | 120 | 120 d |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Total C.F.N. | 80 | .... |
| Ufimex | 226 | .... |
| Voyer S.A. | 1 45 | .... |
| Rorento NV | 463 | 464 50 |
| S.K.F. (Applic. méc.) | .... | .... |

## SICAV

| 4/6 | Émission Frais inclus | Rachat net |
|---|---|---|
| Actions France | 155 13 | 148 10 |
| Actions-Investiss. | 178 92 | 170 81 |
| Actions sélectives | 209 47 | 199 97 |
| Aedificandi | 231 26 | 220 77 |
| A.G.F. 5000 | 179 63 | 171 48 |
| Agfimo | 251 94 | 240 52 |
| Altefi | 180 74 | 172 54 |
| A.L.T.O. | 162 25 | 154 89 |
| Amérique Gestion | 315 93 | 301 60 |
| Bourse-Investiss. | 201 71 | 192 56 |
| Capital Plus | 1011 19 | 1011 19 |
| C.I.P. | 578 56 | 552 32 |
| Convertimmo | 204 13 | 194 87 |
| Cortexa | 657 70 | 627 88 |
| Credinter | 236 03 | 225 33 |
| Croiss. Immobil. | 236 21 | 225 50 |
| Démeter | 51449 71 | 51295 82 |
| Drouot-France | 191 08 | 182 42 |
| Drouot-Investiss. | 418 64 | 399 66 |
| Energie | 177 57 | 169 52 |
| Epargne-Croiss. | 909 90 | 868 64 |
| Epargne-Industr. | 314 76 | 300 49 |
| Epargne-Inter | 418 94 | 399 94 |
| Epargne-Oblig. | 144 38 | 137 83 |
| Epargne-Unie | 552 58 | 527 52 |
| Epargne-Valeur | 238 02 | 227 23 |
| Euro-Croissance | 258 67 | 246 94 |
| Financière Privée | 577 70 | 551 50 |
| Foncier Investiss. | 418 69 | 399 70 |
| France-Garantie | 231 39 | 226 84 |
| France-Investiss. | 268 10 | 255 94 |
| Fr.-Obl. (nouv.) | 328 70 | 313 79 |
| Francic | 183 26 | 174 95 |
| Fructidor | 171 10 | 163 34 |
| Fructifrance | 313 79 | 299 56 |
| Gestion Mobilière | 401 04 | 382 85 ● |
| Gest. Rendement | 385 48 | 368 |
| Gest. Sél. France | 261 39 | 249 54 |
| I.M.S.I. | 245 93 | 234 78 |
| Indo-Suez Valeurs | 407 39 | 388 92 |
| Interoblig. | 7410 40 | 7074 37 |
| Intersélect France | 194 13 | 185 33 |
| Intervaleurs Indust. | 286 84 | 273 83 |
| Invest. St-Honoré | 424 45 | 405 20 |
| Laffitte-Expansion | 458 88 | 438 07 |
| Laffitte-France | 143 53 | 137 01 |
| Laffitte-Oblig. | 124 37 | 118 73 |
| Laffitte-Rend. | 166 92 | 159 35 |
| Laffitte-Tokyo | 520 59 | 496 98 |
| Livret portefeuille | 308 09 | 294 12 |
| Multi-Obligations | 354 80 | 338 71 |
| Multirendement | 121 04 | 115 56 |
| Mondial Investiss. | 219 22 | 209 28 ● |
| Natio.-Epargne | 10806 38 | 10699 39 |
| Natio.-Inter. | 660 66 | 630 70 c |
| Natio.-Valeurs | 381 54 | 364 24 |
| Oblisem | 131 71 | 125 74 |
| Pacifique St-Honoré | 285 06 | 272 13 |
| Paribas Gestion | 336 57 | 321 31 |
| Pierre Investiss. | 293 54 | 280 23 |
| Sécur. Mobilière | 335 95 | 320 72 |
| Sél. court terme | 10781 60 | 10701 34 |
| Sélec. Mobil. Div. | 231 75 | 221 24 |
| S.P.I. Privinter | 170 67 | 162 93 |
| Sélection-Rendem. | 139 05 | 132 74 |
| Sélect. Val. Franç. | 152 86 | 145 93 |
| S.F.I. fr. et étr. | 282 52 | 269 71 |
| Sicavimmo | 341 38 | 325 90 |
| Sicav 5000 | 151 26 | 144 40 |
| S.I. Est | 680 88 | 650 ● |
| Slivafrance | 256 56 | 244 93 |
| Slivam | 205 83 | 196 50 |
| Slivarente | 175 09 | 167 15 |
| Slivinter | 219 58 | 209 62 |
| S.I.G. | 489 34 | 486 62 |
| S.N.I. | 691 25 | 659 90 |
| Sofrinvest | 292 16 | 278 91 |
| Sogepargne | 282 32 | 269 52 |
| Sogevar | 532 86 | 508 70 |
| Soginter | 687 21 | 656 05 |
| Soleil Investiss. | 324 98 | 310 24 |
| U.A.P. Investiss. | 227 17 | 216 87 |
| Unifrance | 181 79 | 173 55 |
| Unifoncier | 455 48 | 434 84 |
| Unigestion | 403 13 | 384 85 |
| Uni-Japon | 627 37 | 598 92 |
| Unirenta | 1387 | 1341 39 |
| Univer | 11055 34 | 11055 34 |
| Valorem | 259 64 | 247 87 |
| Valreal | 106274 | 106167 |
| Worms Investiss. | 463 37 | 442 36 |

# Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 1851 | 4,5 % 1973 | 1760 | 1760 | 1741 | 1735 |
| 3040 | C.N.E. 3 % | 3020 | 3025 | 3030 | 3025 |
| 495 | Air Liquide | 486 | 485 50 | 485 50 | 485 50 |
| 380 | Als. Superm. | 365 | 368 | 368 | 368 |
| 95 | A.L.S.P.I. | 88 50 | 89 60 | 89 60 | 90 |
| 182 | Alsthom-Atl. | 166 | 166 20 | 166 20 | 168 |
| 900 | Amrep | 900 | 900 | 900 | 886 |
| 166 | Applic. gaz | 163 | 163 | 163 | 160 10 |
| 123 | Arjom. Prioux | 119 | 118 | 118 | 120 40 |
| 870 | Aux. Entrepr. | 855 | 852 | 852 | 850 |
| 525 | Av. Dass.-Br. | 545 | 545 | 545 | 535 |
| 168 | Bail-Equipem. | 178 50 | 177 | 177 | 177 |
| 194 | — (obl.) | 197 50 | 197 | 197 | 197 |
| 305 | Bail-Investiss. | 321 | 311 | 311 | 310 |
| 180 | Cie Bancaire | 171 | 172 | 172 20 | 172 |
| 130 | Bazar H.-V. | 138 50 | 138 90 | 138 90 | 136 20 |
| 95 | B.C.T. Midi B. | 93 | 92 50 | 93 | 94 30 |
| 210 | Béghin-Say | 205 | 211 | 211 | 207 |
| 540 | Bic | 518 | 499 | 505 | 499 |
| 171 | B.I.S. | 171 50 | 177 | 176 50 | 177 |
| 400 | Biscuit (Géné.) | 401 | 400 | 400 | 401 |
| 1050 | Bongrain S.A. | 1010 | 1030 | 1030 | 1020 |
| 705 | Bouygues | 695 | 686 | 686 | 688 |
| 1520 | B.S.N.-G.D. | 1495 | 1486 | 1480 | 1471 |
| 1490 | — (obl.) | 1460 | 1451 | 1451 | 1450 |
| 1650 | Carrefour | 1630 | 1605 | 1590 | 1600 |
| 295 | — (obl.) | 300 | 301 | 301 | 295 |
| 1360 | Casino | 1330 | 1331 | 1320 | 1331 |
| 880 | Cedis | 820 | 820 | 820 | 810 |
| 38 | CEM | 35 05 | 34 50 | 34 60 | 34 |
| 175 | Cetelem | 176 | 176 80 | 178 80 | 175 |
| 560 | C.F.A.O. | 545 | 545 | 540 | 541 |
| 73 | C.F.D.E. | 69 50 | 65 50 | 65 50 | 64 20 |
| 200 | Charg. Réunis | 197 | 196 | 196 | 192 30 |
| 12 | Chiers-Châtill. | 11 10 | 10 70 | 10 70 | 10 50 |
| 156 | Ciments franç. | 154 | 152 50 | 152 50 | 155 50 |
| 148 | — (obl.) | 141 | 141 | 141 | 141 |
| 890 | C.I.T. Alcatel | 846 | 830 | 830 | 830 |
| 570 | Club Méditer. | 558 | 553 | 562 | 553 |
| 103 | Codetel | 102 80 | 103 10 | 103 10 | 103 10 |
| 121 | Coframeg | 123 90 | 120 90 | 121 | 120 10 |
| 240 | Colas | 221 | 212 | 212 | 212 |
| 107 | Compt. Entrepr. | 106 90 | 106 | 106 50 | 106 |
| 370 | Compt. Mod. | 379 | 378 90 | 377 | 379 90 |
| 355 | Créd. Foncier | 359 | 357 | 357 | 358 80 |
| 181 | Crédit F. Imm. | 183 | 183 | 183 | 180 10 |
| 305 | Crédit Nat. | 295 10 | 295 | 294 90 | 295 |
| 89 | Creusot-Loire | 84 90 | 83 60 | 83 80 | 83 50 |
| 186 | Crouzet | 191 50 | 192 | 192 | 195 80 |
| 265 | C.S. Saupiquet | 272 50 | 272 50 | 272 50 | 270 |
| 920 | Damart-Servip | 835 | 833 | 833 | 840 |
| 940 | Darty | 898 | 888 | 888 | 890 |
| 1050 | Docks France | 1018 | 1010 | 1007 | 1002 |
| 40 | D.M.C. | 33 90 | 33 60 | 33 60 | 34 |
| 1030 | Dumez | 1050 | 1053 | 1053 | 1053 |
| 340 | Eaux (Gén.) | 324 | 321 50 | 324 | 320 |
| 128 | Elf-Aquitaine | 122 40 | 122 20 | 122 50 | 122 10 |
| 126 | — (certific.) | 122 50 | 123 50 | 123 50 | 121 80 |
| 620 | Essilor | 578 | 572 | 573 | 572 |
| 210 | Esso S.A.F. | 216 50 | 218 | 214 | 220 |
| 360 | Eurafrance | 355 | 356 | 357 | 356 |
| 1230 | Euromarché | 1125 | 1125 | 1126 | 1147 |
| 530 | Europe n° 1 | 526 | 527 | 526 | 520 |
| 585 | Facom | 565 | 560 | 560 | 570 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 1250 | Fichet-bauche | 1145 | 1120 | 1120 | 1131 |
| 168 | Finextel | 168 | 168 | 167 50 | 168 |
| 149 | Fives-Lille | 146 10 | 143 60 | 145 | 146 40 |
| 65 | Fonderie (Gén.) | 62 | 62 | 62 | 63 20 |
| 85 | Fraissinet | 85 | 83 | 83 | 82 50 |
| 400 | Francarep | 392 | 395 | 396 | 389 80 |
| 214 | Gal. Lafayette | 224 | 223 | 220 80 | 220 20 |
| 340 | Gén. d'Entrep. | 336 | 330 | 330 | 330 |
| 1410 | Gén. Géophys. | 1386 | 1387 | 1387 | 1389 |
| 445 | G.T. Mars. | 451 | 454 50 | 454 | 458 |
| 435 | Guyenne-Gasc. | 431 | 430 | 422 | 421 50 |
| 465 | Hachette | 479 | 480 | 481 | 476 10 |
| 365 | Hénin (La) | 333 | 330 | 330 | 330 |
| 66 | Imétal | 61 50 | 61 50 | 61 50 | 60 50 |
| 225 | Imm. Plaine-M. | 228 | 228 | 228 | 228 |
| 175 | Ind. et Particip. | 176 | 176 | 176 | 173 |
| 800 | Inst. Mérieux | 810 | 815 | 830 | 800 |
| 1080 | Intertechnique | 1130 | 1130 | 1130 | 1052 |
| 158 | J. Borel Int. | 169 | 175 | 175 | 172 |
| 210 | J. Lefebvre | 200 | 199 | 199 | 200 |
| 167 | Jeumont Ind. | 163 10 | 161 50 | 161 50 | 158 30 |
| 26 | Kléb.-Colombes | 25 20 | 24 80 | 24 80 | 25 |
| 305 | Lab. Bellon | 305 50 | 305 60 | 305 60 | 300 10 |
| 270 | Lafarge-Coppée | 284 20 | 283 90 | 283 90 | 283 90 |
| 300 | — (obl.) | 299 90 | 295 | 295 | 296 |
| 255 | Lafarge nouv. | 248 | 248 | 248 | 253 |
| 1670 | Legrand | 1635 | 1635 | 1632 | 1609 |
| 2410 | — (obl.) | 2420 | 2400 | 2400 | 2400 |
| 910 | Lesieur | 906 | 906 | 906 | 905 |
| 169 | Locafrance | 180 | 180 | 180 | 183 50 |
| 380 | Locindus | 385 | 394 | 394 | 394 |
| 450 | Lyonn. Eaux | 459 | 457 | 457 | 457 |
| 29 | Machines Bull | 27 65 | 27 85 | 28 05 | 27 35 |
| 280 | Main. Phénix | 276 | 276 | 278 | 276 |
| 1490 | Majorette (Ly) | 1295 | 1265 | 1285 | 1289 |
| 355 | Manurhin | 348 | 348 90 | 349 | 345 |
| 44 | Mar. Wendel | 44 10 | 44 10 | 44 10 | 43 60 |
| 770 | Martell | 758 | 785 | 780 | 795 |
| 760 | — (obl.) | 725 | 745 | 745 | 745 |
| 805 | Merlin-Gerin | 595 | 595 | 595 | 590 |
| 1370 | Matra | 1290 | 1280 | 1280 | 1255 |
| 18 | Mét. Nav. D.-N. | 12 80 | 11 90 | 12 | 11 60 |
| 780 | Michelin | 758 | 749 | 745 | 740 |
| 585 | — (obl.) | 580 | 580 | 580 | 580 |
| 885 | Midi (Cie) | 667 | 653 | 653 | 653 |
| 104 | Mines Kali (Sté) | 101 | 101 | 101 | 100 20 |
| 60 | M.M. Penarroya | 45 10 | 47 | 47 | 47 55 |
| 705 | Moët-Hennessy | 688 | 686 | 685 | 686 |
| 810 | — (obl.) | 810 | 805 | 805 | 805 |
| 465 | Mot. Leroy-S. | 487 | 483 | 483 | 475 |
| 65 | Moulinex | 62 50 | 62 50 | 62 | 62 50 |
| 330 | Mumm | 335 | 334 | 340 | 333 |
| 174 | Navig. Mixtes | 169 80 | 169 | 169 | 168 |
| 18 50 | Nobel-Bozel | 16 85 | 16 85 | 16 85 | 17 |
| 44 | Nord-Est | 42 60 | 43 50 | 43 05 | 43 |
| 225 | Nordon (Ny) | 210 | 210 | 210 | 210 |
| 105 | Nouvelles Gal. | 103 50 | 100 | 100 | 98 10 |
| 420 | Occident. (Gén.) | 411 | 410 | 411 | 407 90 |
| 205 | Olida-Caby | 201 | 200 | 202 | 197 |
| 755 | Omn. F. Paris | 705 | 698 | 698 | 698 |
| 119 | Opfi-Paribas | 121 50 | 121 | 122 90 | 123 40 |
| 1000 | Oréal (L') | 970 | 968 | 968 | 968 |
| 3600 | — (obl. conv.) | 3600 | 3595 | 3595 | 3596 |
| 67 | Papet. Gascogne | 67 | 67 | 67 | 67 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 136 | Paris-France | 137 | 136 80 | 136 | 136 80 |
| 300 | Paris-Réescomp | 304 | 307 | 307 | 302 |
| 100 | Pechelbronn | 105 50 | 101 | 101 | 101 10 |
| 385 | Penhoet | 369 70 | 365 | 365 | 360 |
| 400 | Pernod-Ricard | 392 | 390 10 | 390 50 | 390 |
| 133 | Pétroles (Fse) | 137 80 | 137 50 | 137 50 | 137 50 |
| 171 | — (obl.) | 172 | 173 | 173 | 172 10 |
| 33 | — (certific.) | 34 20 | 34 40 | 34 40 | 34 |
| 52 | Pétroles B.P. | 51 | 51 | 51 50 | 50 05 |
| 173 | Peugeot S.A. | 157 50 | 153 80 | 153 60 | 153 80 |
| 320 | — (obl.) | 324 80 | 324 60 | 324 80 | 318 10 |
| 66 | P.L.M. | 66 | 65 70 | 65 70 | 64 50 |
| 136 | Poclain | 126 20 | 129 | 129 | 126 80 |
| 405 | Poliet | 393 | 408 | 402 | 408 |
| 107 | Pompey | 107 | 106 | 106 | 105 50 |
| 220 | P.M. Labinal | 201 10 | 200 10 | 200 20 | 196 10 |
| 790 | Presses Cité | 759 | 749 | 750 | 749 |
| 495 | Prétabail Sic. | 502 | 500 | 500 | 494 |
| 280 | Primagaz | 281 50 | 281 50 | 281 50 | 276 50 |
| 172 | Printemps | 165 10 | 164 50 | 163 90 | 163 50 |
| 1350 | Promodès | 1296 | 1323 | 1320 | 1300 |
| 1030 | Radar S.A. | 1060 | 1030 | 1030 | 1030 |
| 960 | — (obl.) | 960 | .... | .... | .... |
| 320 | Radiotechn. | 304 | 305 | 305 | 305 |
| 94 | Raffin. (Fse) | 82 | 87 | 89 | 86 |
| 1040 | Redoute (La) | 1005 | 1005 | 1005 | 995 |
| 580 | Révillon | 586 | 590 | 590 | 595 |
| 310 | Roussel-Uclaf | 318 | 318 40 | 318 40 | 312 10 |
| 875 | Rue Impériale | 825 | 835 | 835 | 825 |
| 4 50 | Sacilor | 4 01 | 4 | 4 | 4 |
| 120 | Sade | 117 | 118 | 118 | 118 |
| 950 | Sagem | 967 | 950 | 950 | 931 |
| 166 | St-Louis B. | 167 | 167 | 167 | 169 |
| 345 | Sanofi | 340 | 327 | 327 | 327 |
| 470 | — (obl.) | 450 | 439 | 439 | 439 |
| 340 | S.A.T. | 310 | 307 | 309 | 310 |
| 29 | Saulnes | 27 60 | 27 55 | 27 55 | 27 |
| 57 | Saunier-Duval | 54 10 | 55 | 55 | 55 50 |
| 134 | Schneider | 131 90 | 130 | 130 | 130 |
| 35 | S.C.O.A. | 35 | 34 50 | 34 50 | 34 65 |
| 81 | — (obl.) | 82 10 | 82 50 | 82 50 | 82 60 |
| 125 | S.C.R.E.G. | 118 30 | 118 10 | 118 10 | 119 |
| 128 | — (obl.) | 126 50 | 127 10 | 127 10 | 126 50 |
| 250 | Seb | 237 90 | 238 50 | 237 50 | 236 |
| 153 | Sefimeg | 157 | 157 | 157 | 155 |
| 790 | S.F.I.M. | 785 | 789 | 789 | 774 |
| 430 | Sign. Ent. El. | 434 60 | 410 | 404 | 402 |
| 295 | Silic | 299 | 304 | 304 | 299 10 |
| 178 | Simco | 171 | 171 10 | 171 10 | 170 |
| 95 | Simnor | 96 | 94 | 94 | 96 20 |
| 590 | Skis Rossignol | 575 | 576 | 580 | 572 |
| 320 | Sogerap | 321 | 319 | 319 | 320 |
| 152 | Sommer-Allib. | 149 | 149 | 149 | 149 |
| 175 | Source Perrier | 169 80 | 164 50 | 167 | 165 |
| 290 | Talcs Luzenac | 294 90 | 292 50 | 292 50 | 295 |
| 830 | Tél. Elect. | 810 | 810 | 811 | 801 |
| 122 | — (obl.) | 124 | 123 10 | 123 10 | 122 70 |
| 172 | Thomson-C.S.F. | 156 50 | 159 | 160 | 159 |
| 200 | — (obl.) | 196 | 196 | 196 | 195 |
| 1030 | T.R.T. | 1061 | 1055 | 1055 | 1040 |
| 130 | U.F.B. | 120 10 | 120 10 | 120 | 120 |
| 310 | U.I.S. | 316 | 317 | 317 | 319 |
| 114 | U.C.B. | 110 | 110 | 110 | 108 |
| 4 20 | Usinor | 4 30 | 4 25 | 4 30 | 4 25 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 102 | — (obl.) | 103 | 103 50 | 103 50 | 102 60 |
| 161 | U.T.A. | 152 | 151 50 | 151 50 | 162 |
| 230 | Valéo | 221 | 216 | 216 | 216 |
| 375 | — (obl. conv.) | 376 50 | 375 | 375 | 375 |
| 137 | Vallourec | 137 90 | 137 50 | 137 50 | 136 |
| 1120 | V. Clicquot-P. | 1030 | 1030 | 1030 | 1020 |
| 870 | Viniprix | 891 | 890 | 890 | 874 |
| 200 | Amax Inc. | 175 60 | 173 10 | 174 | 174 50 |
| 365 | Amer. Express | 343 60 | 343 50 | 344 | 346 50 |
| 430 | Amer. Teleph. | 423 | 425 10 | 426 | 425 10 |
| 68 | Anglo Amer. C. | 65 10 | 64 60 | 64 20 | 63 60 |
| 490 | Amgold | 439 | 437 | 437 | 435 |
| 750 | B. Ottomane | 731 | 725 | 728 | 711 |
| 425 | BASF (Akt) | 429 | 430 | 430 | 434 |
| 400 | Bayer | 408 | 403 | 409 | 403 |
| 225 | Buffelsfont. | 214 | 217 | 217 | 220 |
| 28 | Charter | 27 60 | 27 70 | 27 75 | 27 20 |
| 385 | Chase Manh. | 342 | 329 50 | 329 50 | 336 |
| 143 | Cie Pétr. Imp. | 149 50 | 148 | 148 30 | 145 50 |
| 31 | De Beers | 30 30 | 30 45 | 30 50 | 30 05 |
| 930 | Deutsche Bank | 913 | 913 | 913 | 919 |
| 83 | Dome Mines | 68 70 | 67 90 | 67 50 | 68 40 |
| 156 | Driefontein Ctd | 140 30 | 138 40 | 138 40 | 138 40 |
| 280 | Du Pont-Nem. | 268 50 | 271 50 | 271 50 | 271 50 |
| 1040 | Elf-Gabon | 1101 | 1090 | 1080 | 1090 |
| 575 | Eastman Kodak | 570 | 572 | 572 | 565 |
| 58 | East Rand | 54 30 | 53 90 | 53 80 | 53 |
| 270 | Ericsson | 270 | 269 | 269 | 269 |
| 225 | Exxon Corp. | 224 | 228 50 | 228 50 | 228 50 |
| 182 | Ford Motors | 180 | 177 | 177 10 | 177 |
| 167 | Free State | 168 | 164 | 164 | 166 |
| 109 | Gencor | 98 90 | 98 30 | 98 30 | 99 |
| 187 | Gén. Belgique | 200 | 202 50 | 202 50 | 205 |
| 490 | Gén. Electr. | 492 | 490 | 494 | 493 |
| 345 | Gen. Motors | 348 50 | 355 | 355 | 350 |
| 52 | Goldfields | 49 80 | 49 50 | 48 50 | 48 90 |
| 77 | Harmony | 73 05 | 72 55 | 72 70 | 71 15 |
| 22 | Hitachi | 21 80 | 21 85 | 21 90 | 21 85 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 405 | Hoechst Akt. | 410 | 412 | 412 | 412 |
| 45 | Imp. Chemical | 46 90 | 47 | 46 80 | 46 10 |
| 81 | Inco. Limited | 77 60 | 77 90 | 77 90 | 77 |
| 485 | IBM | 496 | 494 50 | 494 90 | 488 40 |
| 28 | Ito-Yokado | 27 40 | 27 05 | 27 05 | 27 05 |
| 200 | ITT | 192 90 | 191 50 | 191 10 | 191 50 |
| 38 | Matsushita | 34 30 | 34 40 | 34 40 | 34 70 |
| 580 | Merck | 584 | 590 | 590 | 586 |
| 420 | Minnesota M. | 417 | 410 | 410 | 416 |
| 192 | Mobil Corp. | 197 | 197 | 197 | 196 90 |
| 13100 | Nestlé | 13350 | 13200 | 13200 c | 13220 c |
| 440 | Norsk Hydro | 396 50 | 372 | 372 c | 379 c |
| 760 | Petrofina | 745 | 740 | 730 | 727 |
| 395 | Philip Morris | 393 | 389 | 390 | 381 30 |
| 73 | Philips | 72 40 | 71 50 | 71 30 | 70 10 |
| 215 | Pres. Brand | 189 50 | 183 | 183 | 183 |
| 200 | Président Steyn | 179 50 | 174 | 174 | 176 40 |
| 756 | Quilmès | 793 | 780 | 777 | 764 |
| 385 | Randfontein | 343 | 342 20 | 342 10 | 335 50 |
| 275 | Royal Dutch | 273 50 | 272 | 272 | 274 90 |
| 61 | Rio Tinto Zinc | 58 70 | 58 70 | 58 60 | 58 |
| 198 | St Helena Co | 191 | 191 | 191 | 194 80 |
| 370 | Schlumberger | 347 | 338 50 | 335 20 | 338 50 |
| 58 | Shell transp. | 60 65 | 59 | 59 c | 58 10 c |
| 740 | Siemens A.G. | 743 | 743 | 743 | 730 |
| 122 | Sony | 116 70 | 113 40 | 113 90 | 115 |
| .... | T.D.K. | .... | .... | .... | .... |
| 470 | Unilever | 465 | 445 | 445 c | .... |
| 310 | Unit. Techn. | 288 50 | 289 20 | 289 20 | 290 |
| 390 | Vaal Reefs | 389 50 | 363 50 | 363 50 | 365 |
| 183 | West Deep | 169 50 | 164 | 163 50 | 163 90 |
| 260 | West Hold. | 243 | 237 50 | 238 | 237 50 |
| 276 | Xerox Corp. | 247 | 248 | 248 50 | 250 |
| 2 32 | Zambia Corp. | 1 78 | 1 97 | 2 | 2 01 |

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ● : prix précédent (SICAV)

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 4/6 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 6 188 | 6 146 | 6 | 6 300 |
| Allemagne (100 DM) | 261 020 | 261 150 | 254 | 267 |
| Belgique (100 F) | 13 823 | 13 819 | 12 300 | 13 300 |
| Pays Bas (100 fl.) | 236 850 | 235 750 | 229 | 240 |
| Danemark (100 krd) | 76 580 | 76 310 | 74 | 79 |
| Norvège (100 k) | 102 050 | 101 500 | 99 | 104 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 11 108 | 11 068 | 10 800 | 11 400 |
| Grèce (100 drachmes) | 9 560 | 9 475 | 9 500 | 11 250 |
| Italie (1 000 lires) | 4 720 | 4 701 | 4 560 | 4 950 |
| Suisse (100 fr.) | 304 830 | 304 400 | 298 | 314 |
| Suède (100 krs) | 106 020 | 104 850 | 101 | 107 |
| Autriche (100 sch) | 37 120 | 37 125 | 36 300 | 37 900 |
| Espagne (100 pes.) | 5 836 | 5 840 | 0 570 | 6 150 |
| Portugal (100 esc.) | 8 570 | 8 550 | 8 100 | 9 100 |
| Canada ($ can 1) | 4 972 | 4 923 | 4 870 | 5 110 |
| Japon (100 yens) | 2 549 | 2 522 | 2 430 | 2 570 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 4/6 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 64750 | 63500 |
| Or fin (en lingot) | 64650 | 63500 |
| Pièce française (20 fr) | 597 | 599 |
| Pièce française (10 fr) | 465 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 508 | 515 |
| Pièce latine (20 fr) | 480 | 486 |
| Souverain | 588 | 581 |
| Pièce de 20 dollars | 2640 | 2650 |
| Pièce de 10 dollars | 1360 | 1357 50 |
| Pièce de 5 dollars | 705 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 2855 | 2865 |
| Pièce de 10 florins | 510 | 502 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE







Le numéro du « Monde » daté 6-7 juin 1982 a été tiré à 484 631 exemplaires.

PRÉSIDÉES PAR LE DIRECTEUR RÉGIONAL DU TRAVAIL

## Les négociations chez Talbot rencontrent de grandes difficultés

Ces négociations entre les syndicats et la direction de Talbot-Poissy, sous la présidence du directeur régional du travail d'Ile-de-France, ont repris le 7 juin à Saint-Germain-en-Laye. Une première séance de négociations, rendue possible à l'issue de contacts entre les syndicats, la direction et M. Chazal, directeur des *relations du travail, s'est tenue le* 6 juin au soir sur les salaires, les classifications et les conditions de travail. Un seul point d'accord est intervenu : la direction a accepté de verser dès juin un acompte sur le treizième mois.

La C.G.T. a demandé l'annulation *des élections professionnelles qui se* sont déroulées, sous le contrôle de quatre-vingts inspecteurs du travail, en mars et en mai et avaient donné, pour les délégués du personnel et pour le comité d'entreprise, la majorité à la C.S.L. Selon la C.G.T., des *« témoignages récents montrent que des fraudes et des pressions avaient eu lieu en dehors des bureaux de vote »*. La direction s'y oppose, indiquant que le scrutin n'a pas été contesté dans les délais légaux. Un *journaliste de l'Humanité, M. Jean-*Michel Cordier, a déposé plainte auprès de la gendarmerie de Poissy à la suite d'une « *agression* » dont il a été victime.

*Aux portes des usines* Talbot, à Poissy (Yvelines), bloquées par la grève depuis le 2 juin, les grilles sont closes ce 7 juin, à 6 h. 30. La direction a fait savoir que, pour des raisons techniques, en particulier pour les contrôles de sécurité, le personnel de fabrication devait rester chez lui. Seul le personnel de bureau et l'encadrement devaient se rendre à leur poste. Mais plusieurs centaines d'ouvriers, presque tous immigrés, sont tout de même venus *comme pour un matin ordinaire.*

MACHINE 35 —— — 35x106.

Certains ignoraient la décision de la direction. D'autres, la majorité, tenait à vérifier qu'on ne faisait pas *entrer les ouvriers non grévistes. « C.S.L. assassin ! », « Le Ricard, les mouchards, c'est fini ! »*, lancent les plus volubilent, dénonçant la pratique forcée des cadeaux et des *verres de pastis offerts aux contre*maîtres. *« C'était la mafia*, dit l'un d'entre eux. *Des cadeaux pour les uns, rien pour les autres. Des salaires de 2 700 F sur la chaîne. Pour le même poste, deux O.S. au lieu de quatre précédemment. Ça a craqué. Ce n'est que la monnaie de notre pièce »*, ajoute un agent de maîtrise. Pour lui, comme pour ses collègues présents autour de lui, la situation s'est détériorée depuis la reprise de l'usine Peugeot. Les contremaîtres et les cadres moyens les plus âgés *ont été mis en préretraite et remplacés par des jeunes. « Ces derniers ne savent pas parler aux ouvriers, ils ne les tiennent plus. L'injure, ça ne paie plus »*, dit-on encore.

Devant l'usine, soudain on s'énerve. Les délégués syndicaux annoncent *qu'une assemblée d'information va* se tenir devant la mairie à 10 heures et qu'il faut s'y rendre en cortège. *« Ce n'est pas à la mairie que ça se tient, c'est ici. Il faut rester, sinon la direction va faire rentrer les autres »*, disent pulsieurs immigrés. Un cortège s'ébranle. Peu après, trois cars de gardes mobiles prennent place devant l'usine. Le cortège arrive devant la mairie. Les délégués font le point des négociations, en arabe puis en français. — D. R.

## FERMETÉ DU DOLLAR 6,20 F

**Le dollar s'est vivement raffermi lundi matin 7 juin, en liaison avec les événements du Liban. Son cours est passé, à Francfort, de 2,3558 DM à 2,38 DM, à Paris, de 6,15 F à 6,20 F après 6,21 F et à Tokyo, de 243 yens à 246 yens. La banque centrale d'Allemagne et du Japon ont du intervenir pour défendre leur monnaie.**

**Outée l'aggravation de la tension au Moyen-Orient, le report à plusieurs mois de toute décision sur la stabilisation des monnaies a incité les opérateurs à acheter des dollars. Sur le marché de l'or, le cours de l'once est passé de 318 dollars à 325 dollars environ.**

● *Les mises à disposition des personnels de l'éducation nationale.* — *Le Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 3 juin publie une instruction de M. Alain Savary concernant les *« mises à disposition de membres des personnels de l'éducation nationale au bénéfice des mouvements et associations prolongeant l'action du service public de l'éducation nationale »*. Ce texte tend à *« préciser, clarifier et régulariser »* la procédure permettant à des *« associations habilitées »* — essentiellement des œuvres péri et post-scolaires — de bénéficier du concours de personnels, notamment d'enseignants, relevant du ministère de l'éducation nationale, payés par lui et mises à leur disposition. Cette instruction, qui instaure une *« convention »* entre l'association demandeuse et le *ministère*, tend à épurer et à contrôler une situation qui, dans le passé, avait donné lieu à de nombreux abus (*le Monde* du 30 septembre 1981).





AU TCHAD

## N'Djaména est tombée aux mains des forces de M. Hissène HABRÉ

Au terme d'une offensive engagée en novembre 1981, N'Djaména est passée sous le contrôle des Forces armées du Nord de M. Hissène Habré, tôt dans la matinée, de ce lundi 7 juin après quarante-cinq minutes de combat. On ignore le sort du président M. Goukouni Oueddei.

Des infiltrations de combattants de M. Habré avaient eu lieu, ces derniers temps, à N'Djaména où quelque soixantaines de soldats des Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei étaient encore stationnés dimanche. Les petites garnisons de deux autres tendances, celles de MM. Acyl Ahmat et Kamougué, avaient fait savoir qu'elles demeureraient « neutres » si elles n'étaient pas attaquées. Les FAN seraient passées à l'attaque dès 7 heures du matin. A 8 h 30, elles s'étaient assuré le contrôle total de la ville. La ville de Mongo s'était ralliée aux FAN la veille et celle de Mangalmé l'avant-veille.

0 — 300 km
LIBYE
Aozou
Bardaï
Zouar
Ounianga-Kébir
Faya-Largeau
Fada
NIGER
TCHAD
KANEM
Mao
Moussoro
Lac Tchad
Ati
Biltine
Abéché
Massaguet
N'DJAMENA
Mongo
Kousseri
NIGERIA
SOUDAN
Am Timan
Bongor
Chari
Logone
Laï
Doba
Moundou
Sarh
Baibokoum
CAMEROUN
CENTRAFRIQUE

Dernier obstacle sur la route de N'Djemena, la ville de Massaguet, située à 80 kilomètres au nord de la capitale tchadienne, était passée sous contrôle des forces armées du nord, samedi soir après cinq heures de combats. Le président Goukoudi Oueddei avait, cependant, affirmé, dans la soirée du même jour, qu'il n'avait aucune intention de négocier avec les forces des FAN.

D'autre part, les violents affrontements armés qui opposent, depuis jeudi, au sud du Tchad (*le Monde* des 6 et 7 juin) les partisans et les adversaires du colonel Abdelkader Kamougué, au sein même de la coalition des forces armées tchadiennes (FAT), *qu'il dirige, ont pour but de lui* faire perdre le contrôle de cete région, la plus riche du pays. Les combats *qui se déroulent* à Moundou, ville de quarante-cinq mille habitants, ont été précédés par l'adoption par les *fonctionnaires* civils et les officiers des FAT d'une motion contre le colonel Kamougué, *en sa qualité de principal* dirigeant du Sud. La motion, adoptée à l'unanimité le 29 mai dernier, dénonce *« les manœuvres de division et de subversion »* du colonel Kamougué ainsi que les *« exactions répétées du comité permanent contre la population »* et la *« gestion catastrophique »* de la zone méridionale (qui comprend cinq provinces) du Tchad.




## QUARANTE CIVILS SONT TUÉS AU COURS DU BOMBARDEMENT DE LA VILLE D'ILAM PAR L'AVIATION IRAKIENNE.

Téhéran (*A.F.P.*). — Quarante personnes au moins ont été tuées *et plus de deux cents blessées*, samedi matin 5 juin, au cours du bombardement par des avions irakiens *de la ville d'Ilam (chef-lieu* de la province du même nom) à plus de 500 kilomètres à l'ouest de Téhéran. Selon la radio de Téhéran, les appareils irakiens ont attaqué dans la matinée au moment où se déroulait dans les rues de la ville un défilé organisé pour commémorer le soulèvement du 5 juin 1963. Selon la radio, les victimes *« étaient des civils, hommes, femmes et enfants innocents »*.

Des dizaines de maisons, ainsi qu'une mosquée, ont été détruites au cours du bombardement, a ajouté la radio.

M. Mir Hossein Moussavi, premier ministre iranien, a déclaré que la réponse de l'Iran à ces bombardements *« sera celle qui a toujours été jusqu'à présent donné aux agresseurs »*. Il a qualifié ce raid de *« réponse à ceux qui parlent de paix, de cessez-le-feu et de conciliation en ignorant les crimes du régime hérétique »* irakien.

*« Les maîtres et les protecteurs de Saddam* (Saddam Hussein, le chef de l'Etat irakien) », a poursuivi le premier ministre dans une intervention diffusée par Radio-Téhéran, *« discrédités par les victoires récentes des combattants de l'Islam, croient qu'attaquer les zones résidentielles ou bombarder des civils sans défense pourra rendre son honneur à une armée démantelée »*.

J.-Cl. H.









